

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 496 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Claude Lefort

« La politique est toujours en défaut, sinon en état de crise »

« Comment appréciez-vous la crise de la politique ? »

Certains signes témoignent d'un discrédit croissant de ce qu'on nomme la politique. Inutile de les énumérer. A mes yeux, le plus remarquable est la progression du Front national. Qu'il semble attirer à lui 15 % de la population, peut-être demain davantage, voilà l'indice d'une fracture profonde dans la société. Le Front national a le profil d'un mouvement fasciste, sans en présenter toutes les caractéristiques. Bernard Tapie a eu le tort d'insulter les électeurs de Le Pen (je note au passage que sa rétractation n'était pas moins maladroite). Mais peut-être a-t-il été pire de s'obstiner longtemps à croire qu'ils étaient simplement trompés. Les Allemands qui ont soutenu Hitler, les Italiens, Mussolini, à leurs débuts, étaient pour une part des citoyens quelconques, mais ils n'avaient pas non plus été trompés, puisque une fois le leader au pouvoir, ils en ont fait leur idole. Dans ce genre d'aventures, la plupart des gens ne se trompent pas. Ils ignorent les forces qui, en eux-mêmes, les poussent. Ils n'ont pas une représentation de l'avenir, des actions qu'ils auront à commettre ou à couvrir - cela d'autant moins qu'ils s'emparent dans la vie courante contre les criminels, les délinquants ou les fauteurs de troubles. Mais ils ont du flair pour reconnaître l'homme qui a le caractère d'un chef, qui ne se laissera arrêter par rien, l'homme qui leur permettra de fraterniser, dans l'exécution des ennemis du peuple, celui qui leur dira qu'ils sont, celui qui les nommera, chacun et ensemble, et leur insufflera la force qu'il possède.

Je disais que le Front national n'avait pas toutes les caractéristiques du fascisme. Certes, il a réussi à bâtir depuis quelques années une organisation véritable, à créer une chaîne entre militants, sympathisants et électeurs potentiels. Toutefois, dans le cadre de notre société, il ne peut se permettre d'user de

Né en 1924, Claude Lefort, agrégé de philosophie et professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, a été l'élève, au lycée Carnot, de Maurice Merleau-Ponty, dont il éditera plus tard certains textes, et dans la pensée duquel il continue de puiser.

Surtout connu comme philosophe critique de la bureaucratie, reconnu comme l'un de nos plus éminents représentants de la recherche en philosophie politique, il participe à l'aventure des Temps modernes, avant de rompre avec Sartre au moment où ce dernier prit la défense du stalinisme. Il créa alors, avec Cornelius Castoriadis, le groupe Socialisme et barbarie, dont il devait se séparer en 1958. Puis il fut, avec d'autres, à l'origine de plusieurs revues : Libre, Textures, Passé-Présent ; toutes avaient en commun d'être d'inspiration marxiste en rupture de marxisme. Son livre sur Soljenitsyne - Un homme en trop (Seuil, 1976) - devait donner le ton de la « lecture » française de cet auteur monumental.



Son ouvrage le plus récent - Ecrit, sous-titré « À l'épreuve du politique » (Calmann-Lévy, 1992) -

est une méditation sur la crise de la politique, sujet sur lequel il s'exprime aujourd'hui.

moyens ouvertement illégaux ; il se réclame même de la démocratie. Cette prudence n'est pas négligeable. Elle est le signe de son anormalité à notre époque. Cependant, deux traits du fascisme sont manifestes. Le Front national, bien qu'il soit pour le moment occupé à gagner des sièges ici et là, comme les autres partis, cherche et réussit à apparaître comme en dehors de l'ensemble du champ politique. L'image de sa rupture avec toutes les formations fait écho à celle d'une rupture dans l'histoire, celle

de la création d'un ordre nouveau.

L'idéologie du mouvement est significative. Certains de ses adversaires recommandent depuis peu de temps de s'intéresser au programme du Front national, de montrer quelles seraient les conséquences désastreuses de son application. Or les électeurs du Front ne se soucient pas de la lettre de son programme. Ils absorbent sa parole sans l'entendre. Quelques images sonores leur suffisent. Autrefois déjà, de sages observateurs jugeaient que Hitler divaguait. Mais c'était une divagation liée, concertée. Et Le Pen a appris à divaguer pareillement.

Contrebalancé à ce que Hannah Arendt a écrit, manquant pour une fois de clairvoyance, l'idéologie totalitaire n'est pas la « logique d'une idée ». Elle consiste en une condensation de thèmes dont chacun a une signification, une origine et un destin éventuel différents. Les nazis associaient nationalisme, socialisme, autoritarisme, égalitarisme, culte du chef et du peuple, racisme, rétrograde, traditionalisme, individualisme héroïque, ordre moral et discipline, mépris des lois, sacralisation de la nature, toute-puissance de l'industrie... Ceux qui écoutent le leader happent tout à la fois et s'agrippent, quelle que soit la différence de leur condition sociale ; ils se sentent tous incorporés dans l'Unité. Les multiples motions ne sont pas articulées, sinon elles se prêteraient à l'interprétation et s'entrechoqueraient. L'idéologie ignore le principe de non-contradiction. C'est ainsi qu'elle gagne sa plus grande efficacité : elle délivre des tensions que procurent l'expérience de la réalité et très singulièrement l'expérience de la démocratie, qui est celle par excellence du multiple. Le Pen, comme ses prédécesseurs, draine dans toutes les couches de la société des courants qu'il tente de faire refuser en une seule vague contre l'édifice de la démocratie.

Le succès du Front national est-il le seul indicateur de la crise politique ?

Là où se manifeste, dans une direction, l'impertinence de la croyance, il faut s'interroger sur la perte de la croyance dans une autre direction. Je ne veux pas pour autant négliger les difficultés liées aux problèmes du chômage, de l'immigration et de l'insécurité, dont Le Pen a tiré parti. Mais à s'en tenir là, l'explication me paraît courte. Des comitateurs ont noté une corrélation entre l'ascension de Le Pen et l'affaiblissement du Parti communiste. Ils ont raison, quoique cela ne signifie pas que le Front national recueille en grand nombre les voix d'anciens communistes. Toutefois, il faut prendre en compte l'expérience du gouvernement socialiste et la déception qu'elle a provoquée.

On a dit que, relégués depuis longtemps dans l'opposition, les socialistes avaient pu être préparés à gouverner et qu'ils ont accumulé les erreurs, avant de consentir au pragmatisme ; on a dit encore, dans une autre intention, qu'après avoir suscité de grandes espérances dans un premier moment, ils les avaient déçues en pratiquant une gestion qui n'était pas essentiellement différente de

celle de la droite. Cependant le programme commun n'était pas une erreur. Il procédait d'une illusion. Est-ce même le bon mot ? Les socialistes cultivaient une théorie de la lutte des classes et de la rupture avec le capitalisme qui leur interdisait d'affronter la tâche d'une réforme démocratique. Le fait est qu'ils se sont montrés incapables de comprendre ce qui les séparait de leurs supposés alliés, et plus profondément encore, incapables de penser le phénomène totalitaire en Union soviétique et en Europe de l'Est. Ils formaient l'image de la division de la France en deux camps, celui de la gauche et celui de la droite, comme ils formaient l'image de la division du monde en deux blocs : celui de l'impérialisme et celui de l'anti-impérialisme.

« Que signifie le mot même de socialisme quand, dans la réalité, il ne lui reste plus rien qui lui donne consistance ? »

La nécessité dans laquelle ils se sont trouvés d'abandonner leurs prétentions après une première expérience du gouvernement ne les a pas induits à s'expliquer à eux-mêmes leur tournant et à en rendre raison publiquement. C'est que le Parti socialiste a une capacité singulière de combiner la présomption d'un grand savoir et le sens très prosaïque de l'opportunisme. Se soumettre aux impératifs du moment a donc paru lui suffire. A-t-il déçu les espérances qu'il avait suscitées parce qu'il renouait à travailler à une rupture avec le capitalisme ? Ce serait supposer que ces espérances se portaient sur le programme commun. Or, je crois bien plutôt que la majorité des Français ne s'y intéressaient guère.

N'y avait-il pas place en France pour une large formation, dont le noyau eût été socialiste, et qui fût réformatrice, dans le meilleur sens du terme, c'est-à-dire novateur, décidé à des initiatives spectaculaires dans certains domaines par exemple, celui de l'éducation et celui de la justice ? Les socialistes n'ont rien tenté en ce sens. Pouvaient-ils encore saisir l'occasion d'une ouverture, qu'ils échangeaient de cap ? L'ouverture ne fut pour eux qu'un slogan. Telle était leur conviction de détenir la légitimité de la gauche qu'ils ne pouvaient envisager de partager le pouvoir.

Fait remarquable : loin de tirer un bénéfice de l'effondrement des pouvoirs communistes en Union soviétique et à l'Est, ils en ont plus particulièrement subi les conséquences. D'ailleurs, ils n'ont pas su reconnaître l'ampleur de l'événement. On ne mesure pas encore tous ses effets. Pour paraphraser un écrivain célèbre (Chateaubriand) qui parlait de la destruction de la monarchie de droit divin, je dirai que le communisme « était si puissant dans son vaine passé qu'en tombant il a arraché avec ses racines une partie du sol de la société ». C'est dans le monde entier que les certitudes ont vacillé, et jusque chez les adversaires du communisme. Or combien ce choc a-t-il été sensible en France... Que signifie à présent le mot même socialisme ? Qui peut le dire quand, dans la réalité, il ne reste plus rien qui lui donne consistance ? Voyons le vide qui s'est creusé dans la gauche. Et plus généralement l'ébranlement du sol de notre société.

Quelle que soit la conjoncture, n'y a-t-il pas une défiance de la politique en démocratie ? La politique n'apparaît-elle pas comme une scène sur laquelle se disputent les partis ?

On peut dire que le soupçon à l'égard de la politique accompagne depuis son début le développement du régime démocratique. Encore faut-il comprendre ce qui est en jeu avec la délimitation d'une sphère de la politique. Elle implique une distinction fondamentale entre ce qui est politique et ce qui n'est pas politique. Cette distinction elle-même a une signification politique, dans une autre acception du terme, c'est-à-dire qu'elle est constitutive d'un type de société. Tant que le pouvoir se montrait incorporé dans la personne d'un prince ou dans un organe quasi naturellement détenteur de la souveraineté, il était maître de la loi sous l'aspect d'un commandement des rapports sociaux ; ou du moins la loi était imprimée en lui. De même, il était censé posséder la connaissance des fins dernières de la communauté. La démocratie moderne procède d'une désincorporation du pouvoir. Celui-ci devient un lieu vide ; nul ne peut se l'approprier. Du même coup, le fondement de la loi comme celui de la connaissance ne sont plus soustraits à l'expérience de la vie sociale.

On a souvent souligné certaines caractéristiques de la démocratie libérale : le système du pluralisme qui requiert le libre choix des gouvernants, la division des pouvoirs, la protection de la propriété privée, sur laquelle repose l'existence du marché. Mais n'oublions pas que, dans toute l'étendue du social, se voit reconnaître la diversité des modes d'action, de connaissance et d'expression. Impossible désormais de décider des normes de l'éducation, par exemple, ou de la science, de la médecine ou de l'art. C'est en ce sens que la société civile et les libertés qui la fondent ont elles-mêmes signification politique.

Vous venez de parler d'une scène de la politique. Le mot est bon. Sur cette scène s'exhibent des acteurs en conflit sur la direction des affaires publiques. Ces acteurs auxquels on prête beaucoup de puissance sont néanmoins perçus comme de simples mortels, des semblables, somme toute, si haute soit leur place. Rien d'étonnant à ce que l'on soupçonne qu'ils soient guidés par l'ambition, ou l'otéité.

ou le désir de conserver et d'accroître le pouvoir de leur parti. Rien d'étonnant à ce qu'ils paraissent, en dépit de leurs oppositions, appartenir à un même milieu. La professionnalisation de la politique, l'existence de grands partis qui sélectionnent les candidats au suffrage et imposent à leurs membres une stricte discipline accusent cette impression. Le phénomène était déjà bien connu et analysé au XIX^e siècle. Telle est la nature de la démocratie qu'il n'y a guère de chance pour que l'image du politicien s'efface durablement sous celle du gouvernant ou du député-législateur dévoué au bien commun. Je ne dis pas cela pour minimiser les dangers que recèle la conjoncture, et que j'ai évoqués. Ce qu'il m'importe d'abord de souligner, c'est que la politique est toujours en défaut, sinon en état de crise. Tocqueville disait déjà des hommes qui vivent en démocratie : « Ils aiment le pouvoir, mais ils sont enclin à mépriser et à haïr celui qui l'exerce ». C'est ensuite que, lorsqu'on tourne en dérision le petit monde de la politique (posture de certains intellectuels), on se disqualifie que la vitalité de la société, l'acceptation de la différence des intérêts, des opinions, des manières d'être, la capacité de vivre sans repères ultimes de certitude, tout ce qui fait l'éthique démocratique, suppose l'existence de la politique à distance de tous les domaines où son intrusion est illégitime.

« C'est le sens de la loi qui est difficile à résigner »

N'avez-vous pas une fois de plus à l'esprit l'opposition démocratie-totalitarisme ?

Cela n'est pas. Observons seulement les difficultés auxquelles se heurtent les peuples aux prises avec le totalitarisme. Elles ne tiennent pas seulement à l'élaboration de nouvelles institutions, à l'instauration du pluralisme ou à la création d'une économie de marché ; elles ne tiennent pas à la définition de nouvelles « règles du jeu », comme disent plaisamment les politologues. Là où tout auparavant portait la marque des consignes d'un dirigeant et finalement, de la domination de l'Etat-parti ; là où, à présent, se révèle et s'accroît le morcellement des liens sociaux, c'est le sens de la loi qui fait encore défaut, qui est difficile à résigner, et de même la disposition de chacun à vivre au contact des autres dans le refus de l'uniformité. Penfible constat : dans plusieurs cas, la recherche fébrile de repères identificateurs, le mythe de la Nation ne laissent guère de place au débat politique, à l'idée d'une nouvelle forme de société, d'un Etat de droit et d'une société civile.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et OLIVIER MONGIN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
820 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, R. M. Groussier
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEDEX
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP 301 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Musulmans, Serb

L'avocat Wolfgang

Les extrémistes de l

en perte de vit

ÉTRANGER

Début de l'opération de déploiement des « casques bleus »

Musulmans, Serbes et Croates discutent de l'avenir de la Bosnie-Herzégovine

Le commandement de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) en Yougoslavie, la général indien Satish Nambiar, a lancé dimanche 15 mars l'opération de déploiement de cette force en attendant le départ sur le terrain des 410 officiers chargés de préparer l'arrivée des 14 000 « casques bleus » prévus pour s'interposer entre Serbes et Croates.

Malgré le lancement des opérations de paix, des accrochages se sont poursuivis entre les forces croates et l'armée serbo-fédérale, tandis que les consultations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine devaient reprendre, lundi 16 mars, à Sarajevo sous l'égide de la CEE.

BELGRADE

de notre correspondant

L'ambassadeur portugais José Cutilheiro, désigné par la CEE pour présider les négociations en Bosnie-Herzégovine, devait entamer, lundi, à Sarajevo de nouvelles consultations avec les responsables des trois communautés - musulmane, serbe et croate - sur l'avenir de cette République. M. Cutilheiro s'est préalablement rendu, dimanche, en Macédoine où il s'est entretenu avec le président Kiro Gligorov et le ministre des affaires étrangères, M. Danko Maleski. Onze États membres de la CEE se sont déjà prononcés en faveur de la reconnaissance de l'indépendance de la Macédoine, mais le processus se heurte à l'opposition de la Grèce qui conteste toujours le nom de cette République et craint, en dépit des garanties données par les autorités macédonniennes, d'éventuelles revendications territoriales de ce

voisin. Les résultats à attendre de la cinquième rencontre des responsables des communautés musulmane (43,7 %), serbe (31,4 %) et croate (17,3 %), qui composent la Bosnie-Herzégovine, restent incertains. En effet, le projet de réorganisation de la Bosnie-Herzégovine, présenté par la communauté européenne la semaine dernière à Bruxelles et envisageant la création d'un État fédéral doté de plusieurs unités constitutives qui se partageraient les compétences avec le pouvoir central de la République, n'a pas obtenu l'accord des trois leaders nationaux. La communauté serbe avait été la première à rejeter le projet de Bruxelles, lui reprochant notamment d'envisager « un pouvoir central trop fort ». Son chef, M. Radovan Karadzic, qui s'oppose à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et qui conteste les résultats du référendum sur cette question qui s'est déroulé les 29 février et 1^{er} mars, revendique

une confédération. Cette formule, qui associerait trois États - un serbe, un croate et un musulman - permettrait aux Serbes de se rattacher à la Serbie ainsi qu'au Monténégro et de rester dans ce qu'ils appellent la « nouvelle Yougoslavie ».

« L'Europe a désintégré la Yougoslavie »

Pour réaffirmer sa position, le Parti démocratique serbe (SDS), qui rassemble la communauté serbe de Bosnie-Herzégovine, a organisé, dimanche, à Banja-Luka (nord-ouest de la République) une manifestation avec pour mot d'ordre : « Nous sacrifions nos vies mais jamais la Krajina » (région de Bosnie qui s'est proclamée autonome, et limitrophe de la Krajina serbe de Croatie). « L'Europe a désintégré la Yougoslavie, elle doit accepter par conséquent de partager la Bosnie », a déclaré l'un des orateurs devant près de 20 000 per-

sonnes rassemblées sur la place centrale. Ferme opposé à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, les manifestants ont réitéré leur détermination à vivre « en Yougoslavie » avec le reste du peuple serbe.

À la veille de la réunion de Sarajevo, les leaders serbes ont averti la communauté internationale qu'« une reconnaissance prématurée » de la Bosnie-Herzégovine sans avoir obtenu le feu vert des trois communautés pourrait avoir des « conséquences dramatiques » et provoquer la « guerre civile ». En d'autres termes, commentait, dimanche, le journal belgradais Politika, « une nouvelle guerre ne pourra être évitée que si la Bosnie-Herzégovine reste en Yougoslavie ».

Le président bosniaque Alija Izetbegovic, leader de la communauté musulmane, qui prône l'intégrité territoriale de sa République, reproche au projet de Bruxelles d'envisager la création d'unités

constituantes qui conduiraient à la division de la Bosnie-Herzégovine en cantons ethniques dans lesquels l'un des trois peuples serait dominant. Si M. Izetbegovic affirme être prêt à un compromis, il souligne néanmoins qu'il ne peut pas accepter l'idée de confédération proposée par la communauté serbe, arguant que les communautés ethniques sont imbriquées les unes dans les autres et que le partage est irréalisable.

Si les leaders serbes s'obstinent, M. Izetbegovic ne voit qu'une issue possible : organiser de nouvelles élections ou un référendum sur la partition ethnique de la République. Toutefois, rappelle-t-il, l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, pour laquelle 63 % des électeurs (soit plus de 95 % des votants) se sont prononcés, ne peut plus être remise en question.

FLORENCE HARTMANN

ALLEMAGNE : spécialiste des échanges d'espions et de dissidents entre l'Est et l'Ouest

L'avocat Wolfgang Vogel a été arrêté

L'ancien bras droit d'Erich Honecker pour les affaires humanitaires, l'avocat Wolfgang Vogel, soixante-six ans, a été écroué samedi 14 mars à la prison centrale de Moabit, à Berlin. Il est notamment accusé d'avoir, du temps de la RDA communiste, extorqué des biens à des « clients » dont il négociait le départ en RFA.

BERLIN

de notre correspondant

De son côté, de Berlin-Est, l'avocat était impliqué depuis les années 50 dans toutes les transactions importantes portant sur les échanges d'espions et de prisonniers politiques ainsi que sur le départ en Allemagne de l'Ouest des candidats à l'émigration. Dès 1957, il avait obtenu l'autorisation, très rare, d'être inscrit également comme avocat auprès des tribunaux de Berlin-Ouest, ce qui lui

permettait d'agir dans les deux parties de l'Allemagne.

En 1962, Wolfgang Vogel apparaît dans les négociations entre Russes et Américains pour le fameux échange du pilote de l'aviation espion U2, Gary Powers, contre l'agent de renseignement Rudolf Abel, sur le pont de Glienicke, à Berlin. Dans les dernières semaines de la RDA, il avait été particulièrement actif dans les négociations menées avec le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, pour l'évacuation des milliers de réfugiés est-allemands, qui avaient envahi l'ambassade de RFA à Prague, afin d'arracher leur liberté. Le transit des trains qui les conduisaient en RFA, mais en passant par l'Allemagne de l'Est pour sauver la face du gouvernement communiste, avait provoqué de violentes émeutes à Dresde et précipité la chute du régime de Berlin-Est.

La grande spécialité de M. Vogel était pourtant la négociation des

« rachats » par la RFA des prisonniers politiques, et des demandes d'émigration à l'Ouest. Il aurait négocié 34 000 « rachats » et plus de 250 000 départs à l'Ouest au cours de sa carrière. Ces « rachats » servaient à alimenter les caisses en devises de la RDA. Il en coûtait à l'Ouest entre 120 000 et 150 000 Deutschmarks par personne. Les candidats à l'exil étaient obligés, avant leur départ, de vendre leurs biens en RDA.

Selon la justice berlinoise, M. Vogel est accusé aujourd'hui, d'avoir, dans au moins dix-huit cas, contraint ses « clients » à vendre leurs maisons et terrains à des personnes de son choix, souvent membres de la Stasi, la police politique est-allemande. Soupçonné de disposer d'une importante fortune personnelle camouflée, on ne sait où, M. Vogel avait été arrêté, vendredi soir 13 mars, par la police, qui avait perquisitionné toute la journée sa villa de Teupitz, près de Berlin.

HENRI DE BRESSON

Démission du ministre-président du Land de Mecklembourg

BERLIN

de notre correspondant

L'échec continué parmi les premiers chefs de gouvernement chrétiens-démocrates des nouveaux Länder de l'ex-RDA. Le ministre-président du Mecklembourg-Poméranie occidentale, M. Alfred Gomolka, a dû démissionner, samedi 14 mars, victime de dissensions internes au sein du Parti chrétien-démocrate régional. Le candidat désigné, dimanche, par la CDU, pour prendre sa succession, est un inconnu, M. Bernd Seitz, un vétérinaire qui était secrétaire général de la section locale du parti. Lors des premières élections régionales après la réunification allemande et la reconstitution des Länder à l'Est, en octobre 1990, le Parti chrétien-démocrate du chancelier Kohl avait accepté, faute de temps, de s'en remettre à l'ancien appareil de la CDU de l'Est, pourtant fortement compromis avec l'ancien régime communiste. En Saxe seulement, la rébellion d'une partie de la nouvelle génération chrétienne-démocrate, issue de l'ancienne opposition, avait obligé les cadres de l'Est à accepter la candidature d'un responsable de l'Ouest, M. Kurt Biedenkopf.

Les luttes internes pour le pouvoir au sein de la CDU, ajoutées à l'incapacité et au passé parfois douteux de nombreux de ces dirigeants de l'Est, ont fait perdre un temps précieux dans la mise en place et le rodage des nouvelles structures. En Thuringe et en Saxe-Anhalt, les deux premiers chefs de gouvernement ont finalement été remplacés par des responsables politiques venus de l'Ouest.

Après la démission de M. Gomolka, le dernier chef de gouvernement régional élu en 1990 originaire de l'Est est le ministre-président du Land de Brandebourg, M. Manfred Stolpe, social-démocrate, qui a dû aussi ces derniers temps faire face à de vives critiques.

H. de B.

Les initiatives diplomatiques se multiplient pour mettre fin au conflit du Haut-Karabakh

Alors que sur le terrain les combats entre Arméniens et Azerbaïdjanais se poursuivent, les initiatives diplomatiques se multiplient pour tenter de trouver une issue pacifique au conflit du Haut-Karabakh, cette enclave peuplée en grande majorité d'Arméniens située en territoire azerbaïdjanais. L'ONU entame ainsi, lundi 16 mars, sa première mission de bons offices dans l'ex-RSS avec le déplacement de M. Cyrus Vance au Haut-Karabakh, à Erevan et à Bakou. Le chargé de mission des Nations unies sera accompagné de M. Herbert Okun, un ancien ambassadeur des États-Unis qui l'avait déjà assisté en Yougoslavie.

Dimanche, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, représentés par des délégations de haut rang, ont signé à Téhéran « un accord prévoyant un cessez-le-feu au Haut-Karabakh et la levée des sanctions économiques qu'ils s'imposent mutuellement ». Cette annonce a été faite par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a précisé que « le cessez-le-feu entrera en vigueur une fois que cet accord aura été entériné par les présidents arménien et azerbaïdjanais », sans toutefois avancer de date précise. Selon M. Velayati, l'Arménie a accepté l'envoi d'un groupe d'observateurs militaires iraniens au Haut-Karabakh, mais le ministre a souligné que l'Azerbaïdjan « n'avait pas encore donné son feu vert » à l'envoi de ces observateurs.

Stepanakert bombardée

Pour leur part, les hauts fonctionnaires du comité de crise de la CSCE ont demandé, samedi, à la présidence en exercice de la Conférence (Tchécoslovaquie) d'organiser et d'envoyer sans délai une seconde mission afin de « négocier et mettre en place un cessez-le-feu effectif » au Haut-Karabakh. Cette mission devrait étudier les modalités permettant le « déploiement d'observateurs pour

surveiller le cessez-le-feu, dès que celui-ci sera entré en vigueur ». Les hauts fonctionnaires ont aussi recommandé à la CSCE de mettre au point, « dans les meilleurs délais », une conférence sur le Haut-Karabakh, sous les auspices de la CSCE, afin d'établir un forum permanent de négociations devant conduire au règlement pacifique de la crise.

Ils ont réaffirmé le « besoin urgent » d'acheminer l'aide humanitaire grâce à des « couloirs de sûreté ». Dans ce but, M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'État français à l'action humanitaire, devait entreprendre, lundi, sa troisième mission dans le Haut-Karabakh.

De son côté, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) va envoyer un émissaire en Azerbaïdjan et en Arménie pour contribuer à un règlement pacifique du conflit, a déclaré samedi, le ministre turc des affaires étrangères.

Sur le terrain, les bombardements ont repris d'intensité dans le

nuit de vendredi à samedi, selon les autorités arméniennes du Haut-Karabakh. Des tirs de missiles ont visé Stepanakert, chef-lieu de la région, où le bâtiment du Parlement aurait été touché. Chouheh, village azeri situé au sud de Stepanakert, et Cboch, une localité arménienne.

L'agence azerbaïdjanaise Touran annonçait, d'autre part, la mort de quelque cinquante personnes lors de la prise de sept villages par les forces arméniennes dans la région de Mardakert, dans le nord du Haut-Karabakh.

Aucune information n'est parvenue sur les combats qui se sont déroulés ces derniers jours à la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Les Arméniens cherchent à ouvrir un corridor entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, tandis que les Azerbaïdjanais veulent couper cette région de ses arrières. - (AFP, Reuters.)

MOLDAVIE

Nouveaux affrontements meurtriers

Après des affrontements armés qui ont fait une dizaine de morts et plusieurs blessés, samedi 14 et dimanche 15 mars dans l'est russeophone de la Moldavie, les autorités moldaves ont lancé, dimanche, un ultimatum aux séparatistes russophones. Le gouvernement de Kichinev leur a donné deux jours, à compter de dimanche soir, pour déposer les armes. Sinon « les instances chargées du maintien de l'ordre prendront les mesures nécessaires pour défendre les citoyens, quelle que soit leur nationalité (...) ».

Malgré le cessez-le-feu entre russophones et Moldaves conclu la semaine dernière, la « garde nationale » des russophones, appuyée par des cosaques venus de Russie,

a, dans la nuit de samedi à dimanche, fait sauter un pont sur le Dniestr, fleuve qui marque la « frontière » entre la « république » autoproclamée des russophones et le reste de la Moldavie roumainophone. Dimanche, des combats se poursuivaient à Doubossary, ville stratégique située au centre la « république du Dniestr », où les forces moldaves tenteraient de reprendre pied pour couper la zone russophone en deux.

Pris dans des affrontements entre policiers moldaves et la milice russophone, des touristes ukrainiens circulant en bus ont été blessés. Samedi, un policier moldave avait été tué et plusieurs autres blessés à Doubossary. - (AFP, Inter-Tass, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : le 53^e anniversaire de l'Etat fasciste de Slovaquie

Les extrémistes de Bratislava en perte de vitesse

Seuls quelques milliers de personnes ont manifesté, samedi 14 mars à Bratislava, pour la célébration du 53^e anniversaire de l'Etat slovaque, indépendant et fasciste. Les principaux partis avaient refusé de s'associer à la manifestation.

BRATISLAVA

de notre envoyée spéciale

La création, imaginaire ou non, d'une armée de libération de la Slovaquie, annoncée à grand renfort de publicité en février dernier, la destruction par le feu du drapeau tchécoslovaque, organisée sur la place publique par un certain « Mouvement pour la libération de la Slovaquie », et une bombe détonnée, in extremis, la veille de la manifestation de samedi 14 mars, laissent redouter le pire, et la police municipale de Bratislava était sur le qui-vive.

A deux mois et demi des prochaines élections législatives de juin prochain, la Slovaquie célébrait, samedi, la seule période d'indépendance de son histoire récente. Après les accords de Munich et l'annexion du territoire tchèque des Sudètes, le chef du Parti populiste slovaque, Mgr Tiso, ouvertement prosoviétique, obtenait l'autonomie de la Slovaquie en octobre 1938. Destitué par Prague, il se plaça sous la protection de Hitler et déclara, le 14 mars 1939, l'indépendance de la Slovaquie. Malgré un important mouvement de résistance, le régime du président Tiso participa sans scrupules à la déportation des juifs et des communistes.

Une partie de la diaspora slovaque était venue en ce jour triste page d'histoire. « Je me rappelle du temps où la valeur de la couronne slovaque pouvait se comparer à celle du dollar américain », vocifère un certain Vanek, arrivé d'Australie. Tout aussi extrêmes sont les propos tenus par la

Ligue des Slovaques de New-York : « Nous vivons le siècle de la libération des peuples. Seuls les Tchèques et les Serbes refusent de reconnaître le droit des peuples à leur autodétermination ». M. Stanislav Pania, député à l'Assemblée fédérale et leader de l'Unité nationale slovaque (SNG), qui avait organisé cette manifestation, a ajouté la note finale : « Merci au peuple allemand pour son aide au peuple slovaque ».

Toutefois l'assistance, réduite, se composait exclusivement de personnes âgées, de groupes marginaux et de quelques curieux. En fait, la population semble bien davantage préoccupée par le présent que par le passé. Le taux de chômage de 12 % (contre 6 % en république tchèque) et l'absence de perspectives occupent les esprits.


C'est d'ailleurs sur ces thèmes que les partis les plus populaires, qui avaient tous refusé de s'associer à cette douteuse commémoration, axent leurs campagnes. Le Mouvement d'opposition pour une Slovaquie indépendante (HZDS) de Vladimir Meciar attribue la sévérité de la crise traversée par la Slovaquie à la politique économique ultralibérale menée par le gouvernement fédéral de Prague. Le traitement de choc pour passer de l'économie planifiée à l'économie de marché ne tient pas compte, selon lui, des particularités slovaques, qui supposent une politique économique autonome.

CATHERINE MONROY

□ M. Dubcek, candidat social-démocrate en Slovaquie. - L'ancien leader communiste du « printemps de Prague », M. Alexander Dubcek, aujourd'hui président de l'Assemblée fédérale, sera la tête de liste du Parti social-démocrate de Slovaquie (SDSS, opposition) aux prochaines élections législatives des 5 et 6 juin 1992, a confirmé, samedi 14 mars, le président de ce parti. - (AFP.)

EVGEN BAVČAR

LE PHOTOGRAPHE AVEUGLE



Photographies et textes

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche

Editions du Seuil

EUROPE

ESPAGNE : en dépit du progrès des indépendantistes

La coalition de M. Jordi Pujol conserve la majorité absolue en Catalogne

MADRID

de notre correspondant

Pour la troisième fois consécutive, la coalition nationaliste que dirige M. Jordi Pujol, Convergència et Unió (CIU), a remporté, dimanche 15 mars, la majorité absolue aux élections législatives de la Généralitat de Catalogne. Après douze années au pouvoir à Barcelone, la formation de M. Pujol améliore même son score de 1988 en obtenant deux sièges supplémentaires (71 sur les 135 de l'Assemblée) et cela principalement au détriment des socialistes qui perdent trois députés. Le Parti socialiste de Catalogne de M. Raimon Obiols apparaît comme le grand battu de cette consultation, marquée par un taux d'abstention record de 45 %, le plus élevé de toutes les élections antérieures.

Derrière les socialistes a surgi une troisième force politique, celle qui progresse le plus,

Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), qui gagne cinq sièges passant de six à onze. Cette formation, dirigée par M. Angel Colom, avait ouvertement fait campagne pour l'indépendance. L'ERC est désormais un parti avec lequel M. Pujol, qui s'est contenté de demander davantage d'autonomie, doit désormais compter. D'ailleurs, la foule rassemblée devant le siège électoral de la CIU a acclamé M. Pujol aux cris de « *Catalonia Independent* ». « *Nous serons indépendants au cours de ce siècle* », a déclaré, ravi, M. Colom à l'annonce des résultats.

Comme prévu, M. Pujol, soixante-deux ans, au programme nationaliste modéré, a remporté facilement ce scrutin. Il apparaît comme la personnalité politique d'Espagne la plus « stable » et de plus en plus appréciée du pouvoir socialiste.

MICHEL BOLE-RICHARD

AUTRICHE : défenseur de thèses révisionnistes

Le président de la chambre des ingénieurs a été contraint de démissionner

VIENNE

de notre correspondant

Le président de la chambre des ingénieurs autrichiens, M. Walter Löffl, défenseur de thèses révisionnistes, a démissionné, vendredi 13 mars, après les protestations de ses collègues. Dans une « expertise » sur les chambres à gaz des camps de concentration d'Auschwitz et de Mauthausen, publiée par extraits la veille, M. Löffl arrivait à la conclusion que l'Holocauste n'y avait pas eu lieu : « *Une extermination massive avec le gaz Zyklon B est impossible car les lois de la nature et l'absence des conditions nécessaires sur le plan technique et de l'organisation l'interdisent* », écrivait M. Löffl. « *Les jours crématrices n'ont pas eu la capacité technique d'absorber la masse de*

cadavres (...) dont l'incinération demande beaucoup de temps et d'énergie », ajoutait l'auteur dans cette « expertise privée », intitulée « *Holocauste, mythe et réalité* ».

Des extraits de cette « expertise » avaient été publiés dans la revue néo-nazie *Hitler*. Dans un communiqué, M. Löffl a qualifié de « *condamnables* » les « *trouilles* » commises, mais a mis en garde contre « *toute exagération qui risque de mener à ce que personne ne croie plus la terrible réalité* ». La chambre des ingénieurs a ouvert une enquête disciplinaire. Une plainte a été déposée, conformément à la nouvelle loi adoptée fin février, faisant de la négation de l'Holocauste un délit spécifique.

W. B.

PAYS-BAS

M. Félix Rottenberg a été élu à la tête du Parti du travail

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les congrès se suivent et se ressemblent pour le Parti du travail (PVDA) néerlandais : réunis pour la seconde fois en six mois à Nimègue, ses délégués ont fait, vendredi 13 et samedi 14 mars, une nouvelle démonstration d'unité, aussi massive qu'illusoire. Convoqués pour élire leur nouveau président, ils ont, en effet plébiscité M. Félix Rottenberg, qui a recueilli près de 88 % des suffrages.

Mais les apparences sont trompeuses. Le PVDA n'a jamais été autant désorienté et déchiré qu'en ce moment. Son retour aux affaires, en 1989, après une cure d'opposition de sept années, n'a pas entraîné l'épanouissement escompté. Au contraire. Le courant travailliste, qui fut jadis le second du pays, a mordu la poussière lors des scrutins municipaux (1990) et provinciaux (1991), et il ne serait plus, selon les sondages, que la quatrième force politique du pays. Boudé par les électeurs, le PVDA est aussi déserté par les militants,

qui reprochent à ses représentants, au sein de la coalition gouvernementale, de ne pas avoir assez défendu « *le visage social* » du pays. Jeune — il a trente-quatre ans, — bouillant responsable il y a plusieurs années des Jeunesses socialistes et auréolé d'une bonne image d'agitateur d'idées, M. Félix Rottenberg semble pouvoir personnaliser le renouveau interne d'un parti qu'il estime « *trop introverti* ».

Agé de quarante-trois ans, et président du syndicat des transports de la fédération FNV, le nouveau vice-président du parti, M. Ruud Vreeman, est un praticien de la social-démocratie et pourrait permettre au PVDA de rétablir un courant avec les syndicats. Mais la tâche du duo Rottenberg-Vreeman est immense. Il leur faudra surtout tenter d'harmoniser la culture d'opposition chère à la base, et la culture de gouvernement développée par les élus nationaux et les ministres. Autrement dit, réconcilier les contestataires de tradition et les gestionnaires par obligation.

CHRISTIAN CHARTIER

□ BULGARIE : la minorité turque en faveur de la monarchie. — M. Amed Dogan, le président du parti de la minorité turque de Bulgarie, Mouvement pour les droits et libertés (MDL) — troisième force au parlement bulgare — s'est déclaré favorable au rétablissement de la monarchie. A son retour, vendredi 13 mars, de Madrid, où il s'était rendu sur invitation de l'ex-roi bulgare Siméon II, il s'est prononcé pour l'organisation d'un référendum sur le maintien de la république ou le rétablissement de la monarchie, idée qui est appuyée également par le puissant syndicat anticommuniste Podkrepa et par plusieurs partis et mouvements au sein de l'Union des forces démocratiques, au pouvoir. — (AFP).

□ ITALIE : arrestation d'un chef de la Mafia. — La police italienne a arrêté, dimanche 15 mars, Pietro Vernengo, un des chefs présumés

de la Mafia, cinq mois après son éviction d'un hôpital de Palerme. Condamné à la prison à perpétuité lors du premier « maxi-procès », il était notamment impliqué dans l'assassinat du général Alberto Dalla Chiesa, en septembre 1982 à Palerme. — (Reuters).

□ POLOGNE : l'Union démocratique demande un remaniement du gouvernement. — Les dirigeants de l'Union démocratique (UD, centre-gauche), parti de M. Tadeusz Mazowiecki, ancien premier ministre, ont posé, dimanche 15 mars, comme condition de l'entrée de leur parti dans la coalition gouvernementale, un « *profond remaniement* » du cabinet de M. Jan Olszewski. C'est le rejet du programme économique par la Diète, la semaine dernière, qui a fait apparaître le besoin d'élargir la très fragile coalition de centre-droit. — (AFP).

PROCHE-ORIENT

La polémique entre Washington et Jérusalem

Les Israéliens s'inquiètent de l'avenir de leur « relation spéciale » avec les Etats-Unis

« *Si le président Bush a décidé de mettre un point final à la relation spéciale que les Etats-Unis ont entretenue avec Israël, qu'il le dise !* » Branie-bas de combat et inquiétude en Israël. Les dirigeants du pays, ont, dimanche 15 mars, protesté de leur innocence et riposté vigoureusement après les allégations publiées à la fin de la semaine dernière par différents journaux américains, selon lesquelles l'Etat juif aurait vendu à des pays tiers des armes et des technologies de pointe américaines, notamment celle du missile antimissile Patriot à la Chine.

JERUSALEM

de notre correspondant

De confidences anonymes, glissées par de hauts fonctionnaires proches du premier ministre, M. Itzhak Shalom, en déclarations confidentielles faites par certains membres du gouvernement, le message que veut faire passer le pouvoir israélien est clair et il peut être résumé de la manière suivante : « *Nous n'avons rien fait de ce que nous est reproché, l'administration Bush le sait parfaitement* », mais, par le biais d'une campagne de fuites mensongères, orchestrée de l'intérieur même de ses services, elle poursuit un autre objectif, qui est tout simplement de mettre fin à la relation spéciale que les Etats-Unis ont entretenue avec Israël.

Ce sentiment, tout à fait sombre pour un petit Etat où la puissance régionale et la sécurité, depuis quasiment sa naissance,

dépendent grandement des armes et des dollars de l'Oncle Sam, s'est fait jour il y a quelques mois déjà. L'affaire d'un des garanties bancaires que l'Etat juif a réclamées dès après la guerre du Golfe pour absorber ses immigrants de l'ex-URSS et que la Maison Blanche a, jusqu'ici, refusé d'accorder sans un arrêt total et concomitant de la colonisation des territoires arabes occupés, avait donné le coup d'envoi de ce que certains ont pu appeler « *la saison des désillusions* ».

Pour beaucoup, en Israël, ce qui se passe en ce moment est la suite logique d'une mutation géostratégique globale qui marginaliserait inéluctablement l'Etat juif. Pour les tenants, nombreux, de cette hypothèse, le présent scandale des transferts illégitimes de technologie vers la Chine ou l'Afrique du Sud ne serait rien d'autre qu'un épisode vers la suppression, à terme, du statut particulier d'Israël aux yeux de Washington. Il n'est pas exclu que l'Etat hébreu doive s'habituer rapidement à survivre sans les 3 milliards de dollars d'assistance, dont près des deux tiers au titre de l'aide militaire, que lui verse chaque année l'Amérique.

« Nous n'avons rien à cacher »

« *Nous sommes en train de découvrir que la dépendance économique crée la dépendance politique* », reconnaissait un peu naïvement M. Benjamin Netanyahu, vice-ministre des affaires étrangères. Mais cela n'empêche pas la combativité. « *Pour sauver, confiant dimanche une personnalité légèrement perdue et néanmoins très proche du pouvoir, George Bush, même du temps où il n'était que vice-président, o toujours tout fait pour essayer de briser le tondeur*

que nous formions avec l'Amérique.

Mais le commentaire officiel le plus virulent, s'en prenant notamment au président, est venu d'un proche du premier ministre M. Ehud Olmert, titulaire du portefeuille de la santé, mais toujours sur le front quand il faut ferrailler, a déclaré : « *Si le président américain peut donner du « mon ami » à un homme qui embrassait Saddam Hussein il y a moins d'un an (il s'agit du roi Hussein de Jordanie en visite la semaine dernière à Washington), et dans le même temps conduire une campagne publique contre ceux qui ont prouvé leur omélie, alors, vraiment, je pense qu'il y a quelque chose de profondément trouble dans cette attitude* ».

Une fois n'est pas coutume, toute la presse, de la gauche à la droite, est à peu près du même avis : Israël, pouvait-on lire en substance lundi matin dans toutes les gazettes, est victime, de la part de l'administration américaine, d'une campagne délibérée. Et la télévision nationale de diffuser dimanche soir cette information sans commentaire : « *Selon un haut fonctionnaire anonyme, quelqu'un, au sein de l'administration américaine semble chargé d'organiser des fuites mensongères. Face à la détérioration croissante des relations entre les deux pays, le gouvernement se dit inquiet* ».

Pour autant au cours de sa réunion hebdomadaire du dimanche, le gouvernement a pris grand soin de ne pas aborder le sujet. C'est à la sortie du conseil que les ministres les plus volubiles se sont déchaînés. Comme c'est son rôle, seul le chef de la diplomatie, M. David Levy, a tenté d'abandonner le ton général de l'offense pour essayer de retrouver celui de la

conciliation. « *Israël fera tout pour éliminer les menaces existant avec les Etats-Unis, a-t-il dit, pour réduire tensions et suspicions et pour restaurer le dialogue* ».

Après que le ministre de la défense, M. Moshe Arens, eut ordonné, à toutes fins utiles, une rapide enquête dans ses services, les autorités ont souhaité officiellement que les experts américains viennent se rendre compte sur place de l'innocence israélienne. Les deux batteries de Patriot (128 missiles antimissiles) que la défense nationale a acquises après la guerre du Golfe seraient intactes. « *Nous n'avons rien à cacher, disent les experts, il sera facile de constater que non seulement il y a le compte des armes mais qu'au surplus, aucune n'a été touchée. Imaginer que nous pourrions fournir aux chinois des renseignements qui mettraient en danger les 1 800 000 000 dollars d'aide militaire que nous recevons chaque année de Washington, est une pure idiotie* ».

L'idée qui prévaut dans ces milieux, par définition moins politiques qu'au niveau gouvernemental, est que la « *campagne de dénigrement* » en cours aurait des visées commerciales. « *Le marché international des armes s'est sérieusement réduit, suscitent certains spécialistes, et les Etats-Unis, premiers exportateurs du monde, n'apprécient pas toujours la concurrence que nous-mêmes, ou d'autres petits producteurs indépendants, peuvent leur faire* ». M. Moshe Arens, qui devait rencontrer lundi son homologue américain, M. Dick Cheney, au Pentagone, puis M. James Baker mardi 17 mars, devait rapidement en savoir un peu plus sur cette affaire.

PATRICE CLAUDE

ÉGYPTE : ancien chef de l'armée et opposant au régime

Le général Chazli a été arrêté au Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

Les services de renseignements militaires égyptiens ont arrêté, samedi 14 mars, le général Saadeddine Chazli, soixante-dix ans, ancien chef d'état-major durant la guerre arabo-israélienne d'octobre 1973, devenu l'un des opposants

égyptiens en exil les plus virulents. Le général a été appréhendé à sa descente de l'avion qui le ramenait d'Algérie, où il s'était installé voilà quatorze ans.

Il était entré en conflit avec le président Sadate, quand ce dernier, après la traversée du canal de Suez en octobre 1973, avait voulu que l'armée s'accroche à la

rive est alors que lui préconisait la poursuite de la percée égyptienne jusqu'aux cols de Gidi et Mitla, au centre du Sinaï. Mis à la retraite anticipée, il avait été nommé ambassadeur en Espagne jusqu'en novembre 1977, date du voyage du président Sadate à Jérusalem. Le général Chazli avait alors démissionné et s'était exilé en Algérie, où il fondait le Front nationaliste de refus égyptien de la paix avec Israël. Dans ses mémoires, il estime notamment que l'armée égyptienne aurait pu gagner la guerre d'octobre 1973 si elle n'avait pas été freinée par le président Sadate.

Son opposition active au régime égyptien lui a valu la privation de ses droits politiques et la confiscation de ses biens en 1981. En juillet 1983, quelques mois après le vote d'une loi « *punissant de trois à cinq ans de prison quiconque divulgue des informations d'ordre militaire, politique ou économique pouvant porter atteinte à la sécurité de l'Etat* », le général a été condamné à trois ans de travaux forcés.

Après les changements intervenus en Algérie, le général Chazli a demandé l'asile politique à plusieurs pays arabes, qui ont discrètement refusé. Avant de rentrer en Égypte, le général a déclaré qu'il n'avait pas changé de position à l'égard du régime et qu'il se considérait toujours dans l'opposition.

ALEXANDRE BUCCIANTI

KOWEÏT

Sévère mise en garde à « certains journalistes »

Le prince héritier et premier ministre du Koweït, Cheikh Saad, a adressé, dimanche 15 mars, une sévère mise en garde à « *certaines journalistes* » contre l'exploitation de la « *liberté de la presse* » à des fins électorales. Lors d'un entretien avec les rédacteurs en chef de journaux locaux, il a évoqué le cas de ceux « *qui appellent dans leurs articles à la division du front intérieur et exhortent les masses aux rassemblements et aux manifestations* » et s'est demandé « *si le gouvernement n'avait pas commis une erreur en levant la censure sur la presse* ».

La censure qui frappait la presse koweïtienne depuis plus de cinq ans et demi a été levée le 12 janvier dernier, mais le gouvernement s'est réservé le droit d'interdire tout journal qui, selon lui, enfreindrait la loi. — (AFP).

Une partie du Parlement de l'OLP exige la suspension du processus de paix

Dans un memorandum rendu public dimanche 15 mars à Damas, cent dix-sept membres du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) ont appelé à la suspension des négociations de paix avec Israël jusqu'à ce que l'OLP y soit représentée. Le memorandum, adressé à la direction de l'OLP, exprime l'inquiétude des signataires — qui représentent le quart des sièges du CNP — « *face à la poursuite du processus de paix selon les conditions américano-israéliennes, qui vise à occulter le rôle de l'OLP, détruire les acquis qu'elle a réalisés après une lutte d'un quart de siècle, et à diviser le peuple palestinien* ».

Le document est notamment signé par MM. Hani Al Hassan, responsable du Fath de M. Yasser Arafat, principale composante de l'OLP et Georges Habache, chef du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). — (AFP).

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !

Venez comparer

avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

مكتبة الشرح

1. *de l'homme*
 2. *de l'homme*
 3. *de l'homme*
 4. *de l'homme*
 5. *de l'homme*
 6. *de l'homme*
 7. *de l'homme*
 8. *de l'homme*
 9. *de l'homme*
 10. *de l'homme*
 11. *de l'homme*
 12. *de l'homme*
 13. *de l'homme*
 14. *de l'homme*
 15. *de l'homme*
 16. *de l'homme*
 17. *de l'homme*
 18. *de l'homme*
 19. *de l'homme*
 20. *de l'homme*
 21. *de l'homme*
 22. *de l'homme*
 23. *de l'homme*
 24. *de l'homme*
 25. *de l'homme*
 26. *de l'homme*
 27. *de l'homme*
 28. *de l'homme*
 29. *de l'homme*
 30. *de l'homme*
 31. *de l'homme*
 32. *de l'homme*
 33. *de l'homme*
 34. *de l'homme*
 35. *de l'homme*
 36. *de l'homme*
 37. *de l'homme*
 38. *de l'homme*
 39. *de l'homme*
 40. *de l'homme*
 41. *de l'homme*
 42. *de l'homme*
 43. *de l'homme*
 44. *de l'homme*
 45. *de l'homme*
 46. *de l'homme*
 47. *de l'homme*
 48. *de l'homme*
 49. *de l'homme*
 50. *de l'homme*
 51. *de l'homme*
 52. *de l'homme*
 53. *de l'homme*
 54. *de l'homme*
 55. *de l'homme*
 56. *de l'homme*
 57. *de l'homme*
 58. *de l'homme*
 59. *de l'homme*
 60. *de l'homme*
 61. *de l'homme*
 62. *de l'homme*
 63. *de l'homme*
 64. *de l'homme*
 65. *de l'homme*
 66. *de l'homme*
 67. *de l'homme*
 68. *de l'homme*
 69. *de l'homme*
 70. *de l'homme*
 71. *de l'homme*
 72. *de l'homme*
 73. *de l'homme*
 74. *de l'homme*
 75. *de l'homme*
 76. *de l'homme*
 77. *de l'homme*
 78. *de l'homme*
 79. *de l'homme*
 80. *de l'homme*
 81. *de l'homme*
 82. *de l'homme*
 83. *de l'homme*
 84. *de l'homme*
 85. *de l'homme*
 86. *de l'homme*
 87. *de l'homme*
 88. *de l'homme*
 89. *de l'homme*
 90. *de l'homme*
 91. *de l'homme*
 92. *de l'homme*
 93. *de l'homme*
 94. *de l'homme*
 95. *de l'homme*
 96. *de l'homme*
 97. *de l'homme*
 98. *de l'homme*
 99. *de l'homme*
 100. *de l'homme*

1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394
 2395
 2396
 2397
 2398
 2399
 2400
 2401
 2402
 2403
 2404
 2405
 2406
 2407
 2408
 2409
 2410
 2411
 2412
 2413
 2414
 2415
 2416
 2417
 2418
 2419
 2420
 2421
 2422
 2423
 2424
 2425

votre **PEUGEOT**

Plus vite, moins cher

TUBAULET

PARIS 1968

PARIS 1968

(Sauf, bien sûr, le jour de la St-Patrick, fête nationale irlandaise, où personne ne travaille).



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

ASIE

CAMBODGE : le début de l'opération de paix de l'ONU

M. Akashi, chef de l'APRONUC, a pris ses fonctions à Phnom-Penh

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

L'opération de maintien de la paix des Nations unies au Cambodge, la plus importante de l'histoire de l'organisation internationale, a débuté officiellement avec l'arrivée, dimanche 15 mars, à Phnom-Penh, du chef de l'Autorité provisoire (APRONUC), le Japonais Yasushi Akashi. M. Akashi a été immédiatement confronté à l'imbroglio khmer - caractérisé en particulier par la dernière offensive militaire des Khmers rouges - pour la mise en œuvre de 21 000 personnes et dépenser près de 3 milliards de dollars. Il a assisté, lundi, à une réunion du Conseil national suprême (CNS) et à la première prise d'armes des « casques bleus ». Auparavant, M. Akashi avait déclaré qu'aucune violation des accords de Paris ne serait tolérée et s'était déclaré « très inquiet de l'inefficacité du CNS, qui est supposé être un instrument très important pour la mise en œuvre des accords de paix ». Il avait souligné la « rôle central » du prince Sihanouk, président du CNS, qui a lui-même qualifié cet organisme de « panier de crabes ».

Près de cinq mois après la signature des accords de Paris, l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge, s'est officiellement installée à Phnom-Penh. M. Yasushi Akashi, un Japonais qui dirige l'ensemble de l'opération, et le général australien John Sanderson, qui commande les « casques bleus », sont, en effet, arrivés, dimanche 15 mars, dans la capitale cambodgienne.

L'APRONUC a donc pris le relais de la MIPRENUC, Mission préparatoire de l'ONU, en place depuis le 13 novembre, et dont la direction avait été confiée à un diplomate ben-

galais, M. Ataul Karim, et au général français Michel Lorrion. En dépit de moyens limités - une équipe d'environ trois cents hommes, dont deux tiers de militaires - ces deux hommes sont parvenus à éviter que le fragile équilibre entre factions khmères soit rompu et laisse place à l'anarchie. Leur présence sur le terrain a également permis l'élaboration du plan d'intervention de l'ONU, qui s'étendra sur dix-huit mois, coûtera près de deux milliards de dollars et impliquera pas moins de 21 000 étrangers, dont plus de quinze mille « casques bleus ». Si l'on prend en compte le rapatriement des réfugiés et le coût de la reconstruction, la note s'élèvera à près de trois milliards de dollars.

Conscient de la précarité de la situation et riche, pour l'instant,

d'une avance de deux cent millions de dollars, M. Akashi a voulu précipiter un peu le mouvement. Les éléments de transport français, présents sur le terrain depuis plus de quatre mois, ont été renforcés le 10 mars. Les « casques bleus » français disposent désormais de deux avions de transport et de six hélicoptères. Lorsque l'APRONUC sera entièrement déployée, dans quelques mois, ils auront une flotte aérienne de dix Transall et de vingt-cinq hélicoptères.

L'offensive
khmère rouge

Un bataillon d'infanterie légère (550 hommes) de l'armée indonésienne a débarqué au Cambodge à la fin de la semaine dernière. Un batail-

lon de rangers malaisiens a commencé à arriver pendant le week-end. Enfin, depuis début mars, un bataillon de démineurs thaïlandais, placé sous le contrôle de l'ONU, opère aux abords d'un tronçon de route frontalière qui répare un régiment du génie venu de Bangkok. Cette route entre le poste-frontière de Poipet et Sisophon sera empruntée par les 600 premiers Cambodgiens rapatriés de Thaïlande, le 30 mars, sous les auspices du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Ce sera le coup d'envoi d'une vaste opération puisque les camps de réfugiés en Thaïlande regroupent aujourd'hui, compte tenu de récents arrivages, près de 380 000 pensionnaires.

Dans l'immédiat, M. Akashi doit se prononcer sur l'envoi de « casques bleus » à Kompong-Thom, au centre

du pays, où les plus graves violations du cessez-le-feu ont eu lieu à la veille de son arrivée. En effet, les Khmers rouges ont renforcé leurs positions dans ce secteur, y attaquant les forces de Phnom-Penh qu'on dit parfois démotivées, certaines unités n'ayant pas touché leur solde depuis quelques mois. M. Son Sen, l'un des deux représentants khmers rouges au CNS (Conseil national suprême), a déclaré dimanche que les combats auraient pris fin et demandé l'envoi sur place du bataillon indonésien. Le calme prévaudrait, en effet, depuis samedi.

Mais les Khmers rouges ont apparemment réussi à renforcer leur présence dans une région de tout temps contestée. Ils ont également marqué des points dans les régions de Kampot et même de Takeo, au sud-est de Phnom-Penh. En règle plus générale, le contrôle du cessez-le-feu sera la mission prioritaire de Casques bleus qui, dans un deuxième temps, devront tenter de regrouper les armées des quatre factions en présence et d'en démobiler, dans les moins mauvaises conditions, 70 % des effectifs.

Avant de gagner Phnom-Penh, où il a rencontré des membres des interlocuteurs cambodgiens ainsi que les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, M. Akashi s'est déclaré déterminé à organiser des élections dans les délais impartis, c'est-à-dire en avril ou mai 1993. Reconnaissant que le déminage - l'un des plus difficiles programmes de l'ONU puisque un à six millions de mines de toutes sortes auraient été démontées - commençait lentement, il n'a pas moins affirmé que le Cambodge représentait « le test le plus important de la capacité de l'ONU à faire face à des conflits régionaux après la fin de la guerre froide ». Arrivé à Phnom-Penh, il a ajouté qu'il s'agissait de l'opération « la plus coûteuse » de l'histoire de l'Organisation internationale. Effectivement, son financement est encore loin d'être garanti.

PHILIPPE PONS

JEAN-CLAUDE POMONTI

Un test de la rentrée politique du Japon en Asie

TOKYO

de notre correspondant

Alors que débute sur le terrain la mission des Nations unies, le Japon vient d'annoncer une série d'initiatives en faveur du Cambodge témoignant de son souci de jouer un rôle charnière dans la restauration de la paix et la reconstruction de ce pays. Vue de Tokyo, la stabilisation de la situation au Cambodge est le test de la rentrée en scène politique du Japon dans la région.

A la veille de prendre ses fonctions à Phnom-Penh, le chef de l'APRONUC, M. Yasushi Akashi, a demandé à son gouvernement d'assumer un tiers du coût total de l'action de cet organisme (estimé à près de 3 milliards de dollars) et de participer par l'envoi de spécialistes aux opérations de déminage. Au cours d'une conférence de presse à Tokyo, M. Akashi a regretté que le Japon ne figure pas parmi les pays mettant du person-

nel civil à la disposition de l'APRONUC. Il souhaite l'envoi d'une centaine de fonctionnaires nippons pour la surveillance des élections. La conjonction politique et l'affaiblissement du premier ministre Miyazawa ont pratiquement contraint le gouvernement à renoncer à faire valoir le principe d'une participation des Forces d'autodéfense à des missions de paix de l'ONU. Le Japon a offert en revanche 20 millions de dollars pour le rapatriement des réfugiés khmers, qui devraient commencer fin mars. Sa contribution devrait atteindre le tiers du coût total de l'opération (116 millions de dollars).

Les Japonais entendent concentrer leur action sur la reconstruction. La majeure partie de leur contribution à l'APRONUC (800 millions de dollars) sera consacrée à la réparation des infrastructures (80 % des ponts et routes ont été détruits). Une mission du Programme de l'ONU pour

le développement (PNUD), dirigée par l'économiste japonais Ryukichi Kurokawa, a entrepris une première évaluation des besoins, qui servira de document de travail à une conférence qui se tiendra à Tokyo fin juin. Dans le domaine culturel, le Japon offrira un million de dollars pour aider à la restauration des temples d'Angkor.

Le problème cambodgien est un test pour la diplomatie japonaise pour plusieurs raisons. C'est tout d'abord l'occasion pour Tokyo de donner un contenu à son ambition d'assumer des responsabilités internationales sans disposer de la composante fondamentale de la puissance : la force militaire. En d'autres termes, de devenir une grande puissance « civile », acteur autonome sur la scène mondiale, dénuée néanmoins de visées à l'hégémonie militaire. Le Cambodge lui fournit un excellent occasion de donner une dimension politique à une action d'aide économique.

Tokyo n'a d'autre part guère de

choix pour apercevoir sa rentrée en scène : le Proche-Orient et l'Europe de l'Est sont trop complexes, l'Afrique et l'Amérique trop éloignées géographiquement et culturellement. Reste l'Asie. Mais la méfiance héritée du passé que suscite toute initiative nipponne chez ses voisins immédiats (Chine et Corée) hypothèque d'entrée de jeu son action.

Comparativement, les relations avec le Cambodge ont été malmenées. Bien qu'occupé par l'armée impériale au cours de la seconde guerre mondiale, le royaume a été l'un des premiers pays à renoncer à des réparations de guerre. Aujourd'hui, la question cambodgienne est essentielle pour la stabilisation d'une région qui, même si elle n'est pas formellement intégrée, se trouve dans la mouvance de la puissance économique nipponne. Autant de facteurs qui incitent Tokyo à faire preuve d'initiative.

PHILIPPE PONS

JEAN-CLAUDE POMONTI

UNE NOUVELLE PUBLICATION

La Lettre du
Monde de l'éducation

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale ; les réglementations nouvelles ;
- les politiques éducatives et les réalisations des collectivités locales ;
- les initiatives de l'enseignant privé, des organisations professionnelles et des entreprises ;
- les nouvelles des universités ;
- les nominations des responsables ;
- les publications spécialisées, les textes officiels et la documentation administrative ;
- les rendez-vous importants : colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservée exclusivement aux abonnés du Monde de l'éducation, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour suivre au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

OFFRE D'ABONNEMENT

211 MEN 24

1 AN : 450 F

Le Monde de l'éducation

+ La lettre du Monde de l'éducation

OUI, je désire m'abonner :

- au Monde de l'éducation et à la Lettre du Monde de l'éducation (36 numéros par an).

Pour 450 F

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

MODE DE RÈGLEMENT :

Chèque bancaire ou postal

Mandat ☐ Carte bleue Visa ☐Carte AMEX ☐

N° Carte bleue Visa

Expire à fin _____

N° carte American Express

Expire à fin _____

Date et signature obligatoires

Le Monde de l'éducation

Service abonnements : 1, place Hubert-Ducoudré-Méry

94552 NRY-SUR-SEINE CEDEX

BIRMANIE : à la frontière avec la Thaïlande

Les forces de Rangoun menacent
le quartier général de la rébellion karen

L'événement thaïlandais a reçu l'ordre, lundi 16 mars, d'ouvrir le feu sur tout appareil birman qui violerait son espace aérien lors de raids contre les rebelles karens, a annoncé la responsabilité de la sécurité frontalière à Bangkok. Les Thaïlandais répondent ainsi à la demande de Rangoun de retirer leurs troupes de la région afin de faciliter le bombardement, par l'aviation et l'artillerie birmanes, d'une base karen proche de la villa thaïlandaise de Mae-Sot. Par ailleurs, des unités birmanes seraient entrées en territoire thaïlandais pour tenter de prendre à revers leurs adversaires.

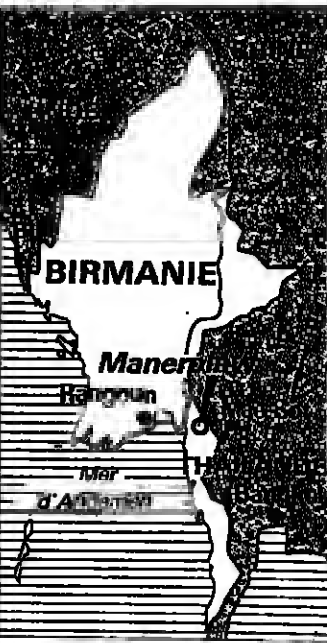
BANGKOK

de notre correspondant

Manerplaw, quartier général de l'insurrection karene, se trouve à la frontière thaïlandaise, est directement menacé par une nouvelle offensive de l'armée birmane. Les forces de Rangoun ont, en effet, réussi à occuper, samedi 14 mars, la colline du Chien couchant à partir de laquelle ils peuvent bombarder à volonté les installations de Manerplaw.

L'insurrection des Karens, une ethnie christianisée qui réclame l'autonomie interne, dure pratiquement depuis l'accession à l'indépendance de l'Union birmane. Ces trois dernières années, l'armée gouvernementale a tenté à plusieurs reprises, à l'occasion de la saison sèche, qui s'étale de début novembre à fin avril, de prendre Manerplaw, où sont également retranchés des rescapés birman du mouvement de 1988 en faveur de la démocratie. En 1990, elle était déjà parvenue à occuper des collines surplombant Manerplaw. Mais le quartier général des Karens n'était pas tombé.

Cette fois, l'occupation de la colline stratégique, confirmée de source militaire thaïlandaise, constitue une menace directe pour Manerplaw, déjà sinistrée, depuis plusieurs semaines, à des tirs d'artillerie ainsi qu'à des raids aériens. Ces tirs vont désormais s'intensifier et risquent, surtout, d'être plus précis. Selon des informations non confirmées, les



opposants birmanes, auxquels les Karens offrent l'hospitalité, envisageraient d'évacuer Manerplaw.

Rien n'indique, jusqu'ici, que les voies de ravitaillement du quartier général karen soient coupées. Mais les forces birmanes disposent encore de quelques semaines, avant l'arrivée des pluies, pour tenter de prendre Manerplaw. Les Thaïlandais ne leur facilitent pas la tâche en leur interdisant de passer par leur territoire pour prendre les Karens à revers. Plusieurs incidents de frontière ont déjà eu lieu.

J.-C. P.

□ INDE : près de cinquante morts au Pendjab. - Près de cinquante personnes ont été tuées du fait de violences politiques le samedi 14 mars au Pendjab. Des militants indépendantistes sikhs ont ouvert le feu contre des éboueurs et un marché dans la ville de Ludhiana, tuant dix-huit hindous. Par ailleurs, un affrontement entre forces de sécurité indiennes et activistes a fait vingt-sept morts ; l'incident a été provoqué par l'attaque d'un commando contre un village de l'Etat pendjab. - (AFP.)

Après de laborieux entretiens

Accord entre
les deux Corées
sur l'inspection mutuelle
de leurs sites nucléaires

TOKYO

de notre correspondant

Les deux Corées ont décidé, samedi 14 mars, de procéder à une inspection mutuelle de leurs sites nucléaires avant le 10 juin. C'est la première fois que Pyongyang accepte de fixer une date limite pour cette inspection. Le jour même, son représentant auprès de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) avait annoncé que l'Assemblée suprême ratifierait l'accord de non-agression du 13 décembre 1991 entre Pyongyang et Séoul et qu'une inspection pourrait avoir lieu en juin, sans préciser de date.

Après de laborieux entretiens à Panmunjom, sur la zone démilitarisée qui sépare deux pays depuis l'armistice de 1953, les délégations du Nord et du Sud ont décidé de jeter une commission pour le contrôle nucléaire, qui se réunira pour la première fois le 19 mars. L'inspection mutuelle sera une opération séparée de celle à laquelle entend procéder l'AIEA.

Bien que la Corée du Nord affirme que son programme nucléaire n'est pas destiné à la fabrication d'une arme atomique, les spéculations continuent. Selon la revue russe *Arguments et faits* du 14 mars, Pyongyang posséderait une bombe nucléaire depuis février 1990. A l'appui de sa thèse, le journal cite un rapport secret de l'ancien président du KGB, Vladimir Krinitchny, destiné au comité central de l'ex-PC soviétique. Le document, daté du 8 février 1990, précise que le régime du maréchal Kim Il Sung aurait mis au point cet engin dans son centre de recherches de Yngbyon, à 90 kilomètres au nord de Pyongyang, mais qu'il ne souhaitait pas le tester afin d'éviter d'accroître les pressions internationales en vue de l'inspection de ses sites.

Aux Etats-Unis, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Clark, a d'autre part déclaré vendredi que la Corée du Nord devrait faire l'expérience l'année prochaine d'une nouvelle version du missile SCUD à rayon d'action accru (1 000 kilomètres), le Rodong-1. Ces missiles constitueraient une menace contre la Corée du Sud, mais aussi contre le Japon.

Ph. P.

هكذا من الفصل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : avant les primaires du Michigan et de l'Illinois

M. Bush et M. Clinton au coude à coude dans les sondages

Pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, un sondage donne un candidat démocrate à égalité avec la président Bush dans les intentions de vote. Selon ce sondage, effectué pour le compte de l'hebdomadaire *Time* et de la chaîne de télévision CNN, M. Bill Clinton et M. George Bush obtiendraient chacun 43 % des voix, tandis que 14 % des électeurs resteraient indécis. Le président et le gouverneur de l'Arkansas paraissent assurés de remporter, dans leur camp respectif, les primaires de mardi 17 mars dans la Michigan et l'Illinois, deux grands États industriels du Nord.

WASHINGTON

de notre correspondant

En quittant le Sud pour se déplacer vers le cœur industriel du pays, la campagne des élections «primaires» a changé de thème : des traditionnelles batailles «sudistes» sur les relations entre Noirs et Blancs, notamment, on est passé aux débats sur l'avenir d'une partie des industries manufacturières américaines.

Les candidats ont arpenté le Michigan (7 millions d'habitants) et l'Illinois (8,5 millions), les deux États de la région des Grands Lacs où auront lieu des «primaires», mardi 17 mars. Dans le premier au moins, qui compte plus de 9 % de

chômeurs, les malheurs de l'industrie automobile illustrent certaines des inquiétudes et interrogations de l'opinion : dans quelle mesure le pays est-il prêt à faire face à la compétition internationale ? A l'heure où General Motors va supprimer 74 000 emplois sur cinq ans, pour cause, notamment, de succès japonais, les candidats affrontaient des électeurs d'humeur quelque peu protectionniste.

C'est sur ce thème que roulait la polémique dans le camp républicain. Le concurrent du président Bush, M. Patrick Buchanan, s'en est pris à l'une de ses cibles préférées : les japonais. Sa campagne de spots télévisés accusait certains collaborateurs de M. Bush de travailler, ou d'avoir travaillé, pour le compte de compagnies nippones. Commentaire sur *image* : «Pas étonnant que le Michigan ait perdu 73 000 emplois» (au profit de l'étranger). Dans l'esprit de M. Buchanan, c'était stigmatiser l'équipe Bush pour manque de «patriotisme». L'équipe Bush répondait dans la même veine avec une campagne de publicité télévisée montrant M. Buchanan, le chantre de «l'Amérique d'abord», à l'ombre de sa Mercedes. Texte en voix off : «Pendant que notre industrie automobile souffre, Pat Buchanan a choisi d'acheter une voiture étrangère, une Mercedes Benz».

Libre-échange et emploi

Côté démocrate, on s'affrontait, indirectement, sur les mêmes thèmes. Pour le chef de file, le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton, et les deux autres prétendants à l'investiture du parti, MM. Paul Tsongas et

Jerry Brown, il s'agissait de se placer le mieux possible afin d'empêcher le soutien des syndicats, dont le Michigan et l'Illinois constituent l'une des dernières places fortes. Le cœur de la centrale AFL-CIO, et notamment du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW), battait pour le plus traditionnel des candidats démocrates, le sénateur Tom Harkin, obligé de se retirer faute de résultats satisfaisants.

Par réalisme, les dirigeants syndicaux paraissent enclins à donner leur soutien à M. Clinton, puisqu'il semble être le mieux placé dans la course à l'investiture pour la présidentielle de novembre. Les plaidoyers «pro-business» et en faveur de l'austérité budgétaire de M. Tsongas ont trouvé d'autant moins d'échos favorables que l'ancien sénateur du Massachusetts est aussi partisan d'une législation qui autoriserait les employeurs à embaucher du personnel sur une base permanente en cas de grève prolongée de leurs salariés. Mais M. Brown, l'ancien gouverneur de Californie, s'est taillé un joli succès dans les ateliers – et pourrait, encore une fois, créer quelques surprises – en pourchassant le projet de loi sur la création d'une zone de libre-échange nord-américaine, qui unirait les États-Unis, le Canada et le Mexique (1).

Tout comme M. Buchanan et les dirigeants de l'AFL-CIO, M. Brown, qui a, en Californie, un profil plus libéral-échangiste, y voit une menace immédiate pour l'emploi aux États-Unis : nombre d'entreprises ne seront-elles pas enclines à franchir la frontière pour aller s'installer dans un Mexique où les contraintes en matière d'environnement sont inexistantes et où elles paieront la main-d'œuvre vingt-cinq fois moins cher (de 25 dollars à 1 dollar de l'heure) ? MM. Bush, Clinton et Tsongas sont,

cette fois, dans le même camp : favorables au traité, actuellement toujours en négociation. Le débat touche à l'avenir immédiat de la région. En dépit de l'enjeu et de la couverture médiatique, il y a pourtant fort à parier que le nombre d'électeurs qui se déplacera mardi sera aussi peu élevé que lors des précédentes primaires : moins de 30 %.

ALAIN FRACHON

(1) Le projet dit NAFTA (North American Free Trade Association).

JAMAÏQUE

Le premier ministre a annoncé sa démission prochaine

Invoquant des raisons de santé, le premier ministre jamaïcain, M. Michael Manley, a annoncé, dimanche 15 mars, qu'il démissionnera de son poste le 28 mars, jour où sa formation – le Parti national populaire – sera appelée à choisir un nouveau dirigeant.

Agé de soixante-sept ans, M. Manley, qui souffre d'un cancer de la prostate, a été opéré à cinq reprises au cours des dernières années. Pendant ses deux premiers mandats, de 1972 à 1980, M. Manley avait ancré à gauche son fleuve caribéen et resserré ses liens avec Cuba. Depuis son retour au pouvoir en 1989, il avait adopté une ligne plus favorable aux entreprises privées, tout en cherchant à attirer des investissements étrangers. (Reuters, UPI)

○ **PÉROU** : les élus d'un village abattus par le Sentier lumineux. – Le maire de la commune de Soraya (780 kilomètres au sud-est de Lima) et neuf autres élus de la municipalité ont été abattus à coups de mitrailleuse à la fin de la semaine dernière par un commando du Sentier lumineux («maoïste»), a-t-on appris, dimanche 15 mars, de sources policières. Les victimes avaient été amenées de force sur la place de ce village de la province d'Aymaraes. Par ailleurs, le même mouvement a tué le maire de Huancayo, dans la province de Huancayo, à environ 300 kilomètres à l'est de Lima. (AFP)



Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris Orly, American Airlines ouvre une nouvelle destination pour l'Amérique.

Le 23 mars, American Airlines dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami et dès le 20 avril, ce vol deviendra quotidien.

Miami : le soleil et la fête mais aussi les portes d'un autre monde.

Envolez-vous vers Miami, son soleil, ses plages, son surf, ses bureaux à voile, ses gracieux et profonds des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

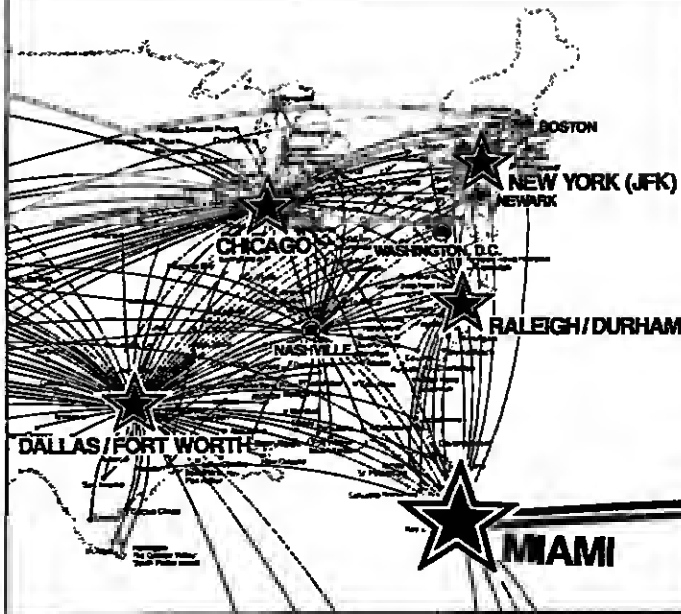
American est en effet la seule compagnie à vous offrir autant de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota et Cali ?

American Airlines : le choix entre 5 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami – par un vol quotidien sans escale mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.

American Airlines
ouvre un vol sans escale :
Paris Orly - Miami.



Vols sans escale	Départ	Arrivée	Fréquence
DE : Paris-Orly			
A : Miami	10h 10	15h 55	Lundi, mardi, jeudi, samedi
New York (JFK)	12h 10	14h 45	Quotidien
Raleigh/Durham	9h 40	13h 05	Quotidien
Chicago	13h 30	16h 10	Quotidien
Dallas/Fort Worth	10h 05	13h 20	Quotidien

International Flagship Service

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et attentif, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau en Première Classe et en Classe Affaires et une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit.

Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation Advantage d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surpris en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffit d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines.

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 23 (Paris-Orly de France) ou au 05 23 00 35 (Province).

* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.
* Vol quotidien à partir du 20 avril.

Édouard Masurel
L'année 1991
dans **Le Monde**
Les principaux événements en France et à l'étranger
Préface d'André Fontaine

actuel

LE MONDE
diplomatique
Mars 1992

- **PROCHE-ORIENT** : Le néfaste précédent de 1939... par Henry Laurens. – Le Golan, une terre si convoitée, par Joseph Algazy. – Quelle autonomie pour les Palestiniens ? par Mohamed Abdelaleem. – Golfe : un désastre écologique à nul autre pareil, par Mohamed Larbi Bouguerra.
- **SUD** : Les rébellions à venir, par Ignacio Ramonet.
- **CEI** : La Russie, « une société pauvre dans un pays pauvre », par Amnon Kapeliouk. – La thérapie de choc et le puzzle des Républiques, par Jean Radvanyi.
- **VILLES** : Bruxelles, deux vitesses et beaucoup d'exclus, par Alain Bellet. – Comment prévenir la délinquance urbaine ? par Philippe Robert.
- **ASIE** : La pègre japonaise au cœur de l'économie spéculative, par Philippe Pons.
- **ÉCONOMIE** : L'investissement direct, miroir de la croissance, par Jean Lemprière.
- **MÉDIAS** : Mauvaises nouvelles, par John Berger. – La grande manipulation, par Alain Woodrow.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

American Airlines

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le référendum sur le processus de réformes

Le président De Klerk a promis des garanties à la communauté blanche

Trois millions trois cent mille citoyens blancs sud-africains, âgés de dix-huit ans ou plus, auront à répondre, mardi 17 mars, lors d'un référendum, à la question posée par le président Frederik De Klerk : « Êtes-vous favorable à la poursuite du processus de réformes engagées le 2 février 1990 par le chef de l'Etat qui, par les négociations, débouchèrent sur une nouvelle Constitution ? » Tandis que Mgr Desmond Tutu, l'archevêque anglican du Cap, invitait ses fidèles à observer, mardi, une journée de jeûne et de prière, le Comité national pour le pèlerinage a lancé un appel pressant au calme dans les cités noires de la banlieue de Johannesburg, où la violence a fait treize nouvelles victimes dans la nuit de samedi à dimanche.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« On a gagné ! » A l'unisson, l'Afrique du Sud a exulté. En battant l'Inde, les Springboks se sont qualifiés pour les demi-finales de la Coupe du monde de rugby. Rien ne pouvait réjouir plus les Sud-Africains, bannis des arènes internationales depuis des années pour cause d'apartheid, que le retour de leur équipe nationale sur le devant de la scène sportive, dans une discipline aussi populaire.

L'exploit de l'équipe de Kepler Wessels, l'heureux capitaine, vient à point nommé pour le président De Klerk, son gouvernement et l'Etat-major du Parti national (NP), en campagne depuis trois semaines pour décider les Blancs à se prononcer en faveur de la poursuite des négociations vers une nouvelle Constitution. Véritable aubaine ! Le sport, précisément, est resté l'un des points forts du débat. Si le « non » l'emporte, ont répété les partisans du « oui », nos cricketers devront abandonner la Coupe du monde et renoncer à une prometteuse tournée dans les

Caralbes. Les orateurs du NP et ceux du Parti démocratique (DP), solidaires dans leur prosélytisme pour le « oui » aux réformes, n'ont-ils pas été jusqu'à prédire que le premier Grand Prix automobile de Kyalami, serait aussi le dernier si l'extrême droite réussissait à entraîner une majorité de Blancs à voter « non » ?

Ces arguments, qui peuvent sembler futiles, voire indécentes - alors qu'une nouvelle flambée de violence a fait plus de deux cents morts dans les ghettos noirs au cours des vingt derniers jours - ont du poids au sein de la communauté blanche qui a du mal à comprendre pourquoi leur pays est resté aussi longtemps au ban de la communauté internationale.

La campagne a été menée tambour battant par les deux camps. Les partisans du « non » groupés dans une alliance d'extrême droite - Parti conservateur (CP), Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB), Herstigte Nasionale Party (HNP) - se sont appliqués à démontrer qu'une politique de réformes conduirait inéluctablement à l'avènement d'un pouvoir noir, communiste et mécréant. Argumentation simpliste qui fait mouche chez les Afrikaners, imprégnés du raisonnement ordinaire de l'apartheid, viscéralement anticomunistes et profondément chrétiens.

De leur côté, les partisans du « oui » ont été plus subtils sur les conséquences qu'un résultat négatif ne manquerait pas d'avoir en termes d'isolement international, de nouvelles sanctions, de ruine économique et de menace fasciste avec la montée en puissance de l'AWB néo-nazie de M. Eugene Terreblanche. Le président De Klerk a insisté sur les accords déjà conclus au sein de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), dans le souci de rallier les sceptiques, ceux qui ne croient pas à l'efficacité des négociations.

En expliquant que la nouvelle Constitution garantira une démocratie multipartite, un système parlementaire bicaméral protégeant les minorités, une représentation proportionnelle, la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi qu'une forte décentralisation régionale et le maintien des langues et des droits culturels, le chef de l'Etat a visé juste. Mais connaissant bien les

inquiétudes de ses compatriotes blancs, il a précisé qu'il ne transigerait pas sur l'économie de marché, les abus de pouvoir de la majorité, la protection des biens et des propriétés privées contre les actions arbitraires d'un futur gouvernement, les pensions des retraités, l'impartialité des forces de sécurité et la limitation des pouvoirs présidentiels.

Avec des moyens considérables, le président De Klerk et ses ministres ont arpenté le pays du Nord au Sud et d'Est en Ouest, usant et abusant de la docilité et de la partialité des médias pour distiller la bonne parole et contrer les affirmations de l'extrême droite. Les quelques sondages réalisés au cours des quinze derniers jours donnent raison aux prédictions des experts sud-africains en sciences politiques : le « oui » devrait nettement l'emporter avec une fourchette de 55 % à 65 %. Mais l'échec n'est pas à exclure, car tous savent que ce référendum marque un point de non-retour dans l'histoire du pays.

« Reprendre le combat » ?

Si le « non » l'emporte, le chef de l'Etat démissionnera, comme promis, ce qui entraînera *ipso facto* de nouvelles élections générales que le Parti conservateur et ses alliés devraient, en bonne logique, gagner. Le pasteur Andries Treurnicht, patron du CP, succéderait alors à M. De Klerk. « Une période d'effervescence s'ouvrirait qui déboucherait sur la réinstauration de l'Etat d'urgence, une situation qui nous ramènerait quelques années en arrière », estime le professeur Lawrence Schlemmer de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg. Ce résultat conduirait les mouvements de libération à se mobiliser pour « reprendre le combat des quarante dernières années contre l'apartheid », comme l'ont expressément signifié M. Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC) et Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste (SACP).

Une courte victoire de M. De Klerk - de 50 % à 53 % - amplifierait la crise de confiance au sein de la communauté blanche qui avait précisément contraint le président à

organiser ce référendum. L'extrême droite, dénuée de gouvernement le droit de négocier au nom de tous les Blancs, en sortirait paradoxalement renforcée. Les extrémistes militeraient alors pour l'ajournement du processus de négociations, risquant d'entraîner avec eux les militaires, les policiers et les fonctionnaires blancs dont l'opinion n'était pas solidement établie. Ce qui permettrait aux partisans de la partition du pays et de la création d'un Etat strictement blanc de faire entendre leur voix de manière plus intelligible. Les travaux de la CODESA en seraient ralentis.

En revanche, un succès du « oui » avec une confortable majorité, « supérieurs à 57 % », selon le professeur Schlemmer, donnerait une nouvelle impulsion à la CODESA, en même temps qu'il confinerait les gens d'extrême droite dans un rôle de dissidents. Cette victoire qui apporterait la preuve d'un soutien notable des Afrikaners aux réformes, devrait engager les conservateurs à la prudence à défaut de les conduire à la table des négociations. Le président De Klerk sortirait de l'épreuve avec ce qu'il serait en droit de considérer comme un mandat explicite de la communauté blanche. Exactement ce qu'il avait cherché à obtenir en convoquant cette consultation populaire, le 20 février, au lendemain d'un cuisant revers dans une élection législative partielle à Potchefstroom, non loin de Johannesburg.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le fils du chef de l'Etat rompt ses fiançailles avec une métisse. Le plus jeune fils du président Frederik De Klerk a rompu ses fiançailles avec une métisse, a rapporté le *Sunday Times* de Johannesburg. « C'est fini », a déclaré Erica Adams au journal dominical, parlant de ses fiançailles avec Willem De Klerk. Selon elle, cette relation, qui durait deux ans et demi et provoquait une large controverse en Afrique du Sud quand elle est devenue publique, a été rompue, le mois dernier, sous la pression des parents de Willem De Klerk. (AFP)

RWANDA

Accord entre le pouvoir et l'opposition sur la formation d'un gouvernement de coalition

L'opposition au régime du président Juvénal Habyarimana a signé un accord avec le parti au pouvoir, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND), en vue de la formation d'un gouvernement de coalition. La nouvelle a été annoncée, samedi 14 mars, à Kigali, dans un communiqué du Mouvement démocratique républicain (MDR), le principal parti d'opposition. Quatre formations de l'opposition ont, en conséquence, annulé la manifestation qu'elles voulaient organiser, samedi, dans la capitale et qui était destinée à protester contre les récents massacres de Tutsis - l'ethnie minoritaire au Rwanda - dans le sud-est du pays, qui ont fait officiellement soixante morts (le *Monde* du 14 mars). L'accord signé entre l'opposition et le MRND prévoit que le président Habyarimana choisira son premier ministre parmi les candidats présentés par les partis d'opposition. Après la formation d'un gouvernement de transition, des négociations devraient être entamées avec le Front patriotique rwandais (FPR) qui conduit une guérilla toujours active dans le nord du pays. Une conférence nationale devrait être réunie avant l'organisation d'élections législatives. (AFP)

MAURITANIE : large victoire du parti du président aux élections législatives. - Les résultats définitifs du deuxième tour des élections législatives, qui ont eu lieu vendredi 13 mars, confirment la victoire absolue du Parti républicain démocratique et social (PRDS), la formation du chef de l'Etat, qui obtient quinze des dix-sept sièges en ballottage. L'Assemblée nationale sera donc composée de soixante-sept députés du PRDS, d'un député du Parti mauritanien du renouveau (PMR), d'un député du Rassemblement pour l'unité et la démocratie (RDU) et de dix députés indépendants. Aucune femme n'a été élue mais toutes les

TUNISIE : un projet de loi sur les associations

La Ligue des droits de l'homme s'inquiète des intentions du pouvoir à son égard

TUNIS

de notre correspondant

La création d'une « cellule des droits de l'homme » au ministère des affaires étrangères et la désignation de « responsables des droits de l'homme » au sein des ministères de l'intérieur et de la justice, décidées, vendredi 13 mars, par le président Ben Ali, n'ont pas apaisé l'inquiétude de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Un projet de loi amendement diverses dispositions de la réglementation des associations vient, en effet, d'être déposé à la Chambre des députés.

Ce projet confié au ministre de l'intérieur le soin de classer les associations en huit catégories dont une « à caractère général » dans laquelle figureraient les associations de défense des droits de l'homme. Or, celles qui figurent dans cette catégorie ne pourront pas refuser les demandes d'adhésion de quiconque jouit de ses droits civiques. Les dirigeants de ces associations seront les seuls à ne pouvoir assumer de responsabilités au sein des partis politiques. Au cas où une association ne se conformerait pas à ces dispositions, elle serait dissoute « de plein droit ».

De là à supposer que la future loi est avant tout dirigée contre la LTDH, il n'y a qu'un pas que nombre de ses dirigeants - pas tous en odeur de sainteté auprès du pouvoir

- n'hésitent pas à franchir. Par souci d'indépendance et d'efficacité, l'organisation humanitaire a toujours tenu à sélectionner les adhésions. Ainsi le nombre de ses militants ne dépasse pas quatre mille.

Déjà, en avril 1987, la LTDH avait dû résister au gouvernement, qui lui enjoignait de renoncer à sa « procédure discriminatoire » en matière d'adhésion, puis, contre son grès, en 1989, une « crue » des islamistes du mouvement Ennahdha qui cherchait à la noyauter. « Si demain la LTDH doit s'ouvrir à tout le monde, expliquent plusieurs de ses animateurs, elle risque de se transformer rapidement en champ clos de luttes d'influence et de batailles politiques sous couvert de défense des droits de l'homme et sera alors impossible à diriger ». Pour l'heure, le comité directeur de la Ligue - où la cohabitation n'est pas toujours facile - comprend treize membres sans étiquette et dix appartenant à des partis politiques dont deux au Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au pouvoir.

Les dirigeants de la LTDH, qui affirment leur souci d'éviter la « confrontation », s'efforcent d'obtenir une modification du projet de loi. En cas d'échec, « nous préférons la dissolution au discrédit », déclarent certains.

MICHEL DEURÉ

« Tazmamart, une prison de la mort au Maroc » de Christine Deure-Serfaty

Le triste épilogue d'un « grand secret »



Coups du monde des vivants, ils étaient condamnés à mourir à petit feu, ces cinquante-huit militaires putschistes qui avaient tenté la vie de leur roi. Il aura fallu près de dix-huit ans pour que ce ne soit plus ce « grand secret inconnu de tous, marocains et étrangers », comme l'évoque dit, un jour, le directeur du bagnes, à un journaliste de passage. Vingt-six détenus ont, à l'autopsie, dernier, recouvert la liberté. Deux - Ghani Achour et Mohamed Ratis - sont maintenant derrière les barreaux d'une vraie prison. Mais, trente sont morts de folie ou de maladie à Tazmamart, « ce centre de toutes les douleurs » ainsi décrit, dans un poème, par l'un de ses « pensionnaires ».

Les témoignages de ces emmurés vivants qui avaient rejoint les trois frères Bourequat ont nourri le livre de Christine Deure-Serfaty. Ce furent d'abord de brefs messages griffonnés avec des allumettes brûlées puis de longues lettres qui réussirent à fuir à travers les murs de ce mouchoir auquel les autorités locales avaient donné pour joli nom de code « Fénice » et sur lequel régnait, en « maître des ténèbres », le prince Moulay Hafid, l'oncle de Hassan II.

« Inconcevable » silence

« Un peu plus que des rats, un peu moins que des hommes », racontent ses prisonniers « aux cheveux en épi » et « aux ongles comme des griffes », confiné, chacun, dans une mini-cellule dans laquelle beaucoup marchent à quatre pattes. « Privés de la richesse des plus pauvres, le soleil et la lumière », ils s'organisent pour combattre « l'immobilité et l'ennui », reculer, avec

les moyens du bord, les limites de la mort.

« Cet exploit de la résistance humaine » n'aurait pas été possible si un fil, si tenu soit-il, n'avait été tissé entre ces détenus et leurs familles grâce à des messages que, dans leurs lettres, ils appelaient parfois les « pigeons » et dont « le nombre se compte sur les doigts d'une main ». Le plus « inconcevable », le plus douloureux peut-être, est, à leurs yeux, cette chepe de silence qui entoure leur lente agonie. Dans leur propre pays d'abord : « Il y a un Parlement, un palais, il y a des avocats, il y a la presse », s'étonnent-ils. A l'étranger aussi, où Christine Deure-Serfaty remue pourtant ciel et terre, ce qui lui veut de se voir retirer le droit de visite à son mari, Abraham, détenu à la prison de Kénitra. « En France, nombreux auraient été ceux prêts à parler ; il n'y avait ni risque ni peur », note l'auteur. Mais voilà, personne ne croyait à cette histoire à dormir debout qui s'est révélée être une histoire vraie.

Aujourd'hui, les rasecamps du camp de la mort n'ont rien, pas de papiers, rien, ce sont des revenants. Condamnés à se taire alors qu'ils auraient tant à dire. Sinon, il est toujours loisible aux gens de cour d'aller remuer du côté des impôts, convoquer les familles les plus à l'aise, dire que les sommes ne sont pas suffisantes, demander si elles ont bien l'attestation pour le don à la Grande Mosquée de Casablanca... », assure l'auteur. Mais, rien n'empêchera que Tazmamart reste comme une tache indélébile sur le bur-nous royal.

JACQUES DE BARRIN

► Tazmamart, une prison de la mort au Maroc, de Christine Deure-Serfaty, éditions Stock, 236 pages, 98 francs.

en Afrique sous le couvert de la démocratisation ne passera pas en Côte d'Ivoire. Que le Parlement européen et tous ceux qui s'agitent comme lui le sachent une fois pour toutes. » - (AFP)

ALGERIE : un mort dans une manifestation à Constantine. - Un jeune homme de vingt-huit ans, M. Lafd Kbenissi, a été tué par balles, vendredi 13 mars, par la police dans le quartier de Oued-el-Had à Constantine, lors de la dispersion d'une marche hebdomadaire. Son enterrement, le lendemain, a donné lieu à une manifestation de plusieurs milliers de personnes en faveur du Front islamique du salut (FIS). - (AFP)

Pour que vous exportiez vos compétences, l'Acife importe les faits.

Actualités et informations des Mondes de l'étranger.
60, rue de la Pérouse - 75016 Paris
Tél. (1) 40 20 20 77
(1) 40 56 59 20

Vous partez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place ! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'Étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, tapez 36 15 code A1 Acife ou 36 17 code A9 Acife.

PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

Afrique du Sud - Algérie - Allemagne Fédérale - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Australie - Autriche - Bangladesh - Belgique - Bénin - Birmanie - Bolivie - Brésil - Burkina Faso (ex Haute-Volta) - Burundi - Cameroun - Canada (sans Québec) - Chili - Chine - Colombie - Congo - Côte d'Ivoire - Danemark - Djibouti - Égypte - Émirats Arabes Unis - Équateur - Espagne - États-Unis - Éthiopie - Finlande - Gabon - Ghana - Grèce - Guatemala - Haïti - Honduras - Hong Kong - Hongrie - Indonésie - Irak - Irlande - Israël - Italie - Jamaïque - Japon - Jordanie - Kenya - Liban - Libérie - Lituanie - Luxembourg - Madagascar - Malaisie - Malawi - Mali - Maroc - Maurice (île) - Mexique - Mozambique - Nicaragua - Niger - Nigéria - Norvège - Nouvelle-Zélande - Ouzbékistan - Pakistan - Panama - Paraguay - Pérou - Philippines - Pologne - Portugal - Qatar - Roumanie - Royaume-Uni - Rwanda - Saint-Domingue - Singapour - Serbie - Sierra Leone - Singapour - Soudan - Sri Lanka - Suède - Suisse - Syrie - Thaïlande - Tchad - Thaïlande - Togo - Trinité et Tobago - Tunisie - Turquie - U.R.S.S. - Uruguay - Vanuatu - Venezuela - Vietnam - Yémen du Nord - Zambie - Zaire - Zimbabwe.

هكذا من الضمير

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec le président de la Confédération helvétique

« L'adhésion à la Communauté reste le but de notre politique », nous déclare M. René Felber

« **H**ATE-TOI lentement. » Soumis aux pressions contradictoires des partisans et des adversaires de l'adhésion à la CEE, le gouvernement helvétique pas aux autres pays neutres qui ont déjà fait acte de candidature. Cette indécision alimente les incertitudes économiques et alourdit le climat politique. Mais René Felber, chef de la diplomatie helvétique, qui occupe également pour un an la présidence de la Confédération, explique que l'adhésion à la Communauté demeure l'objectif que s'est fixé le Conseil fédéral.

« Si nous voulons participer à la Communauté, il serait indispensable de la faire au moment où la CEE est en train de se restructurer. Je crois que le sommet de Maastricht est une indication que nous ne pouvons pas négliger. Ensuite, à partir de 1996, il y aura une restructuration des institutions communautaires. J'estime qu'il est utile d'envisager notre place dans ce processus avant même qu'il ait commencé afin d'y participer, sinon il est évident qu'une adhésion sera de plus en plus contraignante. »

Considéré, avec Jean-Pascal Delamuraz, radical et chef du département de l'économie publique, comme l'un des plus pro-européens des sept membres du collège gouvernemental, René Felber (socialiste), a tenu à préciser qu'il n'exprimait pas son avis personnel dans l'entretien qu'il nous a accordé mais celui de l'ensemble du Conseil fédéral.

« La Suisse se trouvera-t-elle aux côtés de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande lorsque ces trois pays entameront des négociations en vue de leur adhésion à la Communauté ? »

« Ce n'est pas impossible mais ce n'est pas certain. Le Conseil fédéral n'a pas encore arrêté son choix de la date de dépôt de notre demande d'adhésion. Il attend encore un certain nombre d'éléments et suit attentivement les prises de position qui s'expriment. Celle du Conseil des Etats (Chambre haute), qui vient de l'inviter à examiner le dépôt immédiat d'une demande d'adhésion, ce est une. Mais tout engagement de ce genre doit être soumis au peuple suisse qui devra se prononcer par référendum sur la ratification de l'Espace économique européen (EEE) puis, une seconde fois, sur la ratification du traité d'adhésion, ce qui est une

difficulté que les autres pays ne connaissent pas. Cela nécessite une minutieuse préparation pour qu'il n'y ait pas de confusion dans l'esprit des gens, qu'ils ne croient pas qu'en ratifiant l'EEE ils se prononcent en même temps sur l'adhésion.

« Pourquoi ne pas avoir organisé simultanément une consultation sur l'EEE et sur l'adhésion ? »

« Pratiquement, ce n'est pas possible. Sur l'EEE, nous avons un traité alors que nous n'en avons pas sur l'adhésion, si bien que ce ne serait qu'un vote indicatif. Or nous demandons toujours au peuple suisse de se prononcer sur quelque chose de concret, non pas une idée, mais bel et bien sur une loi, un traité ou un accord international. Nous avons clairement indiqué que notre but était l'adhésion. L'EEE est une étape qui donne à chacun le sentiment de participer déjà d'une Europe intégrée.

« Le traité EEE vous donne-t-il entière satisfaction ? »

« D'une part, il nous donne l'accès au marché unique. Mais, d'autre part, il ne nous reconnaît pas le droit de co-décision ; il est toujours génant pour un Etat de se voir imposer des règles juridiques qu'il n'a pas négociées. C'est une des raisons majeures qui nous poussent à dire qu'il faut adhérer à la CEE.

Neutralité et solidarité

« En soumettant ce traité à référendum, ne prenez-vous pas le risque d'un éventuel refus qui pourrait ensuite compliquer une adhésion à la CEE ? »

« Nous prenons toujours un risque en Suisse en soumettant un traité international à référendum. Mais le peuple suisse sait aussi mesurer ses intérêts bien compris. En revanche, il est vrai qu'en cas de rejet de l'EEE nous ne pourrions pas, la semaine qui suit, déposer une demande d'ouverture de négociations pour l'adhésion. Ce serait très mal compris.

« A partir de quelle année pourrions-nous raisonnablement envisager que la Suisse devienne membre à part entière de la CEE ? »

« A supposer que nous déposions notre candidature avant le 30 juin ou, pour simplifier, avant la fin de l'année, l'ouverture des négociations ne se fera vraisemblablement pas avant 1993 et celles-ci prendront sans doute encore deux ans.



P. ANCHON

« L'adhésion à la CEE avec les entorses à la souveraineté qu'elle implique est-elle compatible avec la neutralité de la Suisse, son fédéralisme et son système de démocratie semi-directe ? »

« Sans doute dans une large mesure. En ce qui concerne le fédéralisme, nous ne serions pas les seuls, c'est déjà le cas de l'Allemagne. La volonté de la Communauté d'inscrire le principe de subsidiarité dans sa future politique est très importante pour nous. Par ailleurs, les cantons ont aussi perdu une part de leur souveraineté dans l'Etat fédératif qui est le nôtre aujourd'hui. En ce qui concerne la démocratie directe, à cause précisément du principe de subsidiarité, toute une part de la législation reste encore autonome et permet l'exercice de ces droits démocratiques. Quant à la neutralité, nous ne serions pas le seul pays neutre à demander notre adhésion. La neutralité, selon moi, n'est pas absolument incompatible avec la politique de la Communauté, ni avec une politique de sécurité, ni avec l'Union politique.

La neutralité est évidemment un principe que nous pouvons faire valoir en cas de conflit immédiat.

« Après les bouleversements à l'Est et les changements dans le monde, la neutralité reste-t-elle d'actualité ? »

« Dans un monde interdépendant, la neutralité doit nécessairement s'accompagner d'un autre principe, celui de la solidarité. Si nous n'ajoutons pas cette dimension de solidarité, alors la neutralité devient une excuse pour se renfermer sur soi-même. Nous avons clairement dit que nous ne voulions pas de politique d'isolement et nous avons témoigné notre solidarité à plusieurs reprises en faveur de certaines actions des Nations unies, y compris en nous ralliant aux sanctions contre l'Irak. Ce qui est important, c'est que, dans le reste du monde, on continue de voir la Suisse comme un Etat qui n'a jamais été mêlé à un conflit et qui n'a pas de passé colonial. On ne peut pas simplement aujourd'hui jeter la neutralité aux orties. Mais, en même temps, se crispier sur la neutralité et ne pas constater que nous sommes inter-

dépendants serait tout aussi stupide.

« Les avantages que la Suisse retirera de son intégration à l'Europe l'emporteront-ils sur les sacrifices ? »

« J'en suis à peu près persuadé, sinon totalement. Le prix d'une adhésion, même politique, qui nous permet de participer avec les autres à la construction de quelque chose de plus grand, me paraît nettement moins élevé que celui de l'isolement. En demeurant à l'écart, nous serions dans l'obligation, mais sans réciprocité, de modifier notre législation pour la rendre compatible avec celles de nos voisins, simplement pour pouvoir continuer d'avoir des échanges. Nous devrions tenter de régler les problèmes les uns après les autres par des accords partiels ou particuliers. Je ne suis pas certain que la Communauté soit décidée à ouvrir cette porte-là et je suis persuadé qu'un isolement serait, à terme, suicidaire.

« Le rapprochement avec l'Europe ne menace-t-il pas l'identité suisse, voire la cohésion du pays ? »

« En Europe même on tente cet exercice entre peuples d'histoires, de cultures et de religions différentes. Alors pourquoi la Suisse disparaîtrait-elle ? A mon avis, ce qui fait la force de la cohésion suisse, c'est sa culture politique. On ne peut détruire ni le fédéralisme ni les droits populaires. C'est une forme de culture politique qui donne son identité à la Suisse. Je ne pense pas que la Suisse, même la Suisse de langue française, par exemple, se découvre française le jour où elle sera membre de la Communauté. Elle restera suisse avec ses habitudes, ses traditions et ses institutions, mais elle participera d'un ensemble plus vaste.

Délicat comme une horloge

« Avec la libre circulation, ne craignez-vous pas un afflux d'étrangers, qui forment déjà 17 % de la population ? »

« C'est assez particulier à la Suisse, mais ce n'est pas un véritable problème, je crois, dans la mesure où, en définitive, un équilibre s'établit. En vertu des règles de libre circulation de la Communauté, nous pouvons dire, de façon un peu dure et matérialiste à nos citoyens : on ne va pas inviter les émigrants des autres pays à venir chercher chez nous. En fait, ces échanges de personnes se font sur

la base de contrats. Si un étranger appartenant à la Communauté a un contrat de travail en Suisse, il pourra venir s'établir librement ; s'il n'a pas de contrat de travail, il ne pourra pas le faire. Il y a des limites à tout.

« Comme l'opinion, le Conseil fédéral paraît divisé. Il se voit parfois reprocher son manque de clarté... »

« Il ne faut pas oublier que nous avons un gouvernement formé de plusieurs partis. Ce n'est pas une coalition et il n'y a pas de programme de base contraignant. Nous nous engageons pas sur une politique à mener sur les quatre ans de la législature. Nous nous engageons à résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent. En comparaison avec les autres Etats, cela peut donner l'impression que nous sommes plus hésitants. En fait, nous avons clairement fait savoir que nous acceptions le traité sur l'EEE comme une étape vers l'adhésion à la Communauté, qui demeure le but de notre politique européenne. Il subsiste des divisions entre les partis représentés au gouvernement et au sein même de ces partis. Devant cette espèce de flou qui s'établit dans les consciences des hommes politiques, il faut à un moment donné que le gouvernement définisse sa position.

« La non-appartenance de la Suisse à l'ONU représente-t-elle un obstacle à l'adhésion à la CEE ? »

« Non. Le problème de l'entrée à l'ONU est aussi en constante évolution. En 1966, le peuple suisse s'y est opposé car il était mal préparé. C'était aussi une période difficile d'affrontements Est-Ouest. Aujourd'hui, les Nations unies ont prouvé qu'elles étaient utiles et nécessaires. La Suisse a été associée à des opérations de maintien de la paix et s'appare à créer un corps de « casques bleus », mais ce n'est pas le même problème. La Communauté représente un espace dans lequel nous sommes déjà insérés ; l'ONU est une organisation où nous sommes présents dans toutes les institutions spécialisées, mais pas à l'Assemblée générale.

« Le modèle suisse, avec son fédéralisme, est-il exportable ? »

« A mon avis, il n'est pas complètement exportable. La situation n'est pas la même, l'histoire non plus. Nos mécanismes politiques intérieurs sont extrêmement délicats. C'est une horloge... »

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE BUHRER

Lisez Hitler, lisez Staline...

La première édition de « Mein Kampf » en polonais est un succès qui suscite bien des polémiques. Directeur de « Gazetta », Adam Michnik ne veut pas refuser la confrontation avec des textes criminels

Ce n'est pas une raillerie, l'incite vivement à la lecture des écrits de ces deux grands criminels du vingtième siècle. La publication en Pologne du livre d'Adolf Hitler, *Mein Kampf*, suscite une grande agitation. On entend des voix pour, on entend des voix contre. Andrzej Szczępiński, excellent écrivain et éminent citoyen, est résolument contre. Sont aussi contre : Andrzej Krzysztof Wroblewski, Mieczysław Komar, éditorialistes, éditeurs. A ces voix s'ajoute l'opinion du quotidien du Vatican *L'Osservatore romano*. Nous y lisons : « Le spectre de l'intolérance rôde sur l'Europe. Il ne faut pas prendre à la légère même la plus menue manifestation du racisme, les synagogues profanées ou les exhibitions de croix gammées. Il ne faut pas laisser suinter à nouveau le venin de livres comme *Mein Kampf*, qui - bien que cela paraisse incroyable - jouit d'un tel succès en Pologne. Trop de signes annoncent une prochaine nouvelle éclipse de la raison. Tout particulièrement en Europe, où les expériences tragiques de l'histoire auraient dû nous apprendre à tous que, lorsque la raison dort, les démons naissent. »

Je partage ces craintes. J'appartiens à ceux qui vivent depuis deux ans dans l'obsession de la menace du syndrome post-totalitaire. Participent à ce syndrome : le populisme, la xénophobie, une vision du monde où répercuter le complot, la tentation du fondamentalisme religieux et le désir d'un pouvoir autoritaire et à poigne. L'espace laissé vide par le communisme se trouve comblé par une idéologie aussi simpliste et peut-être aussi dangereuse. En effet, le communisme était une idéologie de génie : il était en mesure de fournir quel-

ques réponses simples à toutes les interrogations complexes de notre temps. Nous l'avons rejeté, mais l'envie demeure en nous, en nous tous, de trouver des explications simples aux problèmes compliqués.

Nous sommes en train de rétablir la continuité historique rompue il y a des décennies. Alors tout autre passé resurgit : le meilleur et le pire. Resurgissent l'apologie du père Tiszy et de l'Etat fasciste slovaque, l'apologie d'Antonescu et de la Garde de fer roumaine. Des écrivains gémés apparaissent dans les rues de villes allemandes. Ailleurs, on élève des statues aux hommes qui prêchaient le fascisme. Dans notre pays aussi resurgissent d'anciens démons : la rhétorique nationaliste et ses lieux communs sur la « judéo-solidarité ».

Je suis d'accord : le spectre de l'intolérance rôde sur l'Europe. Nous ne devons pas le prendre à la légère. Mais comment s'en défendre ?

Source de haine et source d'enseignement

Je suis opposé à la tolérance envers les publications qui instillent la haine envers des personnes, envers des groupes ethniques, politiques ou religieux. Mais je suis pour le droit à la connaissance des idées qui propagent la haine. *Mein Kampf* et le *Cours communiste sur le VKP (I)* se trouvent dans ma bibliothèque, à côté des *Protocoles des sages de Sion*, publiés récemment avec l'écriteau introductif du professeur Tazbir. Je garde ces livres et je reviens à eux, car le même livre peut être une source de haine et une source d'enseignement. *Mein Kampf*, vendu sous le manteau, de manière illécite, sous une introduction critique, dans l'Allemagne actuelle peut être une source de la

haine. Mais dans la Pologne actuelle, vendu légalement et pourvu d'une introduction critique, il est avant tout une source inestimable de savoir.

Qu'était le communisme ? Qu'était le fascisme ? Les deux apportaient une réponse erronée à un besoin humain authentique. Le communisme était une forme dégénérée de réponse au besoin de justice et d'égalité. Le fascisme était une forme dégénérée d'aspiration à la dignité et à l'identité nationales.

Je ne redoute pas aujourd'hui un retour au pouvoir de fidèles de Staline ou de Hitler. Leur langage est entièrement discrédité, eux-mêmes symbolisent ce qu'il existe de pire. Je redoute en revanche la renaissance d'un populisme radical, où trouverait place la haine autot sociale qu'éveille. Je redoute les faux prophètes qui se mettraient à nouveau à promettre la justice et la prospérité par l'extermination des riches et des étrangers. Je redoute les faux prophètes qui voudraient transformer la mosaïque pluri-nationale complexe de notre région en Etats ethniques purs, persécutant les minorités et tous ceux qui n'auraient pas été reconnus suffisamment purs d'un point de vue national.

Car on continue à entendre des clameurs de peur et de haine envers tout ce qui est différent. Des voix s'élèvent pour envahir le conflit polono-lituanien, ou polono-ukrainien. Ces voix se font entendre en Lituanie, en Ukraine et en Pologne. Nous cotétons des foules hurler contre les Tsiganes ou contre les malades atteints du sida.

Nous pouvons même lire dans la presse les opinions d'hommes politiques soi-disant sérieux prétendant que l'Eglise catholique en Pologne aspire à la dictature policière. Lors de congrès théologiques, on entend des voix de théologiens savants qui nous met-

tent en garde devant une nouvelle forme de totalitarisme que serait la sécularisation. Des mêmes horizons arrivent les accusations contre les juifs qui « oublient aujourd'hui Hitler et Staline, pour n'attaquer que des Polonais et l'Eglise catholique en Pologne ». Un de ces savants fut ovationné lors d'une très sérieuse conférence théologique lorsqu'il dit : « Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi, depuis le début de ce siècle, une majorité athée, récemment encore communiste, de l'intelligentsia juive combat avec virulence la Pologne et l'Eglise, de même que le pape polonais. »

Des attaques contre « les intellectuels imbéciles d'eux-mêmes et méprisants leur propre nation » accompagnent ces élucubrations. On forge ainsi l'image de l'ennemi et de la forteresse assiégée. Au moins dans le domaine verbal, nous assistons là aux premières escarmouches de la guerre froide civile.

Cela n'est caractéristique aujourd'hui ni de la Pologne ni même de l'Europe post-communiste. C'est en Allemagne que l'on agresse des étrangers et des foyers de réfugiés. C'est de France que nous atteignent les voix de Le Pen et de ses amis sur l'invaison étrangère et l'impureté raciale.

Editions critiques

La haine qui recherche un bouc émissaire est comme une drogue : elle aveugle et envire. La peur devant l'inconnu, de même que le souvenir de sa propre souffrance peuvent aussi être des sources de cette haine. Existe-t-il un antihitlérisme bestial ? Oui, il existait et il existe. C'est cet antihitlérisme-là qui a conduit à l'affirmation de tout ce qui était hostile à Hitler. Existe-t-il

un anticomunisme bestial ? Oui, il existe. C'est cet anticomunisme-là qui aveugle ses adeptes au point de leur faire voir partout aujourd'hui un complot communiste. Je redoute les deux déformations.

En dehors d'un court épisode du pacte Ribbentrop-Molotov, Hitler était un anticomunisme et Staline un antihitlérisme. Les deux se référaient aux souffrances humaines réelles et aux angoisses humaines réelles, aux victimes de l'hitlérisme et du communisme. Ni l'anticommunisme ni l'antihitlérisme ne constituent en eux-mêmes une autodéfense suffisante devant la tentation de la foi et de la pratique totalitaires. La véritable garantie devant les formes nouvelles de la menace totalitaire est dans les principes du pluralisme et de la tolérance, ainsi que dans la connaissance de l'embrayage de la peur et de la haine, porteur d'aveuglement et de violence.

Nous sommes plus sages que nos pères et nos grands-pères, puisque conscients de ce à quoi aboutissent l'idée de l'utopie communiste et la réalisation de l'utopie nationaliste. Nous sommes aussi plus sages, car nous savons ce qu'il advient quand on n'examine l'histoire que par le complot. Nous sommes plus sages à cause d'Auschwitz et de Katyn. C'est pourquoi nous devons lire les écrits de Hitler et les écrits de Staline et les *Protocoles des sages de Sion* dans leurs éditions critiques commentées de manière compétente.

Nous devons savoir quelles idées et quels mots mènent à tuer des hommes. Je le répète : lisez Hitler, lisez Staline.

ADAM MICHNIK

(1) Nom du Parti communiste sous Staline.

ESPACE EUROPÉEN

REVUE
DE PRESSEAccalmie
à Londres,
doutes
à Bonn

Des élections en France, mais aussi en Italie, en Grande-Bretagne, les premières aux Etats-Unis : la presse européenne soupèse les chances des uns et des autres dans des compétitions où l'avenir des relations internationales n'est pas toujours la première préoccupation. Dans le *Wall Street Journal*, Richard Nixon se met en colère. « Alors que les candidats se sont intéressés à nombre de problèmes lors de la campagne présidentielle aux Etats-Unis, la plus importante question depuis la fin de la seconde guerre mondiale – le destin des réformes politiques et économiques en Russie – a été virtuellement ignorée », écrit l'ancien président américain.

La presse italienne se concentre sur les élections législatives des 5 et 6 avril prochains. Les industriels transalpins, craignant l'arrivée du grand marché unique en 1993, poussent pour la mise à mort du fameux « immobilisme ». L'homme d'affaires Luciano Benetton a posé sa candidature au Sénat. Il explique à la *Repubblica* qu'il est « préoccupé de l'image de l'Italie, vue avec les yeux de l'Europe ».

En Grande-Bretagne, John Major a attendu la signature des accords de Maastricht pour annoncer des élections anticipées (à 9 avril) qui promettront d'être serrées. La question des impôts doit être au centre de la campagne. Celle de l'Europe fait beaucoup moins de vagues qu'auparavant mais risque de ne pas être totalement absente. « Si le Labour gagne, ira-t-il chasser des alliés en Europe pour faire un Etat paneuropéen centralisé et interventionniste ? », écrit avec effroi la *Financial Times*. « Ça seront les premières élections générales à l'intérieur du système monétaire européen », relève Peter Jenkins de *The Independent*. Le commentateur estime que les partis vont se présenter avec des politiques différentes qui, à cause des contraintes extérieures, risquent de produire des résultats similaires.

« Nein danke, Herr Delors »

Le Soir de Bruxelles s'intéresse à la « soupe de sigles » de « l'architecture sécuritaire » du Vieux Continent. « La CEE ou CE, qui évolue vers une nouvelle étiquette correspondant à l'Union européenne née à Maastricht. L'UEO, ou Union de l'Europe occidentale, futur bras armé de la précédente (...) ». L'OTAN, dotée désormais de son nouveau forum de concertation avec ses anciens adversaires de l'Est : le Conseil de coopération Nord-Atlantique, ou COCOM. La CSCE, ou Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, encadre la plus large en termes de frontières et de compétences mais la moins pourvue de moyens. Le Conseil de l'Europe enfin, spécialisé dans la dimension humaine et démocratique. « Dans la « soupe » nagent « de sourdes rivalités », note le Soir et « les chancelleries recherchent une imbrication plus harmonieuse ».

Sous le titre « Nein danke, Herr Delors », le *Libre Belgique* relève, aoudage à l'appui, que « l'Allemagne hésite devant (...) ce que la presse appelle, au grand regret de M. Delors, la facture de Maastricht ». Le *Frankfurter Allgemeine* note aussi que si « jusqu'à présent en Allemagne, le thème de l'Europe était consensuel (...), il semble que cela change aujourd'hui ». Outre le thème du « coût et profits de la participation des Allemands à la CEE », le quotidien de Francfort pose une autre question, plus fondamentale : « Est-ce que l'intégration économique et politique de l'Europe de l'Ouest n'a pas perdu son sens avec la fin de l'après-guerre et la renaissance d'Etats indépendants en Europe de l'Est ? »

J.-B. N.

BRUXELLES
STRASBOURG

Le Conseil de l'Europe et la Turquie

STRASBOURG

de notre correspondant

Le Conseil de l'Europe a toujours manifesté beaucoup de « compréhension » à l'égard de la Turquie. Malgré plusieurs coupes de force de l'armée depuis son adhésion, en 1949, et l'occupation du nord de Chypre, Ankara a su préserver sa place au sein de l'institution garante de la démocratie et des droits de l'homme. A cela enseigne que la gouvernance de M. Demirel assurera, pour six mois à compter de mai prochain, la présidence du comité des ministres des « 26 ».

Jusqu'à la désagrégation de l'URSS, les Occidentaux considéraient la Turquie comme une pièce maîtresse dans le dispositif de défense contre l'armée rouge. Les démocraties européennes mettaient aussi sur la volonté de la classe politique turque de réaliser la tâche d'Atatürk : doter le pays de structures modernes et laques. La guerre du Golfe est en-

vée à point nommé pour relayer le danger soviétique. Aujourd'hui, les Etats membres du Conseil de l'Europe sont persuadés que la Turquie peut servir de modèle politique et économique, sinon de pôle d'attraction, aux Républiques musulmanes de la CEI pour contrer les ambitions de l'Iran en Asie centrale.

Autant dire que la Turquie, servie par une diplomatie que l'on qualifie au Palais de l'Europe de « premier ordre », parvient toujours, en faisant le plus souvent le détour par Washington qui assure immensément le relais, à convaincre les responsables européens de son importance stratégique et, donc, de la nécessité de se montrer « compréhensifs ». Pendant plus de quarante ans de vie commune, les « incidents » se sont cependant multipliés entre Strasbourg et Ankara.

Après le coup d'Etat de 1980, par exemple, la France, le Danemark, la Norvège, la Suède et les Pays-Bas ont saisi la Commission

des droits de l'homme. L'affaire s'est terminée par un « arrangement » à l'« amiable ». L'institution européenne renonçait à condamner le régime militaire et la Turquie acceptait, en échange, d'accueillir des missions d'experts sur la situation dans les prisons et d'ouvrir des procès contre les tortionnaires. La présidence turque du comité des ministres était tout de même rapportée à une date ultérieure et Ankara récupérait son tour en novembre 1986.

Des raisons
d'espérer...

Le fait que la Turquie ait signé la convention européenne contre la torture semblait donner raison à ceux qui ont toujours cru à une évolution favorable de la démocratie dans ce pays. Mais voilà, le rapport qu'ont établi les experts européens après une enquête conduite à la fin de 1990 soulève de sérieuses interrogations. Selon la procédure en vigueur, le Conseil

de l'Europe doit rendre public le document si le gouvernement concerné ne se conforme pas aux injonctions du comité. Fait exceptionnel, il a été décidé d'envoyer une deuxième mission en Turquie, et le document est resté confidentiel.

Depuis plus d'un an, Ankara utilise en Anatolie orientale une disposition (art. 15) de la Convention des droits de l'homme qui permet à un Etat membre – le Royaume-Uni y a eu recours dans le passé pour faire face à la situation en Irlande du Nord – de ne pas honorer ses engagements sur un certain nombre de libertés (réunion, association, presse, etc.). Au Palais de l'Europe, on sait que « la répression est à la mesure de la cruauté des attentats ». Alors, comme pour se rassurer, on a une explication : « C'est un problème culturel ; dans les sociétés musulmanes, on n'a pas la même sensibilité de la protection de l'individu face au pouvoir et à l'Etat. » Et de conclure : « Certaines prati-

ques sont considérées normales tandis que, chez nous, elles relèvent de la violation des droits de l'homme. »

Au cours de la session de février, la délégation d'Ankara à l'Assemblée parlementaire a réussi à faire ajourner l'examen d'un rapport, présenté par des députés néerlandais et luxembourgeois, sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Le document dénonce « la violence politique, la torture et les exécutions sommaires ». Les responsables européens choisissent malgré tout de retenir les progrès qui ont été faits en Turquie et estiment que les choses évoluent dans le bon sens. Ils font valoir par exemple que l'existence des Kurdes qui n'étaient autrefois que des « Turcs des montagnes » est aujourd'hui reconnue et qu'il y a pour le Conseil de l'Europe des « raisons d'espérer »...

MARCEL SCOTTO

TRIBUNE EUROPÉENNE

L'Allemagne, une question de définition

par Michael Stürmer

FERNAND BRAUDEL parlait de « déterminisme géographique » lorsque, dans son livre célèbre *l'Identité de la France*, il appréciait les fondements de la culture française. L'Hexagone est partout – sauf dans le Nord-Est – comme s'il avait été créé par Dieu spécialement pour les Français.

La situation de l'Allemagne est autre, voire inverse. Mis à part le Sud, où les Alpes marquent la limite du pays, l'Allemagne n'a pas de frontières naturelles. De l'héritage du Saint Empire romain germanique qui n'a jamais été défini de manière indiscutable vient le fait que les frontières de la langue, de la culture, du droit ont toujours été différentes de celles des dynasties, des Etats, de l'Empire – et aujourd'hui de celles de la République fédérale d'Allemagne. En d'autres termes, l'Allemagne n'a pas été dessinée par Dieu et des millénaires d'histoire, mais elle doit toujours se définir elle-même. A l'époque des Etats-nations, ce fut un problème, car l'Allemagne était toujours trop petite pour exercer son hégémonie et trop grande pour se plier à un équilibre.

Aujourd'hui, l'Allemagne n'a pas de difficultés à définir ses frontières ; elle en a plus à comprendre sa situation. Tout se passe comme si la géographie confit à l'Allemagne le rôle de centre du continent européen, tous les cours d'histoire le rappellent. Mais la réalité mondiale montre que tout cela n'est qu'une tromperie géographique qui a un danger politique. La rapport entre les puissances européennes, tel qu'il fut établi par le congrès de Vienne en 1814-1815, a disparu dans les deux guerres mondiales du vingtième siècle. La guerre froide a fait de l'Europe une zone de confrontation entre deux puissances extra-européennes : la division de l'Allemagne et de l'Europe en a été la conséquence.

Maintenant, la question se pose en des termes nouveaux de savoir si l'Allemagne est au centre et si elle doit être un pont, ou bien si, en réalité, elle se situe sur la marche orientale des démocraties industrielles, à la fin d'un terrain sûr, au-delà duquel il n'y a qu'incertitude et ombre dans le chaos.

L'alliance avec les puissances atlantiques, y compris la France, a été vitale pour les Alle-

mands de l'Ouest pendant quarante ans. Dans le monde de l'après-guerre froide, l'Allemagne est plus grande et plus forte que jamais. Mais l'Allemagne ne peut tancer son rôle difficile que si les Allemands comprennent qu'ils sont une partie de l'Occident ou mis à l'épreuve par leur géographie.

Etre au centre, et être un pont, est un vieux rêve allemand. Toutes les protestations des patriotes déboussolés contre la division de l'après-guerre et toutes les tentatives de rester neutre dans la guerre froide étaient des cris dans le désert et échouèrent parce que le conflit mondial entre l'URSS de Staline et les Etats-Unis de Truman concernait l'Allemagne et déchirait les Allemands plus que tous les autres.

De vieux rêves
sans fondement

L'unité allemande réveille maintenant de vieux rêves qui cependant, confrontés à la réalité, ne sont rien de plus que de l'écume. Car la géographie n'est pas notre ennemi, ses vérités nous empêchant de tromper l'observateur, et l'Allemagne ne se situe pas au centre d'un territoire sûr et de champs fleuris, mais désemparée au bord des failles du monde de l'après-guerre.

On doit se libérer des messages implicites des mondes disparus et des promesses qui y étaient liées d'une conception du monde eurocentriste et idéologique dans le sens allemand. Celle-ci est plus ancienne que la réunification et l'après-guerre, plus ancienne aussi que l'époque de Bismarck et que la Prusse. Elle ramène au Saint Empire romain germanique qui chercha à produire l'ordre européen à partir du centre et qui n'y parvint jamais. La guerre de Trente Ans serait restée une querelle locale et ne serait pas devenue une grande guerre européenne si le centre n'avait pas entraîné contre lui toutes les puissances avoisinantes dans le combat pour sa définition. A la fin de la guerre de Trente Ans, l'Allemagne était dévastée et traumatisée pour maintes générations. Les traités de Westphalie de 1648 ont eu pour effet que le vieux Empire au cours des cent cinquante dernières

années de sa vénérable existence ne fut ni un Etat national ni une puissance, et dans le système des Etats européens en voie de constitution il fut un temps de paix l'échiquier, au temps de guerre, le champ de bataille.

Les révolutionnaires de 1848 ne voulurent plus en entendre parler et s'opposèrent à ce passé, sous le signe des divinités révolutionnaires de la nation et de la démocratie, une grande et puissante Allemagne, « entre les quatre mers », comme le demandait l'historien Dahlmann dans l'église Saint-Paul de Francfort et n'y réussirent pas. Bismarck commença par une Allemagne plus petite, disciplinée par la création d'un Etat dominé par la Prusse, et il chercha, en vain cependant après 1871, à protéger la nouvelle puissance du centre des suites de sa fondation semi-révolutionnaire. Cette situation centrale se transforma pour l'empire wilhelmien en encerclement, justement parce qu'il fut incapable de trouver une définition par des alliances et une politique prévisible. Les hommes politiques de Weimar acquirent ce qu'ils gagnèrent en marge de manœuvre dans la triste situation des années 20 par un jeu d'équilibre instable entre l'Est et l'Ouest. Mais le dictateur allemand chercha à révolutionner et l'histoire et la géographie.

Ancrage à l'Ouest
et aide pour l'Est

Bien des traits de l'histoire de la puissance allemande se développent dans la confrontation avec la géographie européenne des puissances. Etre au centre est demeuré éternellement un souhait indompté, parfois un rêve, le plus souvent un cauchemar. En 1989-1990, la réunification n'est pas venue d'un besoin brusquement pressenti du monde entier de regrouper l'Europe autour du centre allemand, mais elle fut l'étape décisive dans le déclin et la chute de l'empire d'Orient.

Dans ce tournant mondial, l'idée du centre allemand n'a aucune base. Parmi les conditions de l'unité allemande au sein de l'Occident figure la confirmation du rôle de l'Allemagne dans une alliance atlantique réformée et le renforcement de l'insertion européenne

dans la Communauté. Par rapport à l'Est, vis-à-vis de ce qui était alors l'URSS et aujourd'hui vis-à-vis des Etats qui lui ont succédé, il était question de deux choses : renonciation à la force et aide matérielle, qui à l'avenir peut rapidement dépasser les moyens de l'Allemagne.

La signification la plus profonde de l'union économique et monétaire comme de l'union politique de l'Europe ne se trouve pas seulement dans les avantages matériels qu'elles offrent au partenaire le plus puissant, mais beaucoup plus dans la nouvelle équilibre de l'Europe occidentale et dans la garantie qu'elles présentent pour l'Allemagne par rapport à la dérive orientale.

Les négociations « 2 + 4 » et tous les sommets de 1990 ont eu pour but d'empêcher que l'Allemagne ne devienne un centre fluctuant et vacillant, et de définir sans ambiguïté ses frontières et ses alliances, comme ses intérêts vitaux en direction de l'Ouest et ses obligations par rapport à l'Est. C'est justement parce que l'Europe orientale compte d'abord sur l'Allemagne et que les Allemands ne peuvent pas échouer – les raisons tiennent plus à l'histoire et à la géographie qu'aux intérêts économiques – que l'ancrage à l'Ouest de l'Allemagne unifiée doit être débarrassé de toutes les réveries et ambiguïtés.

La vieille culture de la Mittel-europa, menacée depuis le début du siècle, n'existe pas sans l'Allemagne. On le voit dans les langues, les paysages, les villes, l'architecture, et beaucoup aussi dans les hommes et leurs mentalités. Des Allemands, auxquels on prête beaucoup, il sera beaucoup exigé. Dans le domaine politique, il faut cependant le répéter : pas de centre, pas de pont. L'Allemagne fera partie de l'Ouest, ou bien elle sera rattrapée par sa géographie et par son histoire.

Michael Stürmer est historien et dirige la Fondation de sciences politiques d'Ebenhausen, près de Munich.

LIVRES

ET REVUES

La CSCE

Inaugurée en 1975 à Helsinki, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe était, à l'origine, une idée soviétique destinée d'abord à obtenir des Occidentaux la reconnaissance de la division de l'Europe et des avancées communistes. Mais son volet sur les droits de l'homme, la « troisième corbeille », a été utilisé par les dissidents dans les pays socialistes pour faire passer la carcan des appareils de répression et la CSCE s'est finalement retournée contre ses inventeurs. Après la chute de l'empire soviétique, elle pourrait être un embryon d'organisation du continent.

► La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), d'Emmanuel Ocaux, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 128 pages.

LE DOUANIER
SE FAIT LA MALLE

Sous ce titre évocateur, Plantu publie les dessins qu'il a consacrés à l'Europe depuis vingt ans.

► Le Monde Editions, 168 pages, 55 F.

FAMILLES
ET POLITIQUES

L'Observatoire européen sur les politiques familiales et nationales, créé en 1989 par la Commission européenne, publie son rapport annuel consacré aux évolutions des politiques familiales des Etats membres en 1990. En six chapitres (aperçu général, système fiscal, prestations familiales, vie professionnelle-vie familiale, soins à domicile et droit de la famille), l'ouvrage relève les changements les plus significatifs.

► Familles et Politiques, tendances et évolutions en 1989-1990, par l'Observatoire européen des politiques familiales, Institut de recherches sociologiques, E. Van Evenstraat 2c, 3000 Leuven, Belgique.

LEGIS Clés de la documentation
juridique communautaire

Revue hebdomadaire co-éditée par L'HERMÈS et EURIDOC dont la banque de données juridiques traite et analyse, chaque jour, les textes édictés, depuis 1952, par les organes communautaires. LEGIS offre à son utilisateur, trois moyens de recherche :

- L'INDEX DES MATIERES
- L'INDEX DES ACTES NORMATIFS
- LA SECTION BIBLIOGRAPHIQUE.

Un N° de LEGIS gratuit sur demande écrite.

Par abonnement et en librairie. 95 F le N°.

MEDILIS S.A., 9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél : (1) 46 34 07 70 Fax : (1) 43 25 26 18

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - jeunes - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le tribunal correctionnel de GRASSE, par jugement en date du 27 septembre 1991, a déclaré MM. FIORI et BENEJAM coupables de contrefaçon, les a condamnés, sur le plan pénal, à quatre mois d'emprisonnement chacun avec sursis et 10 000 F d'amende et, sur le plan civil, à payer solidairement à la SORM la somme de 3 458,37 F au titre des redevances édictées et 2 000 F au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

هكذا من الشغل

ESPACE EUROPÉEN

L'Ecosse tentée de prendre le large

«Dévolution» ou indépendance ? Le scrutin du 9 avril apportera peut-être la réponse. En tout cas, à Edimbourg, on ne veut plus rester une simple province du Royaume-Uni

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

L'ANNÉE de l'Ecosse sera 1993. Derrière les façades toutes d'austérité victorienne de la « capitale », comme dans les villages des Highlands, chacun le pressent. Et le 9 avril prochain, jour du scrutin parlementaire dans tout le Royaume-Uni, sera sans doute le Rubicon d'un nouvel avenir institutionnel. Même les plus « unionistes » d'entre les Ecosseis concèdent que, cette fois-ci, un point de non-retour sera vraisemblablement franchi. Ensuite ? On entre dans le domaine de l'inconnu, de l'improvisation. Deux scénarios sont possibles : la « dévolution », c'est-à-dire une large décentralisation administrative, politique et économique, ou — plus tard peut-être — l'indépendance. Mais le statu quo, le maintien de l'Ecosse comme « province » du Royaume-Uni, semble déjà appartenir au passé.

A la poupe des ferries qui remontent la rivière Clyde, comme sur le donjon crénelé du château d'Edimbourg, la croix de Saint-André (blanche sur fond bleu), patron de l'Ecosse, flotte insolitement, rappelant que si elle s'insère depuis 1606 dans l'Union Jack, elle pourrait bien s'en extraire. Après tout, le traité d'union de l'Ecosse au Royaume ne remonte qu'à 1707. La date, pour les nationalistes écosseis, est quasi mythique : « C'était une union libre », rappelle le dirigeant du Parti

nationaliste écosseis (SNP), Alex Salmond, « L'Ecosse, insiste le chef de file des démocrates-libéraux, Malcolm Bruce, n'a pas été conquise, occupée, dominée. C'était une décision souveraine entre deux États souverains ».

Là-bas, au sud de la « frontière », ils en ont longtemps plaisanté : le nationalisme écosseis tenait du folklore, il était à ranger avec l'attirail des kilts, des cornemuses et de « Nessie », le « monstre » du Loch Ness. Le romantisme des « cousins de province » du Nord était associé au vain combat d'un héros national, Bonnie Prince Charlie, qui, en 1746, décida d'envahir l'Angleterre... Mais les rites aujourd'hui se sont tus. Le premier ministre lui-même, John Major, a donné aux indépendantistes un brevet de respectabilité en prévenant que la séparation se traduirait par le « chaos » pour l'Ecosse, mais aussi pour la Grande-Bretagne, puisque l'Union pendant près de trois siècles fut, affirme-t-il, mutuellement profitable.

Des maillots... australiens

La vérité est qu'un nombre grandissant d'Ecosseis ont le sentiment que ces « Anglais » volontiers dominateurs péroient leur « sensibilité » et leur « identité ». En octobre dernier, lors de la Coupe du monde de rugby, après la défaite des Ecosseis devant les Anglais, il y eut, à Twickenham, la finale contre l'Australie. Les supporters écosseis sont venus... après avoir revêtu le maillot

des « Kangourous ». Anecdote, bien sûr. Mais il y en a cent de la même eau. Le 9 avril, les Ecosseis vont prendre leur revanche : déjà, les partisans du maintien dans l'Union (le Parti conservateur) sont ultra-minoritaires, ne détenant plus que 9 sièges sur les 72 qui représentent l'Ecosse aux Communes. Les adeptes de la dévolution se taillent la part du lion (48 sièges pour les travaillistes, 10 pour les démocrates-libéraux), laissant 5 sièges aux amis d'Alex Salmond, partisans d'une « indépendance dans l'Europe ».

Vivece, le sentiment national écosseis s'est alimenté des errements du parti au pouvoir. La responsable, bico des Ecosseis de l'établissement, le reconnaissant, fut Margaret Thatcher : « Elle a totalement ignoré les aspirations, les traditions et la culture, l'histoire et les besoins de l'Ecosse », assure Harry Conroy, président de la Convention nationale écosseis, qui unit les partis travailliste et démocrate-libéral. « On nous a accusés d'être des « Celtes trop subventionnés ». Un exemple, parmi d'autres : la *poll-tax*, l'impôt local honni qui accéléra la chute de la « Dame de fer », fut d'abord introduite en Ecosse, comme s'il s'agissait de tester un produit dangereux dans une région reculée de l'« Empire »...

Ces derniers mois, la question écosseis s'est enflammée, avec la publication d'un sondage qui indiquait — un peu légèrement — que 50 % des Ecosseis demandent l'indépendance. D'un seul coup, le gou-

vernement a été confronté à une perspective funeste : l'« éclatement » du Royaume-Uni. Un autre sondage a ramené la volonté d'indépendance à de plus justes proportions : 30 % pour, 46 % en faveur de l'élection d'une Assemblée écosseis dotée de pouvoirs budgétaires, et 18 % seulement pour le maintien du statu quo. Ian Lang, ministre chargé de l'Ecosse, semble mener un combat d'arrière-garde : « C'est un phénomène [celui du nationalisme] qui prend de l'ampleur et décline selon les ondes, du fur et à mesure que les gens réalisent les difficultés et les risques qu'il suscite », dit-il.

Ian Lang (« Je suis écosseis... et britannique ») plaide un dossier devenu douteux : « Le traité de 1707 protège les intérêts écosseis : « nous » avons toujours notre propre système éducatif et judiciaire, ainsi que notre Église (presbytérienne), et nous recevons proportionnellement plus de fonds du gouvernement que celui-ci n'en dépense en Angleterre. » Le premier ministre lui-même brandit la carotte et le bâton : impossible, affirme-t-il, d'obliger les Ecosseis à rester au sein du Royaume s'ils ne le veulent pas. Après le scrutin, ajoute-t-il avec une ambiguïté voulue, « nous ferons le point ».

La tentative de conciliation apparaît d'ores et déjà désespérée, tant est forte l'hypothèse d'une déroute électorale des conservateurs en Ecosse, avec ou sans victoire nationale. Quelle « légitimité » politique et démocratique restera-t-il alors au gouvernement, et où

celui-ci trouvera-t-il les quatre ou cinq parlementaires nécessaires pour constituer et représenter le ministère chargé de l'Ecosse ? En Angleterre ? On imagine le tollé. Comment, dans ces conditions, éviter de donner aux Ecosseis le droit de « gouverner leurs propres affaires » ?

En cas de victoire travailliste, le processus de la dévolution sera engagé. Il supposera bien des ajustements. Les pressions seront fortes à Westminster pour réduire la représentation écosseis : sur une base strictement démographique, l'Ecosse, avec ses 5,1 millions d'habitants, ne devrait pas avoir plus de 58 représentants à la Chambre des communes.

L'Europe des régions

Le Labour est évidemment inquiet d'une telle perspective : sans le renfort de ses députés écosseis, il pourrait se voir priver d'une majorité de gouvernement. Et si une Assemblée régit les affaires de l'Ecosse, au nom de quoi les parlementaires écosseis auraient-ils le droit de continuer à voter des lois « anglaises » à Westminster ? Ce débat, la *West Lothian Question*, est peut-être le plus fondamental, parce que lourd de conséquences : il donne des arguments à ceux qui prétendent que la dévolution mènera inévitablement à l'indépendance. Le SNP, pour sa part, fera de la campagne pour l'élection de l'Assemblée locale un référendum sur la question de l'indépendance,

tout en monnayant son éventuel soutien à un gouvernement travailliste : « Ce ne sera pas bon marché », prévient Alex Salmond.

La dévolution, les travaillistes le reconnaissent, ouvre la boîte de Pandore. Comment éviter que les velléités autonomistes des Gallois, enhardis par l'exemple écosseis, ne s'affirment ? Comment maintenir l'Irlande du Nord dans l'Union, voire empêcher d'autres régions du Royaume-Uni de rêver à ce fédéralisme intégral que propose le Parti libéral-démocrate ? Malcolm Bruce insiste : « Il est quand même étrange que ce gouvernement s'obstine à vouloir obliger la population d'Irlande du Nord à avoir un Parlement dont elle ne veut pas, tout en empêchant celle de l'Ecosse d'avoir le Parlement qu'elle réclame ».

Les nationalistes, mais aussi les travaillistes et les démocrates-libéraux, ont depuis longtemps pris contact avec les élus d'autres régions d'Europe qui bénéficient d'une large autonomie par rapport au pouvoir central, la Catalogne espagnole en particulier, mais aussi les Länder allemands. Cette « Europe des régions » sert de repère aux partisans de la dévolution. Mais c'est à l'Europe tout court que se réfère Alex Salmond : « Les Ecosseis ont regardé autour d'eux et ils se sont demandé s'il n'y avait pas une autre dimension, plus large, plus profitable, pour l'Ecosse, qu'à l'intérieur du carcan du Royaume-Uni ».

LAURENT ZECCHINI

« Alex » au pays de l'or noir...

ABERDEEN

de notre envoyé spécial

La pluie et le pétrole sont les deux réalités qui s'imposent à Aberdeen. Les sièges des compagnies ont élu domicile près de Bridge of Don, à la sortie de la cité de granit. Les « pétroliers » sont des gens pragmatiques : la plupart d'entre eux ne craignent ni la « dévolution » ni l'indépendance : le « business », disent-ils, continuera. L'« or noir » a sa part de responsabilité dans la montée du sentiment national écosseis. Lorsque, en 1975, la production a démarré, des militants émarqués ont cru que le rêve pouvait s'appuyer sur la richesse. D'ailleurs, est-ce un hasard ? Alex Salmond, dirigeant du Parti nationaliste écosseis (SNP), était économiste à la Bank of Scotland, spécialiste des questions énergétiques, avant de devenir parlementaire...

Depuis, il est devenu « diplomate » : « Je pense que le pétrole et le gaz de la mer du Nord ne sont pas seulement importants pour l'Ecosse et l'Angleterre, mais aussi pour toute l'Europe, comme réserve stratégique. Dans une Ecosse indépendante, en cas de crise internationale, nous nous assurerions que ces réserves serviraient à approvisionner en priorité les pays européens. Nous avons écrit en ce sens à tous les chefs d'Etat ».

L'Ecosse est riche, du moins si on la compare à d'autres pays d'importance moyenne de l'Europe occidentale, et à plus forte raison aux nouveaux Etats de l'Europe de l'Est. Son PNB, actuellement de 36 milliards de livres (360 milliards de francs), pourrait grimper, selon certaines

estimations, jusqu'à 55 milliards. Ce qui la classerait devant l'Irlande, le Portugal et le Grèce, et derrière les pays nordiques.

Le SNP souligne que l'Ecosse « possède 80 % des réserves de pétrole de l'Europe » et représente un tiers de ses prises en « poisson », une manière de dire que la Communauté européenne aurait tout intérêt à accorder automatiquement à une Ecosse indépendante le statut de membre de la CEE, ce qui, selon les experts de droit international consultés par Alex Salmond, va de soi. Vaste débat...

L'Ecosse hors pétrole dispose notamment d'un important secteur financier (banques, assurances, gestion de fonds), qui emploie cent quatre-vingt mille personnes, et qui fait d'Edimbourg la cinquième place financière d'Europe. Son industrie manufacturière (textile, industries alimentaire et mécanique, industrie électronique et whisky) est, d'autre part, largement orientée vers l'exportation.

Le sens de l'économie

Elle a également amorcé, et parfois achevé, la restructuration d'industries traditionnelles comme le charbon, l'acier et la construction navale. Enfin, des raisons plus profondes expliquent que, confrontée à la récession, elle a mieux su tirer son épingle du jeu que le reste de la Grande-Bretagne. « La première est culturelle, explique un banquier de Glasgow. Les Ecosseis, les industriels écosseis, empruntent moins, économisent davantage, ce qui signifie que la période de haute taux d'intérêt a eu ici moins d'impact. » Mais cette relative bonne santé est fragile.

D'abord parce qu'une part importante de l'industrie locale (l'électronique, par exemple) est contrôlée par des intérêts qui n'ont rien d'écosseis. En cas de changement de statut, quelle serait l'attitude de ces investisseurs ?

Les banquiers de Glasgow aiment par-dessus tout la stabilité. Derrière les murs austères de la Bank of Scotland, un représentant de la vénérable maison le dit tout net : « Les réformes constitutionnelles sont justifiées si elles produisent des avantages économiques. Or je ne vois pas en quoi une Ecosse devenue indépendante ou ayant acquis le statut de « dévolution » pourrait créer plus de richesses pour les Ecosseis ».

Edward Bain, professeur d'économie politique à l'université de Glasgow, a réalisé une étude parmi les membres de la communauté financière. La grande majorité des responsables interrogés considère que le « dévolution » serait désastreuse pour leurs activités : ce serait une première étape vers l'indépendance ; elle engendrerait entre Ecosseis et Anglais un antagonisme qui nuirait aux affaires ; une Assemblée écosseis augmenterait les impôts.

Une étude similaire réalisée parmi les chefs d'entreprise montre que 65 % d'entre eux sont hostiles à tout changement institutionnel. Une Ecosse indépendante, estime un banquier, ne sera pas « une région particulièrement attirante où promouvoir des affaires internationales. 90 % des affaires du secteur financier se déroulent de l'autre côté de la frontière ou de l'étranger. » Les gens déposent de l'argent dans nos coffres, explique-t-il, parce

qu'ils savent que nous sommes en liaison directe avec le système bancaire britannique et international. Et pour eux, « dévolution » ou indépendance, c'est pareil. » Menace voilée ? Alex Salmond n'y croit pas : « Je peux vous présenter des dizaines d'hommes d'affaires et de financiers qui soutiennent le choix de l'indépendance ».

Cette perspective, en revanche, aurait un impact direct dans le secteur de la défense, qui emploie quelque soixante-quinze mille personnes : l'Ecosse concentre une part importante des bases militaires britanniques, notamment nucléaires. Reste la question des subventions. Selon le professeur Ian Begg, économiste de l'université de Cambridge, l'Ecosse reçoit 10,5 % des dépenses publiques du Royaume-Uni, alors qu'elle ne contribue que pour 8 % à ses recettes fiscales, ce qui représente une différence de quelque 4 milliards de livres. Pour combler ce « trou » budgétaire, les indépendantistes comptent sur le pétrole, alors que les partisans de la « dévolution » estiment que le Parlement d'Edimbourg devrait récupérer les revenus provenant de l'impôt sur le revenu et la TVA, tout en augmentant éventuellement les premiers d'environ 3 %.

Frontière maritime

Les uns et les autres espèrent que l'assistance financière de la CEE — 171 millions de livres en 1991 — serait accrue, ce qui n'est pas assuré. Les revenus du pétrole sont loin d'atteindre ceux de la période faste des années 70 et 80. Selon le professeur Alex Kemp, spécialiste de

ces questions à l'université d'Aberdeen, les perspectives sont cependant favorables. La production pétrolière (2 millions de barils/jour actuellement) devrait augmenter jusqu'à 2,4 millions de barils en 1995, pour décliner ensuite. Vers cette époque, l'accroissement de la production, associée à une augmentation des cours mondiaux, devrait faire monter la contribution brute des revenus de la mer du Nord (gaz et pétrole) à la balance des paiements britannique jusqu'à 11 milliards, 12 milliards, voire 13 milliards de livres. Enfin, selon le professeur Kemp, les revenus de la fiscalité pétrolière (environ 1,1 milliard de livres en 1991) devraient dépasser 3 milliards de livres par an au cours de la seconde moitié des années 90.

Les Indépendantistes écosseis n'ont donc pas tort, à moyen terme, d'envisager l'avenir avec une relative sérénité : en l'état actuel des réserves, une production qui ne descendrait pas au-dessous de 1,8 million de barils/jour peut être maintenue jusqu'à 2020. Reste que l'attribution des revenus de la mer du Nord est une question délicate. Alex Salmond estime que 90 % des gisements sont situés dans les « eaux écosseises », une thèse que n'est pas prêt d'accepter, en cas de séparation, le gouvernement de Londres.

La question serait bien sûr celle du tracé de la frontière maritime : trois thèses au moins sont en présence, et il est probable que le litige relèverait d'un jugement de la Cour internationale de La Haye. « Alex » se veut grand seigneur : « Nous accepterons volontiers le verdict... »

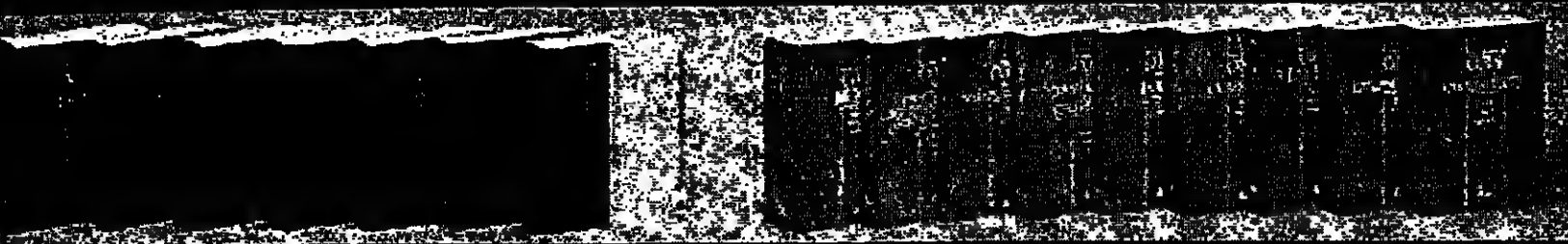
L. Z.

litec LES CODES EN TROIS COULEURS

bleus (annotés)

blancs (européens)

orange (commentés et annotés)



230 F	168 F	210 F	205 F	205 F	210 F	170 F	310 F	350 F	230 F	350 F	180 F	190 F	220 F	A	280 F	A	200 F
Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	paraître	Franco	paraître	Franco
260 F	183 F	240 F	235 F	230 F	200 F	330 F	370 F	256 F	375 F	197 F	210 F	302 F			305 F		225 F

En vente chez votre librairie spécialisée ou

litec

27, place Dauphine 75001 PARIS - 26, rue Soufflot 75005 PARIS
153, rue Saint-Jacques 75005 PARIS



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

ENJEUX ET PROGRAMMES

Rhône-Alpes : comment équilibrer le territoire ?

Droite et gauche sont divisées sur la façon d'aider les départements ou les villes défavorisées et sur l'importance des interventions économiques de la région

LYON

de notre bureau régional

Quand, en Rhône-Alpes, la classe politique ne se concentre pas sur la question de la location de salles au Front national, quand elle ne tente pas d'expliquer en quoi ces élections régionales auront ou non une portée nationale, quand elle ne se perd pas à commenter les sondages, elle parle programme et elle discute principalement du schéma d'aménagement du territoire, qui sera la première grande décision de la future assemblée, dans la perspective du prochain plan Etat-région.

Le débat, amorcé lors de la précédente mandature, fait apparaître des lignes de fractures. Il oppose globalement à la majorité régionale UDF-RPR ceux qui, du PS au PCF en passant par les deux mouvements écologistes, dénoncent le « déséquilibre » d'une région qui, attirée par l'Est, donc l'Europe médiane, « abandonne » la Loire, l'Ardèche ou la Drôme, déjà fortement touchées par la crise économique ou rurale.

Les socialistes proposent qu'un « programme spécifique » soit consacré à ces zones, un peu à la manière de celui dont a bénéficié la Savoie, à l'occasion des Jeux olympiques d'Albertville, notamment par des investissements importants en voies de communication. C'est à l'Est, répond en substance le président (UDF-RPR) du conseil régional sortant,

M. Charles Millon, d'accélérer son programme d'équipements autoroutiers. Pour lutter contre la désertification, M. Millon compte sur les « contrats de pays » afin de permettre aux « bourgs », les communes de mille à dix mille habitants, de conserver les services, publics ou privés, essentiels à leur survie.

La majorité régionale de droite et l'opposition de gauche s'accrochent sur la nécessité d'implanter des universités dans les villes moyennes. Mais les divergences apparaissent lorsqu'il s'agit de trouver un équilibre entre les grandes métropoles dévoreuses de matière grise et d'emplois et les agglomérations plus modestes. M. Millon est partisan d'amplifier la taille européenne de Lyon, voire de Grenoble et Saint-Etienne, en renforçant ces « pôles d'excellence », qui auraient alors un effet d'entraînement, notamment économique, sur le reste du territoire.

« Renforcer ceux qui gagnent »

M. Christian Brodtag, chef de file des Verts, candidat dans la Loire, dénonce cette logique. Elle ne vise, selon lui, qu'à « renforcer ceux qui gagnent ». Discours peu éloigné de celui de M. Jean Auroux, candidat des socialistes à la présidence du conseil régional,

qui n'y voit que l'expression de « la pente libérale de l'exécutif sortant ». Pour éviter à Rhône-Alpes « les inévitables concentrations de l'île-de-France », il prône une politique plus volontariste en direction des zones « sinistrées », en matière d'implantation d'activités économiques et d'emplois. M. Auroux reproche ainsi à la majorité régionale de n'avoir pas « relayé » les dispositifs gouvernementaux d'insertion et considère que la région, par « des synergies contractuelles nouvelles » avec les autres collectivités, devrait beaucoup plus s'investir sur le terrain économique.

Ce n'est pas la fonction du conseil régional, répond M. Millon. A plusieurs reprises, son premier vice-président (RPR), l'industriel Alain Méricux, a d'ailleurs émis des doutes sur l'efficacité des interventions économiques de l'assemblée régionale. Ce secteur n'occupe qu'une maigre part du budget : 4 % des 4,5 milliards de francs pour 1992. M. Millon préfère créer des conditions favorables aux entreprises innovatrices, en soutenant les transferts de technologie, en facilitant la liaison avec les universités, et il met l'accent sur la formation professionnelle et l'alternance.

Cette politique d'accompagnement est vivement critiquée par les communistes, car, selon eux, elle fait peu de cas de la défense de l'emploi industriel et ne permet pas de juguler le chômage : Rhône-Alpes compte deux cent cinquante mille chômeurs, « plus que la popu-

lation de Saint-Etienne », répètent-ils. Conscient néanmoins des capacités limitées du conseil régional, le PCF propose d'augmenter ses possibilités d'intervention économique en taxant de 1 % les opérations de la Bourse de Lyon et en lui versant la taxe sur les produits pétroliers.

Les Verts veulent, eux aussi, accroître la « force de frappe financière » de la collectivité régionale, et comptent, pour cela, sur l'Europe. Considérant que le marché unique de 1993 mettra à mal les monopoles, dans celui d'EDF, ils préconisent la création d'un établissement public régional qui serait chargé de la distribution de l'énergie, et dont les recettes seraient attribuées à l'assemblée.

Nouvelles ressources nouvelles compétences

Ce débat sur les nouvelles ressources du conseil régional croise évidemment celui de ses éventuelles nouvelles compétences. Les socialistes et les communistes sont prudents. Le PS souhaite d'abord que la collectivité s'en tienne aux lois de décentralisation et concentre ses efforts sur les principaux chapitres de ses attributions au lieu de « toucher à tout », comme l'a fait, selon eux, l'exécutif sortant. Cette « dispersion » a été parfois regrettée par certains membres de l'actuelle majorité : « Après avoir

abandonné accompagné des océans conduites par d'autres collectivités, la région va devoir opérer des choix et une sélection de ses interventions », notait, lors de l'examen du dernier budget, le vice-président délégué aux affaires financières.

Il n'empêche que M. Millon est demandeur de nouvelles compétences sur les hôpitaux, les routes, l'environnement... Mais à une condition : que l'Etat transfère, dans le même temps, les ressources correspondantes. Le récent débat sur le plan « Universités 2000 » a été, pour lui, l'occasion d'affirmer sa philosophie décentralisatrice. M. Millon refuse toute nouvelle tutelle, fût-elle régionale, sur l'université, de la même façon qu'il ne souhaite pas de « diplômes régionaux ». Pour autant, il considère que le conseil régional peut offrir un excellent lieu de dialogue avec une communauté universitaire qui disposerait de l'autonomie nécessaire à son développement.

M. Millon se distingue ainsi de la proposition de M. Charles Pasqua, qui veut créer une université financée par le conseil général des Hauts-de-Seine. Mais il ne partage pas pour autant les réserves de M. Pierre Mazeaud (RPR), candidat en Haute-Savoie en position éligible. Pour celui-ci, pas question de toucher à « la souveraineté de l'Etat » : « La région, explique-t-il, doit simplement intervenir en relais de l'Etat, lorsque le budget de celui-ci n'y suffit plus. »

Le Front national se tient à

l'écart de ces discussions, puisque, selon son porte-parole, M. Bruno Gollois, « la loi de décentralisation est une escroquerie ». Lors de la précédente mandature, le groupe d'extrême droite a mis en application cette conception en s'opposant à toute nouvelle intervention du conseil régional. Comme, par exemple, lorsque la majorité de droite a décidé, sur proposition des socialistes, de consacrer une ligne budgétaire aux logements des plus démunis.

Dernier point de débat : les interférences de compétences entre les communes, les conseils généraux et le conseil régional. Mis à part M. Mazeaud, qui n'hésite pas à rappeler qu'il a déposé, il y a deux ans, un amendement demandant la suppression des départements, les autres candidats abordent ce sujet à mi-voix. « Il faudrait bien, un jour ou l'autre, trancher », explique ainsi M. Auroux. M. Millon, en tant qu'il est à la tête du principe de subsidiarité : « Gérer toujours au plus près des demandes du citoyen ». Il pense qu'à terme, coïncés entre les districts et le conseil régional, les départements se démantèleront. Mais il ne le dit pas trop fort. Car cent soixante-neuf cantons sont renouvelables en Rhône-Alpes et la concomitance des deux scrutins impose dans ce domaine une prudence réservée.

BRUNO CAUSSÉ

En Provence-Alpes-Côte d'Azur

M. Tapie fait de la relance des chantiers navals de La Ciotat son nouveau cheval de bataille

A l'approche du scrutin du 22 mars, M. Bernard Tapie a sorti une dernière carte de sa manche : celle de la réouverture des chantiers navals de La Ciotat, grâce à l'appui promis au conseil général des Bouches-du-Rhône par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le 11 mars, à Marignane, M. Tapie, chef de file régional de la majorité présidentielle, accueille le ministre de l'économie et des finances venu le soutenir dans sa campagne. « Les chantiers navals », explique prudemment M. Bérégovoy, connaissent une crise à l'échelle mondiale, et nous ne pouvons pas, aujourd'hui, ni Bernard

Tapie ni moi-même, improviser une solution électorale. En revanche, ajoute-t-il, ce que l'on peut faire, c'est demander au conseil général de reprendre, le cas échéant, l'outil industriel et de rechercher des solutions. Cela, j'y suis prêt. » M. Bérégovoy précise, même, que si le conseil général « répond présent » et « s'il s'agit d'une solution durable, les moyens du ministère des finances seront à sa disposition ».

Le PCF demeure hostile

Le gouvernement avait toujours fait obstacle jusqu'ici à la reprise des chantiers par le groupe américain-suisse Lexmar, en refusant de lui rétrocéder l'outillage public acquis, en août 1989, par la Banque Worms. Les demandes présentées par le conseil général auprès de la banque d'affaires, contrôlée par l'Etat, n'ont pas davantage été couronnées de succès. Les perspec-

tives du marché des pétroliers à double coque, que Lexmar se proposait de construire au rythme de trois à quatre par an, se sont, certes, améliorées, et le prix de ces super-tankers a presque doublé depuis 1989, mais un rapport récent de l'ingénieur général Jacques Dubuis, commandé par le ministère de l'Industrie, a conclu que le projet d'une réouverture des chantiers, s'il pouvait, techniquement, se concevoir, « ne serait pas sans poser de graves problèmes du point de vue financier ».

Le président (PS) du conseil général, M. Lucien Weygand, s'est pourtant empressé de saisir la perche tendue par M. Bérégovoy. Dès le 12 mars, il a écrit à la Banque Worms pour lui proposer, de nouveau, le rachat de l'outillage des chantiers, indispensable au redémarrage des activités. « L'affaire, estime-t-il, peut se régler en quelques jours. Pour nos enfants, un tour de table auquel la Lexmar

devrait être partie prenante. » Même attitude intéressée de la CGT, dont les militants occupent le site de La Ciotat depuis quarante-deux mois. Bien qu'elle l'ait fait condamner, le 25 février, pour promesses d'embauche non tenues, elle a cependant accepté de renouer le dialogue avec le chef de file des listes Energie-Sud. Mieux : le secrétaire du syndicat cégétiste des chantiers, M. Joseph Rodriguez, lui-même candidat sur la liste du PCF, a volontiers reçu à La Ciotat, samedi, M. Tapie, auquel il a serré la main devant les photographes et les caméras de la télévision.

Le maire de La Ciotat, M. Jean-Pierre Laffont (UDF-RPR), ne s'est pas privé, en revanche, de dénoncer le « bluff électoral » du député (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône « qui ne peut tromper personne ». M. Bérégovoy, a-t-il ironisé, s'est pris les pieds dans le Tapie ! Le chef de file de la ma-

jorité présidentielle n'a pas caché, au demeurant, qu'il attend certains dividendes électoraux de sa mission de bons offices. S'il espérait, toutefois, dégelier ses relations avec le PCF, dont les voix lui seront absolument nécessaires pour la constitution d'une éventuelle majorité de coalition au conseil régional, il se fait fausse route. Dans un communiqué publié, lundi, par la Marseillaise, M. Guy Hermer, qui dirige la liste communiste dans les Bouches-du-Rhône, lui a apporté une réponse cinglante. « Il ne faut pas compter sur les communistes, déclare-t-il, pour entrer, si peu que ce soit, dans ce qui apparaît comme une opération politicienne indécente et indigne. (...) Notre attitude concernant les alliances ou sein du futur conseil régional n'a pas varié et ne variera pas. »

GUY PORTE

PROPOS ET DÉBATS

MM. JOXE (PS) ET JUPPÉ (RPR)

Lutter contre l'abstention

MM. Pierre Joxe, ministre de la défense, et Alain Juppé, secrétaire général du RPR, chef de file de l'UDF dans le capital, qui s'affrontaient, dimanche soir 15 mars, sur « Grand-Jury RTL-le Monde », ont l'un et l'autre déploré la forte abstention généralement prévue aux élections régionales du 22 mars.

« Lutter contre l'abstention est notre premier devoir », a déclaré le ministre de la défense. « Je parie tout à fait le sentiment de Pierre Joxe sur l'abstention. C'est une maladie de la démocratie et nous devons la combattre », a ajouté M. Juppé. Celui-ci a souligné, toutefois, « une coïncidence » : « C'est au bout de onze ans de mitterrandisme que l'abstention atteint des niveaux qu'elle n'avait jamais atteints auparavant », a-t-il dit. Je crois qu'il y a là une relation de cause à effet. »

Le secrétaire général du RPR a dénoncé d'autre part la « stratégie

savamment organisée par M. Mitterrand et, d'une façon générale, par les socialistes pour valoriser le Front national ». Il a reproché à M. Joxe d'avoir dit : « Voter Juppé, c'est voter Le Pen. » Personnellement, je pense que vous n'êtes pas pour le Front national, lui a répondu M. Joxe, mais vous êtes conduit à vous allier avec lui comme vous l'avez déjà fait il y a six ans, et vous vous y préparez, lui a répondu Pierre Joxe.

M. FABIUS

« Ne pas se tromper d'enjeu »

M. Laurent Fabius a déclaré, dimanche 15 mars, devant deux cents militants socialistes réunis au Pré-Saint-Gervais, en Seine-Saint-Denis, qu'il ne faut pas se tromper d'enjeu pour les élections régionales et cantonales et que « toute la campagne ne doit pas tourner autour de cela qu'on doit combattre ». Pour combattre les thèses d'extrême droite, il faut en comprendre les racines et expliquer humblement, avec des arguments précis et convaincants, à ceux qui votent pour le Front

national qu'ils seront les premières victimes de ses thèses », a souligné le premier secrétaire du PS.

M. CHIRAC

Éviter une « mauvaise querelle » sur Maastricht

M. Jacques Chirac a déclaré, samedi 14 mars à Corbèze, que son mouvement « n'a pas intérêt à créer une mauvaise querelle » avec ses partenaires de l'UDF sur la ratification des accords de Maastricht. Le président du RPR a réaffirmé son « hostilité » à l'égard du droit de vote aux ressortissants de la Communauté européenne, en précisant qu'il voterait contre cette disposition du traité. M. Chirac souhaite que le gouvernement français demande « une dérogation ». « Nous devrions, si nous sommes raisonnables, arriver à une position commune sur cette question comme nous l'avons fait pour l'Acte unique européen », a dit l'ancien premier ministre. « Si nous sommes déraisonnables, l'Europe pourrait être une pomme de discorde », a-t-il ajouté.

M. GISCARD D'ESTAING

« Ni compromission ni injure » à l'égard du FN

Interrogé, dimanche 15 mars au Forum RMC-L'Express, sur la signification politique des élections régionales, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « Je crois que en dehors d'une expression de rejet de la politique socialiste nationale, ce sera un vote de sagesse pour dire : les régions, c'est quelque chose dont le contenu va se remplir. » La président de l'UDF s'est dit convaincu qu'en Auvergne comme en France « il n'y a pas d'autre majorité possible que la nôtre [l'UDF] pour gérer le réel, à cause de deux circonstances : l'effondrement du Parti socialiste, profond, et, d'autre part, l'isolement du Front national. »

Il a ajouté qu'il se refusait à « embellir le débat politique » sur le Front national, sa position tenant en deux mots : « ni compromission ni injure. »

M. Cresson souligne l'importance considérable du scrutin

CHATELLERAULT

de notre envoyé spécial

Avant d'être l'invité, lundi 16 mars, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Edith Cresson a clos, samedi 14 mars, à Châtelleraut, ville dont elle est le maire, sa participation à la campagne par un dîner républicain. « Cette élection a une importance considérable », a déclaré notamment le premier ministre, devant quelque quatre cents sympathisants qui avaient entendu auparavant M. Alain Chazey, tête de liste du PS dans la Vienne, et M. Martine Aubry, ministre du travail. Après avoir, à nouveau, longuement insisté sur la qualité du bilan de la gauche, M. Cresson a affirmé que les « choix » que feront les électeurs dimanche prochain « seront, qu'on le veuille ou non, interprétés, et donc serviront plus ou moins de modèle à ce qui se passera dans la vie politique de notre pays pour les années qui viennent ».

Le premier ministre a insisté sur l'importance de la participation : « Ne pas voter, a-t-elle dit, c'est démissionner, c'est abandonner sa voix à l'extrême droite et conforter ainsi son pourcentage. » Elle a demandé « aux centristes de progrès de dire pour eux où est le progrès », et « aux écologistes responsables de prendre leurs responsabilités », car « les électeurs qui s'apprêtent à voter écologiste le 22 mars ont le droit de savoir (...) à qui apporteront leur voix » ceux qu'ils vont élire.

Enfin, M. Cresson s'est projetée dans l'avenir. D'abord en affirmant : « Moi, avec le gouvernement, avec vous, je veux continuer à aller plus loin. » Ensuite en dessinant le schéma de la majorité future, qui rassemblerait celui d'aujourd'hui : « Le gouvernement associe des socialistes, des centristes d'ouverture, a-t-elle souligné. Il est le premier à faire place en son sein à des écologistes responsables. C'est à peu près ce que souhaitent les Français. Peut-être ne le savent-ils pas ! »

THIERRY BRÉHIER

□ Selon l'IFOP, la cote de M. Mitterrand en baisse, celle de M. Cresson en hausse. — Selon le baromètre mensuel de l'IFOP, publié par le Journal du dimanche du 15 mars, 26 % des Français sont satisfaits de M. Mitterrand en mars contre 24 % en février. 59 % d'entre eux sont mécontents contre 63 % le mois dernier. Pour M. Cresson, la proportion des personnes satisfaites passe de 21 % à 19 %, celle des personnes mécontentes de 57 % à 59 %. Ce sondage a été réalisé du 27 février au 5 mars auprès de 1913 personnes.

RADIOSCOPIE

DES COMMUNES-DÉPARTEMENTS-RÉGIONS

RECENSEMENT 1990 SUR MINITEL

Les analyses graphiques Les évolutions comparées

ETUDES SUR DEMANDE téléphone (1) 30-57-54-53

coda Minitel

3617 ATPM

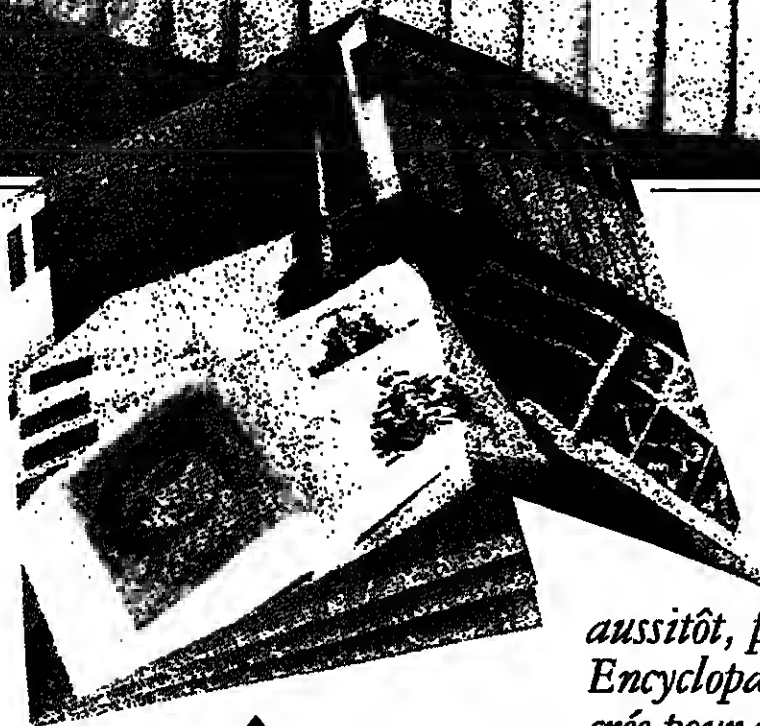
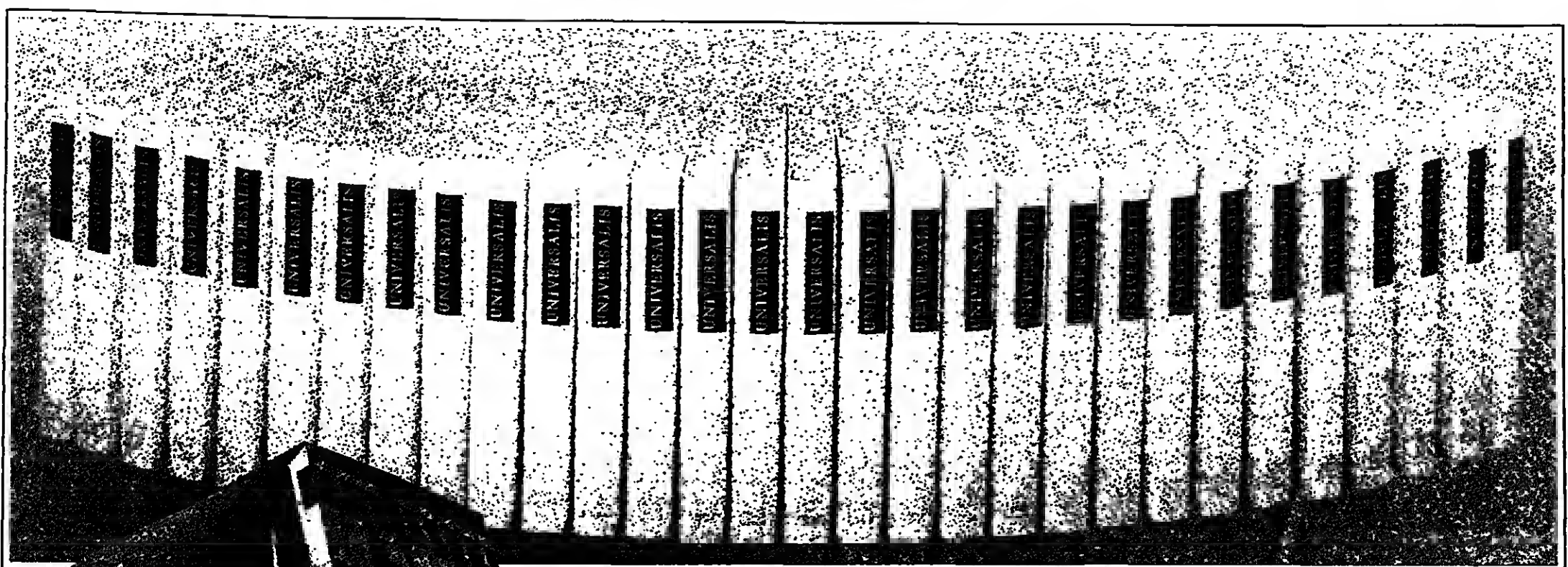
source INSEE

هكذا من الأصل

NOUVELLE

Encyclopædia Universalis

en 30 volumes



Ce dossier de 28 pages, magnifiquement illustré, est imprimé sur un luxueux papier. Sa couverture se déplie pour vous présenter toute la collection en une superbe photo panoramique de 57 cm de long.

Découvrez-la **GRATUITEMENT** ainsi que les **Privilèges** qui vous sont réservés dans cette passionnante documentation.

Il vous suffit de renvoyer le Bon ci-dessous et vous recevrez aussitôt, par la poste, une documentation complète sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes. Bien entendu, cela est gratuit et ne crée pour vous aucun engagement de quelque nature que ce soit.

C'est simplement notre façon de vous faire découvrir pourquoi l'Encyclopædia Universalis s'est imposée comme la grande encyclopédie de l'élite intellectuelle française et fête même, cette année, son 500.000^{ème} souscripteur.

Votre documentation vous présentera également tous les **Privilèges spéciaux** qui vous sont réservés à l'occasion de cet événement : deux cadeaux d'une valeur de 992 F, **Privilège à Vie** pour toute nouvelle édition, **Privilège d'Actualisation Annuelle**, accès gratuit au **Service de Recherche Documentaire**, facilités de paiement...



La plus grande et la plus récente :

* 30 volumes (21 x 30 cm) * 22.400 articles * 31.655 pages
* 29.800 illustrations * 4.000 auteurs

CFL-ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS
Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07

Nouvelle Encyclopædia
UNIVERSALIS
en 30 volumes

**BON POUR UNE
DOCUMENTATION GRATUITE**

à renvoyer aujourd'hui sous enveloppe non affranchie à :
CFL-Encyclopædia Universalis, Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans le moindre engagement, votre magnifique documentation sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes et sur les **Privilèges spéciaux** qui me sont réservés.

044 3801 026

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

_____ Localité _____

Code postal

A RENVoyer SANS ENGAGEMENT



La préparation des élections régionales

Le printemps des « écolos »

Suite de la première page

A la fois amusés et choqués par tant d'hypermotivations, les deux leaders de l'écologie politique n'ont pas tardé à réagir. « A dix jours de l'élection, les partis nous jouent le scénario de « plus écolo que moi, tu meurs ! » L'écologie d'accord, mais sous les écologistes », a ironisé le ministre de l'environnement, vendredi 13 mars, à Grasse (Alpes-Maritimes). La veille, à Paris, après avoir relevé qu'à droite comme à gauche, la lutte pour la croissance et pour l'emploi avait abouti, en vingt ans, à créer trois millions de chômeurs, le chef de file des Verts avait affirmé : « Il y a un vote nécessaire, c'est le vote Vert ».

Partis d'un seuil inférieur à 4 % des suffrages exprimés lors des deux dernières élections présidentielles de 1981 et de 1988, les écologistes avaient obtenu 10,59 % des voix aux élections européennes de 1989. Les instituts de sondage les créditent désormais, avec constance, d'un taux d'intentions de vote de l'ordre de 15 %, comparable à celui du Front national et à peine inférieur à celui du PS. Echaudés par de précédents scrutins, les leaders des Verts et de Génération Ecologie ne sont pas pour autant parmi les plus optimistes : le vent est porteur, et il n'y a nulle gêne aujourd'hui pour une personne interrogée à se déclarer prête à voter pour l'écologie. Les résultats des sondages peuvent donc leur être assez agréablement rapportés par rapport aux choix réels des électeurs.

Modérés et radicaux

En dépit de leurs querelles, MM. Lalonde et Waechter ne sont pas encore parvenus d'autre part à éclaircir ce qui les distingue vraiment. Il arrive encore que le premier soit considéré comme le leader des Verts tandis que le second est parfois pris pour le ministre de l'environnement. L'opinion se partage sur la distinction entre les modérés de Génération Ecologie, avant tout soucieux de réparer les dégâts commis dans l'environnement, et les Verts, plus radicaux, qui prétendent remettre en cause la « logique productiviste » de la société.

Enfin, la division de la famille écologiste risque fort de coûter bon nombre de sièges. Dans un tiers des départements de la métropole, parmi les moins peuplés, il faut, en effet, atteindre le seuil de 8 % environ des suffrages exprimés pour enlever un siège de conseiller régional. Crédités de 15 % des voix en moyenne, les écologistes pourraient espérer en obtenir deux, mais, divisés à parts égales entre deux mouvements, ils n'en obtiendraient aucun.

C'est cette analyse qui a conduit le président de Génération Ecologie, M. Lalonde, à prôner, depuis l'été dernier, l'union de tous les écologistes. Face à la menace que constitue le Front national, on estime en effet à Génération Ecologie que l'actuelle division des écologistes peut faire perdre à ces derniers sièges qu'ils pouvaient escompter.

Sur la foi des plus récentes élections partielles, notamment en Loire-Atlantique et dans le Nord, les amis de M. Waechter estiment, en revanche, que deux listes peuvent permettre de « ratisser plus large » et que les candidats de Génération Ecologie morcèlent davantage dans l'électorat des députés du socialisme que dans celui des vrais écologistes.

Dans l'immense majorité des cas, la ligne de stricte autonomie défendue par les amis de M. Waechter l'a emporté. Mieux, en dépit de leur volonté d'ouverture, aucun des animateurs de la minorité du mouvement n'a osé risquer à enfreindre la règle définie lors de la dernière assemblée générale des Verts, à Saint-Brieuc. Hormis quatre petits départements (l'Ariège, les Deux-Sèvres, les Hautes-Pyrénées et le Territoire de Belfort), où des accords amiables ont pu être passés plus ou moins officiellement entre les représentants locaux des

deux mouvements, il n'y a que deux cas de véritable union politique, conclue à la base contre l'avis de l'un ou l'autre des deux directions nationales : la Haute-Garonne et les Alpes-Maritimes.

Il reste, pour l'avenir, à gérer l'après-22 mars. Mis à part la ligne infranchissable qui interdit à Génération Ecologie comme aux Verts de favoriser, dans les conseils régionaux, l'élection d'un exécutif lié de près ou de loin au Front national, l'attitude des futurs élus écologistes est d'autant plus susceptible de varier d'une région à l'autre que les deux mouvements ont soit pas encore suffisamment organisés pour contrôler les initiatives de leurs représentants locaux.

Ainsi, c'est avec une certaine stupeur que la direction de Génération Ecologie a découvert, il y a quelques jours, que l'un des candidats qu'elle soutenait en Loire-Atlantique, M. Jean-Gabriel Coudit, avait pu avoir, dans le passé, une attitude jugée ambiguë face aux thèses des historiens révisionnistes. De même, en dépit de la présence dans ce département de deux de leurs responsables nationaux, M. Marie-Françoise Meodez et M. Gérard Osoeta, les Verts n'ont pu empêcher, à Toulouse, qu'un adhérent de fraîche date, M. Henry Erenoy, ancien dirigeant fédéral du PC, applique, comme il l'entend, une stratégie de rapprochement avec Génération Ecologie. C'est ce cas, peut-être, que la mise en garde, peu

amène, de M. Laurent Fabius, selon laquelle « il risque d'y avoir des couloirs à l'arrivée », n'est pas tout à fait vaine. Il peut y avoir, en effet, autant d'indiscipline chez les écologistes que dans les partis dits « de gouvernement ». Rien, par exemple, ne permet d'indiquer aujourd'hui qu'au lendemain de l'élection du 22 mars, MM. Noël Mamère et Lionel Stoléru adopteront la même attitude, l'un en Aquitaine, l'autre en Picardie, lors du choix du président de leur conseil régional.

Porte ouverte à toutes les combinaisons

Chez les Verts, la liberté donnée par les statuts aux structures régionales laisse également la porte ouverte à toutes les combinaisons. Toutefois, le mouvement de M. Waechter a établi, région par région, une liste d'« objectifs incontournables » qui limitent singulièrement les possibilités d'alliances à bon compte.

Au sein de leurs partis respectifs, les deux principaux porte-parole de l'écologie politique pourraient ainsi se trouver rapidement confrontés à une crise d'autorité. De nombreux militants de Génération Ecologie s'imaginent plus en effet que leur mouvement puisse continuer à être géré par le cabinet de l'actuel ministre de l'environnement. Au sein des Verts, M. Yves Cochet n'est pas le seul à se demander avec inquiétude « pourquoi l'on n'a pas réussi à occuper l'espace rempli par Génération Ecologie ». A moins d'un an des élections législatives, la seule échéance qui puisse permettre d'installer durablement les écologistes au cœur de la vie politique, la recomposition sera nécessairement à l'ordre du jour.

JEAN-LOUIS SAUX

Les « objectifs incontournables » des Verts

Lors de leur assemblée générale de Saint-Brieuc, les Verts ont demandé à leurs structures régionales de définir une série d'« objectifs incontournables », sans lesquels il ne saurait y avoir d'accords de gestion avec les autres formations politiques.

Ceux-ci concernent en particulier la réorientation des budgets régionaux des transports au profit des transports en commun, accompagnée, la plus souvent, d'une demande de moratoire sur l'actuel programme autoroutier ; la développement des énergies renouvelables à l'abri du tri sélectif des déchets ; le soutien à une agriculture et à une industrie moins polluantes ; la préservation des espaces naturels ; la refus des grands complexes touristiques ; la soutien aux langues et aux cultures régionales ; la démocratie participative et la transparence dans le fonctionnement

des assemblées régionales. Appliqués à chacune des régions, ces objectifs ont parfois donné lieu à une abondante littérature : une plaquette de trente pages au Seine-Saint-Denis ou un livre vert de cent pages, vendu dans les kiosques, dans la région Nord-Pas-de-Calais, où les Verts posent notamment comme conditions à tout accord de gestion un moratoire sur le projet de doubler l'autoroute du Nord et l'abandon du projet d'autoroute A18 (Amiens-Boulogne).

Autres exemples : les Verts de l'île-de-France réclamant un référendum sur l'aménagement de la région parisienne ; ceux d'Alsace refusant la remplacement de la centrale de Fessenheim et acceptant une contribution de la région pour le financement du TGV-Est à la condition qu'il n'y ait pas de ligne nouvelle dans la plaine d'Alsace.

POLITIQUE

En Nouvelle-Calédonie

Treize jeunes Mélanésiens inculpés et écroués après de violents incidents à Nouméa

Quinze jeunes Mélanésiens ont été présentés au parquet, dimanche 15 mars, à Nouméa, après les violents incidents qui s'étaient traduits, dans la nuit de vendredi à samedi, par des scènes de pillage et par l'incendie du plus grand centre commercial du centre-ville (le Monde daté 15-16 mars). Au terme des auditions, après avoir été inculpés de « destruction par incendie ou tout autre moyen de nature à créer un danger pour la sécurité des personnes, commise en bande organisée ».

Vingt-huit personnes avaient été interpellées après qu'une centaine de jeunes, originaires pour la plupart de la commune de Païta, dans la banlieue de Nouméa, eurent prêté main

forte à une quinzaine de leurs amis, furieux d'avoir été interdits d'entrée dans une boîte de nuit dont le portier avait jugé qu'ils étaient en état d'ébriété. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises, dès samedi soir, par le haut-commissaire de la République, M. Alain Christnacht, qui a jugé ces violences « graves et inacceptables ».

Des patrouilles de policiers et de CRS ont sillonné l'agglomération pendant tout le week-end ; le club où les incidents avaient commencé a été fermé, mais, dimanche, le calme était totalement revenu à Nouméa. M. Christnacht a promis aux délégués des commerçants, venus se plaindre, samedi après-midi, en compagnie du maire de la ville, M. Jean

Lèques, que l'Etat accordera aux victimes de ces troubles des mesures d'indemnisation exceptionnelles. Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPR), M. Jacques Lafleur, député (RPR), a été reçu par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, venu en Nouvelle-Calédonie pour assister aux obsèques du préfet Jacques Lévy. Il a estimé que ces incidents étaient « dus aux ventes abusives d'alcool par certains établissements de nuit ». Le président du Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), M. Paul Néaoutyia, maire de Pôindimié, a affirmé, pour sa part, qu'il faut y voir « un clivage social qui s'aggrave ».

Un signal

par Alain Rollat

La douloureuse histoire de la Nouvelle-Calédonie apprend qu'il ne faut pas y traiter à la légère des incidents qui, ailleurs, appartiennent à la routine.

Les scènes d'émeute qui se sont produites dans la nuit du 13 au 14 mars au centre de Nouméa, à partir d'un banal querelle de bar, ne procédaient assurément d'aucune sorte de manifestation politique.

Elles expriment plus la mal-vivre des jeunes des banlieues que le mal-développement des tribus canaques accrochées à la revendication indépendantiste. Vivre à Païta n'est pas forcément plus facile que de vivre à Vaulx-en-Velin, à Mantes-la-Jolie ou dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis-de-la-Réunion.

Ce n'est pas la première fois, de toute façon, que le centre-ville de Nouméa subit une telle flambée de violence. Les derniers incidents du même genre remontent au lendemain de la signature des accords de Matignon et de la rue Oudnot : quand un millier de jeunes Mélanésiens et Wallisiens avaient mis à sac une vingtaine de magasins autour de la place des Cocotiers, avant d'affronter les forces de l'ordre, le samedi après-midi 8 octobre 1988, un mois avant le référendum prévu pour consacrer la réconciliation des deux principales communautés de la Grande-Terre, parsonne ne s'était hasardé à faire de cette émeute une lecture politique, mais tout le monde avait saisi, à juste titre, que ces événements posaient concrètement le problème de l'avenir des jeunes de Nouvelle-Calédonie.

Quatre ans plus tard, malgré la mise en œuvre des accords de Matignon et les efforts multipliés de part et d'autre, ce problème n'apparaît toujours pas résolu alors qu'il constitue la clé de l'avenir dans un territoire où les moins de vingt ans

représentent à peu près la moitié de la population. Et force est de constater que les jeunes Canaques restent les plus nombreux parmi les laissés-pour-compte fréquentant les rubriques des faits-divers pour abus de bière, de whisky ou de cannabis.

Des résultats trop limités

Faute d'avoir osé transgresser les normes métropolitaines dans leur recherche des moyens de rééquilibrer la répartition de l'emploi, les responsables politiques et administratifs de l'application des accords de Matignon obtiennent des résultats trop limités pour que la « promotion mélanésienne » ne demeure pas une gageure.

Ces nouveaux incidents s'apparentent donc à un signal d'alarme.

Depuis quelque temps, en effet, les jeunes de la sonnette d'alarme. Le président du FLNKS, M. Paul Néaoutyia, s'en était ouvert, en octobre dernier, au président de la République qui l'avait reçu à l'Elysée : « J'ai dit à M. Mitterrand qu'il faut être vigilant, notamment sur la formation des jeunes, parce que si la

formation des jeunes se passe bien, avec les bacheliers, il ne faut pas oublier les autres, les gros du bataillon formé de jeunes qui ne sont pas allés plus loin que la CM2 à l'école... » Le président de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités), M. Louis Kora Uregui, soulignait, en décembre, que les abords de Nouméa se transformaient « peu à peu en ghettos » par afflux continu de jeunes chômeurs mélanésiens en rupture de tribu. Le fondateur du LKS (mouvement libération kanak socialiste), M. Nidoish Naiselins, signataire des accords de Matignon, écrivait, au même moment, qu'il percevait chez les jeunes de sa communauté « un sentiment grandissant de dégoût de la classe politique et de honte de l'image dévalorisée que les élus donnent de l'homme kanak, car le favoritisme et l'arbitraire engendrés par les accords de Matignon ne sont pas faits, dis-je, pour éléver un peuple à sa dignité ».

Le signal en question s'adressait, en premier lieu, en effet, aux responsables politiques calédoniens. Mais à tous, sans exception.

Succédant à M. Willy Brandt

M. Mauroy devrait être élu président de l'Internationale socialiste en septembre

Le présidium de l'Internationale socialiste, qui s'est réuni les 13 et 14 mars, à Madrid, a proposé de désigner M. Pierre Mauroy comme président, à la suite de la décision de M. Willy Brandt, ancien chancelier d'Allemagne fédérale, de se retirer au terme de seize années à la tête du mouvement. Cette désignation aura lieu en septembre prochain.

MADRID

de notre correspondant

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre français, ancien premier secrétaire du PS, devrait être élu président de l'Internationale socialiste à l'occasion du prochain congrès de cette organisation, qui se tiendra à Berlin du 15 au 17 septembre. « J'ai reçu cette proposition avec beaucoup d'émotion, de fierté et d'humilité », nous a déclaré l'ancien chef de file des socialistes français, qui a rendu hommage au président sortant en affirmant : « On ne remplace pas Willy Brandt, on lui succède », et à M. Felipe Gonzalez, « lequel a joué un rôle très important » dans cette proposition. Par expérience, M. Mauroy sait qu'« être douchin n'est pas une situation très facile » ; il va donc continuer d'exercer ses fonctions de vice-président sans faire de plans sur la comète, mais tout en sachant qu'il est « un fils de la famille qui arrive à une période d'adaptation importante ».

A ce propos, l'ancien premier ministre de M. Mitterrand admet que l'Internationale socialiste « s'est recentrée ». « Nous sommes tous des sociaux-démocrates », dit-il, rappelant au passage que le projet adopté par le dernier congrès du PS a permis aux socialistes français de « se mettre en symbiose » avec ce qu'ils ont fait au gouvernement « pour qu'il n'y ait pas de distorsion entre la théorie

et la pratique ni avec l'Internationale socialiste ».

M. Mauroy affirme que « l'Internationale socialiste du vingt et unième siècle sera bien différente de celle du vingtième siècle ». « Nous en sommes conscients, dit-il, nous l'acceptons et nous ne sommes pas prêts à nous laisser changer par la pression de la gauche ». L'ancien président de l'Internationale socialiste évoque aussi l'importance de l'écologie, met l'accent sur le concept de responsabilité personnelle.

L'Internationale socialiste, qui rassemble quatre-vingt-huit partis ou mouvements du monde entier, veut s'adapter au « monde changeant ». Tel était le thème principal de ce présidium au cours duquel M. Gonzalez a mis en garde les socialistes contre « la tentation de tomber dans le conservatisme de gauche ». Réunis dans l'hôtel le plus cher de la capitale, les membres de l'Internationale socialiste ont fait le point sur les problèmes du monde, de l'Afrique du Sud à Timor oriental en passant par la Yougoslavie et le Kazakhstan où une délégation va être envoyée. Un hommage particulier a été rendu à M. Willy Brandt qui, à soixante-dix-huit ans, a décidé de passer le flambeau car « tout doit prendre fin dans la vie ». M. Mauroy a reconnu en lui l'homme qui a « assumé l'universalité de l'Internationale socialiste ». Une cinquantaine de formations se bousculent d'ailleurs à la porte de ce club créé en 1951, aujourd'hui à la recherche d'une nouvelle identité.

MICHEL BOLE-RICHARD

Alain DUHAMEL tous les jours 7h25

EDITO



EUROPE 1

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

هكذا من الشغل

ENQUÊTE

L'Algérie de la deuxième mémoire

I. - Des historiens encombrés

par Michel Kajman

Comment vivre avec ce paradoxe ? L'histoire de France est aussi l'histoire de l'Algérie pendant près de cent trente-deux ans (1830-1962). Un peu plus longtemps en vérité. Et même encore plus que ce « peu » nous le donne à penser. Les traits de plume, les signatures à Evian ou ailleurs peuvent bien abolir, disjoindre, enterrer ceci, planifier cela. La réalité se débrouille de son côté. Le sang et les larmes, les nostalgies et les ruptures, les habitudes et les passions, l'obsession de l'annexion, la splendeur de la lumière méditerranéenne et la noirceur des sales secrets s'inscrivent rarement en annexe des traités.

Alors que faire quand tout un pan d'une histoire nationale qui n'est pas jouée « là-bas » plus qu'ici n'arrive pas littéralement à s'écrire ? Lorsque à tant de raisons, d'émotions ou de troubles vient s'ajouter le relief glauque de la page fumeusement blanche ?

D'abord, il y eut le temps de l'écran de fumée, des livres par dizaines, souvenirs, témoignages, justifications, plaidoyers, invectives, la plume trempée le plus souvent dans l'encre de l'Algérie française encore rêvée, encore revendiquée. L'histoire par bribes ou fulgurances en prime quand cela se trouvait.

Dix ans au moins de la sorte. Qui connaît les conséquences de la chirurgie des peuples ? Qui peut imaginer le rythme des cicatrisations des groupes et des nations ? Dix années tellement étirées qu'en 1982 l'un des rares, très rares historiens de la nouvelle génération à s'intéresser de près à l'Algérie, Guy Pervillé, pouvait écrire dans une revue spécialisée d'enseignants : « Vingt ans après son dévouement, la guerre d'Algérie va-t-elle enfin entrer dans notre Histoire ? »

Dix ans les auteurs et les témoins de ces « événements » vieillissent ou disparaissent peu à peu. Nos élèves et nos étudiants ne les connaissent que par ouï-dire ou par des lectures, quand ils ne les ignorent pas tout à fait (...). Si nos collègues n'ont pas déjà fixé leur opinion, ils risquent d'être désorientés par une historiographie surabondante et contradictoire, alors que la recherche historique est à peine née.

Trente ans maintenant. Du jugement de 1962 on peut souscrire à « peines ». Rien de plus. Au fait, qui chemine vers la compréhension et le savoir partagé, et par quelle voie ? « Je n'avais aucun rapport personnel familial avec l'Algérie », explique Guy Pervillé, né en 1949. « Aucun sinon un arrière-grand-père « pacificateur » en 1871 ; ce que j'ai découvert plutôt tardivement. En 1958, j'ai essayé de sui-

vre tout ce qui se passait. Je disposais pour cela des journaux qu'on lisait chez moi et dans ma famille, le Parisien libéré et l'Aurore. Et de la télévision aussi : mon père avait monté lui-même son poste en 1953-1954. J'étais frappé par les sentiments perceptibles autour de moi, les atmosphères successives : peur de la guerre civile, joie du retour de de Gaulle, scènes de fraternisation franco-musulmane, discours du genre : « L'Algérie s'est donnée librement à la France. »

Il dit encore : « La suite des événements avait de quoi me troubler. Et voilà qu'en juillet 1962 on retrouvait des foules joyeuses alors que tout s'était imposé. Je n'y comprenais plus rien. Dans mes lectures : le Parisien, l'Aurore, tout ça c'était la fausse à de Gaulle. Pour mes parents, au contraire, de Gaulle avait raison ; il avait du reste toujours raison puisque c'était un grand homme. »

Divergences radicales

De ce « casse-tête numéro 1 » et de sa tentative de « comprendre quelque chose », l'adolescent fera ce qu'un homme dans les livres une vocation. Au lycée de Creil, il guette l'arrivée d'élèves rapatriés d'Algérie pour les interroger. Il lit *Historia*, *Historama*. Puis le voici au lycée parisien Louis-le-Grand. Changement de décor : les maïstres et les comités Vietnams de base occupent le devant de la scène. Tout ce qui s'imprime sur papier journal, *l'Humanité* rouge à Rivarol, y est disponible. « Avec stupeur je découvrais que mes lectures précédentes, le Parisien libéré, l'Aurore, Sélection du Reader's Digest, étaient considérées comme des torchons. »

La conversation tombe-elle sur la guerre d'Algérie entre un maïstre philosophe et le sage Pervillé, les divergences de vues sont radicales : les « pieds-noirs colonialistes » sont aussi clairement responsables pour l'un que l'autre, pour l'autre, le FLN : « Ça, m'a choqué », se souvient Guy Pervillé. « J'y avais eu une guerre. Il devait y avoir une seule vérité historique sur cette guerre d'Algérie. Il me fallait la découvrir. »

1968 ouvre une période charnière. Les quatre volumes consacrés par Yves Courrière à la guerre d'Algérie commencent à paraître cette année-là. Ils seront, pour notre historien en herbe et pour quelques autres, un pont jeté entre journalisme et histoire. Entré en 1969 à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, Guy Pervillé consacre, à partir de

1970, ses premiers travaux universitaires aux étudiants algériens de culture française.

D'un problème signifié de méthode il lui faudra bien vite faire une méthode de travail : « Je suis parti d'un sujet sans archives publiques accessibles. J'ai beaucoup complété sur les témoignages, procédé par entretiens. L'histoire, après tout, se fait avec tous les documents qu'on peut trouver. »

Aujourd'hui, Guy Pervillé scrute la politique algérienne de la France entre 1944 et 1954 à la lumière rétrospective de ses longs débuts : « Pour rééquilibrer mes recherches. »

Il a été sollicité plus d'une fois pour procéder à telle de ces mises au

point difficile sur des sujets qui font, comme on dit, couler beaucoup d'encre : combien de victimes a fait la guerre étrange et cruelle d'où est sortie l'Algérie indépendante ?

La où Guy Pervillé est parvenu, par les chemins de la contradiction assumée, de la curiosité et de la raison, en petit Français de France, Benjamin Stora, de deux ans son cadet, est arrivé par les vides douloureux de la passion et du retour aux sources. Un regard froid, tout à fait froid, sur l'Algérie ? Il ne pourrait pas. A-t-on déjà vu un juif d'Algérie, qui plus est de Constantine, la grande cité arabe et juive du pays, laisser l'analyse et la raison effacer

l'indicible couleur des jours d'alors ? Ou s'éteindre les sonorités du passé : la langue française de l'espace public, l'arabe de la sphère privée, les accents sublimes de la musique judéo-arabe ?

Un autre monde, d'autres repères : la famille maternelle très traditionnelle, le judaïsme éclairé radical-SFIO côté paternel, une mémoire du malheur rafraîchie quelques années avant Vichy par des émeutes antijuives qu'avaient tolérées avec beaucoup de mansuétude les autorités françaises.

Et bientôt le malheur pour tous, machine à souvenirs de désolation : le soulèvement algérien dans le Constantinois le 20 août 1955, l'ar-

me la mouvance trotskiste. « Enfin je pouvais dire qui j'étais, d'où je venais. La fraternité, la mobilisation : j'étais enfin dans notre France. »

Au terme du parcours typique du combattant, trotskiste jusqu'au plus groupusculaire des groupuscules, avec séjour de quelques mois en usine au côté de sa mère devenue ouvrière par la force des choses, Benjamin Stora se cherche, en 1975, au sujet de maîtrise. Il est étudiant en sociologie et en histoire : « Je voulais travailler sur l'Amérique latine, sur le Sud. La France me paraissait étouffante. J'étais à Nanterre. Tout le monde travaillait sur la France, le mouvement ouvrier, etc. Je voulais me distancier, réfléchir plus. »

On lui souffle : et pourquoi pas le Maghreb ? Pourquoi pas ? Benjamin Stora prépare son premier travail consacré au mouvement nationaliste algérien : « Ça a été la passion, j'ai retrouvé des tas de choses refoulées. » Après le diplôme d'études approfondies, la thèse : « René Rémond m'a encouragé, mais il m'a dit : « Il y a un problème. Vous êtes le seul ici à vouloir faire une thèse sur l'Algérie. » Qu'à cela ne tienne, il fait appel à l'un de ces quelques grands anciens discrets et compétents sans lesquels les ouvrages algériens n'auraient peut-être jamais trouvé de nouveau souffle : Charles-Robert Ageron.

La thèse sera une biographie de Ahmed Messali Hadj, père du nationalisme algérien, alors bien oublié. Le contexte intellectuel du début des années 80 est insolite : « J'étais, à gauche, une sorte de brebis galeuse parce que je travaillais sur Messali. Cela ne se faisait pas. Les fameux « amis de l'Algérie », comme on dit, dont il faudra bien un jour écrire l'histoire édifiante, me considéraient d'un mauvais œil. J'étais pour eux messaliste ! Après ma soutenance j'ai connu une sorte de traversée du désert. D'Algérie me venaient des témoignages d'intérêt. En France je n'avais qu'Ageron avec moi. »

La traversée du désert est aujourd'hui bien finie. Les livres généralement issus de recherches historiques et sociologiques universitaires se sont succédés. Benjamin Stora a aussi travaillé pour la télévision. Il n'est plus en mal de reconnaissance ni même de médiatisation. « C'est un double basculement qui explique ce changement de situation. D'une part l'apparition des beaux, des Franco-Algériens et des enfants de pieds noirs sur les bancs des universités, en pleine réalité bien visible. Depuis 1985-1986, en gros. Et puis le tournant algérien de 1988. Voilà l'Algérie revenue doublement en force en France, dans la mémoire française. » L'auteur de la *Chronique* et l'auteur de la *Mémoire* des années algériennes sait bien que « l'on peut être loin de l'Algérie et en parler bien. Ce n'est pas mon cas. Tout est là. La musique et le reste. Quand je suis allé au cimetière juif de Constantine pour préparer mon émission de télé, j'y suis resté étonné une après-midi entière me demandant : bon Dieu, qu'est-ce qui s'est passé ? Cet univers enseveli, disparu... »

Qu'est-ce qui s'est passé ? Evelyn Lever, historienne du dix-huitième siècle, coauteur cependant (avec Bernard Droz) d'une *Histoire de la guerre d'Algérie*, publiée en 1982, a cru le voir de près, de si près qu'il lui fallait, après coup, en rendre compte, expliquer : « J'étais dans un milieu porteur si l'on peut dire : Algérie française à tout crin. Mon père, René Sève, éditorialiste au Journal du Parlement, défendait ardemment l'Algérie française jusqu'à dans les colonnes de l'Écho d'Alger. Il était d'ailleurs très lié avec son directeur,

Alain de Sérigny. J'étais en sixième en 1954. En 1958, j'étais immergée dans l'atmosphère du complot tramé pour le retour de de Gaulle. »

« J'ai commencé à réfléchir. J'ai été frappée par le climat de passion, d'hystérie, par l'impossibilité totale chez ces gens d'admettre que les temps changeaient. Plus tard, m'intéressant à la fois à la guerre d'Algérie et à la fin de l'Ancien Régime Louis XVI-Marie-Antoinette, j'ai réalisé que les deux périodes étaient liées. La passion que j'avais observée autour de moi était comme un écho de la passion de cet Ancien Régime finissant qui n'avait rien compris. En écrivant la période 1958-1962 de la guerre d'Algérie pour le livre, je me souvenais au fur et à mesure de ce que j'avais vécu, senti à l'époque. C'était vivant pour moi : la période de l'OAS en particulier et son unique philosophie : vengeance, vengeance ! J'ai touché ça. C'est quelque chose qui m'a fait penser, moi fille d'une famille rigoureuse qui m'autorisait tout de même à manquer le lycée pour assister à quelques audiences du procès des barbares. »

Les tabous se lèvent

Ainsi commencent à se recoller les morceaux du puzzle. Des historiens travaillent. Des tabous se lèvent. Certaines archives publiques sont théoriquement en passe de devenir largement accessibles. Autant de spécialistes issus de la nouvelle génération, autant de combats ou, quand le mot ne leur sied pas, de préoccupations, enseignés par l'Algérie, hérités d'elle et qui la dépassent.

L'universitaire bordelais Guy Pervillé : « Il faut donner la parole à tout le monde, sans aucune censure. Sans oublier que l'histoire n'est pas la mémoire. Il faut élaborer une vision autre. En s'efforçant d'échapper au scepticisme. » Benjamin Stora : « Je n'ai pas honte de le dire : je suis aussi intéressé par l'actualité. Je parle de l'Algérie d'aujourd'hui. La politique, les enjeux idéologiques ne me paraissent pas pouvoir être mis entre parenthèses. Je passe par l'image, la vulgarisation, je descends dans l'arène. Je suis partisan d'avancer à mon idée, en maître de conférences franc-tireur. De là où je viens ça me suffit. Je m'en suis bien tiré. Et pourquoi ne pas le dire aussi : il y a un droit au Sud. Les hommes du Sud ont le droit d'exister, d'exprimer leur expérience. Pourquoi la France a-t-elle peur de l'homme du Sud ? »

Guy Pervillé a toujours Descartes et Pascal à portée de main pour alimenter sa réflexion. Evelyn Lever ne laisse jamais de côté « cette préoccupation : qu'est-ce que ça signifie à la lumière de la Raison ? ». Benjamin Stora interroge sans relâche ni nostalgie, le mystère d'une culture naissante par le chaos des événements, la lourde prégnance du mélange étrange d'oppression et de convivialité qui singularisait l'expérience algérienne et traque déjà les contours de l'Algérie de demain. Peut-être simplement une histoire si peu ardue à s'écrire, d'historiens pour tout à fait comme les autres.

Prochain article :
Un clivage dans l'inconscient des politiques



point difficile sur des sujets qui font, comme on dit, couler beaucoup d'encre : combien de victimes a fait la guerre étrange et cruelle d'où est sortie l'Algérie indépendante ?

La où Guy Pervillé est parvenu, par les chemins de la contradiction assumée, de la curiosité et de la raison, en petit Français de France, Benjamin Stora, de deux ans son cadet, est arrivé par les vides douloureux de la passion et du retour aux sources. Un regard froid, tout à fait froid, sur l'Algérie ? Il ne pourrait pas. A-t-on déjà vu un juif d'Algérie, qui plus est de Constantine, la grande cité arabe et juive du pays, laisser l'analyse et la raison effacer

Le mépris pour l'homme du Sud

Le 16 juin 1962, c'est le grand départ avec l'armée française. « J'étais venu une fois en France, en colonie de vacances. Ma mère ne connaissait pas ce pays. Tout de suite les interdits : ne plus parler arabe, ne plus parler juif. J'ai appris ce qu'était la condition d'homme du Sud. Il faut qu'il fasse attention, qu'il soit cultivé, si possible le premier de sa classe. Qu'il parle très bien le français. J'ai découvert le mépris pour l'homme du Sud, le mépris des ashkénazes pour les séfarades. Je l'ai bien vu en 68 : les ashkénazes étaient les chefs dans la mouvance gauchiste où je m'agitais. Les séfarades c'étaient les sous-développés. J'ai toujours eu conscience d'appartenir au tiers-monde. »

Mai 68 : « C'est ce qui m'a saigné d'entrer en politique dans ce contexte-là. » Complètement perdu, comme ses parents, comme tellement d'autres, dans la loge de conciergerie, avenue Mozart, puis dans la HLM de Sartrouville, Benjamin Stora entre aux Jeunesses communistes - fatal quand on joue au foot à Sartrouville, — puis rejoint bientôt

Le grand silence

La doctoresse Alice Charli, psychanalyste à Paris, est née en Algérie. Elle avait quatre ans au moment des lois de Vichy promulguées à l'encontre des juifs, qui furent durement appliquées dans les départements d'outre-Méditerranée. Étudiante en psychanalyse, elle fut prise au début de 1957 de regagner la métropole pour avoir soutenu la cause de l'indépendance. Elle connaît bien, à plus d'un titre, l'histoire et les ressorts du grand silence : « Déjà à l'époque, il n'y avait pas de mots. Les gens étaient confrontés à une transgression de la loi. Porter un message, prêter une plume, ce n'était pas facile. Et quand il faut plus tard témoigner soit qu'on a subi une loi, soit qu'on l'a transgressée... »

A ses yeux, aucun doute : « Les effets actuels de ce qui se joue autour de l'immigration sont des effets de la guerre d'Algérie. » La cause ? « Il y a eu séparation plutôt que parole et élaboration, qui seules auraient permis d'oublier. Si l'on interdit le travail de l'oubli, si l'on cultive le non-dit, toutes ces choses finissent par ressortir, par resurgir violemment. »

Et lorsqu'il y a éruditionnement de la censure, à la troisième génération vous voyez réapparaître des passages à l'acte, vous voyez se répéter la violence qui n'avait pas été élaborée par les grands-parents. Il n'y a pas de raison que ce qui a été produit avec des descendants de déportés ou de collaborateurs de la seconde guerre mondiale ne se reproduise pas. »

De tout cela se déduit la nécessité que le docteur Charli décrit ainsi : « Il faut retisser une mémoire collective : une mémoire algérienne en France ; une mémoire française en Algérie. Quand ça a été parlé, alors se produit ce tissage de mémoire qui n'est plus dans l'af-

frontement. C'est alors seulement qu'on peut au besoin, littéralement, s'inscrire tranquillement. C'est alors seulement qu'il y a de la parole, de la mémoire retrouvée il peut exister de l'oubli. Nécessité d'autant plus forte qu'il y a eu fond peu de familles qui n'ont pas eu de près ou de loin quelque chose à voir avec l'Algérie. »

Ainsi parle cette psychanalyste à qui il est arrivé jadis de résumer l'étrange destinée de la psychanalyse : « Freud est affaire aux enfants de la séduction, du fantasme, de la sexualité ; Lacan aux enfants du langage. Aujourd'hui, partout, nous sommes face aux enfants de la guerre : mondiale, d'Algérie ou autres. »

La nuit coloniale

Pour Abdakader Djeghoul, quarante-cinq ans, sociologue algérien, français par sa mère et le droit du sol, Algérien par son père, né à Rennes, de nouveau en France depuis 1985 après avoir enseigné à l'université d'Oran, « il est vrai que la collectivité française s'est empressée d'inconscientiser ce qui fut un énorme traumatisme. Pour les moins de quarante ans, tout cela est recouvert, sauf rares exceptions, par une ignorance complète ou presque de ce long épisode de l'histoire franco-française qui s'appelle l'Algérie. Chez les plus âgés, les gens n'ont pas compris le plus souvent ce qu'ils ont vécu, ils ne font que le raconter. Personne ne leur a expliqué. Ce n'est pas l'aspect violence qui est le plus refoulé, c'est celui du sens ou du pourquoi de l'absence de sens. »

Quant à l'Algérie, elle est pour lui sous le coup d'un « oubli instrumental, fabriqué, d'une occultation ». « L'Algérie voudrait-elle oublier

qu'elle ne le pourrait pas : elle est humanement présente en France ; la France est encore symboliquement et matériellement présente en Algérie. Cette occultation a pris l'allure d'un « théâtre de la colonisation » et transfigure la guerre d'indépendance. Il n'y a donc plus officiellement, que la « nuit coloniale », le combat ininterrompu des Algériens pour l'indépendance » et « un seul héros : le peuple ». Tout le monde se reconnaît sans se reconnaître dans ces images d'Épinal. »

Le silence dans lequel se sont enfermés, en Algérie ou en exil, les principaux acteurs après la guerre, la difficulté d'écrire et de dépasser les trois images d'Épinal n'ont fait que renforcer de l'autre côté de la Méditerranée le discours officiel. Mais depuis une dizaine d'années, l'historiographie algérienne s'est mise au travail. Du coup, elle rend plus fragiles les anciens repères. De nouvelles questions, des polémiques surgissent. L'État algérien en 1830 ? C'était un État turc. La résistance continue ? Ce n'est plus aussi clair quand on commence à regarder les choses de près. « Un seul héros : le peuple ? Ça ne marche plus. De proche en proche, le mythe du grand soir du 1^{er} novembre 1954 s'effondre. Les filiations cachées du FLN apparaissent. »

Ainsi, « grâce à ces historiens que sont Mohamed Harbi, Mohamed Kaddache, entre autres, ça bouge en surface en Algérie, le silence est brisé. Il y a une restitution publique de mémoire. Mais pas appropriation publique de mémoire. Cette appropriation supposerait le passage par la production de repères historiques précis. »

M. K.

DECouvrez LE PACIFIQUE
Vois A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAII - Oahu	9 jours/7 nuits	8 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :
● Fidji ● Papouasie/Nouvelle-Guinée ● Nouvelle-Calédonie ●
● Vanuatu ● Polynésie Française ●

* Prix à partir de, par personne et valable jusqu'au 31 mars 1992.

POUR LA MEILLEURE RESERVATION TEL: (1) 49 23 26 27

SOCIÉTÉ

Le tremblement de terre d'Erzincan (Turquie)

Une très longue histoire géologique

La terre continue de trembler dans la région d'Erzincan (en Turquie, à quelque 650 kilomètres à l'est d'Ankara). Depuis le violent séisme du vendredi 13 mars à 19 h 18 mn 50 s (heure locale, soit 20 h 18 mn 50 s heure de Paris), qui avait une magnitude de 6,8 selon l'institut de physique du globe (IPG) de Strasbourg et le Centre sismologique américain de Menlo Park en Californie, et dont les coordonnées étaient de 40,1° nord et de 40° est, les «répliques» ressenties se succèdent par dizaines, ce qui est normal après un fort séisme. Celle qui s'est produite le dimanche 15 mars à 16 heures 16 mn 20 s (heure locale) a été particulièrement forte : elle avait une magnitude d'environ 5,5 (toujours selon l'IPG de Strasbourg) et des coordonnées très voisines de celles de la secousse principale de vendredi. Le bilan du séisme pourrait être proche de mille morts.

La catastrophe sismique qui a frappé le 13 mars la ville et la région d'Erzincan est un épisode meurtrier qui fait partie d'une très longue histoire géologique. Il y a quelque 245 millions d'années, vers la fin du permien (le dernier étage de l'ère primaire), tous les continents étaient réunis en une seule masse, la Pangée. Sur la face est de celle-ci, s'ouvrait un vaste océan, la Téthys, dont une grande indentation s'enfonçait vers l'ouest dans la Pangée, aux alentours de l'équateur.

Vers -200 millions d'années (à la fin du trias ou au début du jurassique, les deux premiers étages de l'ère secondaire), la Pangée a commencé à se fragmenter en deux supercontinents : au nord, la Laurasia qui regroupe l'Eurasie et l'Amérique du Nord ; au sud, la Gondwana qui rassemble l'Afrique-Arabie, l'Amérique du Sud, l'Inde, Madagascar, l'Australie et l'Antarctique. Entre ces deux masses, la Téthys s'avance encore plus vers l'ouest. Bientôt, chaque continent actuel se sépare de ses voisins pour gagner lentement sa position présente - qui n'est pas définitive, rappelons-le, puisque l'incroyable dérive des continents est sans fin.

Pour ce qui concerne l'histoire géologique de la Turquie, sont particulièrement importantes les dérivées qui rapprochent l'une de l'autre l'Eurasie et l'Afrique-Arabie. Ainsi naît le plissement alpin

qui, de Gibraltar à l'Irsn, commence vers -110 millions d'années. Dans le même temps, la Téthys se pince de plus en plus au point de disparaître presque complètement : de nos jours n'en subsistent plus que la mer Noire, le sud de la mer Caspienne et peut-être aussi des marécages encore mal repérés de la Méditerranée orientale.

L'Arabie entre dans la danse

Tout se complique encore sous l'effet du « jeu persan » auquel se livrent plusieurs continents. Vers -140 millions d'années, l'Inde abandonne le Gondwana. Elle mène lentement vers le nord et arrive, aux alentours de -50 millions d'années, au contact de l'Eurasie sur laquelle elle exerce depuis lors une formidable pression qui se déverse vers le nord continue : à cette collision continentale on doit l'Himalaya, le haut plateau du Tibet et l'expulsion vers l'est et le sud-est - seules directions qui ne sont pas bloquées par une masse continentale - de bandes de la Chine qui glissent le long d'énormes failles de coulissements couvrant plus ou moins d'ouest en est le Monde du 21 février 1990). D'où les terribles et meurtriers tremblements de terre qui endeuillent la Chine à répétition et parfois font loi de l'Himalaya et du Tibet.

De son côté, l'Arabie accentue la pression que l'Afrique exerce depuis longtemps sur l'Eurasie. Etant entendu que, géologiquement parlant, la masse continentale d'Arabie comprend, outre l'actuelle péninsule arabique, le plateau de Mésoptamie (dans l'Irak actuel) et le sud-est de la Turquie jusqu'aux alentours de Diyarbakir.

L'Arabie (géologique) commence à se séparer de l'Afrique il y a une vingtaine de millions d'années en pivotant vers le nord-est. Cette dérive ouvre la mer Rouge et ainsi émerge un surcroît de pression sur une région qui subit déjà depuis longtemps des contraintes formidables. Et d'autant plus que l'Arabie monte vers le nord-est à la vitesse de 2 ou 3 centimètres par an alors que l'Afrique continue à se rapprocher de l'Eurasie au rythme de 0,5 à 1 centimètre par an.

L'histoire géologique de la Turquie est compliquée par quelques événements qu'un n'explique pas très bien. Au nord et au sud de l'Anatolie, on a repéré des ceintures d'ophiolites, c'est-à-dire de roches très particulières ayant leur origine dans la croûte océanique. Les ophiolites sont toujours le signe d'une collision entre deux masses continentales dont la mise en contact a pincé, au point de la faire remonter et émerger, un bout de croûte océanique. C'est pourquoi les spécialistes

parlent de « sutures » lorsqu'ils trouvent une ceinture d'ophiolites. Il est sûr que la face nord de l'Anatolie est venue cambrer le morceau du continent qui constituait la chaîne Pantique (qui court le long de la côte de la mer Noire). On situe le début de la mise en place de ces ophiolites aux alentours de -85 millions d'années et la fin de la collision vers -11 millions d'années.

En revanche, on ne sait trop d'où vient l'Anatolie. Pour le moment, l'hypothèse la plus couramment admise suppose que l'Anatolie serait un morceau de l'Afrique qui, pour des raisons inconnues, aurait « profité » de la situation créée par la dispersion progressive de la Téthys et le rapprochement de l'Eurasie et de l'Afrique pour se séparer de son continent d'origine, dériver vers le nord et venir se coller à la chaîne Pantique. La ceinture sud d'ophiolites, dite de Bitlis, marque, dans le sud-est de l'Anatolie, la suture née de la collision de l'Arabie contre l'Eurasie. Chaque masse continentale continuant à mener sa vie propre, avec les dérivées qui lui étaient imposées, la Turquie, le Caucase (l'Arménie) et l'Iran sont vraiment coincés entre toutes ces masses continentales. Selon l'expression de Rolando Amijo (technicien à l'institut de physique du globe de Paris), toute cette région du monde se retrouve dans le

situation d'une noix que l'on a mise entre les mâchoires d'un casse-noix. Elle se frotte et se fragmente pour permettre à chaque morceau de jouer au mieux.

Cela explique qu'à partir de -10 ou -5 millions d'années se fassent deux grandes failles de coulissement (la faille nord-anatolienne et la faille est-anatolienne) par le jeu desquelles l'Anatolie essaie d'échapper aux fantastiques entrées en collision elle est soumise : glissant le long de ces failles, l'Anatolie tente d'aller vers l'ouest, tout comme une partie de la Chine essaye de se frayer un chemin vers l'est.

On ne sait pas très bien à quelle vitesse l'Anatolie progresse vers l'ouest. Les spécialistes parlent de 1 ou 2 centimètres par an pour la faille nord-anatolienne, selon que le glissement aurait commencé il y a 10 ou 5 millions d'années. En tout cas, celle-ci découpe la chaîne Pantique en segments décalés les uns par rapport aux autres et on évase généralement à 85 kilomètres le déplacement relatif des deux côtés de la faille nord-anatolienne.

Bien entendu, l'expulsion de l'Anatolie vers le nord-ouest, tout comme celle de la Chine vers le Pacifique, ne se fait pas silencieusement. D'où les très violents et meurtriers tremblements de terre qui ensenglaient ces régions.

YVONNE REBEYROL

Erzincan reprend le deuil

Suite de la première page

Certains sont complètement déguignés, en équilibre instable, des balcons délogés pendent aux façades obliques. Inaltérable, le noir statue d'Ataturk reste droite comme un i au centre d'une place semi-circulaire qui n'est plus qu'un empilement de dalles de béton surmontées comme d'un soubassement par une longue rangée de fenêtres presque intactes. Les enseignes de l'Hôtel Rome trônent sur un tas de ruines. En face, l'Hôtel Fakir est couché sur son flanc.

Seul contre la fatalité

Quelques militaires sont en faction devant des banques et des commerces qui n'ont perdu que leurs vitrines. Dans les rues adjacentes, on s'aligne des maisons basses, rien apparemment n'a bougé. Pas de gendarmes qui s'affairaient, pas de sirènes d'ambulance, pas de bruit d'engins de déblaiement : la nuit a interrompu les secours et les recherches dans la ville sinistrée. Paraitrait un groupe électrogène roulotte et d'une de la lumière près d'un flut de gravats que quelques hommes ont apparemment décidé de ne pas renoncer à fuir. Des badauds alentour attendent, immobiles, en silence.

Les secours

Les messages de sympathie et les secours en personnel, chère de recherche au matériel affluent à Erzincan, envoyés par les chefs d'Etat et de gouvernement, de nombreux pays (dont le France), les Communautés européennes, le Conseil de l'Europe, les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales.

En France, on peut envoyer des dons en argent en préchant « Pour la Turquie » à : Croix-Rouge française, 1, place Henry-Dunant 75008 Paris, CCP 800 00 Paris ou par carte bleue via le Minitel 3617 Croix-Rouge ; Secours catholique, 106, rue du Sac, 75341 Paris Cedex 07, CCP 737 4 Paris ; Secours populaire français, 9-11, rue Froissart, 75140 Paris Cedex 03, CCP 654 37 H Paris, ou par Minitel 3815 SPF.

Au point du jour, il y aura un bref moment d'agitation précipitée, accompagnant la sortie des décombres d'un homme à demi-décédé, mais vivant, et dont le visage tuméfié réussit même à sourire. Son embarquement dans une ambulance l'accompagne enfin de ses stridences le silence de la nuit, et dans la petite ville muette, des badauds crient d'es-

Et la ville, veille que veille, redevient une ville, meurtrie, privée d'eau, de vivres et d'électricité, patageant dans la boue jusqu'aux éboulements à mesure que le soleil fait fondre les plaques de verges, mais une ville-chaotique. Des groupes d'impétueux s'agglutinent autour des cabines téléphoniques dont la municipalité a rétabli le fonctionnement gratuit, mais limité (trois minutes et la communication s'interrompt).

Les femmes en fibu sortent d'un sac à main. Des distributions de pain et de tentes provoquent de bruyantes bousculades autour des camions. Des groupes



poir et de gratitude pour ceux qui émergent des ruines : des hommes de la ville, des vieux, des adolescents exténués, gris de poussière, et celui qui apparemment a pris le direction de ces secours de fortune, un Américain blême, épuisé, bouleversé, qui, avant de replonger dans les décombres, prend juste le temps de dire : « Il y a encore beaucoup de gens là-dessous. » Il pleure. De quoi ? De fatigue, d'émotion, d'être seul à se battre dans la nuit avec quelques volontaires inexpérimentés, contre la fatalité ?

Le jour bientôt fait apparaître l'écran blanc des montagnes environnantes. Et Erzincan enfin sort de sa sinistre turpitude. Une soixantaine de secouristes suisses, à peine débarqués, se lancent en bon ordre avec leurs chiens renifleurs à l'assaut des gravats. Un groupe de soldats turcs, pelle sur l'épaule, arrivent d'un pas martial. Les conducteurs de pelleteuses et d'engins de levage se remettent au travail. Les ambulances sillonnent la ville. Les notables regagnent la préfecture, les visiteurs aussi arrivent avec le petit matin. Des autobus venant de l'aéroport d'Erzurum, la grande ville la plus proche (170 kilomètres à l'est, mais plus de trois heures d'une mauvaise route de montagne enneigée), déversent des familles inquiètes qui viennent par des vols spécialement affectés de toute la Turquie, mais aussi d'Allemagne, de Suisse, de France.

d'hommes vindicatifs convergent vers la préfecture, investissent les bureaux, et, quand un officiel se montre, font masse autour de lui, l'interpellent avec véhémence, laissent libre cours à leur colère. Ils viennent pour la plupart des campagnes voisines et se plaignent de n'avoir toujours pas reçu ni secours, ni tentes, ni couvertures, d'être laissés pour compte, et que tout aille à la ville.

L'un d'entre eux affirme que dans son village toutes les granges sont tombées, que six personnes ont péri, et que ses moutons sont morts. Le chef de la police donne de la voix, un groupe de gendarmes barbus tous les hommes mécontents, impuissants à se faire entendre et qui finissent par se disperser docilement.

Coordination chaotique des secours

Dans la préfecture, le ministre turc de la santé, M. Aktuna, déclare qu'il ne faut pas accorder trop de crédits à ces manifestations d'impétuosité. « Nous avons déjà distribué sept mille tentes dans la région, d'autres arrivent, dit-il. Si les gens en réclament encore, c'est simplement parce qu'ils ont peur. Nous leur avons promis de leur faire venir plus rien. » Quelques heures plus tard la terre tout tremblait à nouveau.

Le ministre affirme encore que l'épicentre du séisme du 13 mars

était le centre d'Erziocao et que les villages alentour ne pouvaient donc pas avoir été gravement touchés. Et fait, un impressionnant désordre règne dans les bureaux de la préfecture où, deux jours après le séisme, on semblait encore bloqué en peine de dresser un bilan fiable de la région. Pour ce qui est de la ville, trois cent cinquante corps avaient été sortis des décombres dimanche en début d'après-midi, et plus de six cents blessés avaient été envoyés à Erzurum et à Sivas, l'hôpital d'Erzincan d'ailleurs plus en mesure que d'apporter les soins de première urgence. Selon le ministre de la santé, deux cent cinquante à trois cents personnes étaient encore disparues et le bilan définitif devrait être de moins de mille morts.

Sur le terrain, une meilleure coordination semblait présider, dimanche, aux travaux de recherches et de déblaiement qui, la veille, avaient été assez chaotiques, les conducteurs d'engins et les bénévoles ne sachant à quelles consignes, multiples et contradictoires, obéir. Le président turc, M. Turgut Ozal, le premier ministre Suleyman Demirel, le vice-premier ministre, M. Erdal Inonu, et plusieurs membres du gouvernement d'Ankara ont défilé à Erzincan, et le conseil des ministres, qui a actuellement beaucoup d'autres soucis, s'est réuni à plusieurs reprises. Mais on est frappé par l'impéritie des autorités locales dans une région pourtant barcelée par les tremblements de terre.

En 1939 (après le séisme qui avait fait trente mille morts dans la ville) on avait interdit les constructions de plus d'un étage. Mais au bout de dix ans, ce type de consigne s'oublie, dit M. Aktuna. La plupart des bâtiments effondrés sont effectivement des constructions récentes, et pas du tout adaptées. Les autorités turques ne savent apparemment pas quel type d'aide demander, et sans la Croix Rouge, les Américains venus prêter main forte de la base d'Inçirlik, d'où ils mènent toujours les opérations en faveur des Kurdes nord-irakiens, et les secouristes suisses, on a l'impression que peu de gens dans cette ville ont le moindre idée de la façon dont il faut procéder aux secours.

Et puis, décidément, le sort s'acharne. Après la série de catastrophes qui ont frappé ces derniers mois la Turquie, après le séisme d'Erzincan, la terre a de nouveau tremblé dimanche soir, mettant du nouveau à l'épreuve cette espèce d'humilité silencieuse, non démentielle, avec laquelle, ici, on supporte la fatalité.

CLAIRE TRÉAN

FAITS DIVERS

En Lorraine

Vingt-trois médecins et dix pharmaciens impliqués dans un trafic d'anabolisants

Vingt-trois médecins et dix pharmaciens de Meurthe-et-Moselle et de Moselle sont impliqués dans une affaire de prescription de produits anabolisants pour des adeptes du culturisme.

NANCY

de notre correspondante

L'affaire a démarré en 1990 par le coup de téléphone intrigant d'un pharmacien de Meurthe-et-Moselle à la Caisse primaire d'assurance-maladie de Longwy. Un client venait de lui remettre une ordonnance prescrivant une forte quantité d'anabolisants. La CPAM a déclenché une enquête. La justice a été saisie, et aujourd'hui vingt-trois médecins et dix pharmaciens de Meurthe-et-Moselle et de Moselle sont inculpés pour avoir prescrit au vu d'un anabolisant à un adepte de la « gonflette ».

M. Dominique Brault, juge d'instruction au tribunal de Briey, est saisi du dossier. Inculpé en juillet dernier, M. Gilles Bertolotti, un colosse de trente-six ans, est à l'origine de ce scandale. Tous les jours, ce fan de culturisme, qui se dit « l'homme le plus fort » de la salle de musculation de Hersange - 1,86 m pour 120 kilos - se soulevait de la fonte. Infirmer employé au service d'anesthésie de l'hôpital de Mont-Saint-Martin, il connaît bien les médecins. Il a profité de la négligence ou de la complaisance de médecins et, souvent, de leurs remplaçants, pour leur demander de lui prescrire des produits anabolisants et des dopants. Pour ne pas éveiller les soupçons des prescripteurs, il a écumé la Meurthe-et-Moselle, agissant de même pour se procurer auprès des pharmaciens les substances qui allaient lui permettre de développer de manière spectaculaire et un peu de temps sa masse musculaire.

Un poison pour l'organisme

Gilles Bertolotti était devenu, compte tenu des quantités importantes qu'il absorbait depuis des années, un « accro » des anabolisants : il se faisait quatre à cinq injections par jour. C'est lorsqu'il a voulu une nouvelle fois se faire rembourser par la Sécurité sociale que le pot aux roses a été découvert par un pharmacien plus vigilant que les autres.

Tous les amateurs de culturisme la savent : en quelques semaines, un cocktail bien dosé de ces molécules, ajoutée à un entraînement soutenu, permet de voir littéralement gonfler les deltoïdes, les biceps et les pectoraux. Si ces produits ont un effet immédiat sur la

musculature, ils sont aussi un poison pour l'organisme. « Ces hormones, administrées en dehors des prescriptions précises établies pour des malades, bouleversent tout le système endocrinien de l'organisme », souligne le professeur Aliot, spécialiste de médecine sportive au CHU de Nancy. A plus ou moins long terme, des troubles hépatiques, cardiaques, ostéo-articulaires, et psychiques se déclarent, parfois même des cancers.

Dès qu'il a eu connaissance de ce trafic, le conseil régional de l'ordre des médecins a pris des sanctions allant du simple avertissement à la suspension provisoire. Au conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, on estime qu'il y a deux types de comportements dans cette affaire : ceux qui ont agi avec légèreté et ceux qui ont dévié des prescriptions en toute connaissance de cause. Tous les médecins et pharmaciens auront en tout cas à s'en expliquer devant le juge d'instruction du tribunal de Briey chargé du dossier, M. Dominique Brault.

MONIQUE RAUX

De retour des sports d'hiver

Un enfant de huit ans fait une chute mortelle du train Evian-Paris

Un enfant de huit ans originaire d'Etampes (Essonne) qui revenait des sports d'hiver avec un groupe de cinquante-cinq enfants a fait une chute mortelle du train Evian-Paris, dimanche 15 mars, près de la gare de Louhans (Saône-et-Loire). Les accompagnateurs de la colonie de vacances ont tiré la sonnette d'alarme alors que la rame était à Sautrey (Côte-d'Or), à 40 kilomètres du lieu de l'accident. Des cheminots ont découvert le corps de l'enfant en entrant dans le balast, dans des brennages, sur la commune de Saint-Usuge (Saône-et-Loire).

Les portes de ce train, qui date de 1964, sont dotées d'un système de fermeture manuel. Certains des accompagnateurs du groupe ont été entendus, dimanche 15 mars dans la soirée, au commissariat de police de la gare d'Austerlitz, à Paris. Les auditions devaient se poursuivre lundi 16 mars dans la journée.

مكتبة الأصيل

**D'UNE BANQUE CIC,
VOUS POUVEZ EXIGER CE QUE DOUZE BANQUES
PEUVENT FAIRE.**



Banque Bonnasse

Banque CIAL

Banque CIN

Banque CIO

Banque Régionale de l'Ain

Banque Régionale de l'Ouest

Banque Scalbert Dupont

Banque SNVB

Banque Transatlantique

CIC Paris

Lyonnaise de Banque

Société Bardelaise

Union Européenne de CIC

DEPUIS PLUS D'UN SIÈCLE, LES DOUZE BANQUES
CIC AGISSENT AU CŒUR DES RÉGIONS OU ELLES
SONT NÉES. ELLES SONT SOLIDAIRES DES HOMMES
ET DES ENTREPRISES QUI Y VIVENT. AUJOURD'HUI,
LES BANQUES CIC VOUS PRÉSENTENT LEUR NOU-
VEAU SYMBOLE QUI EXPRIME LE RENFORCEMENT DE
LEUR ALLIANCE. ELLES FORMENT UN ENSEMBLE BAN-

CAIRE DE DIMENSION EUROPÉENNE: CIC BANQUES.
LEUR FORT ANCRAGE RÉGIONAL, ALLIÉ À UNE AMBI-
TION NOUVELLE, C'EST POUR VOUS LA GARANTIE
D'UN CONSEIL, D'UN SERVICE DE PROXIMITÉ ET UN
NOUVEL ESSOR POUR VOS PROJETS. VOILÀ
POURQUOI VOUS POUVEZ EXIGER D'UNE BANQUE
CIC CE QUE DOUZE BANQUES PEUVENT FAIRE.

SOCIÉTÉ

La fin de «l'hiver juridique»

Incidents sérieux à Lyon entre squatters et policiers

Les forces de l'ordre ont procédé, lundi 16 mars à l'aube, à l'expulsion de squatters installés dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon. Samedi 14 mars en fin d'après-midi, des groupes de squatters avaient organisé une «manifestation-carnaval» qui s'était terminée par des affrontements assez violents avec les forces de l'ordre, sans qu'on déplore, toutefois, de blessés graves ou d'importants dégâts matériels. Quelques vitres, dont celles d'un autobus, avaient été brisées, et des véhicules disposés en travers de la chaussée.

LYON

de notre bureau régional

La manifestation du samedi 14 mars rassemblait trois cents personnes ayant pour objet de signaler à l'opinion la fin de la période (1^{er} décembre-15 mars) durant laquelle il est illégal de procéder à l'évacuation de logements, même occupés par des résidents sans droits ni titres. Annoncée par voie d'affiches, elle n'avait fait l'objet d'aucune demande d'autorisation.

Les incidents ont commencé après l'interpellation de deux participants au défilé, devant le commissariat du premier arrondissement de Lyon, qui reçut d'abord quelques jets de peinture. Une cen-

taine de policiers casqués et armés de matraques sont ensuite intervenus, pour disperser un rassemblement de squatters qui demandaient la libération de leurs camarades.

Les forces de l'ordre ont interpellé dix-sept personnes, dont plusieurs devaient être présentées au parquet, lundi 16 mars. Un collectif de squatters et d'habitants du quartier a dénoncé l'usage de grenades lacrymogènes et des violences poli-

cières. Selon la préfecture de police de Lyon, six policiers ont reçu des soins. Aucun blessé n'a dû être hospitalisé.

Cet épisode atteste à nouveau d'une certaine tension sociale, sur les pentes de la colline de la Croix-Rousse, dans le centre de Lyon, où sont en cours de nombreuses opérations de réhabilitation immobilière. Des incidents avaient eu lieu en juillet et en novembre 1990,

quand la Communauté urbaine de Lyon fit évacuer des locaux dont elle était propriétaire. La colline semble compter environ deux cents squatters, auxquels un ancien atelier, promu «squart revendicatif» et baptisé Rap't'bout, sert de lieu de ralliement, depuis un an, à ceux qui luttent contre la pénurie de logements à bas prix et la spéculation foncière.

GÉRARD BUÉTAS

L'huissier et le commissaire

En vertu de l'article L. 613-3 du code de la construction et de l'habitation, «il doit être sursis à toute mesure d'expulsion non exécutée à la date du 1^{er} décembre de chaque année jusqu'au 15 mars de l'année suivante». Voilà pourquoi, chaque année, une semaine avant le printemps, se pose à nouveau la question des expulsions.

Les trois grandes causes d'expulsion sont généralement les suivantes : occupation illégale ou illicite d'un logement, rupture du bail pour non-respect d'une clause (non-paiement du loyer, par exemple), immeuble déclaré impropre à l'occupation.

La procédure d'expulsion est très formaliste (1) : quels que soient les torts d'un locataire à l'égard du bailleur, celui-ci ne peut se faire justice lui-même en évacuant l'occu-

pant de son logement car il se rendrait coupable de violation de domicile. Il faut impérativement une décision de justice pour lui permettre de disposer des locaux. En matière locative, le tribunal compétent est le tribunal d'instance du lieu où est situé le logement. Généralement, le tribunal est saisi en référé. Si le juge le décide expressément, l'application de l'exécution de l'ordonnance d'expulsion peut être différée, la durée de ce délai ne pouvant en aucun cas, être inférieure à trois mois ni supérieure à trois ans.

L'expulsion est signifiée par huissier, généralement assortie d'un délai — court — pour permettre à l'occupant de régulariser sa situation. Passé cette période, l'huissier se présente à nouveau au domicile avec une «somme de vider les

lieux» et dresse un procès-verbal si l'occupant ne part pas. L'huissier demande alors le concours de la force publique, en la personne du commissaire de police. Celui-ci commence, en général, par convoquer l'occupant pour l'inciter à régulariser sa situation. En cas de refus de sa part, l'autorisation d'expulsion est demandée à la préfecture qui consultera le maître pour savoir si l'expulsion avec recours à la force publique ne risque pas de troubler l'ordre public. Si, pour cette raison, l'expulsion n'a pas lieu, le propriétaire peut demander à l'Etat de l'indemniser pour le préjudice subi.

F. V.

(1) La description de cette procédure est livrée en grande partie du Grand Guide du consommateur, Ed. Pierre Bordas et fils.

Réunie en «sommet» à Constantinople

L'Eglise orthodoxe resserre ses rangs dans la crise qui l'oppose aux catholiques

Quatorze patriarches et archevêques, chefs de toutes les Eglises orthodoxes (1), ont tenu un «sommet» extraordinaire à Constantinople, où siège du patriarchat œcuménique, du vendredi 13 au dimanche 15 mars. Pour la première fois, un constat de crise avec l'Eglise catholique est fait par l'ensemble de l'orthodoxie.

Bartholomée I^{er}, nouveau patriarche de Constantinople, primat d'honneur de l'orthodoxie mondiale (200 millions de fidèles en Europe, au Proche-Orient et dans les pays occidentaux d'émigration), élu le 22 octobre dernier après la mort du patriarche Dimitrios, a frappé un grand coup dès le début de son règne. Alors que l'orthodoxie est traversée en Russie et en Ukraine par des crises et des menaces de schisme, liées à la chute du communisme, et s'estime victime des attaques de l'Eglise catholique dans les territoires de la CEI et en Yougoslavie, le nouveau patriarche œcuménique, dans des conditions exceptionnelles de rapidité, a convoqué, pour la première fois, un «sommet» réunissant tous les chefs des Eglises autocephales orthodoxes.

Divisée par ses traditions querelles de suprématie (notamment entre Moscou et Constantinople), l'Eglise orthodoxe est enlisée depuis des années dans la préparation d'un concile panorthodoxe. La méthode inaugurée par le patriarche Bartholomée pour resserrer l'unité des Eglises annonce sans doute des temps nouveaux pour l'orthodoxie. A commencer par la déclaration finale, lue dimanche 15 mars à l'occasion du «dimanche des orthodoxes» (premier dimanche de carême) au Phanar (résidence patriarcale) de

Constantinople et suivie d'une conférence de presse, qui tranche avec l'habitude laïque de bois.

Premier mot d'ordre : l'unité interne. Les «groupes schismatiques», qui entrent «en concurrence avec la structure canonique de l'orthodoxie», sont fermement accusés de briser l'unité et condamnés. Le «sommet» d'Istanbul vise ici l'Eglise nationale ukrainienne, dissidente de celle de Kiev et de Moscou, qui s'est proclamée autocephale, et l'Eglise russe hors frontières, qui fut celle des émigrés aux Etats-Unis et tente aujourd'hui de se réimplanter en Russie, sans reconnaître l'autorité du patriarche de Moscou, estimant que c'est elle qui a maintenu l'identité de l'Eglise russe sous le régime communiste.

Pour la première fois aussi, les responsables orthodoxes devaient se prononcer collectivement sur la question des relations œcuméniques, notamment avec l'Eglise catholique romaine. Amorcé par le concile Vatican II (1962-1965), grâce à Jean XXIII et au patriarche Athénagoras — dont le souvenir est rappelé dans la déclaration finale d'Istanbul — qui avaient levé les anathèmes légués par l'histoire d'un schisme millénaire, le dialogue entre l'Eglise catholique et orthodoxe est aujourd'hui presque au point mort. Depuis la fin du communisme, la légalisation des communautés catholiques uniates en Ukraine et en Roumanie (qui étaient depuis 1946 intégrées à l'orthodoxie), la guerre entre la Serbie orthodoxe et la Croatie catholique et la reconstitution d'une Eglise catholique en Russie, en Biélorussie et au Kazakhstan, les Eglises orthodoxe et romaine sont dans une situation de quasi-rupture.

D'une seule voix

Une tentative de relance du dialogue a bien eu lieu à Genève les 2 et 3 mars (le Monde du 6 mars). Elle semble avoir fait long feu, si l'on en juge par la teneur de la déclaration finale d'Istanbul. Les quatorze primats des Eglises orthodoxes écrivent notamment : «Après l'effondrement du régime communiste atterré, nous attendons un soutien fraternel, ou au moins une meilleure compréhension de la situation créée par cinquante, et même soixante-dix années, de persécution sans pitié. (...) Au lieu de cela, à rebours du chemin parcouru en direction de l'unité des chrétiens, les pays de tradition orthodoxe ont été considérés comme des terres de mission. Des réseaux de missionnaires s'y sont installés. Le prosélytisme y est pratiqué avec des méthodes qui avaient été condamnées et rejetées depuis des décennies par toutes les confessions chrétiennes.»

La déclaration finale ne comprend pas d'ultimatum et se dit inspirée par un souci de «réconciliation», mais l'activité des Eglises catholiques uniates qui veulent récupérer en Ukraine et en Roumanie les lieux de culte qu'elles possédaient avant la guerre, ainsi qu'en Slovaquie et au Proche-Orient, est dénoncée comme «contraire à l'esprit du dialogue de charité et de vérité». De même, les fondamentalistes protestants, sectes d'origine américaine ou missions baptistes, qui débloquent en Russie et en Roumanie, sont condamnés dans la même déclaration. Les orthodoxes ne comprennent pas que des territoires évangélisés depuis des siècles, et où ils ont si longtemps souffert, fassent l'objet de convoitises de la part d'autres Eglises chrétiennes, poliment renvoyées à leur devoir d'évangélisation en Asie et en Afrique et en Asie par exemple, qui n'ont jamais été christianisées.

Une impatience se manifeste également à l'égard du Conseil œcuménique des Eglises de Genève, auquel

les orthodoxes reprochent de perdre de vue son objectif premier, qui est de refaire l'unité des chrétiens, au profit de discussions secondaires sur l'ordination des femmes, par exemple, qu'ils désapprouvent. Tous ces thèmes ne sont certes pas originaux. Les orthodoxes russes et surtout les Grecs s'étaient par exemple livrés à des attaques autrement plus percutantes contre l'actuel «prosélytisme» du pape en Europe de l'Est. La nouveauté est que désormais l'orthodoxie parle d'une seule voix.

HENRI TINCO

(1) Outre Bartholomée I^{er}, patriarche de Constantinople, ce «sommet» panorthodoxe réunissait Alexis II, patriarche de Moscou; Pavle, de Belgrade; Teoctist, de Bucarest; Maxim, de Sofia, récemment mis en cause pour compromissions avec le régime communiste; l'archevêque d'Alexandrie; Ignace, d'Antioche; Elias, de Jérusalem; Chrysostome, de Chypre; Diodore, de Jérusalem; Wasil, de Varsovie; Dorothei, de Prague, John, de Finlande.

CARNET DU Monde

Mariages

— Yvonne GUERRE CADIX et Henri DIOT

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 14 mars 1992, 3, rue de Belle-Ombre, 77000 Malun.

Décès

— M^{me} Henry Bloch-Michel, née Josette Halphen, son épouse, Catherine Bloch-London et Nat London, Anne et Jacques Desfontaines, Remy et Anne-Marie Bloch, ses enfants, Vincent, Nicolas, Nathanaël, Sarah et Jonathan, ses petits-enfants, M^{me} Jean Bloch-Michel, M^{me} Michel Spire, M^{me} Gilbert Spire, Le docteur et M^{me} Pierre Halphen, ses belles-sœurs et beau-frère, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Henry BLOCH-MICHEL, médecin honoraire de l'hôpital Tenon, professeur honoraire au Collège de médecine, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survenu le 10 mars 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 13 mars, au cimetière d'Andilly.

70, boulevard du Port-Royal, 75005 Paris.

— La famille LANET a la douleur de faire part du décès de

Florent,

survenu le 13 mars 1992, à l'âge de vingt ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Chennevières (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jean-Baptiste Hyenne, son épouse, M. et M^{me} Christian de Briauxon, M. et M^{me} Emmanuel Colcombet, M^{me} Patricia de Shotten, M. Cyrille Hyenne, ses enfants, Alexandre, François et Juliette, ses petits-enfants, M^{me} la générale François Masnou, sa belle-mère, M. et M^{me} François Hyenne, ses frères et belle-sœur, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Baptiste HYENNE,

survenu subitement le 13 mars 1992, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 mars, à 10 h 45, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Ville-dieu-le-Château (Loir-et-Cher).

Cet avis tient lieu de faire-part.

81, avenue du Maréchal-Foch, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5737

1. Est généralement fêtré dès qu'il vient à la lumière. Renforce une injonction. — II. Ancien appareil de projection. Interjection. — III. Abréviation. Fin de partiels. Emane d'une douce oratoire. — IV. Table de chevet. S'ouvre avec fracas. — V. Origine de certains bâtons. Auxiliaire de la voirie sud-américaine rétribué en nature. — VI. En France. — VII. Lettres de condoleances. Huile d'une région chaude. — VIII. Piastre. Coule à l'étranger. — IX. Ancien démonstratif. Prouva. — X. Dans le fond, on ne compte que sur eux. — XI. Un peu d'espoir. Demi-mesure.

VERTICALEMENT

1. Jeu de mots. — 2. Invitant à fermer les yeux. — 3. Symbole. Ne

jurent pas quand elles sont neutres. — 4. Figure mythologique. Devrait donc tenir ses promesses. — 5. Que l'on a plus approfondi. A l'étranger. — 6. Coureurs sur piste. Se trouve éventuellement dans de beaux draps. — 7. Refroidi. Point d'honneur. — 8. N'a pas forcément un cœur d'or. N'offre aux regards que les vestiges d'une opulence. — 9. Couvert de neige. Est vouée au sens unique.

Solution du problème n° 5736

Horizontalement

I. Hôtelier. Tr. Ame. — II. Erosion. Brandon. — III. Lente. Traharde. — IV. II. Saut. Gréas. — V. A la gonnie. Sacs. — VI. NL. Nole. Désossé. — VII. Ténio. Mur. Léon. — VIII. Ane. Utopie. CC. — IX. Ecuasons. Empale. — X. Hf. Psi. An. Ste. — XI. Cartes. Futale. — XII. Hie. Cap. Sella. — XIII. Engueulade. Ion. — XIV. Réar. Simulateur. — XV. Sèves. Eutarge.

Verticalement

1. Hélanthe. Chère. — 2. Oreilles. Châins. — 3. Ton. Naufragés. — 4. Estagnons. Ure. — 5. Lie. Oo. Espèce. — 6. Jo. SMC. Osseuse. — 7. Entame. Uni. Pils. — 8. Rue. MTSAM. — 9. Bât. Duo. Au. Duo. — 10. Tri. Serpent. Elu. — 11. Rangés. Im. As. AT. — 12. Narcotisme. Te. — 13. Adresse. Ateiler. — 14. Mode. Socle. Loup. — 15. Ensemenca. Genre.

GUY BROUTY

JUSTICE

Le maire de Montfermeil condamné en appel. — La cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation à 20 000 F d'amende infligée, en septembre 1991, par le tribunal correctionnel de Paris à M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) pour avoir refusé l'inscription d'enfants d'étrangers à l'école maternelle en 1988 et 1989. Dans son sursis rendu jeudi 12 mars, la cour confirme l'existence d'un «droit» à la scolarisation en maternelle.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

LOTTO 1985	
SAMEDI 14 MARS 1992	
9 17 22 23 30 40 48	
6 numéros	5 940 400 F
5 numéros	140 005 F
4 numéros	7410 F
3 numéros	46 707 F
2 numéros	505 940 F
1 numéro	16 F

LOTOSPORT	
RESULTATS OFFICIELS	
6 numéros	5 002 110 F
5 numéros	45 185 F
4 numéros	21 701 F
3 numéros	2 185 F
2 numéros	68 F
1 numéro	10 F

— M^{me} Marie-Solange Julien Saint-Amand, ses enfants, petits-enfants, Toute sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gérard JULIEN SAINT-AMAND, notaire à Andrézy (Yvelines),

rappelé à Dieu le 11 mars 1992, à l'âge de soixante-quatre ans.

21, rue de la Gare, 78570 Andrézy.

— Caroline et Julien Lacoëntre, ses enfants, M^{me} Danielle Lacoëntre, sa sœur, Ses neveux, La famille Paradeise, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Yves LACOËNTRE,

survenu à Paris, le 10 mars 1992.

Une messe sera célébrée le mardi 17 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Augustin.

— Nous avons appris le décès de notre collaborateur

Bruno MARIN,

survenu le samedi 14 mars 1992 à Fort-de-France, à la suite d'un malaise cardiaque, dans sa cinquante-neuvième année.

(Né le 28 novembre 1933 à Paris, d'une mère corse et d'un père savoyard, Bruno Marin était devenu martiniquais de cœur par son mariage à Fort-de-France en 1964. Professeur certifié d'espagnol, il enseignait depuis cette date dans le chef-lieu, au lycée de la Pointe-des-Vallées. Passionné de communication, il participait son temps et ses loisirs entre l'enseignement et l'information, et cette double activité l'avait naturellement conduit vers la pratique du journalisme. Adhésaire de l'agence KATÉ, dont la zone de diffusion s'étendait à l'ensemble de la Caraïbe, il était aussi, depuis plusieurs années, correspondant du Monde en Martinique. Ses derniers articles, parus sous son pseudonyme Etienne Dalmasso, ont été publiés dans nos éditions datées 15-18 mars. Ses obsèques devaient avoir lieu lundi après-midi 16 mars. Le Monde présente à son épouse et à ses deux fils ses plus sincères condoléances.)

Remerciements

— M^{me} Etienne Dalmasso et ses enfants, très touchés par les témoignages de sympathie qui leur ont été adressés lors de la disparition de

M. Etienne DALMASSO,

et dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous, adressent leurs remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur écharde.

— Très touchée par les nombreuses marques de sympathie apportées lors du décès de

Paul FREDJ,

sa famille tient à exprimer à tous ses plus vifs remerciements.

Anniversaires

— Le 17 mars 1990.

Jean GARDENT

nous quitte.

Mort, où est la victoire ?

— Il y a cinq ans.

Maximilien SCHEININGER

nous quitte.

Ses amis se souviennent.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Louis WATRIN,

une pieuse et fidèle pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

De la part de M^{me} Josette Watrin, son épouse.

24, rue de Campo-Formio, 75013 Paris.

Communications diverses

— Colloque. — Le Service social des jeunes organise, le 1^{er} avril 1992, un colloque à Paris sur l'intervention des jeunes : «Nouvelles réponses sociales». Inscriptions au 44-49-00-10.

SOLDES

Tous les jours du lundi 16 mars au vendredi 20 mars inclus.

9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS

24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8^e

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHAUSSURES, ÉPONGE.

هكذا من الأصل

SPORTS

CYCLISME : Paris-Nice

Jean-François Bernard, enfin à l'heure

Jean-François Bernard a remporté dimanche 15 mars l'épreuve cycliste Paris-Nice, devenant le Suisse Toni Rominger et son coéquipier de l'équipe espagnole Banesto, Miguel Indurain. En tête depuis trois jours, il s'est définitivement imposé en remportant la dernière étape contre le mont du col d'Eze, au cours de laquelle il a battu son propre record du parcours, en 22 minutes 15 secondes. Il est le premier Français vainqueur de Paris-Nice depuis Gilbert Duclos-Lassalle, en 1980.

NICE

de notre envoyé spécial

Il a pédalé goulûment. Puis il a franchi la ligne avec la voracité d'un homme sevré de triomphes depuis des années. Première place au classement général, gain de l'étape, record

du parcours : à ses adversaires, Jean-François Bernard n'a rien concédé. Pourtant, une fois le poing levé, une fois l'euphorie des premiers instants dissipée, ses propos se firent aussi mesurés que sa domination avait été écrasante. Sa victoire était « normale », enfin, quand tant de ses défaits avaient paru inexplicables.

Ce retour à la norme suffisait au bonheur d'un coureur atypique dans le monde du cyclisme, qui se baptise lui-même le « cas Bernard ». Il avait été « exact au rendez-vous » fixé par son directeur sportif, et cela comblait un homme qui a raté presque toutes les grandes célébrations de sa carrière.

Jean-François Bernard - « Jeff » pour les supporters venus l'accueillir en nombre - n'a succombé à aucun vergette de la victoire, en haut du col d'Eze. Comme s'il n'oubliait pas qu'à trente ans, il écrit à peine l'une des premières lignes d'un palmarès aussi blanc que son maillot de vainqueur, alors qu'à cet âge-là, d'autres avaient déjà noirci des pages entières de leurs bons résultats.

Comme s'il se souvenait surtout d'un professionnel débutant auquel il ressemble encore, avec ses allures d'adolescent, qui s'était révélé en s'adjudiquant une troisième place sur ces mêmes pentes, en 1985, et dont il commence à peine à tenir les promesses.

Le jeune Jean-François Bernard possédait ce don qui attire les regards des porteurs d'eau, « la classe ». Pour ne rien gâcher, il était beau et paraissait bien. En 1986, les télévisions en firent leur mascotte pour son premier Tour de France. L'année suivante, après avoir revêtu le maillot jaune au sommet du Ventoux, il devint le héros de toute la France cycliste. On lui promettait de devenir l'ailé à la place du calife du peloton, de prendre la place toute chaude de Bernard Hinault. Le « Blaireau » ne l'avait-il pas solennellement désigné comme son successeur ?

Bernard Tapie lui construisait une équipe sur mesure, lui offrit une belle voiture de sport comme avant-garde des récompenses futures. Emporté par un tourbillon de flatteurs, le Nivernais se mit à croire au rôle qu'on voulait lui voir jouer. Son itinéraire de cycliste gâté devait nécessairement se conclure en apothéose.

Héros sans victoire

Las, il se transforma en chemin de croix. Au moment où il fallait payer les traites, sous forme de victoires probantes, de ses larges avances en notoriété, Jean-François Bernard se révélait aussi fragile que son palmarès était maigre. Physiquement d'abord : il devint une anthologie vivante des maux qui frappent les coureurs cyclistes. Jusqu'à l'an dernier, il n'a pu courir que des bouts de saisons, amputées à chaque nouvelle blessure. Psychologiquement surtout : le champion se montrait incapable de supporter la responsabilité de leader unique d'une équipe bâtie autour de sa seule réputation.

Sa personnalité de velléitaire, qui juge impossible de « vivre à 100 % pour le vélo », se dévoilait peu à peu. « Il me manque quelque chose pour être un grand, dit-il aujourd'hui. C'est ma nature, elle m'empêche de pouvoir me concentrer très longtemps sur mon métier. » Le public, sans doute agacé d'avoir accordé sa

confiance à un coureur qui avait trop promis et pas assez tenu, ne tardait pas à brûler Jeff, aussi excessivement qu'il l'avait encensé, oubliant son talent comme il n'avait pas tenu compte de la légèreté de son palmarès. Le héros sans victoire était devenu le « cas Bernard », celui d'un cycliste en marge d'un milieu français de plus en plus méfiant à son égard.

Aussi lorsqu'à la fin de la saison 1990 il a rompu avec Toshiba, le Français, après avoir songé à interrompre sa carrière, a pris la direction de l'Espagne. De sa nouvelle équipe, Banesto, il parle comme d'un refuge où ses qualités ont pu à nouveau s'épanouir. Une famille qui n'a pas eu peur de le recueillir malgré sa mauvaise image et lui a accordé ce qui manquait le plus à un coureur dont on attendait trop, trop vite : la patience. « En France, tu ne peux pas te permettre de te refaire une santé, explique-t-il. Les trois principales équipes ont le coureur sur la gorge : il faut que tu marches, sinon ça ferme à la fin de l'année. »

Le talent de Jean-François Bernard, qui semblait s'être défranchi en pleine lumière, a retrouvé ses contours dans l'ombre. Chez Banesto, le coureur a rencontré deux authentiques vedettes, Pedro Delgado et Miguel Indurain, derrière lesquelles il a pu se dissimuler pour panser ses plaies, retrouver son plaisir du vélo et se reconstruire un moral. Il ne supportait plus son rôle de chef de file : il s'est épanoui dans celui d'équipier de luxe, au dévouement sans limite, comme dans l'étape de l'Alpe d'Huez l'an dernier, où il a littéralement hissé Indurain jusqu'au sommet. En remportant Paris-Nice, seulement la deuxième course par étapes de sa carrière, il touche les dividendes de cette abnégation. L'équipe, dont il a gagné la confiance, s'est mise à son service sans rechigner.

A trente ans, Jean-François Bernard avoue avoir fait son deuil de ses grands projets de victoire et savourer ses succès au jour le jour. Il sait que sa brillante victoire ne lui permet pas d'espérer mieux que son statut actuel de coureur protégé, et qu'il cédera sans amertume la place à ses deux chefs de file, qui « ont déjà fait leurs preuves », dans les grands tours. Lui vise quelques courses au coup par coup, pour rattraper un peu du retard qu'il a pris sur sa gloire annoncée.

JÉRÔME FENOGLIO

FOOTBALL : Coupe de France

On-a-per-du !

L'aventure de la Coupe de France est terminée pour le Football Club de Massy. Ce club de promotion d'honneur a été battu 2-1, samedi 14 mars, par Nice, formation de deuxième division, en seizième de finale. Plus fiers que déçus, tous les Massicois ont vécu quelques heures sur un nuage. Quelques clubs de première division sont tombés de haut : le Paris-Saint-Germain a été battu par Nancy, l'entente rouge du championnet ; Toulouse et Toulon ont été éliminés par Bezieux et Ajaccio, deux formations de deuxième division ; enfin, Nîmes s'est incliné devant Pau, troisième division.

Fermé de 14 heures à 18 heures, indique le pancarte accrochée à la porte du bistrot. Les patrons du Café du marché ne vont pas marier leur fille, ils ont rendez-vous avec l'Histoire, celle de l'équipe de football locale. En ce samedi après-midi pluvieux, ils partent encourager leur équipe, le Football Club de Massy (FCM 91), équipe de promotion d'honneur, rencontre en après-midi Nice, formation de deuxième division : David contre Goliath (1).

Après avoir battu Saint-Lô, puis Brive, des équipes de troisième division, les amateurs de Massy, joueurs du dimanche, ont le privilège de rencontrer des « pros ». eux, ils sont électricien, fabricant d'ascenseur ou représentant... Ils s'entraînent trois fois par semaine, après le boulot. Ils comptent bien remporter la Coupe de l'Essonne. Leur prochain adversaire dans l'épreuve : Corbeil, mercredi prochain.

Plus de cinq mille personnes sont massées dans le stade, perdu dans une banlieue hirsuite de HLM. En tant normal, ils sont une centaine de supporters à peine : des intimes, les femmes, les enfants, ou les

jeunes du club - le FCM 91 compte plus de 300 gémis dans ses rangs. Cette fois les « mômes » ne pourront pas courir embrasser leurs « grands frères » à l'issue de la rencontre. Il a fallu installer des grilles, indispensables à ce niveau de la compétition. La télévision, une bonne quinzaine de journalettes : aujourd'hui, Massy, avec son budget annuel inférieur à 400 000 francs, vole la vadrette aux « millionnaires » de l'Olympique de Marseille. Il y a même des agents de police. Ils feront office de ramasseur de ballon.

C'est le match, maintenant. On crie, on siffle, enfin on hurle de délice lorsque Massy égalise. Coup de sifflet final : 2-1. Les Nicols sont les plus forts, l'aventure est terminée. Tout ça, on aura bien rigolé. Ruée dans les vestiaires. « Priorité à la télévision, après les radios, après la presse écrite. » Plus tard, présidents, élus et joueurs se congratulent autour d'un verre. Les Nicols ont apporté un cadeau à leurs adversaires malheureux et si bons perdants : des ballons avec les signatures de toute l'équipe dessus.

Au-dessus de la piscine, près du stade, Jeannette Ferry tient le Fair Play, l'un des OG du FCM 91. Ses yeux brillent encore du match de tout à l'heure. Elle prie des joueurs comme de ses enfants. C'est ici que l'on se retrouve le dimanche pour connaître les résultats du championnat de la promotion d'honneur. « Le semaine dernière, après leur match nul contre le PUC, il a fallu les consoler. Car, vous savez, le plus important pour nous aujourd'hui, c'est de monter en division d'honneur. Il y a encore sept marches. Il nous faut tous les gagner. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Quatre « classes » séparant Nice de Massy. Les clubs de football sont classés en première, deuxième, troisième et quatrième division ; en division d'honneur et division d'honneur régionale ; puis en promotion d'honneur dans laquelle évolue Massy.

SKI

Les Français dans l'euphorie des Jeux

Une médaille d'or aux Jeux olympiques d'Albertville et un titre de champion du monde : Fabrice Guy, en combiné nordique (saut et 15 kilomètres de fond), et Edgar Grosprêtre, en ski acrobatique, ont, samedi 14 mars, réussi chacun un doublé dans leur spécialité. Vainqueur de la dernière épreuve de la saison à Vang, en Norvège, Fabrice Guy est le premier Français à enlever une Coupe du monde de combiné nordique. Déjà assuré de gagner la Coupe du monde de base, Edgar Grosprêtre s'est attribué la dernière épreuve de la saison, vendredi à Altenmarkt (Autriche). Le vice-champion olympique, Olivier Allamand, a décroché la médaille de bronze de cette Coupe du monde.

D'autres champions olympiques ont brillé dans la week-end. L'équipe de France de biathlon

féminin - Corinne Niogret, Véronique Claudel et Anne Briand, - médailles d'or à Albertville, a remporté dimanche le relais 3 x 7,5 kilomètres de Fagernes, en Norvège. La veille, Anne Briand s'était classée deuxième de l'épreuve du 15 kilomètres, confortant ainsi sa deuxième place au classement général de la Coupe du monde.

Carole Morle a également terminé la semaine en beauté. Première, dimanche, du super-G de Panorama (Canada), la vice-championne olympique de la spécialité est en passe de remporter la Coupe du monde de Super-G pour la quatrième année consécutive. La veille, elle terminait deuxième de la descente derrière Petra Kronberger. La Française précède l'Autrichienne au classement général de la Coupe du monde.

NE QUITTE PAS, JE PRENDS UN AUTRE APPEL.

SIGNAL D'APPEL

POUR PRENDRE UN APPEL QUAND VOUS ÊTES DÉJÀ EN LIGNE.

POUR 10 F PAR MOIS

Parents, amis, on cherche à vous joindre, mais la ligne est occupée. Savez-vous que vous pouvez prendre cet appel même si vous êtes déjà en communication ? Avec le Signal d'Appel, un « bip » vous prévient qu'un deuxième correspondant cherche à vous joindre. Il suffit d'appuyer sur deux touches de votre téléphone pour prendre cet appel et passer d'un interlocuteur à l'autre.

Ainsi, vous restez toujours disponible. Pour en savoir plus, et pour vous abonner, contactez votre Agence FRANCE TELECOM (14, appel gratuit).

FRANCE TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

Téléphone, le fil de la vie.



SOLDES

HERMES

SPORTS

AUTOMOBILISME : championnat du monde de formule 1

Alain Prost n'a pu trouver d'accord avec Guy Ligier

Les négociations menées depuis plusieurs mois entre Alain Prost, Guy Ligier et ses partenaires pour la venue du triple champion du monde comme pilote, puis, à terme, comme patron de l'écurie de Magny-Cours, n'ont pu aboutir. Alain Prost, qui n'a pas renoncé à poursuivre sa carrière en formule 1, devrait prendre une année sabbatique en 1992.

Les grandes manœuvres entreprises pour refaire de Ligier une écurie de premier plan ont échoué malgré la volonté des deux protagonistes de parvenir à un accord. Le constructeur français de formule 1, qui dispose désormais à Magny-Cours d'un outil de travail comparable à ceux des meilleures écuries anglaises, était conscient de tout ce qu'Alain Prost pouvait lui apporter par ses talents de pilote et de meilleur au point. Il n'ignorait pas non plus que le triple champion du monde représentait aussi une inestimable caution aux yeux de l'opinion publique et de ses partenaires techniques et financiers.

A trente-sept ans et après avoir connu les deux plus prestigieuses

écuries de formule 1 (McLaren et Ferrari), l'intérêt d'Alain Prost pour l'usine de Ligier était a priori moins évident. Mais, à défaut de lui permettre de viser un quatrième titre, le constructeur de Magny-Cours lui offrait, à terme, l'opportunité de devenir le patron d'une grande écurie qu'il avait déjà envisagé de créer en 1989.

Si Guy Ligier a pu parler d'un « accord de principe », bien des points restaient à régler sur les modalités et le calendrier de la passion des pouvoirs. Après avoir enduré les critiques et les railleries sur ses interminables « années de transition », le constructeur de Magny-Cours souhaitait rester assez longtemps en place pour recueillir les premiers lauriers du renouveau.

Pour avoir effectué l'essentiel de sa carrière de pilote chez McLaren, l'écurie reine des années 80, Alain Prost est convaincu que la réussite passe impérativement par des moyens financiers qui se chiffrent désormais à plus de 500 millions de francs (le double du budget actuel de Ligier) par saison et, surtout, un partenariat à long terme avec un grand constructeur pour la fourniture du moteur.

La participation de Philippe Martin, chef de cabinet de Michel Charasse, ministre délégué au budget, à plusieurs réunions, laisse penser qu'une révision à la hausse des contrats liant jusqu'en 1996 Ligier à des entreprises nationales comme la SEITA ou la Française des jeux (Loto sportif) était envisagée. Autre entreprise nationalisée, Elf a d'emblée manifesté son intérêt pour renouer ses liens avec le plus prestigieux des pilotes français et participer à la construction de cette écurie associant quelques grands industriels français concernés par l'automobile.

Le respect des contrats signés

Déjà forcé de vendre son moteur à Ligier (70 millions de francs pour la saison), Renault a en revanche été placé dans l'embarras par cette démarche. Le constructeur français n'a jamais caché son objectif en formule 1 : obtenir un premier titre mondial qui lui a échappé à Williams et Nigel Mansell.

L'écurie britannique, liée par un contrat de partenariat avec Renault jusqu'à fin 1993, a abordé l'actualité championnat avec encore plus d'ambition. Le moment était donc

mal choisi pour remettre en cause cette collaboration privilégiée. Alain Prost a profité de la présence au récent salon automobile de Genève de MM. Raymond Lévy, PDG de Renault, et Patrick Faure, président de Renault-Sport, pour tenter une ultime démarche. Le mutisme observé par les trois hommes ne permet pas de connaître les garanties que souhaitait obtenir Alain Prost.

Prolongement du contrat client de trois à cinq ans ? Prolongement du contrat de trois ans par un accord de partenariat ? Ou accord de partenariat à négocier dès à présent ?

Raymond Lévy prenant sa retraite au mois de juin et son successeur n'étant toujours pas désigné, Patrick Faure plaide pour le respect des contrats déjà signés avant d'en envisager de nouveaux. Mais les dirigeants de Renault n'ont pas fait une contre-proposition à Alain Prost en lui promettant d'user de leur influence auprès de Frank Williams pour permettre au triple champion du monde de retrouver la saison prochaine un volant dans l'écurie britannique afin de conclure en beauté sa carrière de pilote à défaut de préparer sa reconversion ?

G. A.

PLANCHE A VOILE : le fundoor de Bercy

Tempête dans les salles européennes

Eaux chaudes et alizés : pendant trois soirées, le Palais omnisports de Paris-Bercy a connu une atmosphère très proche des Caraïbes. Dans un bassin de 80 mètres de long sur 35 mètres de large, rempli de plus de 2 000 mètres cubes d'eau turquoise, vingt-quatre garçons et douze filles ont navigué sur des planches de moins de trois mètres de long, leurs voiles en monofil transparent poussées par un vent de force 6, créé par 26 ventilateurs de 45 kilowatts chacun.

Pour la troisième année consécutive, les meilleurs professionnels du circuit mondial de planche à voile, très proche du circuit ATP des joueurs de tennis, se sont affrontés en cours de siéges entra deux bouées et dans une épreuve de saut qui les faisait s'envoler à plus de cinq mètres de hauteur.

Après Paris, ce véritable « Barnum » de la planche à voile sera transporté dans trois camions semi-remorques jusqu'à Barcelone. L'épreuve aura lieu les 27 et 28 mars dans le palais Saint-Jordi de quatorze mille places, construit pour les Jeux olympiques. Puis les B et

9 octobre, dans une salle de douze mille places à Vienne en Autriche. Ainsi se met en place un circuit en salle de planche à voile. Six étapes au moins devraient avoir lieu en 1993, car le Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Grande-Bretagne et le Canada ont établi des contacts avec les inventeurs de cette nouvelle forme de compétition.

C'est Fred Beuchêne, auteur d'une traversée en duo de l'Atlantique en planche à voile en 1985, qui a eu l'idée d'un peu folle de transporter dans des salles, au centre des villes, les épreuves de planche à voile, symboles d'évasion : « Les compétitions traditionnelles sont tributaires des conditions atmosphériques ; nous garantissons le spectacle aux sponsors. Ces épreuves contribuent à promouvoir un sport jeune. Une épreuve en salle, réservée aux coureurs nationaux, aura lieu à Bordeaux avant le fin de l'année. Un circuit mondial permettra d'élargir le plateau des coureurs professionnels, limités aux mêmes noms depuis quelques années. »

C. de C.

VOILE : les éliminatoires de la Coupe de l'America

« Ville-de-Paris » dans le dernier carré des challengers

Le Class America français Ville-de-Paris s'est qualifié pour les demi-finales de la coupe Louis-Vuitton, samedi 14 mars au large de San-Diego (Californie). A partir du 29 mars, l'équipage de Marc Pajot retrouvera en demi-finales Nippon, le surprenant vainqueur des trois premiers tours éliminatoires, New Zealand et Il-Moro-di-Venezia. Chaque bateau rencontrera alors trois fois ses trois adversaires. Les deux premiers à l'issue de ces vingt-sept régates disputées ensuite la finale de la coupe Louis-Vuitton (à partir du 19 avril) qui désignera le challenger pour la Coupe de l'America (à partir du 9 mai).

SAN-DIEGO

de notre envoyé spécial

Mission Bay, le quartier de loisirs situé au nord de San-Diego, avec le parc d'attractions de Sea World, sommeille encore. Il est 8 h 30, samedi 14 mars. La météo

a prévu de la pluie, mais seuls quelques nuages, poussés par un vent frais, se reflètent sur le plan d'eau où ont été aménagées les bases de quatre des huit défis éliminatoires pour la Coupe de l'America : Spirit-of-Australia, Nippon, Ville-de-Paris et les Suédois de Tre Kronor. Juxtaposition de hangars entourés de barbelés, la base japonaise ne laisse rien apercevoir de son activité. Sur un grand panneau en façade, les noms des trente grandes sociétés qui ont versé chacune quelque 5 millions de francs, donnent une idée de la mobilisation des industriels japonais pour cette première tentative de conquête du plus vieux trophée sportif du monde.

Chalet de bois peint en blanc et moqueté vert, l'accueil au « village français » est a priori plus avenant, mais en réalité tout aussi strict. Les invités ont toutefois accès à une terrasse d'où ils peuvent suivre à distance les préparatifs de Ville-de-Paris. Comme tous les jours de régates, le réveil a sonné à 6 h 30 à Oakwood où loge l'équipage. Dix minutes plus tard, Thierry Chappet a pris en charge le réveil musculaire de la troupe. Par

son charisme et sa force de caractère, ce solide gaillard de 1,77 mètre pour 86 kg a été choisi pour prêcher l'exemple auprès de ses compagnons.

Dès 1985, il était aux côtés de Marc Pajot pour la préparation de son premier défi. Mais pour lui, l'aventure avait brutalement pris fin à Sète sur un dématage dans l'eau des dernières sorties d'entraînement avant le départ pour l'Australie. Son bassin, coincé sous le mât, avait subi de multiples fractures. Loin de renoncer, il avait alors mis à profit ses dix-sept mois d'immersion pour se lancer dans l'informatique et mettre au point un logiciel de préparation physique pour les grandes compétitions de voile. Sans doute en a-t-il été l'un des premiers bénéficiaires puisque, après une longue rééducation, il a regagné à bord sa place de winchman.

Mode californienne

Après un solide repas, l'équipage a rejoint la base. A la mode californienne : cabriolets, vans, vieilles Cadillac ou Harley Davidson pour Marc Pajot. A trente-huit ans, le skipper de Ville-de-Paris est la figure emblématique du défi. Son menton en galoches et ses puissantes mâchoires (héritage d'une détermination hors du commun pour démarcher des fonds, convaincre les meilleurs partenaires techniques, structurer son défi ou encore progresser à la barre au contact de son ami Marc Bouet, le surdoué. Ce samedi 14 mars n'est pas pour lui un jour ordinaire. Une victoire sur Spirit-of-Australia assurée, comme en 1987 en Australie, la qualification du bateau français pour les demi-finales de la coupe Louis-Vuitton. Un an à peine après la révolution de palais dirigée contre Marc Pajot qui a bien failli faire sombrer le défi.

L'ambassadeur de France, M. Andréani, est venu de Washington pour suivre la régates. Insensible à l'agitation sur la terrasse, l'équipage a commencé, avec calme et minutie, les préparatifs du départ. « Marc m'impressionne par sa sérénité au fur et à mesure qu'on avance dans la compétition », avoue Corinne son épouse. Didier Windsor, le météorologue, donne ses dernières informations à Marc Pajot, Marc Bouet, le tacticien, et Bertrand Pacé, le navigateur. A 10 heures, Ville-de-Paris quitte le ponton, bientôt suivi par F2, le second bateau du défi.

Comme si cette régates décisive n'était qu'une péripétie, Philippe Briand, le directeur technique, a décidé de rester à terre. Pour préparer l'arrivée du nouveau mât en carbone commandé pour les demi-finales. Pour continuer aussi ses études d'optimisation du grément et des appendices en vue des demi-finales et, éventuellement, de la finale. Mais les Français ne sont pas les seuls à travailler pour ces

échéances. Ville-de-Paris et F2, qui régatent bord à bord pour permettre à l'équipage du premier de s'échauffer et de régler ses voiles, croisent Il-Moro-di-Venezia, déjà assuré de sa qualification, qui teste pour la première fois une grande voile grise en carbone.

Midi, Il-Moro-di-Venezia a pris le meilleur départ de la première régates qui l'oppose à Espana 92. Ville-de-Paris et Spirit-of-Australia entrent en scène. Comme lors de chaque départ, Marc Bouet a pris la barre. A quarante et un ans, cet ami fidèle de Pajot, Baulois comme lui, a déjà collectionné trois titres de champion d'Europe en 470 (1968, 1969 et 1974), un titre mondial en Flying Dutchman (1979) et plus récemment un double championnat d'Europe-championnat du monde en Soling (1990). A force de sillonner les parcs olympiques, il a acquis un sixième sens marin qui lui permet de flairer les bons coups et d'anticiper les situations.

Depuis le début des éliminatoires, Marc Bouet a presque toujours réussi le meilleur départ contre Chris Dickson, Paul Cayard, Rod Davis et les barreaux des autres défis. Cette fois encore, il a réussi à s'imposer dans le tableau arriéré de l'Australien pour le contrôle et essayer de le pousser au-delà de la ligne. Mais Peter Gilmore a bien maîtrisé son rimage pour passer cette ligne juste après le coup de canon. Avec 3 secondes d'avance sur le voilier français.

Aux côtés de Marc Bouet, Bertrand Pacé a le regard rivé sur l'ordinateur de bord. A trente et un ans, cet ingénieur en génie civil, rongé par la tension en course, est responsable du programme informatique. En 1987, il faisait déjà partie de l'aventure australienne mais les appareils dont il dispose ont considérablement évolué en performances et en fiabilité. Désormais, cinquante-cinq capteurs permettent d'enregistrer en permanence les paramètres d'évolution du bateau.

Duel au pistolet

Cette mémoire, désarmée sur une vedette accompagnatrice puis à terre, a permis d'établir les références optimales des performances du voilier aux différentes allures qui peuvent être consultées dans des conditions météorologiques comparables. Elle permet aussi de connaître les prévisions sur le bord suivant pour le choix des voiles ou le cap que le barreur devra suivre après un virage de bouée. Cette recherche de l'allure optimale doit toutefois être tempérée dans la Coupe de l'America où la technique du match racing (duel) privilégie le plus souvent la prise d'un avantage puis le contrôle de l'adversaire. A San-Diego, Bertrand Pacé dispose d'ailleurs d'un pistolet laser inspiré de ceux utilisés par la police américaine pour détecter les excès de vitesse. Associé à un compas, il permet, en visant l'ad-

versaire, de connaître la distance qui sépare les deux bateaux ou leurs différences de cap et de vitesse.

Les programmes informatiques les plus sophistiqués et les tactiques les mieux étudiées trouvent, heureusement, leurs limites dans la maîtrise, la sensibilité et la virtuosité manifestées par les équipages lors des manœuvres. Après avoir parfaitement contrôlé les Français sur le premier bord de près (contre le vent), puis sur le bord de portant, les Australiens ont ralé l'affaiblissement de leur spinnaker en arrivant à la bouée. Plus grave, alors que les Français venaient de prendre l'avantage dans le deuxième bord de près, Spirit-of-Australia s'est immobilisé près de trois minutes pour réparer le rail de grand-voile qui avait été arraché.

A bord du bateau des invités, Yvon Jacob, président du directoire du groupe Legris Industrie et de la société France America semble soulagé. L'investissement de son groupe dans le défi est passé de 35 millions de francs prévus en février 1991 à quelque 88 millions de francs après le nouveau crédit de 3 millions apporté pour financer les améliorations attendues pour la suite de la compétition. « Au moment décisif, il faut savoir pousser son avantage à fond, explique-t-il. Marc Pajot et ses hommes nous prouvent depuis le début de la compétition être à la hauteur de notre rêve commun de ramener la Coupe de l'America en France. Cette nouvelle ligne de crédit traduit notre confiance dans l'équipe sportive comme dans l'équipe de conception réunie autour de Philippe Briand pour aller chercher les centimètres de nœud de la victoire. »

Cette confirmation de l'objectif ambitieux fixé au deuxième défi de Marc Pajot dans la Coupe de l'America explique sans doute la joie très mesurée manifestée par les Français aussitôt la ligne franchie et la qualification pour les demi-finales assurée. « Les trois premiers tours nous ont permis d'acquiescer la conviction que nous pouvons battre chacun de nos adversaires », affirme Marc Bouet.

G. A.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 14 mars 1992 : UN ARRÊTÉ

Du 28 février 1992 portent homologation du circuit de vitesse du Bugatti au Mans (Sarthe).

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 15 mars 1992 : DES DÉCRETS

N° 92-234 du 11 mars 1992

Les résultats

FOOTBALL

Coupe de France (16^e de finales)

Division 1 entre eux

Monaco b. Auxerre 2-2 (tir au but : 4-1)

*Caen b. Lens 5-4 (après prolongations)

*Montpellier b. Rennes 2-0

*Nancy b. PSG 3-2

Division 1 contre division 2

Saint-Etienne b. Dunkerque 3-0

Bourges b. Le Havre 1-0 (après prolongations)

Marseille b. TSB 2-1

*Bastia b. Toulouse 2-0

*Ajaccio b. Toulon 1-0

*Cannes b. Angers 3-1 (après prolongations)

Division 1 contre division 3

*Pau b. Nîmes 3-3 (tir au but : 5-4)

Division 2 entre eux

Red Star b. Aïas 0-0 (tir au but : 5-4)

Guingamp b. Mulhouse 1-1 (tir au but : 5-4)

Division 2 contre division 3

Valenciennes b. Lorient 3-0

Division 2 contre promotion d'honneur

Nice b. Massy 2-1

Division 3 entre eux

*Saint-Omer b. Troyes 0-0 (tir au but : 3-2)

Le tirage au sort des huitièmes de finales (8 avril)

Ajaccio (D2)-Saint-Etienne (D1) : Caen (D2)-Pau (D3) ; Nancy (D1)-Bourges (D2) ; Valenciennes (D2)-Olympique de Marseille (D1) ; Red Star (D2)-Guingamp (D2) ; Saint-Omer (D3)-Monaco (D1) ; Cannes (D1)-Montpellier (D1) ; Nice (D2)-Bastia (D2).

BASKET-BALL

Championnat de France (Vingt-huitième journée)

Antibes b. Montpellier 85-80

Le Mans b. Saint-Quentin 79-72

Mulhouse b. Pau-Orthez 72-65

*Cholet b. Roanne 89-59

*Limoges b. Racing-Paris 87-65

Dijon b. Tours 98-80

Lyon b. Villeurbanne 95-82

Gravelines b. Reims 70-65

Classement : 1. Limoges, 53 pts ; 2. Cholet, 52 ; 3. Pau-Orthez, 50 ; 4. Gravelines, 47 ; 5. Antibes, 45 ; 6. Lyon, 44 ; 7. Montpellier, 43 ; 8. Roanne, 42 ; 9. Dijon, 41 ; 10. Le Mans et Villeurbanne, 38 ; 11. Saint-Quentin, 37 ; 12. Racing-Paris, 36 ; 13. Reims, 35 ; 14. Tours, 33.

BOXE

Le Mexicain Manuel Medina a conservé, samedi 14 mars à Antibes, son titre de champion du monde des poids plume, face au Français Fabrice Benichou.

Truffaut, Chab

Un Wagner ha

مكتبة النجف

CULTURE

La disparition de Jean Poiret

Les visages de Janus



Jean Poiret dans sa loge au Théâtre du Palais-Royal

Homme de théâtre et de cinéma, acteur-auteur, loufoque-équivoque, naïf-méchant, Jean Poiret était fils unique, habitait non loin d'une église, était fasciné par les entremets et quand il voyait un P d'argent sur les rideaux noirs, il pensait que ses parents étaient morts sans rien lui dire.

C'est par cette pompe funèbre que lui est venu le goût du rideau rouge. Elève à l'école de la rue Blanche, il aurait voulu jouer Iago, l'ami-ennemi d'Othello, son double à la peau blanche et à l'âme noire. Mais à cause de sa dégringolade de Français moyen, ses maîtres lui ont déconseillé les emplois dramatiques. Il ne s'est pas obstiné, il est passé comique. Avec Michel Serrault, son condisciple rue Blanche, il a écrit des sketches délectables, que tous deux ont trimballés dans les cabarets rive gauche et rive droite, à la Rose Rouge, chez Gilles, à l'Amiral, entre autres, et pour finir au Théâtre de Dix Heures.

C'était le début des années 50, la grande époque des duos popularisés par la radio : Grégoire et Amédée, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault... Les fausses interviews de Poiret et Serrault - l'acteur français devenu star à Hollywood, l'écrivain - tracent le portrait de

plus juste de l'époque et de ses tics. Poiret et Serrault ne parlaient pas d'eux-mêmes. Ils avaient étudié les classiques, savaient construire de vrais personnages de théâtre, stéréotypes que les comédiens habitent, auxquels ils donnent leur humanité et - dans leur cas - leur folie. Deux folies complémentaires. Celle de Serrault échevelée, celle de Poiret froidement provocatrice, du genre pousse-au-crime. Jouant l'entrevue, il entraînait son partenaire sur les voies du non-sens le plus extravagant, se défilait juste au moment où il n'aurait pas pu le suivre, feignait, changeait de direction, tandis que, par un rétablissement époustouflant, Serrault se récupérait, laissait galoper son imagination.

L'apogée de « la Cage aux folles »

Le public du cabaret est leur professeur, ils en font profiter le théâtre : *l'ami de la famille*, *Pour avoir Adrienne* (1957), *Le Train pour Venise* (1959), entre autres. Et il y a eu en 1967, au Théâtre Fontaine, *Sacré Léonard*, satire d'une drôlerie frénétique des gens de spectacles, ringards et stars, et puis *Opération Lagrèche*... Mais l'affrontement des deux monstres connaît son apogée avec *la Cage*

aux folles, en 1973. Jean Poiret, homosexuel convenable plutôt coincé faisant couple avec Michel Serrault travesti et folle perdue. Inoubliables, « *Je cherche le décalage* » disait Poiret, un déphasage avec la réalité, je n'aime pas les gens qui mettent leurs tripes sur la table.

Ils ont joué la pièce pendant cinq ans sans discontinuer. Pour ne pas tomber dans la routine, ils improvisaient, se tendent des pièges, attendant la réplique qui les ferait basculer : certains soirs, la représentation s'est allongée d'une heure devant un public affoûté de rires.

Jean Poiret s'était marié à Françoise Dorin, auteur à succès qui d'ailleurs l'a encouragé à écrire. Ils ne se ressemblent pas. Elle, est moraliste, il est sarcastique. Il compose une trame simple, balisée de brusques déviations, entre lesquelles les comédiens sont libres.

Après *la Cage aux folles*, ce sera *l'Impromptu de Marigny*, *F&F de Broadway*, avec Jacqueline Maillan, *Joyeuses Pâques* surtout qui tiendra trois ans, le tempérament burlesque de Maria Pacôme y étant sans doute pour quelque chose. Surtout, Jean Poiret a adapté - un vrai travail de réécriture - le Boulevard anglo-saxon : *le Canard à l'orange*,

de David Home, *C'est encore mieux l'après-midi*, de Cooney, *Rumeurs*, de Neil Simon, *Sans rancune*, de Sam Bobrick et Ron Clark qui se donne actuellement au Palais Royal. Et aussi des vaudevilles français, *la Présidente*, Molière du spectacle ennemi, *Tailleur pour dames*, de Feydeau...

« Il y a tant de choses que je n'ai pas faites »

Jean Poiret était boulimique de travail. Pas pour l'argent, puisqu'il n'a pas fait fortune avec l'adaptation en comédie musicale de *la Cage aux folles*, qui lui a échappé, a triomphé sur Broadway et s'est jouée partout. Pas pour la gloire, car il a été d'une grande discrétion.

Il était poltron et secret, répondait aux interviews avec une grande courtoisie et ne se livrait pas. Il a gardé pour lui la raison de cette anxiété, de cette fureur qui se lisait dans son regard, dans son sourire. A la question : « *Qu'est-ce que vous fait courir ?* », il répondait : « *Il y a tant de choses que je n'ai pas faites. Je me dépêche.* »

COLETTE GODARD

Truffaut, Chabrol, Mocky et les autres...

Il était né Jean Poiret à Paris le 17 août 1926. Une légère modification d'orthographe lui donna par la suite ce nom d'acteur destiné à la célébrité : Poiret. On raconte qu'enfant il voulait devenir ordonnance des pompes funèbres. Première marque d'humour, sans doute, de ce pince-sans-rire tenté dès l'âge de quinze ans par le métier de comédien et qui ne devait plus en démordre.

Au milieu des années 50, le cinéma s'intéressa à une nouvelle génération d'acteurs comiques éclosés dans les cabarets et la pratique des sketches. Les duettistes Poiret et Serrault ne pouvaient être séparés. C'est donc ensemble qu'on les vit pour la première fois à l'écran dans *Cette sacrée gamine*, de Michel Boisrond (1955). La vedette en était Brigitte Bardot. Mais ils se taillèrent un vrai succès dans des personnages secondaires qui fai-

saient rire des qu'ils apparaissaient. Sacha Guitry appréciait fort ce comique-là. Il fit de Poiret et Serrault les vedettes d'*Assassins et voleurs* (1956). Mais à Poiret il donna un rôle qu'il aurait tenu lui-même en d'autres temps : celui d'un homme élégant, cynique, affable, désinvolte, et parfaitement amoral, capable de faire endosser un crime qu'il a commis à un cambrioleur aburi (Serrault, bien sûr) et qu'il abat froidement plus tard, après s'être confessé à lui. Il n'y avait que Guitry pour inventer cela : dans *Aris*, François Truffaut, jeune critique, disait son admiration pour Poiret. Celui-ci fut longtemps le complice à l'écran de Michel Serrault, dont la personnalité s'affirmait, elle aussi, différemment. Ces grands comiques qui pouvaient tout se permettre ne dédaignaient pas de paraître dans des films de Maurice Cloche, Raoul André, Jean

Boyer, Pierre Chevalier, et autres « artisans », reprenant en cela une tradition des vedettes des années 30. D'ailleurs, ils dynamisaient les vaudevilles les plus stupides. Jean Poiret, avec, comme l'écrivait Truffaut, « *son allure d'homme à femmes, voluptueux et ricanneur, cette nuance de parodie dans le regard, cette aisance suprême, cette désinvolture insolente* », aurait pu être comparé à Jules Berry.

Au cours des années 60, il tint ses meilleurs rôles chez Norbert Carbonnaux (*Candidat* et *la Gamberge*) et surtout chez Jean-Pierre Mocky (*Snohs*, *les Pierres*, *Un drôle de paroissien*, *la Cité de l'Indicible peur*, *la Bourse et la Vie*, *la Grande Laszlo*). L'humour décapot et anticommuniste de Mocky lui permit de faire apparaître sous son personnage de fantasiste porté vers l'absurde des aspects étranges, une

autre nature qui se serait peut-être exprimée dans le drame. Après *la Tête du client*, de Jacques Poitrenaud, et une éclipse d'une dizaine d'années, Jean Poiret fit un éclatant et inénarrable retour à l'écran en 1979 avec Michel Serrault retrouvé dans *la Guole de l'autre*, de Pierre Tchernia, réalisateur complice de ses interprètes et sachant très bien alors ce qui diversifiait leurs talents.

Une férocité douce

L'année suivante, François Truffaut, fidèle à ses admirations et renvoyant la balle au Guitry d'autrefois, donna à Poiret dans *le Dernier Métro*, le rôle ambigu d'un auteur dramatique habile à manier le sous-entendu et le double jeu, et qui flirtait avec la collaboration. Si l'on avait pu regretter que dans l'adaptation cinématographique de *la Cage aux folles* Jean Poiret n'ait pu, pour des raisons de coproduction (il fut remplacé par Ugo Tognazzi), jouer avec son compère Serrault, *le Dernier Métro* fut comme la révélation d'un comédien formidable, en pleine maturité, laissant entrevoir sous son humour des abîmes psychologiques. Poiret fut de nouveau très sollicité par les cinéastes. Il joua à la fois la maîtrise nonchalante de l'acteur rompu à toutes les compositions et les ambiguïtés de la nature humaine : *Que les gros salaires lèvent le doigt* (Denys Granier-Deferre, 1982), *la Septième Cible* (Claude Pinoteau, 1984), *Liberté, égalité, chauceur* (Jean YVES, 1985), *Je hais les acteurs* (Gérard Krawczyk, 1986). Sous la direction de Claude Chabrol, il créa, dans *Poulet au vinaigre* (1985), un inspecteur de police amateur d'œufs au plat, fureteur, inquiet avec sa drôle de lucidité dans le regard, et pourfendeur de notables bourgeois avec une délectation sadique. Il en fit un type inoubliable qui revint dans *Inspecteur Lavardin* (Claude Chabrol, 1986) et des téléfilms.

On revit encore Jean Poiret chez Mocky (*le Miraculé*, *les Saisons du plaisir*, *Une nuit à l'Assemblée nationale*). Et il fut admirable en préfet de police fasciné par Lacerrière, le dandy du crime, dans le film de Francis Girod (1990). On ressent comme une injustice et une frustration la disparition d'un acteur qui, en prononçant l'âge, nous apportait de plus en plus de surprises, et pouvait nous en réserver encore beaucoup d'autres. Car il s'avancait de moins en moins masqué.

Jean Poiret venait de passer à la réalisation avec *le Zèbre* d'après Alexandre Jardin, et il avait dirigé Caroline Cellier, son épouse, qui avait été plusieurs fois sa partenaire. Il a mené au cinéma une carrière plus complexe qu'il n'y paraît, émaillée de beaucoup de films, pas tous majeurs, peu importés désormais. Poiret, en deux regards faussement étonnés, en un sourire dangereux, imposait sa présence, une ironie, une férocité douce, un naturel implacable. Il était aimé.

ANNE REY

JACQUES SICLIER

MUSIQUES

Un Wagner haute définition

Gigantesque ovation pour un « *Crépuscule des dieux* » parfaitement apocalyptique

LA TÉTRALOGIE
Salle Pleyel

Gigantesque, démesuré, ce premier acte du *Crépuscule des dieux*, qui, accroché à un long prologue symphonique, remonte, à travers le récit des trois Normes aux origines de l'humanité, retisse le fil des trois premiers épisodes de la *Tétralogie*, se lance deux heures durant dans le vaste développement - dans l'espace et dans le temps - que le théâtre chanté n'a jamais osé, voit Siegfried descendre du rocher de Brünnhilde (où l'avait laissé l'épisode précédent), remonter le Rhin jusqu'au palais des Gibichungen, se précipiter dans le piège que le fils d'Alberich lui a préparé, perdre et son honneur et sa personnalité, remonter vers Brünnhilde sous les traits du traître Gunther et la lui rapporter comme une vulgaire Sabine, non sans avoir arraché l'anneau sacré à la fille de Wotan.

Acte de géant et, pour tous les interprètes du *Ring*, non seulement l'épreuve ultime - le second souffle à trouver après trois épisodes éprouvants - mais l'ordalie. Toutes les difficultés, tous les styles rencontrés auparavant sont en effet réunis. Le rythme rapide et fluctuant de vrais dialogues de théâtre, la fraîcheur d'un rapport à la nature proprement mythologique, les grandes montées d'exaltation lyrique, le mélange d'héroïsme légendaire, hors temps, et de violence terriblement réaliste et actuelle.

C'est aussi que tout ce qui s'est passé depuis l'initial accord parfait de *l'Or du Rhin* a été mis en mémoire au fur et à mesure du déroulement pour ressortir sous forme de leitmotivs récurrents, infi-

niment multipliés, imbriqués, superposés, en clair ou plus ou moins voilés, tissus inextricables du souvenir et de l'inconscient indéfectiblement inscrit dans le musical.

Une leçon de direction

Pas une hésitation dans les attaques, pas un moment de flou dans les fluctuations de tempos, une tension sans relâchement dans les rares moments d'extrême étirement du temps (premier duo de Siegfried et Brünnhilde), des épisodes contrastés passant de l'un à l'autre comme par des fondus enchaînés, un unisson de violoncelle à laisser pantois (l'unisson des violons à découvrir dans *Siegfried* sentait encore l'effort et le trac), un pupitre de cors que Dresde nous envoie : l'Orchestre philharmonique et Marek Janowski respirent désormais dans Wagner d'un même souffle, soudés à force de travail et de progrès, pièces d'horlogerie (presque) indéfectibles, cœurs portés à un même état de sympathie pour cette musique explorée ensemble depuis des années, rendue dans son épaisseur et sa continuité, des grandes lignes au détail infinitésimal.

Leçon de direction donnée de surcroît par un chef plus détendu qu'autrefois, manifestement confiant dans ses musiciens, portant toujours le monument wagnérien à bout de bras, mais capable de baisser sa garde quand tout va bien puis, soudain, récupérer d'un coup de main vengeur d'infimes décalages entre chanteurs et instrumentistes, donner d'un geste vif et limpide tel départ difficile (dans *Siegfried*, par exemple, l'entrée acrobatique du violoncelle solo sur

un rubato de Mime). Un Janowski à peine pâli, samedi 14 mars à minuit, par sa quinzième heure de *Tétralogie*, sous l'œil reconnaissant de chanteurs épuisés par l'apocalypse. L'horreur avait donné à la Brünnhilde d'Yvonne Minton une vraie noblesse et quelques accents sublimes. Françoise Pollet eut des graves gradieuses dans Guttrune la Walktrude de l'Ecosaise Linda Finnie fit son récit en tragédienne malgré quelques rugosités et, à l'exact opposé de la belle voix immobile de Falk Struckmann (Gunther encore très jeune, il est vrai), les graves formidables de Matti Salminen donnaient un sens, une vérité dramatique, à chaque mot et à chaque voyelle du rôle de Hagen, antagoniste parfait de Mime.

Certains spectateurs - dont nous-même - ont été gênés par le volume écrasant d'une exécution haute définition, dont les fortissimos (la marche funèbre de Siegfried!) évoquaient ceux d'une salle de cinéma en THX dont on aurait monté le son à fond. L'orchestre jouait-il vraiment trop fort, trop « militaire » ? Ou la *Tétralogie* n'est-elle décidément pas faite pour un orchestre sur scène, dans une acoustique aussi dénuée de mystère que celle de la salle Pleyel ? (Que l'on entende deux fois, quand on est assis au devant du parterre, les chanteurs placés à l'extrême droite du plateau est-il un phénomène acoustique à ce point mystérieux qu'il reste incurable ? La retransmission sur les antennes de France Musique, le 21 mars à 20 heures, devrait mieux rendre justice à cette impressionnante exécution.

C'est fulgurant, haletant. Mais surtout, ça donne envie d'être amoureux. Que peut-on demander de plus en allant au cinéma ?

Franco-Soir

Fidèle et infidèle à Marguerite Duras comme l'amant chinois à la jeune fille, il n'a trahi personne et surtout pas lui-même.

Le Monde

Un très beau film, à la fois exotique et pudique, universel et particulier.

Les Echos

Une belle histoire d'amour, somptueusement filmée, dans des décors d'une beauté saisissante. Tout nous éblouit.

LE FIGARO

Annaud réussit à partir de cette histoire d'amour toute simple, une fresque somptueuse.

MATCH

Film soyeux, amours de peaux et de satin. Le cinéma d'Annaud reste inoubliable.

l'ÉVÉNEMENT

Un film en état de grâce.

l'EXPRESS

Un film fort, pudique et bouleversant.

le point

Du grand spectacle. Une réussite.

télérama

Une histoire d'amour torride. Superbe ! Déjà un film de légende.

MarieFrance

Inoubliable et fascinant. Une magnifique émotion.

FEMME



L'amant

CULTURE

THÉÂTRE

Ecrire le siècle

Le metteur en scène Jean-Louis Martinelli multiplie les lectures passionnées d'auteurs contemporains

Jean-Louis Martinelli, directeur du Théâtre de Lyon depuis 1987, est un metteur en scène de quarante et un ans. En 1992, il est omniprésent sur les scènes françaises. Il vient de créer à Lyon *L'Église*, une pièce de Louis-Ferdinand Céline, qui sera présentée au Théâtre des Américains de Nanterre à l'automne, et *La Musica duvènne*, de Marguerite Duras. La Maison de la culture de Bobigny présente, du 17 mars au 5 avril, un «chantier» autour de l'œuvre de Jean Eustache, intitulé *Une sale histoire*, merveille d'humour et de noirceur. On le retrouvera à Avignon cet été pour un «work in progress» autour de *Calderon*, de Pier Paolo Pasolini, qui deviendra un spectacle à la rentrée prochaine. Enfin, le TEP de Paris accueillera, du 12 au 23 mai, la seconde version de *Conversation chez les Stein* sur *Monsieur de Goethe* absent, de Peter Hacks. Ren-

contre avec un lecteur passionné des grands auteurs de ce siècle, le sien.

«Votre connivence avec Eustache, après l'accueil fervent réservé par le public à la Maman et la Putain il y a deux ans, paraît vous rassurer.

— Ariel Goldenberg, le directeur de la Maison de la culture de Bobigny, m'a demandé de présenter *Une sale histoire* dans son théâtre. J'ai trouvé bien de donner un prolongement à l'aventure de la Maman et la Putain qu'il avait accueillie. Il faut être clair vis-à-vis du public. *Une sale histoire* n'est pas un spectacle au sens où on l'entend d'habitude; il s'agit d'un travail réalisé dans une période assez courte par des gens qui avaient baigné dans l'univers d'Eustache pendant longtemps.

— Qu'y a-t-il dans le travail de Jean Eustache qui attire tant le public d'aujourd'hui?

— Il est un poète. Il a laissé une œuvre de nécessité. Il fait un peu penser à Tchekhov, dans sa façon de se mettre en jeu. Je viens de travailler sur Céline et j'ai pu constater que les deux hommes avaient le même type d'engagement dans la littérature, une façon de se brûler complètement à travers les mots. Ils ont en commun un désespoir allégre qui me touche. Une phrase de Céline résonne très fort chez Eustache: «Il faut vivre avant d'être heureux sinon nous risquons de mourir avant d'avoir ri.» On a souvent reproché à Eustache de faire des films qui ne relevaient pas du cinéma; il rétorquait qu'il était intéressé de regarder quel qu'un en train de raconter une histoire.

— Un retour à des récits simples, à une pensée qui se développe, est, au théâtre, la seule attitude morale possible face à une surabondance d'images. Kundera dit: «peut-être déçu de ce qu'il est devenu son roman, l'insouvenance Légère de l'être, au cinéma: «Je ne pourrais pas faire un roman "irréparable", irréductible à autre chose qu'un roman.» Le théâtre doit également s'employer à raconter ce que lui seul peut raconter. Cela peut paraître paradoxal dans la bouche de quelqu'un qui a porté à la scène des textes de Céline, mais je les ai toujours considérés, ces textes, comme susceptibles d'être le support d'une narration authentiquement théâtrale.

— Quand on monte Céline, on sait que l'on va susciter immanquablement une certaine acidité chez les uns et les autres.

— Il faut être très clair et pouvoir dire deux choses en même temps: Céline est un des grands auteurs du vingtième siècle; Céline a écrit des pamphlets qui sont inadmissibles. A partir de là, monter une pièce de lui n'est pas une entreprise de réhabilitation du pamphlétaire. Céline frappe là où ça nous fait le plus mal. Mais je crois qu'on a vraiment intérêt à regarder ce qui s'est passé en France dans les années 20 pour mieux le comprendre. Le comprendre mieux doit nous permettre d'éviter un certain nombre de dérives.

— Sa virulence, à vrai dire, reste pour moi inexplicable. Ni la «grille» biographique ni la grille psychanalytique ne permettent de l'expliquer. Quand il se contente de rendre compte de l'état du monde, de la façon dont le monde s'inscrit dans un réseau sensible, dans son propre corps, et qu'il traduit cela dans son écriture, c'est bouleversant. Quand il joue le philosophe et qu'il essaie de donner une explication du monde, il se prend les pieds dans le tapis. S'il y a de très

belles pages dans *Bagatelles pour un massacre*, ce ne sont évidemment pas celles où reviennent trois fois à la ligne les mots «youzre», «youpin». Mais celles où il décrit la visite de l'hôpital des maladies vénériennes de Leningrad, par exemple, sont magnifiques.

— Pourquoi avez-vous choisi son premier texte, l'Église?

— Parce que très peu de pièces brésiliennes ont largement les problèmes du monde. Que ce soient les questions du colonialisme, des rapports Nord-Sud, de l'homme face aux organisations internationales, de l'impuissance de ces organisations internationales, de la misère des banlieues.

— Beaucoup de metteurs en scène et de directeurs de théâtre sont arrivés à un compagnonnage avec un écrivain. Est-ce que cela vous tente?

— Oui, bien sûr. Je cherche. Pas de façon désespérée mais je cherche. C'est un peu le fruit du hasard, du manque de moyens pour pouvoir engager des commandes d'écritures. Mais je n'ai pas renoncé. Ce que Chéreau a réalisé avec Koltès, et Deutsch avec le TNS, avec le même et Bailly avec Lavaudant est essentiel. Amener les poètes au théâtre doit redevenir un enjeu. Ce n'est pas un hasard si les deux premiers textes de Céline, avant même qu'il ne songe au roman, l'Église, dont on pourrait dire en allant vite que c'est la trame de *Voyage au bout de la nuit*, et *Progrès* qui fait écho à *Mort à crédit*, sont destinés à la scène. Il faut que Kundera, il faut que Le Cézio écrivent pour le théâtre. C'est à nous de les y encourager.

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT

► Une sale histoire. Texte de Jean Eustache et de Jean-Noël Plé. Avec Gérard Barraux, Charles Berling, Jean-Marc Bory, Sylvie Milhaud et Christine Vézinet. Du 17 mars au 5 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél.: 48-31-11-45.

► L'hommage à Silvia Monfort. — C'est le 30 mars, et non le 31 comme cela avait annoncé par erreur, que la soirée d'hommage à Silvia Monfort aura lieu dans le théâtre qui porte son nom. Le chanteur Guy Béart, le danseur Joseph Russell, le comédien Jean-Pierre Kalfon, le pianiste Youri Boukoff et des membres du cirque Gruss célébreront le souvenir de l'artiste, disparue il y a un an (tél.: 45-31-10-96).

L'humour ethnographe

L'AFRIQUE FANTÔME
à Saint-Denis

Comme Thierry Bédard l'avait annoncé, le spectacle qu'il a tiré de *L'Afrique fantôme* de Michel Leiris est «dramatiquement drôle». Autant dire qu'il ne trahit pas le livre.

Ni trise ni rassurant, ce volumineux journal de voyage chez les Dogons commença et finit par des scènes bouffonnes: le rit acrobate d'un jeune bouc, au départ, sur le bateau qui emporte l'apprenti-ethnographe vers l'Afrique; le faux suicide d'un ingénieur des chemins de fer farceur, au retour, avant l'entrée dans le port de Merselle. Entre ces deux anecdotes, le groupe blanc expédié par le France s'efforce en vain, tout bardé qu'il est d'outils d'ethnographes scientifiques, de comprendre quelque chose à la civilisation noire. Plus il croit la saisir, donc la manipuler, plus il se fait avoir.

Comment traduire sur une scène de théâtre cette fantomatique «réalité» dogonne sur laquelle Leiris et ses compagnons, au début des années 30, se sont cassés le nez? Tout cliché exotique pouvait faire déra-

per le spectacle du côté de *Tintin* au Congo. Thierry Bédard a préféré accentuer l'écart culturel en féminisant les Dogons. Le féminin, c'est l'Autre absolu. Et cet Autre-là est bien plus déstabilisant encore s'il se présente, par un humour pervers, dans les habits familiers au visiteur, vêtus d'une imitation de tailleur Chanel. L'exotisme, alors, se transforme en caricature de chasseur d'exotisme.

Créé l'automne dernier sur le campus universitaire de Dijon, dans le cadre des «Nouvelles scènes», ce spectacle sublimement décapant a beaucoup réjoui Sotigui Kouyaté et ses fils, invités africains de ce festival pluridisciplinaire et transnational. Grands noirs et acteurs blancs se sont compris mieux que n'avaient su le faire les compagnons de Leiris et leurs hôtes. L'humour est apparu comme le meilleur des outils d'ethnographie: le seul moyen, probablement, d'engager cette coopération égalitaire que revendiquait Michel Leiris.

BERNADETTE BOST

► Ou 18 au 21 mars à 20 h 45. Le 22 à 17 heures au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Tél.: 42-43-00-69.

Mon gendre, tout est rompu

Spectacle séduisant et déroutant pour la pièce la plus «psy» de Corneille

LA MORT DE POMPÉE
à Aubervilliers

Ptolémée, souverain grec d'Égypte, et sa sœur Cléopâtre s'affrontent dans Alexandrie, une guerre civile. Leur père, avant de mourir, avait décidé que le frère et la sœur s'épouseraient, et auraient beaucoup d'enfants: moyen sûr de détenir le trône, en famille. Ne serait-ce pas, justement, la panique de l'inceste qui a dressé l'un contre

l'autre les deux enfants, comme des tigres? Corneille, courageux mais pas téméraire, passe tout incestueux, même refusé, sous silence; d'ailleurs la guerre de rue de Ptolémée et Cléopâtre devient, dans sa *Mort de Pompée*, une simple joute oratoire. Il ne veut pas savoir non plus que Cléopâtre est un poison froid, qui s'amuse de César, sans l'aimer. Il se tient bien sûr d'ignorer que César exerce la double libido, non sans excès: «Le mari de toutes les femmes, et la femme de tous les maris», selon la formule connue d'un historien du temps.

Reste, dans la *Mort de Pompée*, une situation captivante: pour réussir dans le carrière, César a été aidé par la famille de Pompée. Puis la fille de César a épousé Pompée. Et voici que César part en guerre contre son gendre, le bat à plates coutures à Pharsale, et cela ne lui suffit pas, il veut avoir sa peau, le poursuit en Égypte, où il débarque trop tard: la tête tranchée de son gendre lui est brandie, en bout d'une pique (l'empereur Ptolémée, sur le conseil d'un eunuque et d'un minable transfuge de Rome, étrange cabinet fantôme, l'a fait tuer). Grimaçe équivoque de César, sur la plage d'Alexandrie: volupté de voir ainsi massacré sans manières l'ignoble bonhomme qui a couché avec sa fille, mais ce sont des Égyptiens, ces «métèques», ces «singes», qui se sont permis de démolir un Romain, la race pure!

Lorsque Corneille trouve son bonheur à écrire une pièce très bizarre, dont les caractères et les événements ne sont pas avouables dans ces années-là (pratiques ou fantasmes, mais pas avoués), il gomme les traits les plus violents, mais ces traits «jouent» quand même, activement, et animent la pièce, puisque l'auditoire les connaît fort bien (Molière, lui, lorsqu'il a repris, en 1663, la *Mort de Pompée*, s'est attribué le rôle de César, et un témoin a précisé qu'il

caricaturait la silhouette, vers le style folle).

Il n'est pas étonnant que Brigitte Jacques ait voulu présenter cette pièce, l'une des œuvres les plus «psy» de Corneille (le frère, la sœur, le père, la fille, le gendre, etc.). Les mises en scène de Brigitte Jacques étaient les rares soirées où l'on pouvait se sentir, dans le théâtre, que l'on était un peu comme le personnage de Lacan, qui avait écrit une petite préface au programme de son *Œil du printemps* de Wedekind.

Même les murs
ont des névroses

La présentation de *Pompée* est sobre. Le décor, grand et simple, architecturé de vestibule dont la perspective et les verticales des parois ont des airs penchés: les murs ont quelques névroses, pour quoi pas? Au centre du palais, tout petits, des sièges très moches, vingtième siècle sans style, la cannelure. Les costumes des hommes allient des jupes maghrébines à des verveuses européennes. Cléopâtre porte coiffure et tunique garantes Musée du Caire.

Marie-Armelle Deguy (la nouvelle épouse de Pompée, très vite veuve) et Pierre Mourad-Mansouri (l'un des conseillers de la présidence) ont un jeu clair, sans recherches. Les autres interprètes pratiquent des dictionnaires étranges, changeants, et se présentent un peu comme des phénomènes. Brigitte Jacques semble avoir voulu rappeler que les spectateurs ont tort de se faire d'un César, d'un Ptolémée, d'un Cléopâtre, des images d'une certaine «harmonie», d'une certaine «séduction» bête. Bref tout est à la fois dérangeant et attrayant dans ce spectacle.

MICHEL CURNOT

► Théâtre de la Commune. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 12 avril. Tél.: 48-34-67-67.

Un nez japonais

SHIRANO BENJURO
à la Maison
des cultures du monde

Jean-Paul Belmondo a triomphé au Japon dans *Cyano de Bergerac*. Le terme qui désigne en Asie les Occidentaux, c'est «longs nez». Notre Gascon est certainement l'as du «long nez» japonais. Or voilà qu'un acteur japonais, Shôgo Shimada, seul en scène et avec comme seul costume et accessoire le fameux appendice nasal, joue *Shirano Benjuro* depuis 1930. Il avait alors vingt-cinq ans, il en a donc aujourd'hui quatre-vingt-sept. Son éclaircissement en quatre-vingt-douze. Au Japon, l'âge n'est pas une maladie.

Naturellement, Shôgo Shimada a toujours eu envie de présenter son spectacle à Paris. Il y est les 17 et 18 mars, à la Maison des cultures du monde. Deux jours: il n'a quand même plus l'âge des courses de fond. Mais il a vécu pour ces deux jours-là. Et son unique exigence a été que sa loge soit bien chauffée.

C. G.

► 101, boulevard Raspail. Les 17 et 18 mars à 20 h 30. Tél.: 45-44-72-30.

PHOTO

L'Espagne s'invente une image

Montpellier donne un aperçu de l'ensemble des photographes ibériques

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

1992, avec ses manifestations tonitruantes — commémoration de la découverte de l'Amérique, Exposition universelle à Séville, Jeux olympiques de Barcelone, — est une bonne année pour mettre en lumière une photographie espagnole prometteuse, mais dont la réputation a du mal à franchir les Pyrénées. Les officiels espagnols de la culture ont saisi l'occasion et n'ont pas fait les choses à moitié avec l'exposition «Photographie contemporaine espagnole» présentée à l'automne dernier au Centro Reina-Sofia de Madrid et que Montpellier accueille aujourd'hui.

D'Espagne nous parvenaient jusqu'ici quelques traces talentueuses et désordonnées: les photos de mode aux couleurs de la *movida* par Javier Vallhonrat, le travail documentaire de Cristina Garcia Rodero sur «L'Espagne occulte» (prix Eugene-Smith et prix du meilleur livre photo à Arles en 1989), les bouquets picturaux de Toni Catany, le zoo imaginaire de Joan Fontcuberta, les portraits d'Humberto Rivas. Mais aussi quelques manifestations comme la Primavera de Barcelone de David Balsells, la biennale de Tenerife ou les rencontres d'Almeria.

Un «vidéo-clip» frustrant
mais instructif

L'Espagne qui se veut structurée, cohérente et adulte a donc dressé l'inventaire systématique de ses photographes, agences, musées, écoles, institutions et personnalités à travers un catalogue monstre — deux tomes et cinq cents pages — qui recense tous les aspects de la photo espagnole depuis vingt ans. Tant pis pour les esclaves. Mais l'intérêt d'une telle opération réside bien dans la quasi-exhaustivité de ces volumes coproduits par les éditions Lunewy (Barcelone), l'un des principaux éditeurs de photos dans le monde désormais.

L'exposition joue le rôle de vitrine avec cinquante photographes sélectionnés à raison de trois à cinq images chacun. Un exercice aussi frustrant qu'instructif, tant s'apparente à un vidéo-clip. On l'on perçoit un goût prononcé pour la manipulation d'images, l'ouïsme, l'absurde, les allégories surchargées, les couleurs écorçantes, comme s'il fallait en rajouter, avec des photo-

graphes qui n'hésitent pas à intervenir par le montage, le colorage, le collage, voire la peinture.

L'exposition est divisée en quatre thèmes («Cuatro direcciones»). Autant oublier tout de suite les plasticiens qui travaillent «Aux limites de la photographie»: c'est la partie la plus faible, la plus attendue. La «Tradition documentaire» est la plus contrastée: d'un côté, les tenants d'un cadre classique en noir et blanc avec des images encastrées dans le relief, les rites, la teuro-machie et la mort (Cristina Garcia Rodero, mais aussi Koldo Chorro, Gabriel Cusallado); de l'autre, les coloristes, plus ou moins habiles dans la maîtrise des «chromes», et dont le plus prometteur est Manuel Sendon, qui plaque deux images en une: un premier plan réel (gamins jouant au baby-foot) sur un fond imaginaire (un poster de New-York), comme si le photographe voulait montrer deux modes de vie inconciliables mais condamnés à cohabiter.

«Rêve et suggestion» et «Concept et réflexion» sont des thèmes eux intitulés pédants, mais c'est bien ici que l'on trouve la production la plus riche, en phase avec le pays de toutes les extravagances et des libertés conquises à l'ombre du franquisme. Images foisonnantes et insolentes où les portraits surréalistes des «grands» d'Espagne par Alberto Schommer — le sculpteur Chillida, l'acteur José Luis López Vázquez — côtoient le monde entièrement fabriqué aux couleurs folles et calculées d'Ouka Lele et le cadre élegant et rigoureux, proche d'un Walker Evans, de Ferran Freixa.

Avec cette exposition, Montpellier récolte les fruits d'un travail de plusieurs années tourné vers l'Espagne — Garcia Rodero, Chema Madrazo, Manuel Falco y ont déjà été présentés. Domage seulement que des esprits étroits empêchent encore que des œuvres considérées comme «osées» — les nus de Javier Vallhonrat — ne trouvent refuge au superbe Carré Sainte-Anne (ancienne église romane), un lieu d'exposition pourtant bien adapté à la photographie.

MICHEL GUERRIN

► «Cuatro direcciones», photographie contemporaine espagnole, 1970-1990. Espace photo Angla Corum et Carré Sainte-Anne, Montpellier. Tél.: 67-34-70-59. Catalogue: 460 F. Jusqu'au 5 avril.

DANSE

THÉÂTRE DE LA VILLE

18" 75"

LES 17, 18 ET 19 MARS 18H

JEAN GAUDIN

LES AUTRUCHES
re-création

Genre: danse? théâtre?

Influence: polar des années 60

Équipe: d'origine

Charles Cré-Ange,
Danièle Cohen, Bruno Ozien,
Jean Gaudin, Geneviève Sorin

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 6

THÉÂTRE DE GENÈVE

QUATRE HEURES À CHATILA

GENET

MISE EN SCÈNE
ALAIN MILLANT

REPRISE

18 REPRÉSENTATIONS
EXCEPTIONNELLES

47.93.26.30

17 MARS • 5 AVRIL

leil

18-22 mars

SYDNEY DANCE COMPANY

Chorégraphe
Graeme Murphy

49 80 19 86 / 20 15 THÉÂTRE
FNAC Virgin Megastore

ORIENTAL JAZZ

FAWZI AL-AIEDY

Quand la musique orientale
flûte avec le jazz, à moins
que ce ne soit le contraire.

CAFÉ DE LA DANSE

LOC. 46 82 90 48

DU 16 MARS AU 4 AVRIL

Le Monde de l'éducation

mars 1992

LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPAS.

En exclusivité, les taux de réussite aux concours, lycée par lycée. Avec tous les conseils pour présenter sa candidature, toutes les informations sur les séries, les différents concours et les styles de lycée.

Sondage: la culture générale des élèves de prépas. Faites le test!

A suivre:

REUSSIR LA PHILO DU BAC.

Chaque mois jusqu'en juin: une aide pratique pour rédiger une dissertation ou un commentaire de texte. Les réflexions d'un philosophe contemporain sur les notions du programme du bac.

Enquête:

MERCI LES PARENTS!

Logement, emploi, argent: le famille joue un rôle économique crucial dans l'insertion des jeunes. Une véritable radioscopie des comportements familiaux d'aujourd'hui.

Actualité:

LA FUTURE CLASSE DE SECONDE.

Le point pour mieux comprendre les nouvelles règles de l'orientation et les enjeux du débat.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MUSIQUE

CONCERTS

Handwritten notes and signatures in the right margin, including names like "M. Gaudin" and "M. Gaudin".

ÉCONOMIE

BILLET

L'éclipse du Kabuto Cho

La Bourse de Tokyo sous les 20 000 points ! Un retour en arrière brutal de cinq ans : la Kabuto Cho est aujourd'hui revenue à son niveau du 23 février... 1987 et a perdu 19 000 points depuis décembre 1989. Après le temps de la spéculation à outrance, la fameuse « bulle », la finance japonaise s'enfonce inexorablement dans la spirale de la baisse.

La « bulle » a éclaté et la place nipponne n'en finit pas de payer le prix de sa splendeur passée. De façon symbolique, tout ce qui faisait sa force se retourne contre elle. Elle est victime à la fois des excès de la spéculation, notamment immobilière, qui condamnent les banques et les entreprises à vendre des actions pour couvrir leurs pertes avant la fin de l'exercice au 31 mars, du ralentissement de la croissance, de la moins bonne santé des entreprises nipponnes, dont les cours semblent toujours trop élevés, et des scandales. En l'espace de deux ans, l'ex-plus grande place financière du monde a tout perdu : 50 % de sa valeur et surtout le reste.

A commencer par une réputation minée par la multiplication des scandales politico-financiers. Le dernier en date, il y a à peine une semaine, a obligé le président de la deuxième maison de titres japonaise, Daiwa Securities, à démissionner à la suite de pratiques « douteuses ». Un scandale parmi tant d'autres qui ont écorché le ménage sur quatre qui possèdent des actions. Du coup, le volume quotidien des transactions est revenu de dix ans en arrière à 200 millions de titres, contre plus d'un milliard en 1988 et 1989. Les maisons de titres se sont déjà séparées de plus de 10 000 salariés au deuxième semestre 1991 et ce n'est qu'un début. Le Kabuto Cho pouvait fort bien s'accommoder de règles un peu particulières tant que la croissance était au rendez-vous. Cette époque aussi est révolue. L'économie japonaise est en net ralentissement et passe d'une croissance réelle de 5,7 % l'an dernier, à 3,5 % au titre de l'exercice qui se termine et à 2,5 % ou 3 % l'année prochaine. Nombre de sociétés japonaises ont revêtu en baisse et de façon souvent spectaculaire leurs prévisions de bénéfices. Cette chute brutale va fragiliser un peu plus la finance japonaise, la plus puissante du monde. L'éclipse du Kabuto Cho ne sera pas sans conséquences sur la présence internationale du premier créancier du monde.

ÉRIC LESER

Dans un entretien à « la Tribune de l'Expansion »

M. Pierre Bérégovoy précise les modalités du futur plan d'épargne en actions

M. Pierre Bérégovoy confirme son intention de lancer un nouveau produit pour développer l'épargne en actions dans un entretien publié, le 16 mars, par la Tribune de l'Expansion, en précisant qu'il se propose de présenter un texte de loi en ce sens lors de la session parlementaire du printemps. Les modalités retenues devraient être « un plan d'épargne en actions d'une durée assez longue (huit ans) dont les produits capitalisés seront décaissés ». « Une fois parvenu ou terme de son PEP actions, l'épargnant pourra disposer de son capital et le transformer en rente, s'il le souhaite », ajoute le ministre de l'économie et des finances, qui veut faire de cette formule le « pendant du PEP obligataire » qui « a connu un succès considérable ». Une autre hypothèse est envisagée, sous la forme de fonds de pension, mais le ministre en sou-

M. Bush assouplit certaines contraintes antipollution imposées aux constructeurs automobiles

Selon la Japan Times, les exportations de voitures nipponnes à destination des États-Unis seraient bientôt ramenées de 2,3 à 1,7 million d'unités par an. Ce geste vise autant à épauler la tension commerciale entre les deux pays qu'à ne pas engorger un marché automobile encore déprimé en dépit de l'amélioration constatée depuis le début de l'année. M. Bush vient, à son tour, de donner un coup de pouce à cette industrie.

NEW-YORK

de notre correspondant

A quelques jours des élections « primaires » qui vont se dérouler le 17 mars dans les États d'Illinois et de Michigan, là où l'industrie

automobile est très présente, le président Bush a annoncé que son administration n'exigerait pas des constructeurs de voitures particulières et de camions l'installation obligatoire dans leurs modèles d'un récipient en métal destiné à recueillir les vapeurs d'essence dégagées lors du remplissage des réservoirs aux stations-service, une disposition prévue dans le cadre des normes antipollution sévèrement renforcées par le Clean Air Act de 1990.

Nouvelle réglementation

Cette décision, annoncée dans la soirée du 13 mars par M. George Bush à l'occasion d'un discours devant l'Economic Club de Detroit, va permettre à l'industrie automobile américaine d'économiser des sommes non négligeables après avoir annoncé pour l'année

1991 les pertes les plus importantes de son histoire.

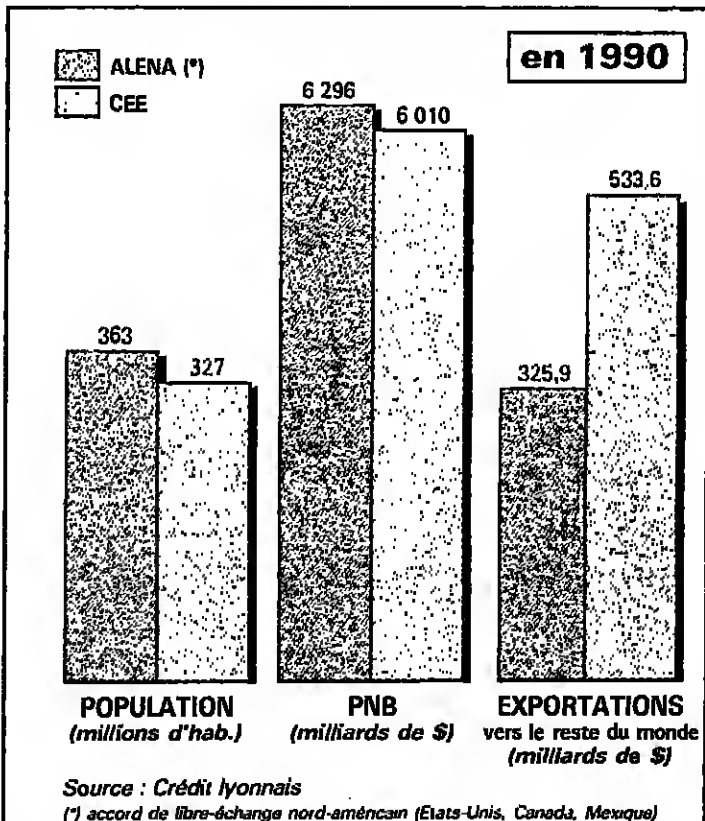
Selon les calculs des industriels, confirmés par l'Agence pour la protection de l'environnement, organisme fédéral, l'installation de ces récipients destinés à capter les vapeurs d'essence contenues dans les citernes des stations-service et responsables de 2 % des fumées toxiques constituant le smog dans les zones urbaines, aurait coûté de 20 à 30 dollars le coût de chaque voiture particulière et d'un montant plus élevé celui des véhicules industriels. Au total, c'est un cadeau de 1 milliard de dollars qui est consenti aux constructeurs de Detroit, au détriment des compagnies pétrolières du Texas, État où le candidat Bush vient de recueillir 70 % des voix républicaines à l'occasion du « Super mardi », le 10 mars. Peu avant que le président Bush prononce son discours,

l'Agence pour la protection de l'environnement indiquait qu'elle allait bientôt établir une nouvelle réglementation obligeant les stations-service installées dans quarante-cinq grandes villes américaines à installer elles-mêmes à la sortie de leurs citernes des colliers de caoutchouc destinés à éviter que ces vapeurs d'essence s'échappent dans l'atmosphère. A en juger par les expériences déjà tentées en Californie et sur la côte est des États-Unis, le coût de ce procédé, entièrement supporté par les compagnies pétrolières, est d'environ 2 000 dollars pour chaque pompe et de 20 000 à 40 000 dollars pour chaque station-service, selon son importance.

SERGE MARTI

Lire dans « le Monde de l'économie » l'enquête sur la crise de l'automobile américaine.

Les États-Unis veulent accélérer l'accord de libre-échange nord-américain



Le président américain George Bush tente d'accélérer la signature de l'accord de libre-échange nord-américain (ALNA) qui doit abolir les frontières douanières entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Une conférence téléphonique devait avoir lieu lundi 16 mars entre les présidents des trois États. Les États-Unis ont signé en 1988 un accord de libre-échange avec le Canada. La signature d'un accord entre les États-Unis, le Canada, et le Mexique permettrait la formation d'un espace économique plus vaste, par la population et la production, que celui de la CEE.

La Russie et l'Ukraine s'accordent sur le remboursement de la dette de l'ex-URSS

Après plusieurs mois de désaccord, la Russie et l'Ukraine ont finalement parvenues, vendredi 13 mars, à un accord sur le remboursement de la dette extérieure de l'ex-URSS. L'Ukraine, qui jusqu'à présent avait accepté de rembourser sa part de dette (soit 15 milliards de dollars sur 70 milliards environ) mais non de s'engager conjointement avec les autres Républiques sur le remboursement total, a finalement accepté la notion de responsabilité collective.

En échange, la Russie a consenti à ce que les questions de dettes

soient supervisées par un organisme représentant l'ensemble des Républiques, alors que c'est la Banque russe du commerce extérieur qui avait été, dans un premier temps, chargée de cette tâche. Le refus ukrainien de signer l'engagement conjoint, en novembre 1991, avait entraîné la suspension des programmes d'assistance à Kiev. Aux termes de l'accord, la Russie remboursera 61,4 % de la dette extérieure, l'Ukraine 16,37 %, les autres Républiques se partageant les sommes restantes.

M. Olechowski tente de rétablir le soutien international à la Pologne

Le nouveau ministre des finances polonais, M. Andrzej Olechowski, se trouvait à Washington lundi 16 mars, afin d'y rencontrer les responsables du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Depuis plusieurs mois, les résultats économiques polonais se sont nettement détériorés, et le gouvernement de M. Jan Olechowski, entré en fonctions en décembre 1991, tente de mettre en œuvre un nouveau programme économique assouplissant la thérapie de choc lancée au début de 1990. Ces tentatives se sont soldées par la

démission, en février, du ministre des finances, M. Karol Lutkowski, et son remplacement par M. Olechowski. A Washington, M. Olechowski cherchera à convaincre ses interlocuteurs de sa détermination à contenir le déficit budgétaire et à lancer d'importantes réformes structurelles, notamment dans le secteur financier. A l'automne 1991, le FMI avait déjà suspendu l'accroissement de la Pologne d'un important crédit, et c'est l'application de l'accord de réduction de la dette extérieure polonaise qui pourrait aujourd'hui être menacée.

Le régime fiscal particulier de l'île

L'impossible calcul des droits de succession en Corse

Les services fiscaux de la Corse sont désormais dans l'impossibilité matérielle de calculer le montant des droits de mutation sur les biens immobiliers à l'occasion d'un décès.

AJACCIO

de notre correspondant

A huit années d'intervalle, la Cour de cassation a confirmé la valeur législative de l'arrêt Miot, au demeurant inscrit dans la loi de finances pour 1988, portant régime fiscal particulier de la Corse. En clair, les droits de succession sont bien exigibles en Corse mais l'arrêt du 21 mai 1981, en IX (10 juin 1981), dit l'arrêt Miot, reste applicable. Or, pour l'essentiel, celui-ci déroge au droit commun sur deux points importants : d'abord sur l'absence d'obligation déclarative (sur le continent le délai est de six mois), ensuite par le mode particulier d'évaluation des biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés dans l'île. Selon un rapport de la direction des services fiscaux, établi en 1990, l'avantage par rapport au régime de droit commun variait de 55 % à 75 % pour les immeubles bâtis et bien davantage pour les immeubles non bâtis.

Dans le régime de droit commun, la base d'imposition est constituée par la valeur vénale des biens immobiliers ou meubles au jour du décès. L'arrêt Miot ne déroge au droit commun que pour les biens immobiliers (1). Quant aux biens

meubles (fonds de commerce, parts sociales, bijoux, etc.) ils sont, en Corse comme en France continentale, évalués à leur valeur vénale. L'évaluation de la valeur des biens meubles n'a soulevé dans l'île aucune difficulté jusqu'en 1948, année à partir de laquelle la contribution foncière est devenue un impôt local. L'année suivante, la décision prise par l'administration de faire entrer la Corse dans le droit commun provoqua un tel tollé que, en 1951, le ministre des finances décida de surseoir à son application et accepta une formule dérogatoire : pour déterminer la valeur imposable des immeubles, on appliquerait aux revenus cadastraux le taux de la taxe proportionnelle sur le revenu des personnes physiques.

« Avantages acquis »

Initialement fixé à 18 %, ce taux était porté à 22 % par ordonnance de 1958. Après la suppression en 1960 de la taxe professionnelle, seuls les revenus de capitaux mobiliers restant soumis à un impôt sur le revenu à un taux proportionnel de 24 %, c'est tout naturellement ce taux qui a été retenu. Depuis lors, pour l'assiette des droits de succession, la valeur des immeubles situés en Corse s'obtient en multipliant le revenu cadastral par vingt-quatre.

Jusqu'en 1981, ce système a fonctionné sans difficulté, au point même que les formations politiques et syndicales n'hésitaient pas à crier à la spoliation et à défendre la sau-

garde des « avantages acquis » chaque fois qu'il était question de réformer le régime fiscal particulier de l'île. Mais cette année-là, une dame Benedetti contesta la légalité de la méthode d'évaluation. Le tribunal de grande instance d'Ajaccio lui donna gain de cause, considérant que cette méthode était effectivement dépourvue de fondement légal. La Cour de cassation confirma en 1984, renvoya au tribunal de Bastia pour statuer sur le fond, mais la dame Benedetti, qui s'était entre-temps libérée des droits liquidés sur la base du fameux coefficient 24 qu'elle avait contesté, renonça à son action devant la juridiction de renvoi.

Bien qu'un vide juridique ait ainsi été créé, l'administration a continué d'appliquer la méthode incriminée tant pour les droits de succession que, de 1983 à 1986, pour l'ancien impôt sur les grandes fortunes. Toutefois, afin de ne pas se faire les complices d'une nouvelle illégalité, les notaires corses ont décidé, en octobre 1987, d'insérer dans les déclarations de succession une formule constatant qu'étant « momentanément » dans l'impossibilité d'évaluer la valeur des immeubles, ceux-ci feront « l'objet d'une déclaration complémentaire dès qu'une base légale d'estimation aura été fixée ». L'administration est demeurée imperturbable, mais un jugement du tribunal de grande instance d'Ajaccio, le 15 juin 1989, a tout changé.

Gain de cause est donné à M. Antoine Perrino, entrepreneur de travaux publics, victime d'un redres-

sement fiscal au motif que, dans sa déclaration au titre de l'impôt sur les grandes fortunes, il avait simplement mentionné « pour mémoire » des immeubles qu'il possédait en Corse. C'est ce jugement que la Cour de cassation a justifié, le 28 janvier, en condamnant le directeur général des impôts aux dépens. Au surplus, à l'inverse de l'arrêt Benedetti, aucune juridiction de renvoi n'a été désignée.

En conséquence, l'arrêt Miot s'applique pleinement sans qu'il soit dit comment. D'où il résulte que, techniquement et concrètement, il ne peut plus l'être. Et comme il n'y a rien à faire sur le plan réglementaire, seul un texte de loi peut mettre fin à une anarchie désormais latente. Dans l'intervalle, l'administration continuera-t-elle à appliquer la méthode contestée ? On ne le croit guère dans l'île, sauf instruction contraire des services fiscaux. Ou serait alors prendre le risque de générer un contentieux plus important encore que l'actuel : trente-cinq affaires devant les tribunaux d'Ajaccio et Bastia, plus une dizaine de réclamations auprès des services fiscaux. De plus, le contribuable pourrait, dans le cadre d'une prescription maximum de quatre ans, être fondé à demander le remboursement du montant des impositions qu'il a été appelé à payer.

PAUL SILVANI

!!! La valeur des immeubles est déterminée en multipliant par 100 le montant de la contribution foncière perçue au profit de l'État au jour du décès.

CONJONCTURE

Le redressement financier a été stoppé

La reprise des ventes est confirmée sur l'ensemble

La Yougoslavie, terre de

BANCA S.A.

BANCA SERFIN S.A.

GOVERNEMENT MEXICAIN

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Une enquête de l'INSEE

Le redressement financier des entreprises a été stoppé net en 1990

La situation financière des entreprises françaises s'est détériorée en 1990, mettant ainsi fin à cinq années d'amélioration continue, signalent les experts de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) dans leur enquête annuelle (1). A l'exception de l'investissement, qui a continué à progresser dans l'industrie manufacturière (représentant 19 % de la valeur ajoutée, il gagne un point en 1990 par rapport à l'année précédente), les principaux indicateurs portent les stigmates du ralentissement de l'activité économique. Sans toutefois atteindre les points les

plus bas enregistrés, au plus fort de la crise, en 1983-1984.

Ainsi, le taux de marge, qui s'était nettement redressé de 1985 à 1988 et stabilisé à 35 % en 1989, chute de deux points, à 33 %, en 1990. « Cette dégradation en à mener au compte d'un oloudissement des charges salariales dans un contexte de ralentissement de la demande », notent les auteurs de l'étude. La part des frais de personnel dans la valeur ajoutée a recommencé à croître en 1990 (elle passe de 65 % à 67 %); cela pour la première fois en six ans, souligne l'INSEE.

Le taux d'autofinancement chute « de manière spectaculaire » dans l'industrie manufacturière, passant de 124 % en 1989 à 103 % en 1990. Certains secteurs (le tertiaire dans son ensemble, le textile-habillement, les minéraux et métaux ferreux, la chimie de base et la parapharmacie) ont d'autre part enregistré en 1990 une progression nette de leur endettement, tout comme les PME de l'industrie.

(1) Enquête effectuée auprès d'un échantillon de 15 000 entreprises. INSEE Première N° 185, mars 1992.

TEXTILE

Avec des perspectives encourageantes

Les industriels de la laine de Mazamet se tournent vers la Chine

ALBI

de notre correspondant

L'an dernier, 1 500 tonnes de laine, peignée principalement, ont quitté l'usine mazamétaine De la Mole pour la Chine, soit un volume de 30 millions de francs représentant 70 % du chiffre d'affaires à l'exportation de cette entreprise qui transforme la laine des plus gros producteurs mazamétains. Son PDG, M. Jacques Ragaz, s'est tourné vers la Chine au début des années 80, et il pense aujourd'hui que l'avenir des industriels situés au pied de la Montagne noire peut passer par l'ex-empire du Milieu, à condition que les PME mazamétaines jouent groupées face aux multinationales du textile.

La récente visite dans le Tarn d'une délégation de filateurs chinois de la province de Zhe Jiang a permis de dégager des perspectives jugées encourageantes. Ces gros clients potentiels se sont montrés impressionnés par le savoir-faire mazamétain et M. Yin Ming, membre de la délégation, déclarait : « Jusqu'ici nous ne comprenions pas bien le système de défilage spécifique à Mazamet. Nous n'arrivions notamment pas à croire qu'il était naturel et non chimique. Il fallait pouvoir s'en rendre compte pour développer notre volume d'affaires avec ces industriels. » A terme, la France doit devenir pour la Chine un fournisseur de laine aussi important que la Grande-Bretagne, a-t-il ajouté. Or la France n'a exporté en 1991 que 3 500 tonnes de laine vers la Chine, dont près de la moitié en provenance de Mazamet. Dans le même temps, la production locale (22 000 tonnes) a été exportée pour moitié en Italie.

JEAN-PIERRE BARJOU

La Chine modifie ses taxes à l'importation. - La Chine va profondément modifier son système de taxes à l'importation, notamment en supprimant la « taxe d'ajustement », l'un des deux impôts perçus sur les produits étrangers, a annoncé, dimanche 15 mars, l'agence Chine nouvelle. La taxe d'ajustement avait été instaurée en 1985 en Chine, alors que les importations croissantes de produits étrangers étaient jugées néfastes pour l'industrie nationale. Malgré cette suppression, qui entrera en vigueur au 1^{er} avril, les droits perçus sur l'importation d'un certain nombre de produits, dont les automobiles, seront renchérissés. (AFP)

CONSOMMATION

Selon les chiffres de la Semmaris pour 1991

La reprise des ventes de viande s'est confirmée sur le marché de Rungis

La Semmaris (la société d'économie mixte qui gère le marché de Rungis) vient de publier les chiffres concernant l'activité des halles en 1991. Les fruits et légumes, avec 1 280 200 tonnes à l'arrivée, ont subi un recul de 78 100 tonnes par rapport à 1990. Cette baisse, qui concerne surtout la production française (- 35 000 tonnes pour les fruits et - 14 200 tonnes pour les légumes), s'explique, pour les fruits, par la désastreuse semaine de gel de fin avril 1991 et, pour les légumes, par la sécheresse de l'été. La part des fruits importés est pas-

sée de 65 % en 1989 à 68,9 % en 1991.

Les produits carnés ont connu leur deuxième année consécutive de hausse, avec 466 150 tonnes. La reprise concerne toutes les ventes (bœuf, mouton, porc, volailles), à l'exception du veau. La plus forte augmentation (+ 9 %) est relative aux abats, ce qui témoigne d'une orientation de la consommation vers des produits moins chers. Les importations sont passées en deux ans de 18,4 % à 20 %. Le tonnage des produits de la mer et d'eau douce est resté stable.

Les produits laitiers et avicoles ont connu la plus importante augmentation du marché (+ 13 %), atteignant 183 630 tonnes (+ 21 390 tonnes). Celle-ci est due à la plate-forme qu'exploite maintenant la société Pomona pour la centrale d'achat d'Eurocommerce. L'essentiel de la progression concerne les fromages (80 660 tonnes contre 62 200 tonnes en 1990, soit plus 29,6 %), et particulièrement les fromages frais et les yaourts (+ 78 %).

FRANCIS GOUGE

COMMUNICATION

Plusieurs dizaines de journalistes tués dans le monde en 1991

La Yougoslavie, terre meurtrière pour la presse

Si les chiffres divergent, le « record » n'en est pas moins établi pour 1991. Selon le Comité de protection des journalistes (CPJ) de New-York, soixante-dix journalistes ont été tués l'an dernier dans dix-sept pays, tandis que la Fédération internationale des journalistes faisait état de quatre-vingt-quatre journalistes tués (Le Monde du 3 janvier). 1991 constitue toutefois un triste record : il faut remonter à 1989 pour s'en approcher, avec 58 tués.

Le CPJ, créé en 1981 à l'initiative de journalistes anglo-saxons, mais qui travaille avec d'autres organismes défendant la liberté de la presse comme l'association française Reporters sans frontières

(RSF), indique que le conflit yougoslave, avec vingt et un journalistes tués ou disparus - dont douze journalistes yougoslaves et une majorité de cameraiens et de photographes - a été le plus meurtrier pour la seule année 1991. A titre de comparaison, 63 journalistes sont morts pendant la guerre du Vietnam, mais dans une période s'étendant de 1954 à 1975. Autres pays détenteurs de ce « record », la Colombie, où sont morts l'an dernier dix journalistes, principalement victimes des cartels de la drogue, et Haïti, avec deux morts et un disparu.

Le CPJ note aussi que 1991 fut l'année d'un autre record : celui des attaques non mortelles (arresta-

tions, brimades, agressions physiques, etc.) contre les représentants de la presse : 1 264 cas ont été répertoriés dans cent pays, dont certains étaient jusqu'alors considérés comme « sûrs » (Argentine, Venezuela). La « palme » revient à Haïti, avec soixante-dix-sept cas d'abus et d'arrestations, notamment depuis le renversement, en septembre, du président Jean-Bertrand Aristide par des militaires. Mais les journalistes sont aussi victimes de purges en Chine et dans l'ex-URSS, tandis que certains ont été emprisonnés en Egypte, en Syrie et dans les territoires occupés par Israël.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Janvier 1992

GRUPO FINANCIERO
OBSA S.A.
a acquis 51% du capital de
BANCA SERFIN S.A.
auprès du
GOUVERNEMENT MEXICAIN

Les soussignés ont conseillé
Grupo Financiero OBSA S.A.

Lazard Frères & Cie Lazard Frères & Co

LES SICAV DE LA POSTE

AMPLITUDE
LA SICAV COMMUNICATION DE LA POSTE

DIVIDENDE EXERCICE 1991

Le conseil d'administration de la Sicav AMPLITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1991 et a proposé de fixer à 21 francs le dividende net versé par action, assorti d'un crédit d'impôt de 3,65 francs pour tous les actionnaires.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 10 avril et mis en paiement le 14 avril 1992 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1992).

DÉCOMPOSITION DU DIVIDENDE, EN FRANCS :	
	NET CRÉDIT D'IMPÔT
• Obligations françaises non indexées	13,91 0,11
• Actions françaises	5,83 2,91
• Autres actifs	1,26 0,63
TOTAL	21,00 3,65

Valeur de l'action au 31.12.1991 : 595,86 F

LA POSTE

APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL OUVERT

La Ville de Grenoble
(Département de l'Isère)
procède à un appel d'offres d'achat
DU LOT DE VOLUME IMMOBILIER
ses droits et obligations y attachés connus sous le nom de
Centre Commercial GRAND-PLACE-GRENOBLE
(32.000 M2 G.L.A. env.)

Le dossier complet de présentation contenant les conditions
précises de la procédure est disponible sur demande écrite
accompagnée d'un règlement non remboursable de Francs : 10.000
à l'ordre de M. Le receveur-Grenoble municipale.

Courrier à adresser à :
Monsieur le Secrétaire Général de la Ville de Grenoble
Hôtel de Ville 11, Boulevard Jean Pain - 38000 GRENOBLE

♦ Date limite de demande du dossier : 15 avril 1992
♦ Date limite de réception des offres : 30 juin 1992

Toutes correspondances et offres rédigées en langue française
- Le présent Appel d'Offres non soumis au Code des Marchés Publics -

LONDRES - PARIS

Nous
avons
rallongé
les journées,
pour
que vous
preniez
le temps
de traiter
avec
les Anglais.

Non content de proposer 10 vols dans la même journée,
British Airways propose aussi le dernier retour de Londres.
Pourquoi tant d'efforts? Pour vous laisser
le temps de prendre votre temps.

Paris-France Nord 47 78 14 14, France Sud 05 125 125, Minitel 3615 BA.

BRITISH AIRWAYS

Carrières Européennes en Entreprises

*Maîtrisez la langue, la culture et le monde
des affaires japonais*

G O T O

JAPAN



Les possibilités d'exportation depuis l'Europe vers le Japon sont immenses. Encore faut-il, pour les exploiter réellement, que nous, Européens, nous comprenions mieux les affaires, la langue et la culture de ce pays.

C'est l'objectif que s'est fixé la Commission des Communautés Européennes en développant et en finançant en grande partie le programme de formation pour cadres Executive Training Programme. Aujourd'hui dans sa treizième année, ce programme permet à des cadres européens d'étudier et de travailler pendant 18 mois au Japon.

Un cours de langue intensif d'un an, complété par un programme très riche de séminaires, de visites de sociétés et de conférences sur le monde des affaires au Japon est suivi d'un stage de six mois dans une entreprise japonaise.

Pendant toute cette période, les candidats auront l'occasion d'établir des contacts professionnels fructueux; par leur connaissance approfondie de la culture et de la langue japonaises, ils apporteront à leur employeur de réels avantages concurrentiels.

Nous attendons les candidatures de personnes âgées de 28 à 35 ans, de formation supérieure et justifiant d'une expérience d'au moins deux ans dans une société d'origine européenne exportant déjà des produits ou des services au Japon, ou ayant l'intention de développer ses activités dans ce pays. Une bonne connaissance de l'anglais, aussi bien écrite que parlée, est indispensable.

Les employeurs devront soutenir leur candidat tout au long de cette formation, devront mettre au point avec eux une véritable stratégie d'exportation vers le Japon et exploiter pleinement la riche expérience qu'ils auront ainsi acquise.

Les demandes peuvent nous être adressées soit par les candidats eux-mêmes, soit par les entreprises qui souhaitent sponsoriser un de leurs employés. Pour plus amples informations, merci de contacter
Jürgen MOLLER - Réf: ETJ/LM -
PA Consulting Group - 3 rue des Gravières -
92521 Neuilly Cédex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Executive Training in Japan

The Commission of the European Communities



RESPONSABLE PROJETS

GROUPE INDUSTRIEL

CONTR

Adresse CV en
16 CA 164
11, rue de la
Libération de
361

Directeur Commer
en Espagne

Le Monde
International

unicef

United Nations Children's Fund

The United Nations Children's Fund, with headquarters in New York and offices throughout the world, seeks qualified candidates for the following position:

**PROCUREMENT OFFICER (P-4)
WATER AND SANITATION**

Copenhagen, DENMARK

Major responsibilities include procurement of engineering-related equipment, machinery, spare parts and supplies (i.e., well screens and casings, solar powered water pumping equipment, hand and motor pumps) needed for UNICEF programmes and specialized UN agencies, governmental and non-governmental organizations; and providing advice to Field Offices on related technical aspects.

Minimum Qualifications: Advanced University degree or equivalent in mechanical engineering, or similar field. Technical specialization in water well design and water distribution. Eight years progressively responsible commercial and/or government technical procurement experience for developing and industrialized countries. Knowledge of worldwide sources and suppliers. Membership in a Professional (qualifying) Institute related to Purchasing, Engineering or management desirable. Fluency in spoken and written English. Good knowledge of spoken and written French. UNICEF, as part of the United Nations common system, offers competitive international salaries, benefits and allowances. Please send detailed resume, in English, quoting reference VN-92-036 to: Recruitment & Staff Development Section, UNICEF, 3 United Nations Plaza, (H-5F), New York, NY 10017, USA.

Qualified women are encouraged to apply. Applications for this position must be received by April 1, 1992. Acknowledgement will only be sent to short-listed candidates under serious consideration.

UNICEF is a smoke-free environment.



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
engage un

**AGENT TEMPORAIRE
HAUTEMENT QUALIFIÉ (m/f)**

réf. 2T/92/XXIII - (catégorie A - niveau A/5 - A/4)

Direction générale: politique d'entreprise, commerce, tourisme et économie sociale.

Domaine: développement d'une politique communautaire en matière de tourisme.

Fonctions: participation à la mise en œuvre et à la gestion du plan d'actions communautaires en faveur du tourisme. Actions de concertation notamment dans le domaine de la réglementation communautaire afférente au tourisme. Contacts avec les autres services de la Commission et les organisations professionnelles du tourisme.

Qualifications requises: ☐ être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; ☐ avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; ☐ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction d'au moins douze ans; ☐ avoir acquis, au sein d'institutions publiques et/ou organismes privés, opérant dans le domaine du tourisme, une expérience professionnelle de niveau cadre ayant trait aux aspects économiques, sociaux et politiques du tourisme, y compris une excellente capacité de rédaction; ☐ avoir une connaissance approfondie des milieux professionnels du tourisme ainsi que des institutions et organismes opérant dans ce secteur; ☐ posséder une connaissance parfaite d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; des bonnes connaissances du français et/ou de l'anglais sont souhaitables; ☐ être né(e) après le 30 juin 1941.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplôme et attestations des employeurs, au plus tard le 17 avril 1992 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement, Sélection
2T/92/XXIII, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هكذا من الأصل

Le Monde International



EUTELSAT

EUTELSAT est l'organisation intergouvernementale mise en place par les administrations de télécommunications des différents pays européens, afin de construire, d'exploiter et d'entretenir le réseau spatial du système européen de télécommunications par satellite. Nous recherchons pour notre siège à Paris un

RESPONSABLE PROJETS DE TELECOMMUNICATION

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE
BILINGUE ANGLAIS / FRANÇAIS

Titulaire d'un diplôme Universitaire en Télécommunications ou Gestion Commerciale, vous possédez une solide expérience (5 ans minimum) du développement commercial, dans le cadre de consortiums d'entreprises industrielles ou de service.

Vous êtes à votre bonne connaissance des télécommunications européennes (notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale) une parfaite maîtrise de l'anglais et du français, et pourqu'il pas d'une 3^e langue européenne.

Au sein de la direction commerciale, vous êtes responsable de la conception de nouveaux projets de télécommunications utilisant les satellites d'Eutelsat essentiellement sur les pays d'Europe centrale et orientale. Votre mission s'articule autour des axes suivants :

• identification et recensement de nouveaux projets,
• définition, élaboration et suivi de la mise en œuvre de ces projets,
• définition des stratégies de pénétration du marché et dans ce contexte, création de nouveaux services ou exten-

sion des services existants. Créatif et fin négociateur, vous mettez en place des partenariats commerciaux. En relation avec notre direction technique, vous orientez les activités de recherche et développement nécessaires au lancement et au succès des nouveaux projets.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à EUTELSAT - Chef du Personnel Site et des Services Généraux Tour Maine Montparnasse 33, Avenue du Maine 75755 PARIS CEDEX 15.

GROUPE INDUSTRIEL EUROPEEN (2300 pers.)

recherche pour sa filiale aux U.S.A. (région Nord-Est)

CONTROLLER

Il aura la responsabilité du contrôle de gestion, de la comptabilité générale et analytique, et de l'informatique.

De formation ESC ou Sciences Economiques, il doit impérativement avoir une expérience de contrôle de gestion en milieu industriel.

Anglais courant indispensable. Connaissance des USA appréciée.

Réelles possibilités d'évolution dans un groupe important.



Adresser CV détaillé et prétentions sous réf. CA164 à PROFILS 11, quai St Michel - 75005 PARIS Entière discrétion assurée.

PROFILS



3615 JOBLEADER

Directeur Commercial en Espagne

INGENIEUR GRANDE ECOLE
Protection de l'environnement

Barcelone ou Madrid

Une société, en forte expansion, spécialisée dans la conception, la réalisation et l'exploitation d'usines de production d'eau potable, de dépollution des eaux et de traitement et valorisation des déchets, en France et à l'étranger, filiale d'un groupe français d'importance mondiale, recherche un directeur commercial pour l'Espagne. De formation ingénieur grande école et âgé de 35 à 40 ans, il possède une expérience de direction commerciale acquise dans l'ingénierie, les travaux publics ou l'industrie, de préférence en Espagne et sera rompu aux

négociations de haut niveau dans les secteurs de l'industrie, des services ou des collectivités. Sous l'autorité de la direction générale française, ce directeur aura la responsabilité de l'ensemble des activités commerciales de la société en Espagne qu'il sera chargé de développer. Ce poste, basé à Barcelone ou Madrid, avec des déplacements fréquents, nécessite de parler couramment l'espagnol (le catalan serait un plus) et l'anglais. Il comporte une rémunération motivante et d'intéressantes perspectives d'évolution pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 291 LM à IDL CONSEIL S.A. - 54 rue du Docteur Oursel - BP 275 - 27002 EVREUX Cedex.

IDL



juristes linguistes
de langue française

La Cour de Justice des Communautés Européennes à Luxembourg recherche des juristes linguistes de langue française par voie de concours sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement (Concours général n° C/5/91).

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des autres institutions internationales.

Conditions requises :
□ être ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ; □ avoir moins de 42 ans à la date du 17 avril 1992 ; □ parfaite connaissance de la langue française ; □ connaissance approfondie soit de l'allemand, soit du néerlandais, soit du grec et bonne connaissance d'une autre langue officielle des C.E. autre que celles dont le candidat a une connaissance parfaite et approfondie ; □ être titulaire au minimum de la maîtrise en droit français (ou licence délivrée avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 avril 1977) ou de la licence en droit belge, ou du doctorat en droit belge.

De plus amples renseignements ainsi que l'acte de candidature obligatoire peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal Officiel des C.E. n° C 63 A du 12 mars 1992) au :
□ Bureau d'Information et de Presse de la Commission des C.E., 288, bd. Saint-Germain, F-75007 Paris
□ C.M.C.I./Bureau 320, 2, rue Henri Barbusse, F-13241 Marseille Cedex 01.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 17 avril 1992.

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES A LUXEMBOURG

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI DEUXIÈME PROJET URBAIN

ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE AU RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE DJIBOUTI

Le BUREAU DES PROJETS URBAINS de la République de Djibouti recrute un Directeur Administratif et Financier pour la Société Immobilière de Djibouti. Les prestations s'effectueront à Djibouti-ville dans le cadre du Deuxième Projet Urbain financé par le BANQUE MONDIALE.

A. POSITION :

Expert long terme (quatre ans), pour une durée d'un an renouvelable en fonction des résultats obtenus, d'assurer la responsabilité de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion, de l'administration du personnel.

B. PROFIL :

Formation supérieure (Droit, sciences économiques, école de commerce...), possédant une solide formation en gestion, des connaissances de base en informatique, et doté d'une expérience d'au moins cinq ans dans la fonction de directeur administratif et financier notamment dans le secteur immobilier.

C. NATURE DE LA MISSION :

1. Conseil auprès de la Direction Générale pour les stratégies à long terme notamment celles liées à la gestion administrative et financière, aux montages financiers des opérations immobilières et au développement des ressources humaines de la SID.
2. Conception et définition d'un système d'information (Tableaux de bord) permettant un suivi efficace des opérations et aidant la DG à la prise de décision.
3. Comme expert financier, il sera responsable de la conception et de la mise en place de :
 - l'établissement et la gestion du budget ;
 - la préparation des comptes d'exploitation et des bilans, l'analyse financière et la rédaction des rapports d'activité ;
 - la mise en place des procédures administratives, d'un système fiable de contrôle interne et de contrôle budgétaire ainsi qu'une comptabilité analytique de gestion pour déterminer le prix de revient des opérations de la SID ;
 - la gestion et la suivi du patrimoine et des immobilisations ;
 - la gestion des stocks et des approvisionnements ;
 - la facturation et le recouvrement des créances ;
 - la liaison avec les auditeurs externes ;
 - la liaison avec les banques.
4. Recherche et gestion des fonds en fonction de la politique définie par la Société.
5. Prise en compte des aspects juridiques liés au fonctionnement.
6. Formation du cadre djiboutien amené à prendre la responsabilité du service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

M. AHMED ALI HEMED - Chef des Projets Urbains
BP 2569 - DJIBOUTI (République de Djibouti)
Tél. (253) 35-43-44 - Télécopieur (253) 35-44-96

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt
M. RICHELIEU-DROUOT, BEAU 2 P., Cuis., wc, s.d., 5m. Chauffage indiv. Gaz, double vitrage, 465 000 F. 42-80-04-64.

5^e arrdt
CENSIER
STUDIO - 3 PIÈCES IMMEUBLE RENOVÉ APPTS PRÊTS A HABITER Tél. : 42-85-80-57.

8^e arrdt
LAVDISIER
210 m², duplex, dernier ét. Parfait état. 42-85-80-57.

10^e arrdt
GARE DE L'EST
BEAU STUDIO. Entrée, cuis., 17 CFT. 250 000 F. 48-04-84-48.

11^e arrdt
MÉTRO GONCOURT
URGENT. BEAU 2 P. Cuis., wc, wc, rangements. 1^{er} ét. Px 440 000 F. Tél. : 48-04-84-48.

12^e arrdt
BERCY, STUDIO RDC IDEAL JEUNE. 240 000 F. GARE DE LYON DS BEL IMM. APTT 2/3 P. 50 m². 725 000 F. 43-07-14-00.

14^e arrdt
IMM. PIERRE DE T.
2^e ét. 2 P. 2 P. surfaces aménagées A PARTIR 19 000 F/m² Visite mercredi et jeudi de 13 h 30 à 15 h 30. 5, R. POIRIER-NARÇAY

RUE DES PLANTES. Angle R. Alesia. Beau 4/5 p. Pierre de T. Cuis., 11 CFT. Asc. 1 630 000 F. 48-04-36-36.

26, R. HENRI REGNAULT 2 p., studio à rénover A PARTIR DE 450 000 F. Visite mardi 13 h 30-15 h 30.

16^e arrdt

BD MURAT
Partie, vd dans petit imm. ancien. Faibles charges BEAU 2 P. 42 m² Rdc-ch. s/bd et couv. Living 21 m² + chère 14 m². Petite cuis. équipée, S. de bain. REBAT NEUF - TRÈS CALME 950 000 F. 42-80-16-23.

17^e arrdt

54 m² - 650 000 F 3 pièces tout confort. Sur place - Mercredi 17 mars de 13 h 30 à 20 h. 51, rue Nollet.

18^e arrdt

P. ARDESSERES. Près imm. montmartroise, beau 2 p., cuis., wc, 2^e étg s/rue. Faibles charges. Immeuble. 516 000 F. 43-70-04-64.

M. MARX-DORMOY. Rare. BEAU 2 P. SUPERBE VUE dégagée. Belle expo. Entr., cuis., 11 CFT. Cave. 350 000 F. 48-04-84-48.

MONTMARTRE
Rue Bachet. Studio tout confort. Mezzanine. Refait neuf. 640 000 F. Immo MARCOTTE. 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES ds rés. splend. 1974 PARTICULIER vd Appart 75 m² Trs commod s place, ensoleillé 3^e ét. double vitr. E.D.S. - meublé Trs confort Double living 2 gr. ch Cuis. équip. et s.d.b. neuve(s) Porte blindée appart. et cave Asc. Imperm. parking couvert. 800 000 F. Tél. 40-85-08-59

94 Val-de-Marne

Les Terrasses de Joinville s Prestations de qualité 3 duplex, 140 m², Terr. jard. 100 m² - 75 m² - 55 m² 15 000 F le m² moyen Lot. 136 m². Jardin 85 m² 15 500 F le m² moyen Livraison juillet 1992. Documentation et R.V. Immo MARCOTTE. 42-52-01-82.

appartements achats

Rach. URGENT 100 à 120 m² PARIS. Prieur. 5 p. 9 p. 7 p. 14 p. 16 p. 12 p. 9 p. Paiement compt. 48-73-48-07.

locations non meublées demandées

Paris

EMBAFFY SERVICE
recherche APPTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS (1) 45-62-30-00

MASTER GROUP

Rech. apparts vides ou meublés, du studio au 7 p. Pour CADRES, DIRIGEANTS de STES et BANQUES. 47, r. VANEAU - Paris 7^e. 42-84-01-35 - 42-22-88-70. Journaliste « Le Monde » cherche appartement 2-3 pièces. Os préférence proximité Montparnasse. 6 000 F ch. complètes max. Tél. : 46-48-88-11.

fonds de commerce

Ventes

7^e - LIBRAIRIE - PAPET. PRESSE, emplacement n° 1 C.A. 2 200 000 en progress. concourse. Px 3 050 000 F. O.F.L. 42-33-41-82. TRÈS BELLE LIBRAIRIE PAPETERIE 160 m² Emplac. n° 1. C.A. 4 124 000 F. Prix : 1 800 000 F. O.F.L. 42-38-28-04.

bureaux

Locations

13^e - BUTTE AUX CALLES - Logeur à partir de 2 000 F M.T./mois pour créateurs, dans pépinière artistique. Tél. : 43-23-51-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

ADMICILATIONS
SARL - RC - RM Démarches et tous services Permanences téléphoniques 43-55-17-50

propriétés

40 KM DU MANS
PROPRIÉTÉ AGR. 45 HA, BORD RV. GO BATIMENTS. COUV. FR. CHEVAUX. 750 000 F 111 43-07-14-00.

VIE DES ENTREPRISES

Rachetée par un consortium dominé par une filiale de Ferruzzi

La vente de la principale cimenterie à un groupe italien provoque un tollé en Grèce

ATHÈNES

de notre correspondant

La vente de la principale cimenterie grecque Agat-Heraklis, contrôlée par l'Etat, à un consortium constitué par l'entreprise italienne Calcestruzzi, filiale spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics du groupe Ferruzzi, et la Banque nationale de Grèce, a provoqué un tollé dans les rangs de l'opposition de gauche.

La vente de près de 70 % des parts d'Agat-Heraklis pour 124 milliards de drachmes (environ 3,7 milliards de francs) a été conclue le 11 mars entre le ministre de l'économie, M. Stéphanos Manos, le président de Calcestruzzi, M. Lorenzo Panzavolta, et la société de conseil Morgan Stanley, qui a dirigé la vente. Cent vingt milliards de drachmes seront versés immédiatement et le reste le 31 décembre 1994. Selon le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, la société de conseil avait

fixé une fourchette de vente entre 78 et 112 milliards de drachmes.

Le groupe Ferruzzi a indiqué que Calcestruzzi allait fonder avec la Banque nationale de Grèce une nouvelle société dans laquelle les Italiens détiendront 52,5 % du capital. L'investissement initial de la Calcestruzzi s'élevait à environ 1,9 milliard de francs qui « sera ramené à 1,6 milliard après la cession des actions excédant la part transférée à la société commune grecque en cours de constitution ».

Agat-Heraklis, qui emploie plus de 3 000 personnes, a produit en 1991 6 millions de tonnes de ciment destinées, pour 50 %, à l'exportation. Son chiffre d'affaires consolidé est d'environ 2,27 milliards de francs et son résultat avant impôt d'environ 205 millions de francs, a précisé Ferruzzi.

Le chef de l'opposition, M. Andreas Papandréou, président du PASOK (socialiste), a accusé le gouvernement conservateur d'avoir « bradé » la cimenterie « à des

étrangers ». « Il s'agit, a-t-il dit, d'un pillage ». « La vente en une nuit d'Agat-Heraklis pour un plat de lentilles constitue un énorme scandale », a souligné le leader socialiste ajoutant que le gouvernement devra « rendre des comptes ». La valeur globale de l'entreprise atteint selon lui 350 milliards de drachmes. Le Parti communiste grec (KKE) a qualifié la vente de « crime national ».

En revanche, pour M. Mitsotakis, qui applique avec beaucoup de difficultés son programme de privatisations, il s'agit d'une « grande réussite du gouvernement ». M. Manos a précisé que la vente correspondait à un prix de 145 dollars la tonne, « un des meilleurs prix jamais obtenu nulle part ». Le gouvernement a annoncé la tenue cette semaine d'un débat spécial sur la question au Parlement.

OUDIER KUNZ

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

■ Iberia : Accord pour racheter Aerolineas Argentinas. - Le gouvernement argentin et la compagnie aérienne espagnole Iberia ont signé vendredi 13 mars un accord pour l'achat par les Espagnols de la compagnie nationale argentine Aerolineas Argentinas (AA). L'accord, signé par le ministre argentin de l'économie, M. Domingo Cavallo, et le président d'Iberia, M. Miguel Aguiló, comprend l'engagement par Iberia de rembourser la dette de 50 millions de dollars de AA, par trois versements semestriels à partir du 15 juin. Le consortium conduit par Iberia s'engage en outre à incorporer dans la flotte d'Aerolineas (29 appareils), quatre nouveaux avions MD-88 dans le courant de l'année 1992. Le consortium, qui contrôle la compagnie argentine depuis 13 mois à 85 % (10 % restant à l'Etat argentin et 5 % au personnel), paiera en tout 180 millions de dollars en liquide et près de 1,2 milliard de dollars en titres de dette externe et interne argentine, pour s'octroyer la seule compagnie

argentine autorisée à effectuer des vols internationaux. - (AFP)

INVESTISSEMENT

■ L'Air liquide : 1 milliard de francs en Allemagne. - Le groupe français de gaz industriels L'Air liquide prévoit d'investir plus de 1 milliard de francs dans l'ex-RDA au cours de la période 1990-1993. Dans cette optique, le groupe a annoncé l'acquisition auprès de la Treubhandstat (l'organisme chargé de la privatisation) d'une unité de production d'azote, située près de Leipzig. Une seconde usine de production de ce même gaz sera construite par la suite, précise L'Air liquide. Actuellement, les effectifs du groupe français en Allemagne sont de l'ordre de 1 100 personnes pour un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs.

■ Mitsubishi va construire une nouvelle usine de pneus en Iran. - Le japonais Mitsubishi a annoncé, jeudi 12 mars, qu'il allait construire une deuxième usine de production de pneumatiques en Iran, un contrat chiffré à 11 milliards de yens (465

millions de francs) et qui a été signé avec la firme iranienne « Artawel Tire ». L'usine, qui devrait commencer à fonctionner au milieu de 1994, sera située à Ardabil, à 450 km au nord de Téhéran dans la province d'Azerbaïdjan. Elle aura une capacité de production d'un million de pneus par an. Mitsubishi a aussi précisé avoir obtenu une lettre de crédit pour le montant total du contrat dans le cadre du plan de financement négocié entre les deux parties. L'an dernier, Mitsubishi avait déjà remporté un contrat de 10 milliards de yens (427 millions de francs) pour la construction d'une usine de pneus avec la société d'Etat iranienne Kerman Tyre and Rubber Complex.

RÉSULTATS

■ RTZ Corporation : baisse de 39 % du bénéfice net en 1991. - RTZ Corporation, le premier groupe minier mondial, a annoncé jeudi 12 mars une baisse de 39 % de son bénéfice net annuel à 308 millions de francs (environ 3 milliards de francs) en 1991, contre 507 millions de francs (5 milliards de francs) l'année précédente. Le résultat est conforme aux prévisions des analystes, qui étaient comprises entre 300 et 345 millions de francs. Le chiffre d'affaires a diminué de 4 % à 4,89 milliards de francs (4,5 milliards de francs) contre 5,08 milliards (4,9 milliards de francs) précédemment.

ACCORD

■ Samsung : le groupe coréen crée un joint-venture avec Calcestruzzi. - Le groupe coréen Samsung a acquis, pour 11 milliards de dollars (61,6 milliards de francs), 49 % du capital de Calcestruzzi, fabricant d'électroménagers installé à Zlaté Moravce. L'accord, signé en décembre 1991 mais rendu public mardi 10 mars par le quotidien *Mlada Fronta Dnes*, prévoit la modernisation progressive des produits fabriqués par la firme slovaque (350 000 réfrigérateurs cette année, 500 000 par la suite) en commençant par leur design. L'accord de la nouvelle société au réseau de distribution de Samsung en Occident. Calcestruzzi est le second partenaire en Europe de l'Est du groupe coréen, qui produit depuis l'an dernier des téléviseurs en Hongrie.

PARTICIPATION

■ Le groupe André prend 2 % de Stéphane Kélian. - Le groupe André, spécialisé dans la distribution de vêtements et de chaussures, prend une participation de 2,1 % dans le capital du chausseur de luxe Stéphane Kélian. Cette entrée s'effectue en accord avec la direction de Stéphane Kélian, à l'occasion d'une augmentation de capital de 30 millions de francs. Basée à Bourg-de-Péage, dans la Drôme, la société Stéphane Kélian (marques Stéphane Kélian, Mosquitos, Miss Maud) a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 330 millions de francs et un résultat net de 21,2 millions pour son exercice 1990-1991.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Le conseil d'administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 5 mars 1992, décidé la mise en distribution d'un dividende de 15 cents par action ordinaire décaissé, payable le 15 avril 1992, aux actions inscrites à la date du 16 mars 1992. Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New-York à compter du 10 mars 1992.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4180	4180	Innov. Hérault	1250	1245
Amstel Assoies	271	271	Innov. Computer	153	153
B.A.C.	78	78	I.P.B.M.	88	88
Banque Paribas	798	798	Locam	80	80
Banque Paribas	369	370	Matre Comm.	128	133 90
Boussac (Lyon)	231	231	Males	181 20	181 20
Boussac (Lyon)	308	308	PubliPacoch	406	414
Calcestruzzi	328	328	Rhone-Alp. Eco. (Lyon)	327	327
Carif	866	840	Select Invest (Lyon)	85 50	85 50
C.E.G.P.	180	180	Serbio	325	325
C.F.P.I.	274	274	Sopra	320	320
C.N.I.M.	1010	1015	TF1	375 10	375 10
Codisur	288	288	Thomson H. (Lyon)	367	367
Cordoba	1042	1042	Unilog	230 10	230 10
Cowin	326	326	Val et Co	98	98
Daplog	325	325	V. St-Laurent Group	840	840
Delmas	1050	1050			
Demachy Worms Co.	340	340			
Devantur	1072	1098			
Deville	219	219			
Dollon	120	120			
Edison Belgium	185	185			
Europ. Population	240	235			
Fraser	705	705			
G.F.F. (group. Int.)	115	117			
G.I.M.	345	345			
Gevograph	180	180			
Guinell	880	880			
L.C.C.	199	199			
Manova	86	86			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 74 264

COURS	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	106,84	108,24	108,60
Précédent	106,98	108,38	108,54

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 92	Sept. 92	Juin 92	Sept. 92
109	0,43	-	1,07	-

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 957	1 972,50	1 988
Précédent	1 953	1 968	1 995

CHANGES

Dollar : 5,66 F =

Le dollar était stable lundi 16 mars, s'échangeant à Paris à 5,66 francs contre 5,6640 francs vendredi à la cotation officielle. Il poursuivait cependant sa progression à Tokyo.

FRANCFORT	13 mars	16 mars
Dollar (en DM)	1,6692	1,6665
TOKYO	13 mars	16 mars
Dollar (en yen)	133,55	134,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (16 mars)	9 15/16 - 10 1/16
New York (13 mars)	3 7/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

	12 mars	13 mars
Valeurs françaises	111,90	110,40
Valeurs étrangères	102,70	102,40
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	528	523,75
(SBF, base 100 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1941,70	1947,05

NEW-YORK (Index Dow Jones)

	12 mars	13 mars
Industrielles	2 230,99	2 235
LONDRES (Index Financial Times)		
100 valeurs	2 574,80	2 490
30 valeurs	2 006,60	1 935,80
Mines d'or	126,50	123,50
Fonds d'Etat	87,42	86,36

FRANCFORT

	12 mars	13 mars
Dax	1 750,54	1 733

TOKYO

	13 mars	16 mars
Nikkei Dow Jones	20 456	19 837
Indice général	1 478	1 444,86

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
E-U	5,6630	5,6660	5,7430	5,7490
Yen (100)	4,2165	4,2220	4,2700	4,2791
Ecu	6,9350	6,9370	6,9371	6,9387
Deutsche Mark	3,3945	3,3950	3,3962	3,3969
Franc suisse	3,7465	3,7510	3,7606	3,7678
Libre (1000)	4,5210	4,5230	4,5994	4,5938
Libre sterling	9,6990	9,7030	9,6817	9,6865
Peseta (100)	5,3615	5,3665	5,3277	5,3380

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
E-U	4 1/4	4 3/8	4 5/16	4 7/16	4 9/16	4 11/16
Yen (100)	10 1/4	10 3/8	10 7/8	5 3/16	10 11/16	14 3/16
Ecu	10 1/4	10 1/8	10 3/16	9 11/16	10 1/16	10 3/16
Deutschmark	9 5/8	9 3/4	9 5/16	9 11/16	9 7/16	9 11/16
Franc suisse	8 9/16	8 11/16	8 5/16	8 7/16	7 15/16	8 1/16
Libre (1000)	10 1/16	10 1/8	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
Libre sterling	12 3/8	12 5/8	12 5/16	12 9/16	12 1/4	12 3/8
FRANC FRANÇAIS	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10 1/16	10 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 16 mars : Jean Chebrier, président de la Fédération française des organisateurs commissionnaires de transport. « Le Monde de l'économie » publie une enquête sur les transeuropéens.

Mardi 17 mars : Christiane Joguet, présidente du comité Chavantes. « Le Monde Initiatives », daté 17 mars, publie une enquête sur l'entreprise et le désordre.

ESA BP 47
38040 GRENOBLE cedex 9
Tél. 76.82.88.27
Fax 76.82.59.59

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES
GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS
UNIVERSITÉ PIERRE MENDES FRANCE
GRENOBLE

les 3e cycles de
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES
de GRENOBLE

HUIT DESS
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)
Management de la Fonction Achat
Audit Financier et Opérationnel
Commerce International
Finance d'Entreprise et des Marchés
Marketing "Le Quant"Gestion du Personnel
Management des Systèmes d'Information et d'Organisation

UN PROGRAMME DOCTORAL
DEA Sciences de Gestion
Doctorat (4 options : Finance, Marketing, Stratégie, Systèmes d'Information et de Décision)

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE
Date limite : 31 Mai 1992

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
46-62-72-67

مکان الأصل

BOURSE DU 16 MARS

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations					C.I.M.	1248	1210	Performance	158	....	Etrangères		
Emp.Etat 8,5% 77	124 20	7 16	C.I.T.R.A.M. (R)	1785	....	Paris (Rens.)	240	....	A.E.R.	....	885	...	...
10,00% 79/94	101 30	8 62	Cofco	350	....	Paris Orléans	210	....	Alain N. Soc.	....	648	....	....
Emp.Etat 13,4% 82	105 85	3 14	Compagnie	558	....	Paris Orléans	210	....	Alcan Alumin.	....	110	....	....
Emp.Etat 12,2% 84	101	5 33	Or Indus.	6900	....	Paris Orléans	210	....	American Smelt.	....	240	....	....
10,20% mars 86	104 40	0 11	Cy Indus.	375	379	Pierp. Hachette	1300	....	Arvest.	....	804	....	....
OAT 10,0% 5/2000	107 45	8 03	Constr.Mat.Prov.	28 50	....	Promodis (C)	1695	....	Aziatische Minen	....	128 10	....	....
OAT 9,5% 12/1997	104 35	2 54	Crdit Eté Ind.	150	....	Publicis	778	760	Banco Portugal Expt.	....	381	....	....
OAT 9,5% 1/1998	102 65	1 23	Cy Universel (R)	415	....	Radiotele	110	....	Bell Belgians Int.	18650	....	....	....
PTT 11,2% 85	105 60	3 00	Danubius	689	....	Rosinor	188	170	Can Pacific	....	78 10	....	....
CF 10,30% 85	....	1 41	Danubius Vojage	1812	1825	Rouge	300	270 80c	Chrysler Corp.	....	85 10	....	....
CF 10,25% nov 90	....	0 02	Dardas Vojage	3200	....	S.A.C.E.R.	442	....	C.I.R.	....	9 20	....	....
CMA 10 % 1979	....	0 53	Dardas (R)	650	....	S.A.F.A.A.	240	....	Comenzbank	....	670	....	....
CNB Banya 5000F	....	1 94	Darda (R)	1170	....	S.A.F.I.C. Alcan.	218	....	Dow Chemical	....	319	....	....
CNB Paris 5000F	....	1 94	Eau Bretille Vichy	964	....	Saga	340	....	Fer	....	21 20	....	....
CNB 11,5% 85	100 70	1 84	Eclat	318	317	Saint Dominge (F.)	112 80	112 50	GE (Rus. Lend)	....	52 50	....	....
CNB 10,82 5000F	....	1 84	Encl. Mag. Paris	4200	....	Sales de Méd.	570	575	GR. (Rus. Lend)	....	1021	....	....
CNT 9 % 88	98 30	7 61	Esat (ex Esatim)	1790	1810	S.C.A.C.	700	....	Shan Holdings Ltd.	....	80	....	....
CNT 10,90% dic 85	106 65	2 08	Financ.	250 30	....	S.C.A.C.	747	399	Socopol	....	340	....	....
CHAC FCE 3% 100	....	....	FINA.C.	1850	1775	S.E. Saint Pet. (M)	145	....	Grace and Co (W.R.)	....	237	....	....
CMA	985	....	Forclac (R)	542	....	Saint	160	152	Honeywell Inc.	....	400	....	....
Cenac	....	....	Forclac	680	850	S.I.P.H.	232	....	Johannesburg	....	72 20	....	....
Alcan 6 % janv. 89	....	....	Forclac	382	....	S.M.C.I.	115	....	Korffels Paktord	....	145	....	....
L. Esat ex 5,5%	....	....	Forclac	807	810	Sofal	745	738	Kubov	....	22 10	....	....
Thomex ex 5,2% 85	....	....	France L.A.R.D.	739	....	Sofico	364	....	Molard Bank	....	28	....	....
			France SA Lij	2200	2270	Sofital	1200	....	Norvold Mines	....	79 10	....	....
			Frans. Post-Ressort	2380	....	Sofital (ex Sotat)	78	....	Olvest Int.	....	10 40	....	....
			Gaumont	686	....	Sofital	2470	2432	Platt Inc.	....	389	....	....

SICAV (sélection)

SICAV (selection)				SICAV				
VALEURS	Emission Fraiss Incl	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss Incl	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss Incl	Rachet net
Accion.....	214 08	208 35	Franci.....	478 35	462 49	Pin/Associations.....	28689 68	28689 68
Aggregée.....	524 78	789 24	France Prens.....	108 82	105 75	Profitea.....	995 98	971 68
Améj-ga.....	6337 30		Franc-Regions.....	1285 42	1228 59	Quartz.....	136 04	132 72
Ampla.....	260585 83	260585 83	Franc-Associations.....	34 81	34 81	Racine.....	833 75	817 40
Amphibia.....	639 81	639 81	Fract-Cap.....	41	40 39	Reactor.....	170 97	158 59
Arbitrages Court/L.....	7057 71	7057 71	Franchise.....	236 27	233 07	Revenus Timmer.....	5116 35	5262 72
Arbitrage.....	1074 75	1074 75	Franchise et aff.....	919 39	896 97	Revenus-Vet.....	1210 19	1123 93
Auto Fin.....	411 25	401 23	Gaelion.....	1621 07	1449 83	St Honoré St-Alm.....	1101 25	966 38
Aurion.....	1208 59	1172 39	Gen Associations.....	173 56	169 74	St Honoré Bors de Tr.....	1062 28	10950 47
Averé Alim.....	1756 04	1721 61	Hodon.....	1238 87	1252 78	St Honoré Gland.....	738 91	726 17
Aux Capot.....	188 27	181 02	HLM Montclair.....	13631 94	13521 94	St Honoré Laval.....	236 56	749 03
Aux Court Term.....	7787 59	7757 59	Indust Fin Court.....	1437 83	1437 83	St Honoré Mar Piac.....	208 15	196 71
Aux Colloques.....	369 03	369 03	Intermap.....	180585 58	180585 58	St Honoré Pargues.....	507 25	561 59
Aux Europ.....	131 41	125 75	Intersec.....	15863	13681 37	St Honoré PNE.....	543 10	519 38
Aux Evénements.....	131 72	113 52	Interstellat Fon.....	535 51	525 01	St Honoré PNE.....	14656 23	14597 84
Aux FFI.....	138 33	138 33	Japone.....	156 81	152 24	St Honoré Service.....	401 07	443 34
Aux Olig. France.....	150 48	144	Jaurapange.....	262 88	226 67	Solécis.....	1709 78	7708 75
Aux Olig. Int.....	117 08	117 08	Leam C.T.....	12269 98	12269 98	Solvi-Gam.....	12541 99	12298 07
Aux Sifon.....	149 06	143 64	Lyon C.T.....	6022 57	6022 58	Scarban.....	1364 41	1364 41
Aux Values FFI.....	127 49	127 49	Luani T.T.....	682 57	682 57	Svevex.....	711 89	701 37
Colonne 1.....	1652 79	1632 16	Lux Association.....	11959 31	11096 31	Svevex.....	1089 51	1089 51
Colonne 2.....	1021 17	1021 18	Lux Investition.....	28954 40	28982 34	SFACOP Assur.....	8009 10	8009 10
Colonne 3.....	1053 70	1033 04	Umpres.....	959 94	940 73	SFACOP Assur.....	1089 51	1089 51
Options/maître.....	6171 68	6166 49	Lux Tréfor.....	2257 37	2226 02	S.G.F. opposants.....	451 12	438 05
Capibac.....	6318 83	6194 93	Lux 2000 Inv.....	25796 62	25736 62	S.E.L.....	1441 99	1379 89
Capitric.....	1288 78	1289 73	Uvers Boasse Inv.....	576 64	569 84	Sheffielda.....	704 75	685 83
Coast.....	1287 58	1288 32	Lux Porzafal.....	733 30	711 94	Shim.....	416	404 87
Compexor.....	3435 94	3430 79	Médecinaria.....	187 72	179 84	Shimex.....	2263 34	216 97
Compwinim.....	380 22	352 16	Morand C.C.....	10365 04	8656 46			
Creditor.....	450 06	465 08	Morandex.....	86569 83	86569 83			

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

**Renseignements :
46-62-72-67**

Cote des Changes

Cote des Changes				
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/3	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Etats-Unis (11 usd).....	5 664	.....	.....	.....
Ecu.....	5 938	.....	.....	.....
Ecu.....	336 430	.....	.....	.....
Allemagne (100 dm).....	16 496	.....	.....	.....
Belgique (100 F).....	301 670	.....	.....	.....
Brésil (100 R).....	4 527	.....	.....	.....
France (100 francs).....	87 530	.....	.....	.....
Grèce (100 drs).....	9 700	.....	.....	.....
Inde (1000 rups).....	2 941	.....	.....	.....
Italie (100 lire).....	376 350	.....	.....	.....
Japon (100 yens).....	25 630	.....	.....	.....
Liban (100 lib).....	85 580	.....	.....	.....
Norvège (100 kr).....	45 233	.....	.....	.....
Autriche (100 sch).....	5 368	.....	.....	.....
Espagne (100 pes).....	5 538	.....	.....	.....
Portugal (100 esc).....	4 725	.....	.....	.....
Canada (1 S can).....	4 240	.....	.....	.....
Japon (100 yens).....	4 240	.....	.....	.....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/3
Or fin (kilo en barre)	63200	.....
Or fin (en lingot)	63100	.....
Napoleon 60fr.	356	.....
Pièces F 10 fr.	435	.....
Pièces Suisse (20 fr.)	350	.....
Pièces Lira (20 fr.)	363	.....
Souverain.	464	.....
Pièces 20 dollars.	2065	.....
Pièces 10 dollars.	1102 50	.....
Pièces 5 dollars.	700	.....
Pièces 50 pesos.	2380	.....
Pièces 10 florins.	378	.....

Hors-cote

Liquo Hydro Energie.....	316	...
Odolphon.....	86 80	...
C.G.H. Cognac.....	12 30	7 70c
Coopac.....	605	...
Drouot Assurances.....	325	...
Electro-Bacon.....	331 10	402 20c
Europ. Acquis.....	79 10	...
Europ. Sautres Ind.....	14 70	19 55c
Euroch. S.A.....	100	...
Goy Degrems.....	442	...
Lacoste et Mende.....	146	...
Nicolas.....	1230	...
Perich, Penier.....	384	...
Quadrat.....	1200	...
Romano R.V.....	215 90	...
St-Gabriel-Emballage.....	1711	...
S.E.P.R.....	131	...
S.M.T. Group.....	760	56 40c
S.P.R. soc. B.....	296 10	...
Waterman.....	903	...

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

GRANT'S

d'origine résolument écossaise.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

هكذا من الأصيل

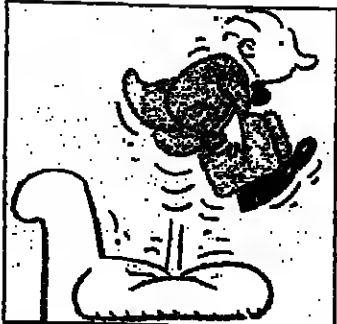
Le Monde

MOO E O'EMPLOI

page 34

Le meuble dans ses normes

Les industriels français du meuble essaient de résister au tassement de la consommation. Les nouvelles normes peuvent les y aider. Elles assurent au consommateur que le produit a passé avec succès l'épreuve de tests spécifiques. Globalement, 40 % du marché national est déjà estampillé «NF». Mais les étrangers boudent nos estampilles.



Et aussi... Humour, par Josée Doyère : Chers disparus. La cote des mots : Broker. Bloc-notes : d'une semaine... à l'autre. Lois et décrets.

ACTUALITÉ

pages 35 à 37

La fin programmée des transitaires

L'abolition des frontières dans la CEE va coûter des milliers d'emplois.

DOSSIER

page 38

La loi Royer

PERSPECTIVES

pages 40 et 41

Le pari perdu de la nationalisation du crédit

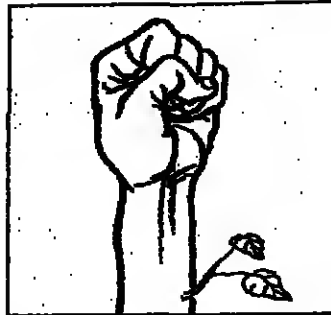
Dix ans après, la rentabilité a repris ses droits. Et aussi : les bio-carburants au secours de l'agriculture.

OPINIONS

pages 42 et 43

Les écologistes contre l'écologie

Paul Fabra analyse dans sa chronique hebdomadaire le programme économique proposé par les Verts : un néo-archéo-marxisme. Les écologistes, qui s'étaient élevés contre l'idolâtrie française du nucléaire et des grandes entreprises, méritaient mieux. Et aussi... Livres, A travers les revues et «Fragilités capitalistes» par Jean-Marie Chevalier.



CONJONCTURE

page 44

Le commerce extérieur. Asie du Sud-Est et Pacifique. Singapour. Le matériel de sports d'hiver.

L'ÉCONOMIE

Les routiers turcs entre deux guerres

Habités à rouler au milieu des conflits, les 30 000 camionneurs turcs veulent prendre part à la ruée vers l'Est

ISTANBUL
de notre correspondante

SUR la route bordée de mines qui mène aux montagnes isolées du Kurdistan irakien, le long de la frontière iranienne, des camions immatriculés en Turquie négocient péniblement les virages en épingle à cheveux. Ils transportent des poutres destinées à la construction d'abris pour les réfugiés kurdes. Ni les combats intermittents ni les difficultés du terrain ne les arrêtent. Dès la proclamation par les Nations unies de l'embargo contre Bagdad, en 1990, des centaines de véhicules, qui transportaient autrefois du pétrole irakien, ont échangé leurs citernes contre des bennes, plus appropriées pour les transports en tout genre.

La remarquable faculté d'adaptation des 30 000 routiers turcs a été largement mise à contribution au cours de l'année écoulée. Durant les huit premiers mois de 1990, les revenus du secteur des transports avaient dépassé 616 millions de dollars, mais la fermeture de l'axe commercial irakien a causé la faillite de 150 compagnies de transport international.

Nicole Pope

Lire la suite page 41



Le déclin de l'empire automobile américain

Detroit détruit. Triste bilan pour les trois grands de l'automobile américaine, Chrysler, Ford et General Motors, qui affichent des records... de pertes et de licenciements. Les constructeurs japonais résistent mieux à la crise, et détiennent déjà 28 % du marché mondial contre 17 % pour les Etats-Unis. En Californie, plus de la moitié des voitures sont nippones, et le véhicule le plus vendu est une Honda. Les Américains ont conclu de nombreux accords financiers et industriels avec les Japonais, mais la collaboration n'a pas été payée de retour.

Lire page 36
les articles d'Annie Kahn et de Serge Marti

La BERD, banque chic de l'Europe pauvre

Inaugurée avec emphase voici près d'un an, la Banque européenne de reconstruction et de développement finance maintenant ses premiers projets privés dans les pays de l'Est. Elle les espère rentables

LONDRES
de notre envoyée spéciale

IL y a deux ans, de son bureau de l'Elysée, Jacques Attali se plaisait à dessiner le nouveau visage de l'Europe. Des ambitions politiques unies dans la paix et la démocratie, le plus vaste espace économique du monde... La chute du mur de Berlin, la révolution de velours, la mort de Ceausescu, autant de symboles d'un bouleversement historique d'une ampleur à séduire le conseiller spécial du président Mitterrand. Pour unir et solidifier cette nouvelle Europe, il fallait jeter un pont entre l'Est et l'Ouest, et ce pont, ce serait une grande institution internationale maniant affaires et diplomatie. Ce serait la Banque européenne.

Finalement baptisée d'un sigle plus prosaïque (BERD en français, EBRD en anglais) cette institution d'un genre inédit est-elle le pivot de la nouvelle Europe ? Ou, comme le disait une mauvaise langue, le recyclage professionnel le plus cher du monde, celui de Jacques Attali ?

Londres, 7 h 30. Au cœur de la City, dans un immeuble vitré semblable à la plupart de ceux du voisinage, les employés commencent à affluer. Costumes sombres, hall austère, hôtesses, employés de sécurité, lumière fautée.

Pas de doute, il s'agit d'une banque d'affaires. Dans un coin du hall, quelques personnes sont réunies, des bagages à leurs pieds. Il y a du voyage d'affaires dans l'air. Sur la moquette, un sigle vaguement olympique, deux cercles enlacés sur fond bleu, est dessiné. L'ascenseur décline les départements : finance, personnel, présidence... On n'entre nulle part sans carte magnétique.

DOUTES • «J'aime mieux dîner avec les gens de la Banque Lazard qu'avec la BERD.» Cette petite phrase prononcée par le ministre des finances de Tchécoslovaquie, Vaclav Klaus, avait fait sensation lors de l'inauguration de la BERD, en avril 1991. Pourtant, en pénétrant au siège londonien de la Banque, M. Klaus pourrait se croire dans les locaux d'une grande banque d'affaires de Londres ou de New-York. C'est en observant les noms inhabituels de certains départements... - unité politique, banque de développement... - en dénichant quelques matriochkas sur les étagères, une photo de Dubrovnik en flammes dans le bureau du président, en entendant quelques accents fleurant l'Europe centrale, qu'on découvre qu'il est ici question de la transformation des anciennes économies socialistes, et non de fusions et acquisitions à l'occidentale.

En à peine plus d'un an, la BERD est devenue réalité, au milieu des doutes d'une partie de la communauté financière internationale et de l'ironie de la presse. Pratiquement aucune critique n'a été épargnée à Jacques Attali et à son équipe : l'établissement a été qualifié d'inutile (plusieurs organismes internationaux étant déjà à même d'épauler l'Europe de l'Est dans la transformation de son économie), de coûteux ; son président a été jugé peu compétent - un théoricien des nationalisations qui se pique de privatisation, - autoritaire...

Tentant d'ignorer les attaques, les nouveaux fonctionnaires internationaux se sont mis au travail, dans l'ombre autant que possible, puisque toute publicité donnait prétexte aux sarcasmes. La BERD a recruté massivement (voir encadré), lancé ses équipes en Europe de l'Est, émis ses premiers emprunts. Pendant de nombreux mois, on pouvait à juste titre s'interroger sur les activités de la Banque. Ainsi, en voyageant à Varsovie, tout récemment encore, on s'apercevait que, dans ce pays pionnier des transformations économiques massives, la BERD était presque inexistante.

Françoise Lazare

Lire la suite page 40

IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - ACBS.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : APAC HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

MODE D'EMPLOI

HUMEUR • par Josée Doyère

Chers disparus

Il y a dans le *Times*, quotidien londonien vénérable et autrefois vénéral, comme dans le rigoureux *Independent*, une rubrique surprenante, intitulée « *Last wills* » (Dernières volontés) dans le premier, et plus laconiquement « *Wills* », dans le second, où l'on peut apprendre, dans un style sec comme un rapport de police et sans commentaires, par exemple, que le huitième comte de Craven a légué à ses héritiers une fortune somme toute assez modeste (546 341 livres sterling), que Rowland Austin Smith, de Swinhope, dans la Devonshire, a légué à ses héritiers la bagatelle de... 9 711 642 livres, dont il n'a distrahé que 15 000 livres pour trois œuvres, et qu'en ravissant les propriétés anglaises et galloises d'Eamonn Andrews, une personnalité irlandaise de la télévision, ne s'élevaient qu'à 5 501 livres. A un peu moins de 10 francs la livre sterling...

Ce ne sont pas les familles qui publient ces petites annonces, mais une sorte d'agence de presse privée, vieille de plus d'un siècle, Smee & Ford, qui distribue à ses clients-organes de presse – moyennant finances et sans doute abonnement – des listes sélectionnées de testaments enregistrés dans tout le pays. La sélection se fait sur la notoriété du cher disparu, sur l'importance ou la modicité de son avoir. Ces testaments, contrôlés et approuvés par les autorités, sont déposés à Somerset House, haut lieu de l'administration royale, où n'importe qui peut les consulter, pour une somme modique par testament...

En France, la lecture de cette rubrique suscite fou rire ou ahurissement. Hilarité iconoclaste quand certains réalisent que Ivy Gladys Bates a légué l'essentiel de sa fortune (151 087 livres) à la Société royale de protection des oiseaux... Étonnement un peu choqué dans un pays – le nôtre – où il est indécemment considéré comme obscène, de demander à son meilleur ami ce que son père lui a laissé en héritage.

Imaginer que l'état de fortune de tout un chacun puisse être ainsi officiellement divulgué est impensable chez nous, où le revenu est ce qu'il y a de plus sacré, de moins commun.

C'est qu'outre-Manche, on a parfaitement le droit de déshériter femme et enfants, au profit d'une bonne œuvre, d'une association de protection de n'importe quelle espèce animale, de sa petite amie ou de son gigolo préféré... à condition de laisser un testament. « *Mourir intestat est la pire des choses* », nous a dit un Londonien. Car c'est la loi qui décide alors de la répartition des biens.

Ils sont fous, ces Grands-Britanniques...

LOIS ET DÉCRETS

Commissaires-priseurs

Deux décrets réglementent la profession de commissaire-priseur. Le premier élargit leur compétence : désormais les commissaires-priseurs peuvent exercer sur l'ensemble du territoire national (voir « *Marteaux sans frontières* » dans le « *Monde-économie* » du mardi 11 février). Néanmoins ils ne peuvent procéder à titre habituel aux ventes publiques aux enchères de meubles en dehors du siège de leur office. Ils peuvent aussi ouvrir des bureaux annexes. Le deuxième décret concerne l'application aux commissaires-priseurs de la loi relative aux sociétés civiles professionnelles.

Quatre cent quarante-six personnes exercent en France la profession de commissaire-priseur ; sauf les collectionneurs, c'est souvent au cours de la liquidation d'une succession qu'on a recours à eux.

Depuis l'édit de 1556, pris par Henri II, les commissaires-priseurs sont seuls habilités à procéder aux enchères publiques d'objets mobiliers.

Le produit des ventes aux enchères en France a atteint 7,35 milliards de francs en 1991. Décrets n° 92-194 et 92-195 du 27 février 1992. *Journal officiel* du 1^{er} mars 1992, pp. 3154 à 3161.

Assistante maternelle

Un décret fixe les règles de calcul des majorations d'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cette majoration représente 25,78 % de la base mensuelle des allocations familiales pour un enfant de moins de 3 ans et 15,47 % pour un enfant âgé de 3 à 6 ans). A compter du 1^{er} janvier 1992, ces majorations sont portées à 500 francs pour un enfant de moins de 3 ans et à 300 francs pour un enfant âgé de 3 à 6 ans. Décret n° 92-203 du 2 mars 1992. *Journal officiel* du 4 mars 1992, p. 3251.

CONSOMMATION

Le meuble dans ses normes

Même si l'on n'achète pas « pour la vie », l'estampille « NF » n'est pas inutile : elle correspond à des normes d'usage et de qualité. Mais peu de fabricants étrangers se préoccupent de l'obtenir

Le meuble ne va pas bien : tassement de la consommation, crise de confiance des acheteurs, restrictions du crédit à la consommation... Toute une série de facteurs qui se combinent depuis deux ans pour peser sur les ventes : en 1991, la chute du marché aura été de 4 %. Desservis par les pratiques commerciales contestables de certains de leurs concurrents (faux rabais, remises en tous genres...), les professionnels qui désirent jouer la carte de la qualité vont pouvoir s'appuyer sur la norme « NF ameublement ».

Cette honorable quadrangulaire – « NF ameublement » date de 1992 – se décline depuis peu en trois versions selon l'usage et la qualité des produits. Désormais, l'estampille « NF ameublement » est réservée aux mobiliers d'usage courant, d'une durée de vie limitée (du type premiers meubles d'un jeune ménage). « NF Sélection » est destinée aux meubles ayant subi des tests plus sévères, plus performants, conçus pour durer. Enfin, pour le haut de gamme, « NF prestige » est réservée aux produits de valeur, incorporant des matériaux chers, des techniques élaborées, du design.

TROIS FAMILLES • Cela fait deux ans que cette distinction est opérée, mais la propagation de ces trois normes se fait lentement (leur utilisation n'est pas obligatoire). Les points de vente pratiquant une politique de normes appliqueront sur leur vitrine un autocollant « Club de la qualité 1992 », « NF Ameublement », ce qui avérira le consommateur. Et un Guide de l'acheteur, réalisé par le Centre technique du bois et de l'ameublement (CTBA) (1), organisme sans but lucratif qui établit les normes et les décérne sera également disponible dans ces boutiques pour l'aider à faire son choix. Il y trouvera notamment quelques définitions de base (contreplaqué, lami, stratifié, cuir pleine fleur, rotin de cuir...) ainsi qu'un descriptif des tests subis par un meuble normalisé.

En opérant cette distinction entre les trois familles de produits, ne tire-t-on pas la norme vers le bas en prenant acte d'une éventuelle diminution de la qualité induite par un change-

ment d'attitude du consommateur, moins « regardant » puisqu'il achète de plus en plus rarement un meuble « pour la vie » ? Les responsables du CTBA s'en défendent. « Au contraire, y explique-t-on, nous courrions le risque de voir les produits de meilleure qualité quitter la marque NF ».

Car la norme NF n'est pas distribuée les yeux fermés, loin de là. Les fabricants qui la demandent au CTBA subissent un audit de qualité et leurs produits sont analysés et contrôlés en laboratoire avant de recevoir une estampille.



laisser abuser par un vendeur : « Tout meuble qui n'a pas une estampille NF n'est pas NF quel que soit l'argument avancé », prévient-on au CTBA.

Compte tenu de la batterie de tests que les techniciens du centre font passer à leurs produits, obtenir la norme coûte de l'argent au fabricant : de 1 % à 3 % du chiffre d'affaires généré par le meuble, selon le CTBA. Le centre souligne néanmoins que le producteur y trouve son compte puisque un produit NF requiert, en moyenne, 10 % à 20 % de service après-vente en moins. 20 % des sièges, 30 % des meubles de cuisine, 50 % des meubles de chambre, sont aujourd'hui vendus sous la marque NF. Globalement, 40 % du marché national est estampillé NF, selon le CTBA qui assure en distribuant trois millions par an. Manifestement, la « norme » fait son chemin : en dix ans, le nombre de meubles estampillés NF a progressé de 60 %.

SURPRISES • Elle est essentiellement décernée à des produits français ; toutefois, deux marques étrangères, l'une allemande, l'autre belge, l'ont aussi reçue. Mais les chaînes ayant adopté une stratégie de diffusion mondiale comme Ikea et Habitat sont moins intéressées par une estampille très tricolore. D'autant que les normes allemandes sont extrêmement sévères sur la sécurité des produits, donc n'ont, sous cet angle, rien à envier aux normes françaises.

A noter, le succès de la norme « NF mobilier d'extérieur », apparue en 1987 : celle-ci est estampillée désormais 60 % des meubles de jardin. Or, plus d'un ménage sur trois est concerné par ces produits, souvent achetés par impulsion, au vu de leur prix, et au détriment de la qualité. Les usagers ont parfois des surprises désagréables avec des produits en résine de synthèse après un hiver froid à l'extérieur... La norme NF certifie donc leur aptitude à l'usage extérieur et leur sécurité en cas d'utilisation domestique.

Françoise Vaysse

(1) CTBA, 10, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris, tél. (1) 40-19-49-19.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

THORN EMI RACHÈTE LA DIVISION MUSICALE DE VIRGIN le 7 mars pour 516 millions de livres sterling (5 millions de francs), plus les 50 millions de livres de passif de Virgin (*le Monde* daté 8-9 mars).

LE PROJET DE BUDGET BRITANNIQUE présenté le 10 mars par Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, comporte des allègements fiscaux et des augmentations des droits de certains alcools, du tabac et des carburants. Le déficit budgétaire représentera 4,5 % du PNB, soit 28 milliards de livres (280 milliards de francs) (*le Monde* du 12 mars 1992).

OPA DU GROUPE PINAULT SUR LE PRINTEMPS : la cour d'appel de Paris rejette le 10 mars le recours des actionnaires minoritaires contre les modalités de rachat du Printemps (*le Monde* du 12 mars).

ROBERT HERSANT prend le contrôle le 10 mars de l'Ardenne, appartenant à l'Est républicain, et rachète le Maine libre et le Courrier de l'Ouest, du groupe Amaury. Ensemble ces deux titres ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 320 millions de francs et un bénéfice de 4,7 millions de francs (*le Monde* des 11 et 12 mars).

LE RAPPORT SUR LE REVENUE MINIMUM D'INSERTION remis le 11 mars estime nécessaire d'améliorer l'insertion des bénéficiaires et d'étendre le système à certains jeunes. Au cours de ses trois années d'existence (1988-1991), ce dispositif a touché 950 000 personnes. En 1991, l'Etat lui a consacré 12 milliards de francs (*le Monde* du 12 mars).

LEVÉE DE L'EMBARGO PAR LA FRANCE des importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud, annoncée le 11 mars (*le Monde* du 13 mars).

UN PLAN DE SOUTIEN EN FAVEUR DU LOGEMENT, rendu public le 12 mars, prévoit la mise en chantier de 35 000 logements, la création de 50 000 emplois, des réductions d'impôt, l'accroissement de la prime à l'amélioration de l'habitat et des avantages concernant les prêts au logement (*le Monde* du 14 mars).

PRIVATISATION PARTIELLE D'ELF-AQUITAINE : l'Etat fixe à 360 francs le prix de l'OPV (offre publique de vente) sur Elf ; 5,78 millions d'actions sont mises sur le marché boursier le 13 mars (*le Monde* du 11 mars).

LUNDI 16 MARS. Paris. Jugement du tribunal de commerce sur la cession de l'autocollant de Perrier au groupe Saint-Louis.

Bruxelles. Conseil des ministres de l'économie et des finances de la Communauté consacré notamment à l'assistance structurelle aux Etats de la CEI.

Moscou. Congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie.

MARDI 17 MARS. Afrique du Sud. Référendum réservé aux électeurs blancs sur la poursuite de la politique de réformes du président De Klerk.

Baïkonour (Kazakhstan). Lancement du premier vol spatial habité préparé en commun par la CEI et l'Allemagne. Menace de grève des officiers de la base de Baïkonour pour le même jour.

MERCREDI 18 MARS. Paris. Visite officielle du nouveau premier ministre polonais Jan Olszewski (jusqu'au 19 mars).

Salon mondial du tourisme et du voyage au Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte (jusqu'au 25 mars).

Bruxelles. La Finlande pose officiellement sa candidature pour devenir membre de la Communauté économique européenne.

JEUDI 19 MARS. France. Journée nationale de manifestations étudiantes contre le projet de réforme de l'université.

Paris. Le conseil des ministres examine la « charte des services publics ».

Présentation du rapport du conseiller d'Etat Jean Marimbert sur « les perspectives du travail à temps partiel ».

Publication des résultats de l'exercice 1991 de Renault.

VENDREDI 20 MARS. Kiev. Sommet des chefs d'Etat de la CEI.

Bruxelles. Réunion des ministres de l'industrie.

SAMEDI 21 MARS. France. Remise du rapport annuel sur la lutte contre le racisme par la Commission des droits de l'homme.

Allemagne. Expiration de l'ultimatum des Assurances générales de France (AGF) à l'assureur allemand AMB pour obtenir les droits de vote correspondant à leur participation au capital, faute de quoi les tribunaux seront saisis.

DIMANCHE 22 MARS. France. Elections des conseillers régionaux au scrutin de liste à un tour (1 840 élus sont renouvelés). Premier tour des élections cantonales.

LA COTE DES MOTS Broker

L'intermédiaire (individu ou plus souvent firme) qui, dans les Bourses anglo-saxonnes, effectue des transactions sur les valeurs mobilières, sur des matières premières, ou sur tout autre produit est nommé *broker*, terme qui équivaut à *courtier* – tandis que *stock broker*, tout en correspondant à ce même mot français, y ajoute l'acception, plus précise, d'agent de change.

Selon la terminologie officielle, *broker* doit céder le pas – c'est là une heuristique recommandation – à *courtier*, au sens de « *intermédiaire qui intervient pour le compte de tiers en transmettant leurs ordres sur les marchés de capitaux et des marchandises* ». Ce courtier est rémunéré par le *courtage* perçu lors de ces différentes opérations.

S'il n'est pas question de réfuter le terme français retenu, on peut cependant se demander – compte tenu des emplois multiples de *courtier*, qui imposent le recours à des compléments : *courtier en livres*, *courtier d'assurances*, etc. – s'il n'eût pas mieux valu opter pour un équivalent moins flou, spécifique au domaine des finances, de la banque et de la Bourse, voire s'en tenir à *agent de change*. D'autant que *courtier* avait déjà été ratifié, le 30 décembre 1983, sur proposition de la commission de terminologie de l'informatique, au sens, assez large, de « *intermédiaire entre serveurs et utilisateurs, qui assiste ces derniers pour le choix et la consultation des banques de données* ».

Jean-Pierre Colignon

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Minc Mille
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 91-92 _____ Age : _____
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Esthétique, Cosmétique
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Métiers de la Santé	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Armées / Management et Logistique	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques de Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistant de Directeur/Secrétaire	<input type="checkbox"/> Ingénieur Informaticien
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire
<input type="checkbox"/> Compétitivité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Coeur par Coeur, Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

مكتبة من الأصول

ACTUALITÉ

NEW-YORK
de notre correspondant

Le déclin de l'empire automobile américain

Les géants de Detroit reculent à nouveau sur leur marché.
Les constructeurs japonais ont réussi à produire tous les modèles à moindre coût
en jouant l'Ouest et le Middle West contre le bastion traditionnel du Michigan

PARESSEUX, illettrés, dénués de toute imagination et qui plus est affligés de patrons uniquement intéressés par leurs (impressionnantes) chèques en fin de mois. Les ouvriers de l'industrie automobile américaine ont au Japon une piètre image! Dans le même temps, les Big Three, les trois géants du Michigan (General Motors, Ford et Chrysler), en piteux état depuis plusieurs années, annoncent pour l'année 1991 des pertes records. Un triste bilan qui, en dépit des excès de langage, semble accablant les reproches japonais et oblige à s'interroger sur ce qui apparaît comme une longue crise structurelle plutôt que comme un nouvel accident de parcours, face à un marché qui reste très déprimé en dépit de la légère reprise des ventes constatée depuis le début de l'année.

Pendant près de quatre-vingts ans, depuis que Henry Ford a commencé à fabriquer ses premiers véhicules, en 1903, les Américains n'ont jamais songé qu'une voiture pourrait être construite ailleurs qu'à Detroit, estime David Cole, le directeur du centre d'études de l'industrie du transport automobile (Office for the Study of Automotive Transportation) de l'université du Michigan, l'un des spécialistes du secteur. L'arrivée des premiers Japonais aux Etats-Unis remonte pourtant à 1953. Il est vrai qu'ils avaient échoué dans

un premier temps. Il a fallu attendre la mi-1980 pour que l'on prenne conscience du danger. C'était trop tard. A présent, les constructeurs américains procèdent à des dizaines de milliers de licenciements pour adapter leur outil de production et il faudra du temps avant que ces mesures fassent sentir leurs effets. Dans l'intervalle, les Japonais vont continuer à grignoter des parts de marché.

IMPRESSIONNANT • Sur trente ans, le recul de la capitale de l'automobile sur la scène internationale est impressionnant. En 1960, Detroit fournissait à elle seule 52 % de la production mondiale, et l'automobile japonaise 1,3 % seulement. Aujourd'hui, la part américaine est tombée à 17 % tandis que les Japonais assurent 28 % de la production mondiale. Aux Etats-Unis, le premier marché mondial avec près de quatorze millions de voitures particulières construites par an, la part des fabricants nippons est désormais de 30 % et plus de la moitié des voitures circulant en Californie sont japonaises.

Au cours des dernières semaines, la part des Japonais a très légèrement reculé (de 1 % environ), mais cette baisse est davantage due à la situation du marché qu'au slogan «Buy American», lancé à la fois par le rival républicain du président Bush à l'élection présidentielle et par quelques parlementaires influents. Il faut toutefois se garder

d'en sous-estimer l'impact futur sur des consommateurs qui ont toujours su faire preuve de patriotisme quand il fallait.

Le siège de Detroit a véritablement commencé en 1982 lorsque, prenant le relais des importations de voitures japonaises, ont été créés les premiers «transplants», approvisionnés en composants et sous-ensembles en provenance de la mère patrie, arrosant le territoire américain et réexportant une partie de leur fabrication : le pionnier était Honda, qui a ouvert cette année-là son usine dans l'Ohio. Une stratégie nord-américaine appuyée sur un réseau d'équipementiers, également japonais, qui a mis à mal l'industrie locale mais comblé d'aise les villes du Midwest et de Californie où les constructeurs nippons ont joué la carte de l'emploi.

«TRANSPLANTS» • Mitsubishi-Diamond Star a ainsi élu domicile à Bloomington (Illinois), Mazda s'est installée à Flat-Rock (Michigan), Honda à Marysville et à East-Liberty (Ohio), Subaru, du groupe Fuji Heavy, à Lafayette (Indiana). Toyota à Georgetown (Kentucky) : Nissan fait les beaux jours de Smyrna (Tennessee) et n'en finit pas de désespérer l'United Auto Workers (UAW) depuis que son personnel s'est prononcé, par vote, contre l'adoption au puissant syndicat.

Daos un premier temps, les «transplants» s'en sont tenus aux modèles assez bas de gamme de

l'automobile américaine (une tactique adoptée ensuite par les Coréens, notamment la firme Hyundai qui détient à présent 3 % du marché après avoir commencé ses importations en 1986), avant de s'attaquer à la voiture de luxe, le secteur le plus rentable, où le Japon enregistre la aussi d'indéniables succès. Sans démentir Mercedes et BMW, les modèles haut de gamme Lexus de Toyota et Infiniti de Nissan sont venus conforter la réussite, un cran plus bas, de l'Accord (Honda), la voiture la plus vendue aux Etats-Unis avec près d'un million d'exemplaires par an et deux tiers de composants désormais fabriqués sur place.

Durant toute cette période d'attaque parfaitement orchestrée du marché américain (avant l'Europe), les Big Three ne sont pas restés l'arme au pied. Les modèles américains sont encore plus chers de 1 000 à 3 000 dollars par rapport à leurs concurrents directs mais les groupes américains ont accompli d'incontestables progrès en termes de productivité. La qualité et la sécurité se sont sensiblement améliorées et le design des nouveaux véhicules s'est beaucoup inspiré des minutieuses études opérées par les firmes japonaises pour mieux répondre à l'attente des consommateurs.

CHARGES ENORMES • Mais les constructeurs américains ne luttent pas à armes totalement égales. Leurs

rivaux se sont installés dans des Etats où le salaire horaire est inférieur de 15 % environ aux quelque 16 à 17 dollars l'heure que perçoivent les «cols bleus» du Michigan (1); tout en accordant à leurs salariés des rémunérations et des prestations sociales quasi identiques à celles des usines «syndiquées» (à la condition, toutefois, de ne pas rallier l'UAW), ils n'ont pas à supporter les charges énormes en matière de couverture de santé qui incombent aux géants de Detroit. De plus, ceux-ci, lorsqu'ils licencient, sont contraints non seulement de verser les salariés ayant la plus forte ancienneté, mais aussi de continuer à rembourser aux licenciés l'intégralité de leurs dépenses de santé jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, où ils sont pris en charge par un organisme fédéral, le Medicaid.

Voilà qui constitue seulement l'une des explications aux pertes considérables annoncées par les Big

Three pour l'exercice 1991 : environ 7 milliards de dollars au total, le précédent record (4,5 milliards) ayant été enregistré en 1982. A elle seule, General Motors, le numéro un du secteur, accuse un déficit abyssal de 4,5 milliards de dollars (dont 1,8 milliard de provisions) sur un chiffre d'affaires de 123 milliards. Grâce à ses autres activités, le groupe a cependant pu compenser en partie les 7 milliards de dollars perdus dans le secteur automobile.

Robert Stempel, son nouveau patron depuis avril 1990, a entrepris un programme gigantesque de restructuration accompagné de six-vingt-quatre mille licenciements. Une purge terrible mais qui, selon David Cole, «sera encore sans doute insuffisante».

RATIONALISATIONS • Ford, avec 72 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1991, a subi aussi une perte record de 2,2 milliards de dollars et, ce qui est nouveau, un déficit sans précédent de sa branche européenne. Le numéro deux de Detroit qui, depuis mars 1990, dispose également d'un nouveau PDG,

Harold Poling, entend procéder à la fois à des rationalisations et accroître l'activité de ses quarante usines nord-américaines de composants.

Quant à Chrysler, délogé dès 1989 du rang de troisième constructeur de voitures particulières par l'américain Honda, pour la première fois depuis le début de l'aventure automobile américaine, il a pu réduire son déficit à 795 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de près de 30 milliards. Son président, Lee Iacocca, admet de temps en temps qu'il lui faudra sans doute se faire épauler par un groupe étranger en meilleure santé financière et, peut-être, se trouver enfin un remplaçant.

Piètre consolation, les constructeurs japonais commencent aussi à souffrir. D'après les calculs des spécialistes, ils ont perdu environ 3 milliards de dollars en 1991 aux Etats-Unis alors qu'ils y gagnaient environ 10 milliards par an les années précédentes. Daihatsu, le plus petit des fabricants japonais, venu aux Etats-Unis en 1987, a préféré plier bagages : il a annoncé en février son retrait du marché américain dans six mois. Il en ira sans doute de même pour Kia, deuxième constructeur coréen entré sur le marché, dans le sillage de Hyundai, lequel commence à avoir des problèmes d'image. Mais les géants japonais ont la peau dure. Au cours des deux premiers mois de 1992, environ 854 000 voitures particulières ont été produites aux Etats-Unis, soit 3,6 % de moins que pendant les mêmes mois de 1991 : les groupes les plus affectés ont été General Motors (- 7 %) et Chrysler (- 15 %) tandis que Toyota et Honda progressaient légèrement.

BASE DE REPLI • Les dernières statistiques disponibles, celles des dix premiers jours de février, fournissent une nouvelle confirmation de la capacité de résistance des firmes nippones. Tandis que Chrysler reculait légèrement durant cette période et que Ford et GM gagnaient quelques points, Nissan progressait de 11 %, Honda de 16 % et Toyota de 55 % grâce à ses ventes de Lexus. Cette excellente performance, paradoxalement, a incité Toyota, suivi par Honda et Nissan, à relever ses prix de 5 % sur ce modèle et de 3,2 % sur l'ensemble de sa gamme, pour ne pas donner de prise à la campagne de «Japan bashing».

Mais le numéro trois mondial de l'automobile n'a pas annoncé le gel de son programme d'investissement de 800 millions de dollars à Georgetown (Kentucky), destiné à développer la capacité de cette usine et à doubler ses exportations, pour les porter à 100 000 véhicules par an. De toute façon, en cas d'offensive protectionniste trop marquée, Toyota et Nissan ont une base de repli toute trouvée au Mexique voisin, où ils disposent déjà d'importantes usines d'assemblage. D'ici là, Toyota va constituer une source supplémentaire de cauchemar pour Detroit. La firme nipponne vient en effet d'indiquer qu'elle allait commercialiser en 1993 son premier modèle de camionnette pick-up. Un marché qui avait jusqu'ici fait les délices de Chrysler et, dans une moindre mesure, des deux autres fabricants américains.

Serge Marti

(1) Le salaire minimum légal est de 4,25 dollars de l'heure.

Liaisons dangereuses avec Tokyo

Ford, General Motors et Chrysler ont pris des participations dans le capital de leurs concurrents nippons ; ils partagent avec eux des usines et des réseaux. Une collaboration qui leur coûte cher aujourd'hui

LES constructeurs automobiles américains sont les héros du «Japan bashing» (littéralement : les coups portés aux Japonais), fort répandus aux Etats-Unis. Rien d'étonnant, à première vue : ces industriels sinistrés perdent des parts de marché au profit des constructeurs nippons dont le taux de pénétration dépasse les 30 %. Ces éclats de voix masquent une trouble réalité. Ennemis jurés des Japonais sur le devant de la scène, ils multiplient en coulisses les accords avec ceux-ci.

Les trois grands de Detroit, Ford, Chrysler et General Motors ont tous pris des participations dans le capital des constructeurs japonais. Chrysler détient ainsi 11 % de Mitsubishi Motors (cinquième constructeur nippon). General Motors possède 37,5 % d'Isuzu (numéro huit), 3,5 % de Suzuki (numéro huit) avec lequel il a monté une société commune au Canada ; il est associé à parts égales avec Toyota (premier fabricant japonais) dans Nummi, en Californie. Ford contrôle directement 24 % de Mazda (numéro trois japonais, derrière Toyota et Nissan).

ACCORDS INDUSTRIELS • En outre les «Big Three» ont mis leurs propres réseaux de distribution à la disposition des constructeurs japonais. A eux trois, ils ont vendu sous leurs propres marques près de 500 000 véhicules japonais en 1991, soit près de 6 % du marché américain : un tiers importés du Japon, deux tiers provenant d'usines japonaises implantées aux Etats-Unis (les «transplants»). Pour Chrysler, il s'agit des Dodge Colt, Plymouth Colt, Eagle Summit, etc., fabriqués par Mitsubishi : «Le réseau Chrysler écoule presque autant de voitures Mitsubishi que le réseau Mitsubishi», estime Christian Mory, du Comité des constructeurs français d'automobiles. Pour General Motors, ce sont essentiellement des petits véhicules utilitaires : les Geo Storm, fabriqués par Isuzu, ou les petites voitures Cultus, de Suzuki, rebaptisées Geo Metro. Pour Ford, les Probe, dérivées de la Mazda 626.

A ces accords financiers et commerciaux, s'ajoutent de très nombreux accords industriels, qui vont de la vente de moteurs ou pièces détachées à la mise à disposition d'une usine.

Pour contrebalancer son alliance avec Mazda, Ford a ainsi conclu des accords industriels avec Nissan : dès 1993, il mettra à la disposition de celui-ci les chaînes de son usine d'Avon Lake dans l'Ohio, pour y produire un véhicule «moonospace» (concurrent de l'Espace de Renault) conçu par Nissan. Baptisé Mercury Villager dans le réseau Ford, il s'appellera Nissan Quest chez les revendeurs Nissan. Chrysler, de son côté, fournira des moteurs et autres composants à Mitsubishi pour permettre à l'usine Diamond Star (auparavant détenue à part égale par les deux constructeurs) de produire des automobiles ayant un contenu local conforme à la réglementation américaine. General Motors a formé la société Cami avec Suzuki pour construire en commun des petites voitures et des véhicules tout terrain dans l'Ontario ; avec Toyota, il partage les chaînes de Nummi à Fremont (Californie), où sont aussi montées des Toyota Corolla.

A LEUR SECOURS • «Les Américains ont fait entrer le loup dans la bergerie», confirme Christian Mory. «Ils sont venus à leur secours», ajoute Jean Eismen, un spécialiste du Japon, ancien responsable du Crédit lyonnais à Tokyo : cela s'est fait dans les années 70, époque où «les Japonais persécutaient». Comme les mesures protectionnistes japonaises les empêchaient de s'implanter directement, «les constructeurs américains leur ont proposé des participations financières, les ont aidés à rénover leurs chaînes, en pensant un jour les posséder entièrement». En 1979, Ford se procura une partie des 130 millions de dollars nécessaires à l'achat des 25 % de Mazda, ce qu'il avait construit une usine, fermée onze ans plus tard en raison des lois protectionnistes japonaises... Petit à petit, jusqu'à la fin des années 70, les Américains augmentèrent effectivement leur participation jusqu'à ce que la situation se retourne à leur désavantage (1).

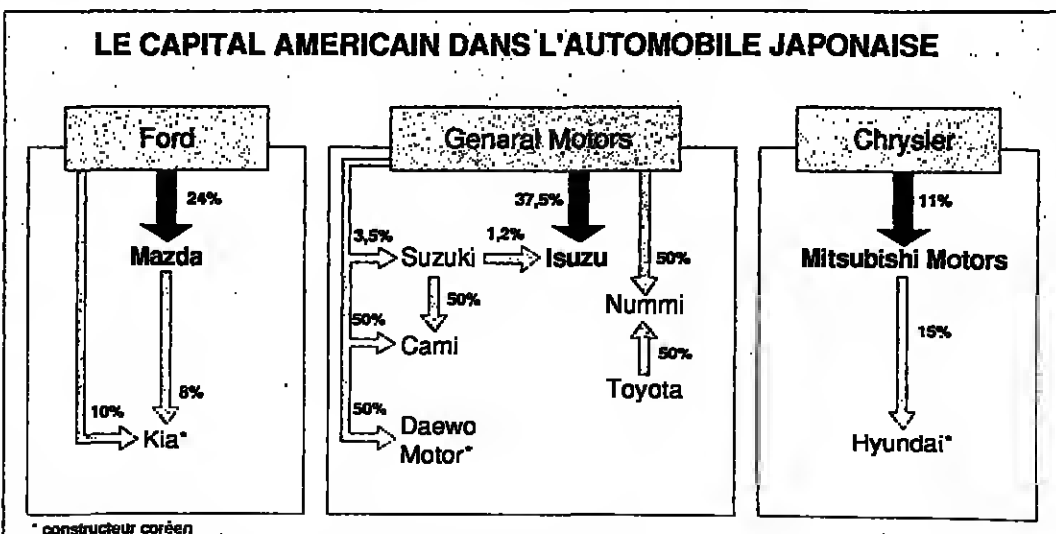
Pour justifier ces liaisons aujourd'hui, l'argument de la «fenêtre ouverte» reste le plus répandu (2). Les Américains attendent de cette collaboration une meilleure connaissance des pratiques organisationnelles nipponnes.

Ils en escomptent des économies d'échelle, en amortissant leurs investissements sur de plus grandes séries et en s'approvisionnant à moindre coût. Avec toujours la perspective de plus-values financières : la participation de Ford dans Mazda valait ainsi aujourd'hui environ 1 milliard de dollars, près de huit fois le prix d'achat. Enfin les Américains ne désespèrent pas, grâce à leurs partenaires, d'accéder plus facilement au marché japonais.

DÉFICIT COMMERCIAL • Mais les chiffres parlent : les deux tiers du déficit commercial des Etats-Unis avec le Japon (40 milliards de dollars) proviennent des automobiles

en difficulté, a perdu 381 millions de dollars en 1991. GM a dû lui venir en aide, lui envoyant trois dirigeants à la rescousse. Quant à l'accès au marché japonais, il est resté très limité. Pendant l'exercice 1991, Mazda a vendu 300 000 voitures et véhicules industriels aux Etats-Unis, dix fois plus que Ford au Japon. Isuzu et Suzuki ont commercialisé à eux deux environ 190 000 voitures sur le territoire américain contre moins de 10 000 pour General Motors sur le marché japonais. Et Mitsubishi a placé 290 000 véhicules aux Etats-Unis, Chrysler... 1 500 dans l'archipel.

Mais ces accords, qui ont permis aux constructeurs japonais de devenir des concurrents au niveau



et des pièces détachées. «Ford, GM et Chrysler font découvrir et apprécier la qualité des produits japonais aux consommateurs américains : ceux-ci s'y sont habitués», explique Christian Mory. Une preuve : les véhicules fabriqués par Toyota et GM à Fremont se vendent beaucoup mieux sous la marque japonaise (Corolla) que sous l'appellation américaine (Geo Prism). Et pourtant GM a amélioré ses ventes en remplaçant l'étiquette Chevrolet, à l'image trop américaine, par celle de Geo Prism.

Sur le plan financier, si les partenaires de Chrysler et Ford sont en bonne santé, la situation est particulièrement désastreuse pour GM, puisque son partenaire Isuzu,

mondial, ont eu d'autres prolongements sur le Vieux Continent. GM et Isuzu ont ainsi une filiale commune en Grande-Bretagne, IBC, dont la capacité de production devrait atteindre 58 000 unités cette année. Nissan va produire des 4 x 4 pour Ford en Espagne. Autant de «transplants» qui échapperont aux quotas bruxellois.

Annie Kahn

(1) Business Week, 10 février 1992.
(2) Les Métamorphoses de la Ford Motor Company, rapport de recherche de l'ERSO, université Bordeaux-I, sous la responsabilité scientifique de Yannick Lung.

Un pied en Corée

Alliés aux Japonais les trois grands de Detroit, Ford, General Motors et Chrysler ont eussé chacun un pied en Corée (voir graphique ci-contre).

Ford est directement et indirectement actionnaire de Kia : il détient directement 10 % du capital de la firme coréenne ; indirectement, il est actionnaire de Mazda, lui-même détenteur de 8 % du capital de Kia. En outre, ce dernier fournit chaque année à Ford environ 40 000 petites voitures conçues par Mazda et bapti-

sées Featava (Kia Pride en Corée). General Motors possède 50 % du capital de Daewoo Motor, mais le géant de Detroit cherche actuellement à vendre cette participation. Daewoo lui fournit en outre environ 35 000 véhicules par an. Chrysler, enfin, n'est qu'indirectement lié à Hyundai, via Mitsubishi Motors (dont il détient 11 %), actionnaire de Hyundai à hauteur de 15 %. Hyundai ne fournit qu'environ 3 000 voitures par an au réseau américain de Mitsubishi.

La De Beers a des soucis de riche

Les résultats décevants publiés le 10 mars (1,08 million de dollars de bénéfices contre 1,3 million en 1990) n'ôtent pas sa sérénité au numéro un mondial du diamant, détenteur d'un quasi-monopole et discret par fonction autant que par volonté

LONDRES
correspondance

Deux immeubles majestueux et austères, reliés par un pont métallique, dressés au sommet de Saffron Hill, en plein cœur de Londres : à l'image de sa forteresse londonienne, la De Beers, numéro un mondial du diamant, est double. Observons d'abord, à droite, l'ancien bâtiment où abouissent pour y être stockés, triés, classés par catégories de couleur, de pureté et de poids, les gemmes enfouies dans la chaleur des fonds terrestres. Lumières crues, surveillance vidéo, gardes patrouillant les quatre étages souterrains de coffres-forts. Un univers secret, qui sied au tout-puissant monopole baptisé « Syndicat ».

Par le biais du Central Selling Organisation (CSO), sa filiale de vente, De Beers commercialise 90 % des diamants extraits dans le monde pour le compte des producteurs. Elle assure également 60 % de la production de diamants bruts en valeur grâce à ses propres mines en Afrique du Sud, en Namibie, et son association à moitié avec le Botswana. Ajoutons la production de diamants synthétiques, les participations financières dans l'Anglo-American, sa maison-mère sud-africaine (38 %), Minorco, etc.

« Il faut une boule de cristal pour comprendre la De Beers. Elle est tapie au centre d'une toile d'araignée d'où rayonnent des participations croisées ».

selon Steve Oke, analyste minier auprès du courtier Smith New Court, ce gigantesque trust, fondé en 1880 par l'aventurier sud-africain Cecil Rhodes, fait preuve de dons exceptionnels pour que sa personnalité se dérobe à tous.

« Nous sommes une coopérative de production plutôt qu'un cartel. Nous garantissons aux producteurs une stabilité des prix en assurant l'offre à la demande. Selon les besoins et la mode, le CSO est capable de stocker ou d'écouler telles ou telles qualités et dimensions, en direction de tel ou de tel marché... », explique Keith Ives, directeur des recherches de marché auprès du CSO. Voilà la De Beers, côté cour, liée par contrat aux neuf principaux pays producteurs de diamants, de la Russie au Zaïre en passant par l'Australie ou l'Angola.

CLUB PRIVÉ. Côté jardin, le building de gauche, hypermoderniste, cultive une atmosphère de club privé. C'est ici qu'on accueille dix fois par an les cent cinquante acheteurs privilégiés participant à la traditionnelle cérémonie des « vues ».

« Nous connaissons bien nos clients :

après tout ils ne sont pas nombreux », affirme Harry Garnett. Cet homme aux cheveux argentés qui travaille depuis plus de vingt ans pour la « DB » est chargé de la composition des boîtes en carton destinées à ces « porteurs de vues » (sightsholders). Seuls les diamantaires qui peuvent justifier une surface financière de 15 millions de dollars par an peuvent faire partie de ces privilégiés. Ils ne travaillent qu'une partie des pierres, la majorité sont revendues aux quatre centres de taille : Anvers, Bombay, New-York, Tel-Aviv. Ils doivent accepter sans objection le contenu des petites enveloppes blanches renfermant les joyaux de carbone brut : le « Syndicat » n'oublie jamais un refus.

Chute de 20 % des revenus nets, réduction du bénéfice de 1,32 million de dollars à 1,08 million de dollars, augmentation de 10 % des stocks de gemmes dont la valeur dépasse désormais les 3 milliards de dollars... Courtois, impassible, Julian Ogilvie Thompson, président de la De Beers, ne cille pas en présentant des résultats décevants de 1991. « La marche est plutôt tran-

quille ces jours-ci, mais 1992 sera somme toute une bonne année. »

L'effondrement de l'autorité centrale au Zaïre, la levée de l'interdiction frappant le petit commerce de pierres précieuses en Angola, le boom de la contrebande en Sierra Leone, la confiscation par le gouvernement du Zimbabwe d'une concession diamantifère... « M. Diamant » donne l'impression que tout glisse, que rien ne l'atteint. Selon certaines rumeurs, les approvisionnements ont été réduits de 25 %, voire de 50 % lors des « vues » de janvier et de février, pour tenter de soulager un marché engorgé par la récession.

Si la De Beers ne se livre guère, c'est autant par la nature même d'un produit de luxe suscitant convoitises et jalousies que par un état d'esprit « maison ». Les descendants de Sir Ernest Oppenheimer, fondateur en 1917 de l'Anglo-American Corporation, spécialisée dans les mines d'or et d'argent, qui avait racheté en 1925 le « Syndicat » londonien fondé par Rhodes, sont toujours aux commandes avec Julian Ogilvie Thompson, digne successeur du légendaire Harry Oppenheimer, qui était resté

soixante-six ans à la tête de la firme. Un fils, Nicky Oppenheimer, est vice-président, un cousin, Anthony Oppenheimer, figure dans l'état-major du CSO, sa fille est curatrice de la fabuleuse collection d'art moderne, deuxième en importance après celle des frères Saatchi!

RESSAC. Malgré le ressac, et bieu que le diamant ne joue plus depuis longtemps le rôle de valeur-refuge, la De Beers reste solidement juchée sur son socle impérial. Les premiers signes de reprise aux États-Unis (30 % des ventes), le formidable potentiel de l'Asie du Sud-Est et de la Chine, le retour, un peu partout, des valeurs traditionnelles des fiançailles et du mariage, devraient compenser la langueur des marchés japonais et allemands.

En dépit des soubresauts politiques, les autorités russes respectent toujours à la lettre les conditions de l'accord signé en juillet 1990 avec l'URSS donnant à la De Beers la commercialisation pour cinq ans de toute la production, contre une avance de 1 milliard de dollars.

La création en 1990 de la De

Beers Ceotenary, société de droit helvétique, basée à Lucerne, réunissant les activités hors Afrique du Sud, a visiblement rassuré les milieux d'affaires internationaux réticents à l'égard d'une compagnie, certes adversaire déterminée de l'apartheid, mais spécifiquement sud-africaine, nationaliste et patriote. La libération de Nelson Mandela, l'abandon virtuel par l'ANC, dans son programme, de la nationalisation de l'industrie minière, l'ouverture à la fin de l'année de la mine Venetia dans le Nord-Transvaal, sont autant de signes encourageants.

Julian Ogilvie Thompson, « JOT », garde surtout dans sa manche un atout maître : le légendaire Centenary Diamond, pierre mythique de 272 carats, considéré comme le diamant poli le plus parfait après ceux des bijoux de la couronne d'Angleterre. Lors de l'annonce des résultats de 1991, le président de la De Beers a fait taire les rumeurs d'un ton sec : « Nous ne sommes pas pressés de le vendre. »

Marc Roche

Il n'existe qu'un seul billet suisse sur lequel on gagne au change.

Voyagez en classe affaires avec un service de première classe.



Pour ses premiers vols intra-européens, la grande compagnie américaine a choisi des centres d'affaires importants : Genève et Zurich au départ de Paris. Nous avons pensé marquer l'événement en vous faisant faire une affaire avant même d'arriver, et une affaire peu commune puisqu'il s'agit de la première occasion de gagner au change sur un billet suisse : avec votre billet business, vous reconnaîtrez le service d'une première classe, une qualité de service qui a fait la réputation de United dans le monde. Ces vols ne sont qu'un début puisque United Airlines vous proposera bientôt d'autres vols intra-européens au départ de Paris. Pour plus de renseignements contactez votre agent de voyage ou United Airlines. Téléphone Paris : 48.97.82.82, Province n° vert : 05.01.91.38.

UNITED AIRLINES
PARIS-ZURICH / PARIS-GENÈVE

L'ÉCOLE DE LA COMMUNICATION

3^{ème} cycle
sur concours à 30€ + 4
Durée des études : 1 an.

2^{ème} cycle
sur concours à 30€ + 2
Durée des études : 2 ans.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
SCIENCES COM
BP 67
44003 Nantes cedex 01
Tél. (01) 40 99 99 00

Jacques RIBOUD
APRÈS MAASTRICHT

LA MONNAIE UNIQUE
Vers un nouveau système

70 pages Prix 50 F
Dans les librairies spécialisées
Et au
Centre Jouffroy
Pour la Réflexion Moutaïre

88 bis, rue Jouffroy
75 017 Paris
Tél.: 46 22 10 50

La loi Royer

De tous les taxtas de la V^e République, la loi Royer limitant l'ouverture des grandes surfaces est certainement un des plus discutés mais aussi celui qui a la peau la plus dure : ne promet-on pas depuis vingt ans de la réformer ? Le débat reste d'actualité : au nom de la nécessaire « moralisation de la vie politique », une commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis a apporté de l'eau au moulin des grands groupes de la distribution en demandant, en novembre 1991, de la supprimer. Afin d'améliorer la transparence des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC), la ministre du commerce et de l'artisanat, François Doubin, a pris un décret à la fin février instituant le vote public au sein des CDUC. Son principal effet a été de susciter une levée de boucliers des grands distributeurs pour qui cette nouvelle disposition ne fera qu'entraver davantage leurs possibilités d'ouverture.

Edith Cresson, qui avait promis une réforme « en profondeur » de la loi Royer, a déçu ceux qui comptaient sur son courage politique pour régler la question des financements occultes. Mais le problème était sans doute trop « chaud » à l'approche d'échéances électorales, dans un climat pollué par les « affaires », pour qu'une nouvelle loi soit soumise aux élus du peuple. Le commerce contribue à structurer la vie sociale d'une communauté, ville, village ou banlieue. Bien sûr, on ne peut tancer la distribution moderne pour responsable des échecs de l'urbanisme en France, mais le bilan est loin d'être rose : les communes rurales se désertifient ; la cœur des villes se vide au profit des périphéries ; les routes nationales menant aux grandes métropoles sont défigurées ; les banlieues se déshumanisent...

A l'inverse, la consommation a, sans aucun doute, bénéficié de la baisse des prix et de possibilités de choix induites par le commerce moderne et la concurrence tandis que l'économie française réussissait à vaincre son inflation chronique. Par ailleurs, la loi Royer aura permis à une partie des commerçants de vivre moins difficilement l'intrusion de la modernité dans leur secteur. Faut-il, dans une France vieillissante, soucieuse de moins utiliser l'automobile pour préserver l'environnement, protéger un commerce traditionnel, de proximité ? La réponse appropriée à ces problèmes de société relève-t-elle d'une logique mathématique, plus ou moins efficace, entravant les capacités d'entreprendre ? La question mérite d'être posée. Dossier établi par Françoise Vaysse

I. - Pourquoi ?

■ Il s'agit d'amortir les conséquences sociales de l'intrusion des grandes surfaces dans le commerce français : en 1949, Edouard Leclerc introduit la distribution moderne ; en 1957, le premier supermarché de plus de 400 mètres carrés est ouvert en France, en banlieue parisienne. En 1963 apparaît le premier hyper, à Sainte-Geneviève-des-Bois. Ils font des ravages : depuis 1965, le petit commerce est en chute.

A la veille du vote de la loi, les grandes surfaces prolifèrent : en 1972, on dénombre 2 334 supermarchés (265 ouvertures en un an) et 209 hypermarchés (62 ouvertures)... Pourtant, si la grande distribution s'est déjà taillée une bonne part de marché dans l'alimentaire (22 % dont 7,4 % pour les hypermarchés), son poids est moins fort dans l'ensemble des ventes de détail (11 % dont 4 % pour les hyper). A l'époque, certains observateurs estimaient que la loi arrivait trop tard.

Derrière le très actif Gérard Nicoud (CID-Unati), les petits commerçants en grogne tous azimuts sont notamment en guerre contre les gros, n'hésitant pas à recourir à la violence pour se faire entendre, ce qui inquiète fort les politiques. Le 20 décembre 1973, le nouveau ministre du commerce et de l'artisanat fait donc voter une loi, ouvertement qualifiée, puisqu'elle permet aux artisans-commerçants, au sein des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC), de se prononcer sur les ouvertures de grandes surfaces.

Si Jean Royer se fait applaudir par les commerçants lors d'un tour de France, le texte soulève un débat passionné au Parlement - sous l'œil attentif du CID-Unati - car, outre son caractère corporatiste, il donne un coup de canif à la sacro-sainte règle de la libre concurrence. La discussion se cristallise sur la composition des CDUC et le nombre de sièges octroyés aux commerçants et artisans en leur sein : lors d'une des navettes entre l'Assemblée nationale et le Sénat, on leur offre la moitié des sièges, soulignant la colère de Jean-Jacques Servan-Schreiber, le député radical de Meurthe-et-Moselle. Il dénonce ce « droit de veto des commerçants et artisans sur toute concurrence », suivi par plusieurs députés qui critiquent cette « obédience de l'Etat ».

BIBLIOGRAPHIE

- Rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales sous la V^e République, deux tomes, 444 pages, publié au Journal officiel du 15 novembre 1991.
- La situation du commerce français en 1991 : rapport publié le 27 janvier 1992 par la Commission des comptes commerciaux de la nation et l'INSEE.
- Rapport sur le projet de loi d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice de professions artisanales et commerciales, présenté par Roger Filiol et adopté le 15 novembre 1990 par l'Assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.
- Rapport du Conseil économique et social présenté par Jean Regimbeau sur la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 13 janvier 1987.
- Concurrence-consommation-distribution, éditions Lamy, 187-189, quai de Valmy 75010 Paris.

II. - Comment ?

■ Finalement, présidées par le préfet ou son représentant (qui ne prend pas part au vote), les CDUC sont composées de 20 membres : 9 élus locaux (dont le maire de la commune d'implantation), 9 représentants des activités commerciales et artisanales, 2 représentants des associations de consommateurs. Les maires des communes limitrophes de la commune d'implantation ont des voix consultatives. Le directeur départemental de l'équipement et le directeur départemental de la concurrence et de la consommation assistent aux séances. Le mandat est de trois ans renouvelable une seule fois (décret du 24 février 1988).

Un mois au moins avant de se réunir, les membres des CDUC doivent recevoir leur communication de l'ordre du jour leur indiquant les demandes à examiner ainsi que la fiche analytique de chaque projet. La commission doit statuer dans un délai de trois mois à compter du dépôt de chaque demande, sinon l'autorisation est réputée accordée. Elle se prononce à la majorité relative, par vote secret. En cas d'égalité des suffrages, l'autorisation est réputée accordée. Le 19 février 1992, un décret a rendu public le vote des CDUC, mesure destinée à améliorer la « transparence » du fonctionnement des commissions.

A l'initiative du préfet, de tiers des membres de la CDUC ou de celle du demandeur, une décision de la commission peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours auprès du ministre. En revanche, cette procédure n'est pas ouverte aux tiers, qui n'ont que la possibilité d'un recours contentieux devant un tribunal administratif.

Saisi d'un recours, le ministre doit prendre l'avis de la Commission nationale d'urbanisme commercial. Celle-ci est composée de 9 représentants des élus locaux (5 désignés par l'Assemblée nationale, 4 par le Sénat), de 9 représentants du commerce et de l'artisanat et de 2 représentants des organisations de consommateurs. Ces membres sont nommés pour trois ans, renouvelables sans limitation.

Après avis de la Commission nationale, le ministre doit, dans les trois mois qui suivent la date de réception du recours, statuer. L'absence de décision du ministre vaut rejet implicite du recours, dans un délai de quatre mois. La décision du ministre peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif, et en appel, devant le Conseil d'Etat.

« Oui, nous sommes sollicités ; oui les Centres Leclerc sont sollicités ; et même moi j'ai personnellement été sollicité et je suis sollicité avant comme après la nouvelle loi sur le financement des partis politiques. Il faut que ce soit clair : je suis sollicité. »

Michel-Edouard Leclerc (Centres Leclerc).

III. - Les résultats

■ Après moult débats sur le niveau auquel doivent être fixés les seuils, sont soumis à autorisation les projets de construction nouvelle de magasins de commerce de détail ou de transformation de locaux existants, dans les communes d'au moins 40 000 habitants, quand leur surface de plancher hors œuvre dépasse 3 000 mètres carrés ou quand leur surface de vente dépasse 1 500 mètres carrés (respectivement 2 000 et 1 000 mètres carrés pour les communes de moins de 40 000 habitants).

Dès les premières années d'application, s'est posée la question des lotissements composés de magasins de détail, implantés en un même lieu et constituant une unité économique au regard de leur conception générale ou en raison des conditions communes d'exploitation, même si chacun d'eux a une surface inférieure aux seuils de la loi : 1,5 million de mètres carrés auraient été aménagés entre 1974 et 1990 hors procédure devant la CDUC. A la fin 1990, un texte interdit ce genre de pratique - qui dénature le paysage à l'entrée des villes - et, en organisant sa répartition, met fin à la « cabasse à la taxe professionnelle » dont le versement était jusque-là limité à la commune d'accueil de la grande surface.

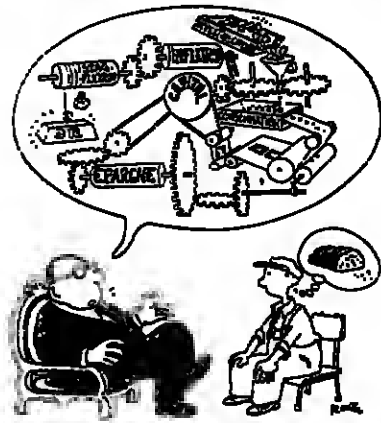
Si la loi Royer a d'abord freiné le rythme d'implantation des grandes surfaces, elle n'a pu endiguer l'incroyable poussée des hyper et supermarchés : alors qu'en 1965, ils assuraient à peine 2 % du chiffre d'affaires du commerce de détail, cette proportion est montée à 29,2 % en 1991. Au 1^{er} janvier 1992, on dénombrait 900 hypermarchés, d'une surface toujours plus grande (5 428 mètres carrés en moyenne, soit 4,9 millions de mètres carrés au total), et de plus en plus de supermarchés (6 700 totalisant 6,6 millions de

« Nous sommes arrivés à un stade où la loi Royer ne sert plus à rien, sinon à provoquer la corruption. Il y a une solution extrêmement simple (...) qui consiste à l'abroger purement et simplement. La corruption disparaîtra le jour même. »

Michel Bon (Carrefour).

mètres carrés, soit 985 mètres carrés en moyenne). A l'inverse, 20 000 magasins environ d'alimentation générale ont disparu entre 1973 et 1982, la plupart étant des petites épiceries traditionnelles.

En 1987, le rythme annuel d'autorisation était de 700 000 mètres carrés. En 1988, il montait à 1,4 million puis à 1,8 million en 1991 (cette année-là, le ministre, François Doubin, en a annulé 200 000 mètres carrés). Finalement, l'implantation des grandes surfaces a surtout été marquée dans l'alimentaire, mais hyper et supermarchés se taillent une belle part de marché dans le non-alimentaire (15,7 %) au détriment des formes traditionnelles de commerce qui ne cessent de perdre du terrain (47,1 % des ventes en 1991 contre 47,9 % deux ans plus tôt).



IV. - Les effets pervers

■ Son plus gros défaut est, de longue date, d'avoir permis « des pratiques financières contestables », selon les termes du rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales sous la V^e République. Toutes ne se rattachent pas à ce domaine. Mais, comme l'expliquait le PDG de Carrefour, Michel Bon, auditionné dans le cadre de cette commission : « Dès lors qu'il s'agit de l'autorisation d'une personne pour faire gagner de l'argent à une autre, la corruption arrive sur les talons mêmes de la loi. »

Ces à-côtés prennent la forme de réservation de panneaux pour des campagnes de publicité que le distributeur ne mène pas, l'achat de sondages ou d'études de marché dont il n'a pas besoin, la facturation de pages de publicité dans les journaux à des prix sans rapport avec leur tirage. En revanche, les valises pleines de liquide semblent être moins prisées : « Les gens sont devenus un peu intelligents après la sortie d'un certain nombre d'affaires. Cela fait longtemps que je n'ai pas vu de telles pratiques ou que je n'en ai pas entendu parler », déclare à Michel-Edouard Leclerc dans le cadre de l'enquête. Selon lui, « les cas de corruption personnelle sont mineurs ». Pourtant, « des gens (NDLR : des intermédiaires) se sont enrichis en jouant de l'opacité du système ».

Paul-Louis Halley, président de Promodes, s'il reconnaît avoir payé des pages publicitaires dans des revues de partis politiques, à l'occasion de congrès, est plus prudent puisqu'il assure que « ce n'est pas lié du tout à des demandes d'autorisation ». En revanche, tous les grands distributeurs reconnaissent financer des équipements collectifs : normalement, ceux-ci sont liés à l'exploitation du magasin (ronds-points, routes...) mais souvent ce n'est pas le cas. Et de citer la construction d'un commissariat de police, l'aménagement de voies à l'autre bout de la ville, des crèches, des stades...

« Nous avons même contribué à rénover le bureau d'un maire », reconnaît Michel-Edouard Leclerc. Il met également à l'index le prix qui est demandé aux grands groupes de la distribution pour réaliser ces investissements. « Lorsqu'on nous demande de signer, dans la région parisienne, une convention finançant à 4 millions de francs un rond-point dont tout le monde sait qu'il coûte 2 millions de francs, on ne connaît pas la répartition de la différence de prix », note-t-il.

Les élections font monter les prix : « Avant les grandes périodes électorales, tout ministre du commerce, quel qu'il soit, prend de lui-même, ou suite aux conseils politiques qui lui sont donnés du Châteauneuf ou d'ailleurs, ou du premier ministre, des initiatives visant à restreindre le nombre d'autorisations accordées aux hypermarchés. (...) Donc, on se retrouve en général devant une fermeture plus ou moins partielle du robinet qui crée le renchérissement de l'offre. »

LEXIQUE

MAGASIN POPULAIRE. - Il s'agit de magasins à assortiment général, dotés d'un rayon alimentaire, situés en centre-ville. Lancés selon la formule venue des Etats-Unis de la vente « à prix unique », leurs enseignes les plus connues sont Monoprix, Prisunic, Uniprix.

SUPERMARCHÉ. - Magasin en libre-service à prédominance alimentaire de 400 à 2 500 mètres carrés. Il est implanté trois fois en centre-ville pour deux fois en périphérie, disposant dans trois cas sur quatre d'un parking.

HYPERMARCHÉ. - Magasin en libre-service, à prédominance alimentaire, supérieur à 2 500 mètres carrés. Il est quatre fois plus souvent en périphérie qu'en centre-ville, plus d'une fois sur deux en centre commercial.

ZONE DE CHALANDISE. - C'est le bassin d'attraction d'un point de vente délimité par la zone de résidence de ses clients réguliers.

BACHELIERS, DECOUVREZ LE NOUVEAU MONDE DU MANAGEMENT



3 Centres d'enseignement : Paris-La Défense, New-York, Tokyo
10 Années de contacts permanents avec les plus grandes entreprises américaines et japonaises

Une Ecole Supérieure de Commerce permettant une réelle immersion économique et culturelle au Japon et aux Etats-Unis

« 4 Années d'études, dont une année à Tokyo et à New-York. ADMISSIONS

- En 1^{ère} année : Bac + concours
- En 2^{ème} année : BTS, DEUG, DUT + concours

CESMI 50, avenue François Arago
92000 Nanterre-La Défense Tél : (16 1) 46 95 10 00
REN Notaire-Président (à l'ère de Charles de Gaulle) 1960
Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé



L'ECOLE DE POINTE DU MANAGEMENT INTERNATIONAL

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques - créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes « pilotes » HEC

Conditions d'admission

- Voie générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPPO ELSICA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
16 1) 45 66 59 95
enseignement supérieur privé

هكذا من الأصل

IV - Les effets pervers

Dans une Europe qui bouge, il faut changer.

A l'heure de la conquête des nouveaux marchés mondiaux, les ports français occupent une position stratégique et économique de tout premier plan. 4^e exportateur mondial, la France joue déjà un rôle décisif dans les échanges maritimes de l'Europe avec le reste du monde. Aujourd'hui les ports français vont plus loin. Ils s'engagent ensemble à mettre tous leurs atouts pour atteindre le meilleur niveau de qualité, souplesse, rapidité et compétitivité. Et relever tous les défis de l'Europe de demain.

**Les Ports
Français**

J. WALTER THOMPSON

PERSPECTIVES

Un bilan dix ans après

Le pari perdu de la nationalisation du crédit

En prenant le contrôle en 1982 de trente-six banques, le gouvernement socialiste voulait mettre le crédit au service de l'économie. L'ambition a fait long feu et tous les établissements, reprivatés ou encore dans le giron de l'Etat, visent aujourd'hui la plus classique des rentabilités

LORSQU'IL y a dix ans, le pouvoir socialiste décida de nationaliser la quasi-totalité des banques françaises, en sus des grands établissements qui l'étaient déjà depuis 1945, il nourrissait un dessein d'une immense ampleur sans exemple dans le monde occidental. Dessein « faustien » ou d'une grande naïveté ? La maîtrise publique du crédit devait être « gage de rationalité supérieure ». Orienter les ressources vers les investissements les plus créateurs, rapprocher les réseaux des besoins exprimés localement, « moraliser » les relations entre les banques et les PME, réconcilier la nation avec ses organismes financiers ; tel était l'objectif.

TRILOGIE • En septembre 1981, le premier ministre, Pierre Mauroy, définissait la nouvelle politique : « Faire que dans les communes, dans les régions, les banques décentralisées ne soient plus pour tous les entrepreneurs des tuteurs, des séigneurs ou des exécutants, mais des partenaires de développement, attentifs aux exigences de l'environnement local et régional. » Tuteurs, séigneurs, exécutants, la trilogie était cruelle. Il fallait nationaliser un secteur bancaire privé, qui, s'il représentait à peine 13 % des ressources et 16 % des crédits, était, aux yeux de la gauche, coupable d'exister et de constituer, pour les banques publiques, une excuse pour mener une politique jugée trop « commerciale ».

Il fallait donc, également, reprendre le contrôle à 100 % de ces banques nationales (BNP, Crédit lyonnais, et Société générale). Pour faire bonne mesure, on ajoutait à la charrette les banques d'affaires Paribas et Suez, censées attirer captives les sociétés dont elles avaient pris le contrôle. Résultat : l'Etat nationalisait trente-six banques (quatre-vingt-huit en y ajoutant celles qu'elles contrôlaient), et notamment les douze banques du groupe du CIC. La puissance publique avait désormais la haute main sur 75 % des crédits distribués.

L'Etat des lieux au moment de la nationalisation ? Le système bancaire français, coûteux et peu rentable, est figé dans un encadrement du crédit sclérosant. En fait, la nationalisation n'est autre qu'un immense pari pour tout changer, et ce pari va être perdu pour une série de raisons.

La première est que la France entre dans la crise économique provoquée par le deuxième choc pétrolier, que va exacerber une imprudente politique de relance. Ministre des finances, Jacques Delors, a le souci de ne pas traumatiser le système bancaire auquel il a demandé de soutenir les entre-

prises. Malgré les pressions de l'aile gauche du PS, il fera traîner jusqu'en 1984 le vote d'une « grande loi bancaire » qui ne fera que mettre à jour une réglementation remontant pour l'essentiel au régime de Vichy.

La consigne est claire : pas de fantaisies ! Ainsi, les syndicats n'auront pas droit de regard sur la distribution des crédits, comme le réclamait la CFDT. Tout au plus, en 1983, est-il demandé aux banques de dépôt d'apporter aux sociétés industrielles nouvellement nationalisées 6 milliards de francs, dont 3 en capital et 3 en « prêts participatifs ». Quant aux banques d'affaires, Paribas et Suez, il leur est demandé... de continuer à faire des affaires, sans trop de hardiesse pour ne pas donner prise à l'accusation de nationalisations rampantes, à l'étranger et en France.

à « se débrouiller » en se procurant sur les marchés des pseudo-fonds propres (TSDI, TSR, etc.) ou des titres sans droits de vote (certificats). Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais depuis l'automne 1988, sera plus imaginaire. En rachetant à une autre société nationalisée, Thomson, sa filiale financière, payée en actions de la banque, il s'est procuré près de 13 milliards de fonds propres et assimilés. La BNP se rattrapera grâce à des croisements de participation avec l'UAP, aux puissantes réserves. L'assurance a d'ailleurs déjà été mise à contribution avec la prise de contrôle du CIC par le GAN, qui, en quelques années, lui aura apporté 5 à 6 milliards de fonds propres. Toujours dans ce souci de recapitalisation indirecte, la Caisse des dépôts a fourni 1 milliard de francs au Crédit lyonnais.

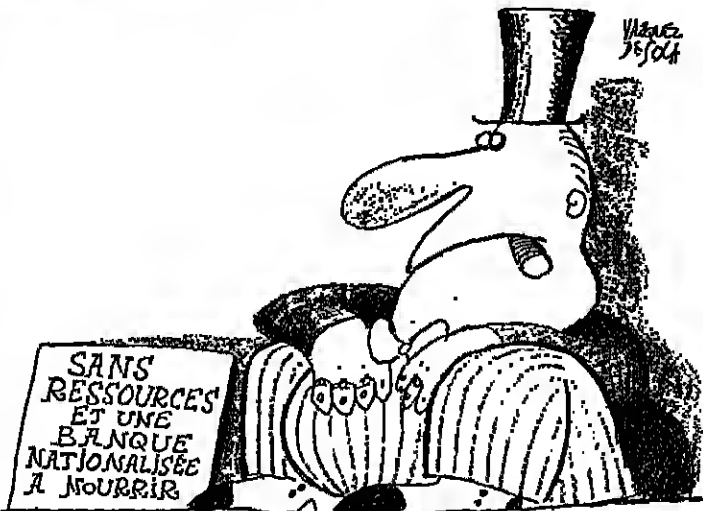
Caisse nationale du Crédit agricole, occuper le fauteuil de Maurice Lauré à la Société générale. Dans les banques d'affaires, pas d'aventurisme non plus : Jean-Yves Haberer, ancien directeur du Trésor, chez Paribas, Georges Plescoff puis Jean Peyrelade, grands présidents, chez Suez.

Mais dans les petits et moyens établissements, la politique et le copinage s'en donnent à cœur joie avec, pour conséquence, une valse des présidents fort dommageable pour les établissements. Ce fut le cas pour les douze banques du groupe CIC, dont la tête aura changé cinq fois en dix ans, pour le Crédit commercial de France (quatre fois), sans compter les autres. Au fil des années et des alliances, la valse s'est muée en pavane, dansée très lente comme l'on sait.

UN COUP POUR RIEN • Dix ans après, le grand pari de la « réforme du crédit » est perdu : les banques et pas seulement les privatisées de 1986-1987 – n'ont pas changé leur comportement, du moins pas dans le sens souhaité à l'origine. Les grandes banques de dépôt, recapitalisées par leurs propres fonds, ont acquis une certaine autonomie (à l'instar de la Société générale après sa privatisation). Les banques d'affaires, également privatisées, ont repris leur liberté, ce qui leur a permis de mener de grandes opérations à l'étranger, comme la prise de contrôle de la Générale de Belgique par Suez. Parmi les banques moyennes, le CCF a repris, avec succès, son caractère privé, tandis que le problème du CIC, véritable « nationalisation ratée », s'est en train de se régler sur le plan financier, ne l'est pas au niveau des dirigeants, toujours nommés individuellement par le pouvoir. La Marseillaise de crédit, nettement sous-capitalisée, est à « marier ». Quant à la Banque Hervey, elle poursuit son bonhomme de chemin sous l'étiquette publique, certes, mais dans l'esprit d'une banque commerciale classique.

La nationalisation des banques ? Un coup pour rien, alors ? Dans un certain sens, oui. Le mélange des genres, banque de dépôts et banque d'affaires, est toujours périlleux, et la nécessité de dégrader des bénéfices, toujours aussi impérieuse. Le problème des fonds propres des entreprises publiques reste lié à l'impécuniosité chronique de l'Etat, et le contrôle des banques peut toujours être assuré discrètement par la Banque de France et, le cas échéant, le Trésor. C'est la grande leçon de ces dix ans.

François Renard



Daos ce domaine, la nationalisation sera une paralysie.

L'Etat n'a jamais donné d'argent à ses banques, mais il n'oublie pas d'encaisser ses dividendes, surtout pour financer le coût des indemnités de nationalisation. Ces indemnités constitueront d'ailleurs une aubaine pour les actionnaires d'établissements qui, en 1981, étaient en état de faillite virtuelle. Ce fut le cas de la Banque Worms (pertes sur l'immobilier), de la Banque Vernes (immobilier et négoce), et de la Banque Rothschild (participations industrielles).

Un problème majeur va se poser aux établissements et à l'Etat, actionnaire : augmenter les fonds propres pour répondre aux ratios de solvabilité internationaux. Pour améliorer le ratio capital/crédits, dramatiquement insuffisant en 1981, surtout pour les grandes banques nationales, tout un arsenal de mesures sera employé, avec un leitmotiv : pas d'argent public ! Tout d'abord, les banques continueront

Actuellement, une autre formule est employée : en échange d'actions qui gonflent leurs fonds propres, les banques apportent de l'argent frais à des sociétés nationalisées. Unior-Sacilor pour le Crédit lyonnais, Air France pour la BNP, en attendant Aérospatiale. Ce procédé est fort critiqué par les experts orthodoxes, qui le trouvent risqué et coûteux, bien qu'il ait été pratiqué abondamment en Allemagne.

VALE • Restait le problème des hommes, celui des dirigeants. Là, il y a beaucoup à dire. Pour les socialistes, il fallait changer les hommes pour changer le système, et « braver les adresses ». Pour les grands établissements, priorité fut donnée au professionnalisme. On vit René Thomas, numéro deux de la BNP, succéder à Jacques Calvet ; Jean Delfassieux, directeur adjoint du Crédit lyonnais, prendre la place de Claude Pierre-Brossolette, et Jacques Mayoux, qui avait été onze ans directeur général de la

La Société générale vouée à la sagesse

« La Société générale étant désormais une banque privée, il n'est pas question qu'elle accepte d'importer quel risque à n'importe quelles conditions. » Voilà ce que pense et exprime volontiers Marc Viénot, PDG de la banque, en observant, l'œil amusé, le comportement de ses grands confrères nationalisés, BNP et Crédit lyonnais.

C'est vrai, la Société générale, en ce printemps 1992, peut discrètement se féliciter de n'avoir aucune « casserole » majeure. Sans doute, a-t-elle, comme tout le monde, dû provisionner quelques « accidents », mais, en tout cas, rien de commun avec l'affaire de la MGM, qui coûta cher au Crédit lyonnais, ou celle de la BIAO, qui a douloureusement affecté plusieurs années de suite la BNP. Quant à l'immobilier, bête à chagrins du début des années 90, la banque y a trempé, comme tout le monde, avec une dizaine de milliards de francs d'engagements, mais sans sinistre majeur. Apparemment, ses filiales étrangères ne racèlent pas d'« incinérateur à cash-flow » ni de gros accès à crever comme celui qui, en Suisse, a infligé à Paribas le premier déficit de son histoire. « Au moment du boom de l'immobilier en 1988-1990, on nous a reproché d'avoir été timorés. Aujourd'hui, on s'en félicite plutôt », fait remarquer, avec un certain sourire, Marc Viénot. Tout cela lui a permis d'escompter, pour l'exercice 1991, une progression « agréable » des résultats de la banque de presque 30 %, après une baisse de 25 % en 1990, « un accident de parcours ».

L'année 1991 devrait donc consacrer le retour de la Société générale à la tête du peloton des grandes banques commerciales pour la rentabilité. Cette rentabilité, il est vrai, est une préoccupation ancienne pour l'établissement, cultivée soigneusement par tous ses présidents, à commencer par Maurice Lauré (1973-1981), qui s'efforça toujours de ne laisser s'enfler ni les affectifs ni le bilan, exemplaire soigneusement suivi par Jacques Mayoux (1980-1988) et maintenant Marc Viénot. Le résultat est qu'à sa privatisation, en juin 1987, la Société générale pou-

vait aisément se passer du « parapluie » qu'était l'appartenance à l'Etat. Maintenant qu'elle est dotée d'actionnaires multiples – encore 600 000 sur les deux millions de la distribution initiale en 1987, y compris son personnel, qui détiennent 9 % du capital et regarde tous les jours le cours de l'action (530 F actuellement contre 407 F à la souscription) – l'exigence de rentabilité se pose, elle, plus que jamais, sans compter la nécessité de payer un dividende régulier et honorable. Pour 1990, ce dividende a été maintenu malgré la baisse des résultats.

Marc Viénot n'est pas très tendre avec son confrère, Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, dont la bouillie le surprend, partant du principe qu'une banque responsable devant ses actionnaires ne s'accorde pas le droit de s'exposer aux aventures. Des participations, oui, la Société générale en a accumulé pour 15 milliards de francs, mais chez de vrais amis, sans vilaine surprise.

Aujourd'hui, les contraintes du fameux ratio Cooke (rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements) incitent à une grande prudence : tout accroissement des crédits consentis doit être accompagné d'une augmentation des fonds propres, de préférence en actions plutôt qu'en tirages remboursables. Marc Viénot ne manque jamais de souligner le caractère « artificiel » des croisements de participations entre BNP et UAP.

En juin prochain, la Société générale fêtera ses cinquante ans de privatisation. Son état-major aura essuyé en 1988 une attaque en règle, lancée avec la bénédiction des pouvoirs publics pour remettre l'établissement dans la mouvance, sinon dans le giron, de l'Etat. Il s'estime « heureux » d'avoir échappé à la fois aux modes, comme la banque-assurance, et surtout aux sollicitations de l'Etat pour renforcer les fonds propres des grandes sociétés nationales : « chacun son métier ».

F. R.

La BERD, banque chic de l'Europe pauvre

Les « ouvreurs de portes »

Un ancien conseiller du président de la République française. Un ancien premier ministre hongrois. Un futur directeur du Trésor japonais. Un ancien ministre des finances russe... trente nationalités représentées. Dernière la banalité des bureaux de la BERD se cachent des employés parfois inattendus.

A la tête du département du personnel, Miklos Nemeth, dernier premier ministre de la Hongrie communiste, s'avoue débordé. Il doit non seulement continuer à recruter, en particulier pour renforcer le département russe, mais également s'occuper des... eugénisations de saleté ! « Etre premier ministre, c'est être un grand chef de personnel », aurait ironisé récemment Miklos Nemeth. 10 000 curriculum vitae ont été reçus en l'espace d'un an. D'une dizaine d'employés début 1991, les effectifs sont passés à 400 environ, et bientôt 600 personnes travailleront pour la BERD.

Pour tous les chefs de dépar-

tement, le recrutement constitue un véritable casse-tête. Comme l'explique Mario Sarcinelli, ancien directeur du Trésor italien, il n'est pas facile de trouver des gens qui « parlent russe, comprennent la macroéconomie, et acceptent de travailler dans des conditions difficiles ».

C'est ainsi que l'on trouve à la BERD des émigrés hongrois ou des hauts fonctionnaires japonais, au milieu de transfuges – très nombreux – de Wall Street ou de la Banque mondiale. Si les fonctions de la plupart des membres de la BERD sont précises, d'autres sont pour le moins floues. Que fait, par exemple, Boris Florov, brillant ministre des finances russe l'espace de quelques mois, en 1990 ? « Boris est un « door-opener » (ouvreur de portes), il connaît tout le monde à Moscou », explique Jacques Attali. Il est vrai que Londres est bien loin de Budapest ou Moscou et que, à l'Est comme ailleurs, la finance est souvent une affaire de contacts.

Suite de la page 33

Pas de représentant permanent, à peine quelques participations dans des financements internationaux...

« Il y a un an, c'était tout pour la frime. On pensait avant tout au communiqué de presse », reconnaît l'un des responsables de la BERD, à propos des actions de la banque et des démarches de son président.

Depuis le début de l'année, la BERD – qui a déjà usé plusieurs responsables des relations publiques, au point qu'un audit a été commandé sur le sujet – commence à faire part de ses réalisations. Fin janvier 1992, le financement du premier projet privé – la modernisation d'une imprimerie en Hongrie – a été déboursé. La Banque a défini des plans stratégiques pour chacun des pays de l'Est et pour la plupart des secteurs (distribution, énergie...)

CAMELOTES • Visiblement, Jacques Attali et ses collègues ont cherché au maximum à éviter les erreurs, d'autant que leur conseil d'administration (vingt-trois administrateurs représentant la quarantaine de pays actionnaires dont le nombre grandit au gré des bouleversements politiques) surveille de près

leurs activités et que les autres organismes internationaux observent toujours la BERD avec scepticisme. Or, si les besoins de l'Europe de l'Est sont immenses, la sélection des opérations est délicate. « Nous ne sommes pas à court d'argent, mais à court de bons projets », entend-on fréquemment au siège londonien. « Il s'agit de trouver les bons investissements au milieu d'un tas de camelotes », explique plus crûment l'un des responsables de la banque.

Aujourd'hui, pourtant, la BERD s'est lancée sur la totalité des terrains d'actions qu'elle avait définis : conseil aux privatisations (pour le gouvernement d'Ukraine, par exemple), financement d'entreprises privées (comme l'imprimerie hongroise), modernisation des infrastructures (comme celle des télécommunications en Roumanie, le plus gros projet approuvé jusqu'à présent), assistance technique (le développement du commerce de gros en Russie, entre autres). Au total, près de 500 millions d'euros (3,5 milliards de francs) ont été engagés en 1991, selon Jacques Attali. Le montant sera porté à 1,5 milliard cette année, et doublé une nouvelle fois en 1993. D'ici deux ans, le capital, de 10 milliards

d'euros, devra être augmenté. La BERD commence donc à tourner. Une culture d'entreprise n'est pas encore née, c'est bien à l'un des soucis de son président : « Un tiers Banque mondiale, deux tiers Banque Lazard », aimait à affirmer Jacques Attali. De fait, le fossé est souvent grand entre les équipes qui se soucient avant tout de la rentabilité des projets et celles qui se préoccupent des infrastructures, de l'amélioration de la qualité de la vie... Le président n'hésite pas à qualifier leurs relations de « très conflictuelles ».

Les équipes chargées des grands projets ne manquent pas une occasion de rappeler que l'équipement des collectivités locales est vital, même si le secteur n'est « ni le plus rémunérateur ni le plus visible ».

VOCABULAIRE • « Nous faisons de l'assistance technique déguisée », renchérit un collègue de l'équipe des banquiers d'affaires, expliquant que monter une opération à l'Est signifie aussi, par exemple, enseigner les techniques de rédaction des contrats. Etre banquier à l'Est ne servirait donc pas seulement à gagner de l'argent.

Afin de réconcilier ses troupes, Jacques Attali multiplie les réu-

nions, et va même jusqu'à insister sur l'usage d'un vocabulaire « made in BERD ». Par exemple, les pays d'Europe de l'Est ne doivent pas être qualifiés d'emprunteurs, mais de « pays d'opérations ».

Au moment où, enfin, l'organisme commence à fonctionner, l'éclatement de l'ancienne Union soviétique a ouvert à la BERD des horizons nouveaux. En février, la part du capital de l'ancienne Union soviétique a été élargie. Les craintes émises par les pays d'Europe de l'Est de voir l'immense territoire de l'ex-URSS pomper la plupart des ressources ont conduit à déterminer que celle-ci ne pourrait pas bénéficier de plus de 40 % du montant des opérations. Pour les années à venir, le travail ne manque pas. Dans les jours qui viennent, il faudra, entre autres, continuer à recevoir les candidats, les projets de financements, signifier les missions techniques, plancher sur les leçons de russe, prononcer de nouveaux discours... continuer à associer la crédibilité de la banque, et construire la nouvelle Europe... Des tâches de longue haleine.

Françoise Lazare

مكتبة الأصيل

ÉNERGIE

Les bio-carburants au secours de l'agriculture

La France a décidé d'exonérer de taxes jusqu'à fin 1996 les carburants d'origine agricole et la Commission européenne examine un projet plus ambitieux. Les industriels sont prêts à suivre mais exigent des garanties avant de se lancer dans des investissements coûteux.

Betteraves, céréales, pommes de terre et topinambours vont-ils remplacer une partie du pétrole importé en France? Cette question, qui aurait pu passer pour saugrenue il y a peu, devient d'actualité avec l'exonération totale de taxes dont devraient bénéficier les bio-carburants, afin de les rendre compétitifs. Cette disposition figure dans la dernière loi de finances (article 32) et les négociations se poursuivent entre les ministères chargés du budget, de l'agriculture, de l'énergie et de la consommation pour définir les modalités d'application.

On sait depuis longtemps qu'il est techniquement possible de fabriquer des carburants automobiles à partir de l'alcool agricole. On avait déjà recouru à cette solution pendant la seconde guerre mondiale. De son côté, le Brésil a lancé en 1975, au lendemain du premier choc pétrolier, un vaste plan «pro-alcool» destiné à accroître son indépendance énergétique. La culture extensive de la canne à sucre s'était à tel point substituée aux importations de pétrole que 85 % des voitures vendues en 1983 fonctionnaient à l'alcool pur! Mais avec la chute des cours du brut ce programme très ambitieux a été sévèrement révisé à la baisse.

JACHÈRES • Car, que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique, que l'alcool soit fabriqué à partir de cannes à sucre, de betteraves ou de céréales, le même constat éco-

nomique s'impose: son prix de revient est deux à trois fois plus élevé que celui des carburants d'origine fossile.

Pourquoi, dans ces conditions, s'acharner dans cette voie? La réponse réside dans la crise de surproduction que traverse l'agriculture européenne. «C'est ça ou laisser les terres en friches! Avec la réforme de la politique agricole commune, le gel des terres va devenir obligatoire. Au lieu de faire des jachères, il vaudrait mieux développer les productions non alimentaires», répond Jean-Pierre Lerouquier, directeur de l'Association pour le développement de l'éthanol-carburant (ADECA). A la suite des manifestations agricoles de l'automne dernier, qui reflétaient le désespoir paysan, François Mitterrand s'est clairement prononcé en faveur des bio-carburants. Du coup, le dossier a sérieusement avancé. A la dernière minute, un amendement a été ajouté à la loi de finances, qui prévoit l'exonération totale de taxe intérieure de consommation des produits pétroliers (TIPP) pour les bio-carburants jusqu'au 31 décembre 1996. Avec toutefois une restriction: la loi précise que cette disposition s'applique «dans le cadre de projets expérimentaux».

ÉTHANOL-CARBURANT • Pour tenter de combler son handicap économique, l'éthanol-carburant avait été détaxé une première fois le 1^{er} juillet 1988. Il bénéficiait alors de la même TIPP que le gazole, soit 1,50 franc de moins par litre que le super.

Mais cela n'était toujours pas suffisant pour inciter les pétroliers à ajouter de l'alcool agricole à leur essence. C'est pourquoi l'actuel gouvernement a décidé d'aller plus loin, en accordant un avantage fiscal de 2,83 francs par litre.

“Sur le plan technique, c'est acquis. Reste maintenant à planter les betteraves...”
déclare Bernard Bertrand, de PSA.

L'éthanol-carburant a toutefois peu de chances d'être utilisé tel quel en France. En effet, dans le cahier des charges que les constructeurs automobiles français imposent aux pétroliers, l'usage de l'alcool est interdit. Raison invoquée: il fixe les molécules d'eau et provoque des phénomènes de démixtion qui pourraient abîmer les moteurs. En revanche, une autre solution consiste à fabriquer un dérivé de l'éthanol, l'ETBE (éthyle-tertio-butyle-éther), que l'on obtient en ajoutant de l'isobutène à l'alcool.

L'intérêt de l'ETBE est de faire remonter l'indice d'octane de l'essence sans plomb. Il pourrait ainsi se substituer à un autre composé oxy-

géné très voisin, le MTBE, obtenu à partir de méthanol (alcool de méthane), que les raffineries utilisent de plus en plus pour remplacer le plomb dans les carburants. Sous la houlette de l'Institut français du pétrole (IFP), des expériences ont été menées à la raffinerie d'Elf à Feyzin, afin de vérifier s'il était possible de fabriquer de l'ETBE dans les installations prévues pour du MTBE. Elles se sont révélées concluantes. Le surcoût est en outre négligeable: une fois détaxé, l'ETBE a encore un prix de revient légèrement supérieur à celui du MTBE - 1,50 à 1,95 franc par litre (1) contre 1,50 franc par litre pour le MTBE - mais il permet de mieux remonter l'indice d'octane.

De leur côté, les constructeurs automobiles ne voient pas d'inconvénient à son utilisation. «Sur le plan technique, c'est acquis. Reste maintenant à planter les betteraves...», déclare Bernard Bertrand, directeur adjoint des recherches chez PSA. Et comme la législation autorise l'ajout de 15 % d'ETBE dans les essences, les responsables agricoles se prennent à rêver. «Cela correspondrait à 315 000 hectares de betteraves et de céréales», affirme-t-on à l'ADECA.

ESTER DE COLZA • Ce n'est pas tout. Un autre bio-carburant est actuellement testé par l'IFP et les constructeurs automobiles: le diester. Il s'agit d'un ester d'huile de colza, dont les propriétés sont proches de celles du gazole. Mélangé au gazole à hauteur de 5 %, il ne pose pas de problème technique aux petits moteurs diesel des voitures. Shell France, le pétrolier le plus engagé en la matière, a débouché une fonctionnaire du ministère de l'Agriculture pour piloter un projet expérimental. Là encore, le problème est

plus économique que technique. «Même produit en très grande quantité, le prix de revient du diester détaxé ne descendra guère en dessous de 3 francs le litre, contre 1 franc pour le gazole. Donc le marché de ce produit sera essentiellement celui des collectivités locales qui voudront subventionner le diester pour alimenter les flottes d'autobus urbains, car il pollue beaucoup moins et il permet de soutenir la production agricole», indique-t-on chez Shell.

Pour alimenter les gros moteurs diesel, il peut être mélangé à hauteur de 50 % dans le gazole. Il permet alors de réduire de près de moitié les émissions de fumée, ce qui est particulièrement appréciable en ville. Et c'est un carburant sans soufre, qui correspond donc aux directives européennes, qui seront beaucoup plus draconiennes sur le gazole à partir de 1996. Actuellement, des expériences sont menées sur les flottes d'autobus de Clermont-Ferrand, Compiègne, Mulhouse, Amiens et Rouen, et de plus en plus de villes se montrent intéressées. Forte de ce débouché, la société Robbe construit actuellement une unité de production de 20 000 tonnes de diester par an à Compiègne, qui sera opérationnelle à la fin de l'année.

ÉCOLOGIE • En dépit de son coût, le diester revêt un intérêt économique en France, où le programme diesel a été particulièrement poussé. En effet, les diesels représentent près de 40 % du parc automobile. Mais nos raffineries ne produisent pas assez de gazole pour les alimenter. Il faut donc en importer. Selon l'Union française des industries pétrolières (UFIPI), le déficit s'est élevé à 8 millions de tonnes sur une consommation totale de fuel domestique et de gazole de 36 millions de tonnes

entre janvier et novembre 1991. C'est un argument de poids pour les responsables de la filière oléagineuse, dont l'objectif est de produire à terme 600 000 tonnes de diester par an, ce qui représenterait... 500 000 hectares de colza!

La partie n'est pas gagnée pour autant. Avant de se lancer dans des investissements coûteux, les industriels exigent des garanties. Ils font valoir que l'exonération de TIPP sur les bio-carburants ne s'applique que jusqu'au 31 décembre 1996. La réponse pourrait leur être donnée par la Commission européenne, qui s'apprête à examiner un projet de directive abaissant de 90 % les taxes sur les bio-carburants sans limitation de durée. Ce projet, qui s'applique à l'ensemble de la production industrielle, est encore plus ambitieux que les mesures françaises, limitées aux seuls produits issus d'installations pilotes (le Monde du 20 février).

Un an après la guerre du Golfe, le secteur agro-industriel a beau jeu de faire valoir l'argument de l'indépendance énergétique de l'Europe. Il avance aussi les atouts écologiques des bio-carburants, qui limitent l'effet de serre et émettent moins de monoxyde de carbone. Mais, pour soutenir leur agriculture, les États européens sont-ils prêts à perdre des milliards d'euros de recettes fiscales? Et sur le plan écologique, ne risque-t-on pas de dégrader encore les sols en encourageant le développement de la monoculture? Ces débats de fond sont loin d'être tranchés.

Laurent Marcellou

Les routiers turcs entre deux guerres

Suite de la page 33.

Plus récemment, le débouché vers l'Europe a été affecté par la hausse soudaine des taxes de transit en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Le «Londra Camping», à l'entrée d'Istanbul, est un lieu de rendez-vous pour tous les routiers qui traversent la Turquie. Des dizaines de camions TIR sont parkés, soigneusement alignés dans une mer de boue. Blottis autour du poêle, les chauffeurs savourent les inévitables verres de thé bouillant et racontent leurs récents voyages.

Ibrahim Taftali a fait le trajet vers l'Europe des centaines de fois. Avant de repartir, il s'affaire autour de son camion Renault flamant neuf et vérifie une dernière fois que ses provisions sont bien en place dans le placard soudé sous la remorque. Dans une boîte en plastique sont rangées les feuilles de vigne farcies préparées la veille au soir par son épouse. Poulet, fromage et pain sont aussi du voyage. «Nous ne pouvons pas dépenser beaucoup», explique Ibrahim. Et certains chauffeurs ont peur de se faire servir du porc dans les restaurants.

BOMBARDEMENTS. La méfiance à l'égard de la nourriture occidentale semble plus forte que la peur des armes. «Pourquoi aurions-nous peur de traverser la Yougoslavie? N'importe quel chauffeur avec un peu d'assurance peut y aller», affirme Onur Durmaz, directeur d'une importante compagnie de transport.

Seule concession aux troubles politiques, les camions turcs évitent la Croatie et la Slovaquie, où trois chauffeurs ont trouvé la mort l'été dernier dans leurs véhicules qu'ils avaient refusé d'abandonner au cours de bombardements. Ils passent au large des frontières hongroise et serbe, en direction de la Croatie. En fait, la crise yougoslave gêne surtout leurs grands rivaux allemands: les relations tendues entre Bonn et la Serbie les obligent à faire un long détour par l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, doublant ainsi le temps nécessaire au transport, dans un secteur où la rapidité est cruciale.

Ces routiers turcs qui, selon Onur Durmaz, «battent leurs camions comme des chevaux et mettent un point d'honneur à

dépasser les autocars», ne sont cependant pas à l'abri des incidents de parcours. «Hommes au sang chaud», ils sont régulièrement la proie des nombreuses prostituées, roumaines surtout, qui les séduisent avant de disparaître avec leurs possessions. «Les voleurs injectent des gaz dans la cabine lorsque nous sommes endormis», affirme Onur Durmaz. Et certaines filles badigeonnent leurs seins avec des drogues soporifiques ou mettent des pilules dans nos boissons.

Mais alors que sa part de marché en Europe diminue, la menace la plus importante pour l'avenir de l'industrie turque des transports, qui fait vivre environ 2 millions de personnes vient des normes strictes concernant l'état des véhicules, le bruit et le niveau de pollution imposés par la Communauté européenne.

«La Turquie a le plus grand parc de camions d'Europe, mais aussi le plus vieux», déclare Cumhur Atilgan, directeur de l'Association turque des transporteurs internationaux, qui regroupe 350 compagnies. L'âge moyen des 7 000 véhicules TIR, de leurs 12 000 remorques et des 20 000 camions ordinaires qu'elle possède la Turquie est de neuf ans, contre une moyenne de deux à trois ans pour les véhicules européens.

CHICANERIES. L'Association des transporteurs est consciente de la nécessité de moderniser le parc routier, mais les chauffeurs sont indignés par les chicaneries administratives et policières dans les pays européens, les fouilles détaillées à la recherche de drogue, et les amendes pour manquement aux normes de sécurité, qu'ils perçoivent comme une discrimination injuste à l'égard des Turcs et de leurs collègues grecs, soumis au même traitement. «La drogue peut être transportée dans n'importe quel camion, pas seulement les turcs», s'indigne un chauffeur.

Les douaniers ont de bonnes raisons d'être soupçonneux, et la drogue n'est pas le seul produit qui circule en contrebande. Le gouvernement turc est récemment intervenu pour arrêter le trafic de pétrole irakien au poste-frontière de Habour. Les camionneurs, qui transportaient gratuitement ou à bas prix la nourriture et les médicaments destinés à l'Irak, obtenaient en contrepartie du carbu-

rant qu'ils revendaient ensuite en Turquie au prix officiel du marché.

Malgré ces revers au noir, l'embargo contre Bagdad continue de paralyser l'économie du sud-est de la Turquie. Durant les onze premiers mois de 1990, 193 000 tonnes de marchandises avaient été acheminées du port d'Iskenderun jusqu'en Irak. En 1991, ce chiffre était tombé à 875 tonnes. Les routiers demeurent cependant covaucous que les sanctions seront levées prochainement, ouvrant ainsi la porte vers les marchés du Moyen-Orient.

Au cours des trois dernières années, le commerce avec la Russie a augmenté graduellement pour atteindre 1 850 millions de dollars en 1990. «Les exportations augmentent, le potentiel pour les transporteurs existe», explique Cumhur Atilgan. Les relations privilégiées de la Turquie avec les nouveaux États musulmans et turcophones du Caucase devraient également ouvrir de nouveaux débouchés. Pour l'instant la majeure partie des exportations vers la CEI passent par Moscou.

A la mer depuis des années des pays de l'Est et de la Communauté européenne, les routiers turcs attendent le jour où leurs collègues européens seront forcés de transiter par la Turquie pour se rendre dans le Caucase ou en Asie centrale. «Les transporteurs ne pourront pas traverser la Russie pour se rendre dans ces Républiques. Ils devront passer chez nous», affirme l'un d'eux. «Toutes les meilleures routes passent par la Turquie».

«Nous n'avons rien contre les camions européens», explique Onur Durmaz. Mais s'ils nous font payer 400 marks pour couvrir 400 kilomètres, combien osons-nous leur demander pour traverser les 2 000 kilomètres de la Turquie?»

Pour se rendre dans la région du Caucase, les camionneurs doivent actuellement franchir le poste-frontière de Sarp, sur les rives de la mer Noire, ce qui les oblige à braver les troubles et les cols enneigés de la Géorgie, et même si la frontière avec l'Arménie finit par s'ouvrir, elle n'offrirait pas des garanties de sécurité suffisantes pour les transporteurs européens. Mais pour les routiers turcs, la route vers l'Est ne fait que commencer.

Nicole Pope

CONSULTEZ EN MEME TEMPS



LE REGISTRE DU COMMERCE ET LES BILANS POUR VOUS FAIRE UNE VUE D'ENSEMBLE SUR VOS CLIENTS OU VOS FOURNISSEURS.



Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments qui, combinés, vous permettent de vous faire une idée claire sur les entreprises:

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation des paiements.

Vous pouvez aussi commander les copies de bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pouvez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous décaler, sans frais particuliers.

Pour prévenir difficultés et impayés (en 1991 il y a eu près de 55 000 faillites), consultez systématiquement le Registre du Commerce et les bilans des Entreprises avec qui vous allez traiter.

Consultez le 36.29.11.11.

36 29 11 11 INFOGREFFE

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE -1, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél.: (1) 43.29.06.75

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Les écolos contre l'écologie

LES Verts veulent se démarquer du programme commun sur lequel a été élue la gauche en 1981. Pourtant, leur ambition affichée est aussi démesurée. Ils prônent rien de moins qu'un « changement culturel radical ». La différence avec le « Changer la vie » d'il y a onze ans est que le nouveau slogan est plus précis. La vie ne peut changer qu'à travers ceux qui la vivent. Pour une nouvelle vie, il faut un homme nouveau.

Les hommes et les femmes de cette fin de siècle se valent à qui s'en tenir là-dessus. Mais comment la curiosité ne resterait-elle pas excitée à l'endroit d'un programme nous invitant à « modifier nos modes de consommation, de répartition, de production et d'échange (...), aller vers une société d'individus responsables aux besoins raisonnés (...), utiliser au mieux l'ensemble des connaissances pour satisfaire ces besoins dans le respect de la biosphère ». Et si, pour cette fois, c'était vrai ?

Ces citations sont extraites d'un petit brûlot de treize pages des *Verts et l'économie*, élaboré par la « commission économie » du parti d'Antoine Waechter. Parmi les mesures préconisées figure en première place la réduction du temps de travail : passage immédiat aux trente-cinq heures et « marche vers les trente heures pour le début du vingt et unième siècle ».

Pas de quoi foudroyer un chat, penseront les amateurs d'émotions fortes, s'il en est encore en politique. Un tel objectif est presque banal. Il est la principale revendication des syndicalistes allemands. Et puis les auteurs du document citent, et le principal est l'économiste Alain Lipietz, ne se montrent-ils pas réalistes ? Ils entendent « ne pas redistribuer en même temps en pouvoir d'achat ces gains de temps libre » (le point d'exclamation est dans le texte).

Deux questions se posent au sujet de la proposition centrale des Verts. L'une porte sur le point de savoir pourquoi une diminution programmée de la durée du travail constitue à leurs yeux l'instrument privilégié de la transformation radicale de « notre société ». L'autre est relative à l'impact qu'une pareille mesure pourrait bien avoir sur la préservation de la nature.

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, cette question-là est, pour Alain Lipietz et ses amis, subsidiaire. Leur point d'honneur est de « ne pas réduire l'écologie au seul thème de la « défense de l'environnement ».

Mais s'ils devaient échouer sur ce terrain, quel crédit leur accorder ? Commençons par là. Pour les économistes verts, la pollution, comme la crise économique et le chômage, s'explique essentiellement par le « productivisme ». Selon eux, il s'agit de « la logique économique qui conduit à produire toujours plus en recherchant la productivité maximale sans réduire pour autant le travail, et sans prendre en compte d'autres contraintes comme l'utilisation des ressources naturelles, les effets de la production ou de la consommation sur le milieu ou les incidences sociales des évolutions ». D'embellie, cette façon d'appeler « logique économique » ce qui, après tout, ne constitue peut-être que des déviations laissent la possibilité de s'interroger sur le caractère amenable ou non du système dénoncé.

Irésistiblement, leur définition renvoie au raisonnement circulaire qui a assuré l'emprise du lourd discours marxiste. D'un côté Marx loue très fort la bourgeoisie pour avoir libéré les « forces productives » qui entraînent l'Histoire dans leur mouvement ; de l'autre, il a beau jeu de dénoncer les contradictions du régime bourgeois de la « production marchande » (son expression pour le « capitalisme »). Ces « contradictions » sont déjà incluses dans les termes qu'il a posés au départ pour définir ce régime. Redoutable pétition de principe. Mieux esprits qui se croient critiques n'y ont vu que du feu.

Pour expliquer leur conception du « productivisme », les Verts (voir plus haut) ont utilisé une seule fois le mot « travail ». C'est pour nous dire une contre-vérité : que sa durée n'est pas réduite par les progrès de la productivité. Productivité abusive ou pas (notre chronique « L'idole Productivité » du 26 février 1991), si de vrais progrès n'étaient sans cesse accomplis dans ce sens, les Verts ne seraient pas à nous parler de raccourcir le temps de travail. Leur erreur est aggravée par une omission propre à donner une interprétation unilatérale « des effets de la production et de la consommation sur le milieu ». Peut-on passer sans silence que pratiquement toutes les pollutions s'expliquent aussi par l'indifférence (justifiée ou non, c'est une autre affaire) à l'égard des dégâts écologiques provoqués par l'économie du travail humain. Or cette économie est devenue un

« choix de société » qui, lui non plus, n'a rien à voir a priori avec la logique économique proprement dite.

Du temps où les femmes lavaient le linge à la rivière (avec ou sans savon), les cours d'eau et les lacs ne souffraient pas de la pollution par les détergents ; du temps où les paysans étaient infiniment plus nombreux qu'aujourd'hui à travailler beaucoup plus durement la terre, l'agriculture remplissait presque parfaitement son rôle de gardienne de la (destructible) capacité de production du sol – et Nathanaël, le héros écologiste avant la lettre du jeune Gide, pouvait, dans l'ignorance de la misère des campagnes, goûter la saveur incomparable des fruits de saison ; du temps où il n'y avait ni appareils de réfrigération ni solvants, etc., la couche d'ozone n'était pas menacée.

Intuitif de multiplier les exemples. Tous montrent que le mépris de la nature, c'est souvent l'envers de l'attention accordée, sous une pression sociale de plus en plus forte, à la peine des hommes et à celle, longtemps ignorée, des femmes (notons cela sans la démagogie « antimasculine » bête des Verts). Le dilemme entre plus d'effort humain ou plus de pollution est, dans maints domaines, si manifeste que les écologistes verts sont obligés, pour en tenir compte, de prévoir une entorse à leur programme : « Les expériences de techniques agricoles moins chimiques n'en sont qu'à leur début, et au-delà c'est toute la chaîne alimentaire (y compris les transports) qu'il faut repenser. Ces systèmes demanderont sans doute plus de travail... » (c'est moi qui souligne).

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et sans doute sous l'influence de l'économie de guerre, tout entière tournée vers le présent, les exigences se sont érigées. Le productivisme a certainement exercé ses ravages sur l'environnement. C'est aussi le cas pour une certaine forme d'hédonisme sans doute inséparable du mouvement vers l'émancipation individuelle chère aux Verts. Lequel de ces « ismes » pousse l'autre ?

En guise de nouvel objectif émancipateur après la chute du « socialisme » de l'Est, certains idéologues allemands, dont s'inspirent étroitement les

Verts des deux côtés du Rhin, proposent une « utopie concrète ». Utopie parce qu'elle est capable de tout changer, concrète parce qu'on peut l'appliquer sans plus attendre. Elle se déploie dans une « politique du temps ». La possibilité en serait fournie par l'abolition d'une distinction nette entre le « travail rémunéré » et les autres « activités ». Dans les deux cas, ce qu'il s'agit de préserver et d'exalter, c'est la « créativité » dont chacun de nous serait porteur. En attendant, tout sera fait pour rompre le lien entre travail proprement dit – plus ou moins lié à la sphère, strictement circonscrite, de la production marchande – et revenu. Une allocation minimale sera distribuée à tous, à laquelle s'ajoutera le salaire. La diffusion du travail, et de ses contraintes inévitables, dans le temps disponible sera-t-elle favorable à l'environnement ? On le suppose.

A partir de là se déroule imperturbablement l'« autre logique » énoncée déjà en 1981. On diminue immédiatement la durée du travail pour le « partager » avec ceux qui sont actuellement condamnés au chômage. On substitue à « la division (...) entre dirigeants et exécutants » (voir le document cité des Verts français) un régime de « mobilisation négociée de la ressource humaine », et voilà du même coup assurés de nouveaux « gains d'efficacité » et une « réduction des gaspillages » déjà promise dans le programme commun. Les *conoscanti* retrouvent, presque mot pour mot, la vision de Marx d'une « association de libres producteurs » se partageant les tâches. Ce que ne dit pas expressément le petit manifeste de treize pages, c'est qu'un tel régime de répartition suppose par construction la contrainte. André Gorz écrit (1) : « La redistribution des effectifs ne se fera pas spontanément. Elle sera planifiée. La vérité est que l'humanité nouvelle des loisirs épanouissants est ici conçue comme la conséquence de l'égalité par la limitation obligatoire pour tous du temps de travail, c'est-à-dire, en clair, du temps consacré au marché honni. La réduction forcée du temps de travail, dont rêvent les douze écologistes, ressemblerait-elle au cauchemar du travail forcé ? Le pari des Verts qui s'est élevé contre l'idéalisme français du nucléaire et des grandes entreprises méritait mieux que ce remake néo-archéo-marxiste.

(1) *Métamorphoses du travail*, Editions Galilée.



LIVRES

Dallas sur la dalle

Une analyse des luttes d'influence et des conflits d'intérêts à travers les portraits des hommes qui ont bâti le quartier d'affaires de la Défense

LA DÉFENSE
LE POUVOIR
ET L'ARGENT

par Gérard de Senneville.
Albin Michel.
300 pages, 110 F.

Certains hommes sont nés coiffés. Gérard de Senneville doit être l'un d'entre eux. Car osera-t-on contester d'avoir dirigé de décembre 1987 à mai 1990 l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD), ce qui n'est pas une tâche sans intérêt, voilà que le livre dans lequel il raconte son expérience sort... en pleine affaire de la Tour BP dont l'un des protagonistes est Christian Pellerin, le « père » de ce quartier d'affaires.

Bien que l'histoire de la Défense soit faite de passions, d'intérêts qui se heurtent ou se mêlent, de lutte d'influences, le livre de Gérard de Senneville se veut sans polémique. Pourtant la galerie de portraits qu'il brosse peut être féroce : celui de Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux et président de l'EPAD, est au vitriol : « Sa méthode est simple : bloquer une opération jusqu'à ce qu'il obtienne de l'EPAD ou d'un autre interlocuteur les contreparties qu'il a fixées », ou encore : « Dès que les intérêts de la ville de Puteaux étaient en jeu, Charles Ceccaldi-Raynaud ne distinguait pas ses deux fonctions et c'était toujours le maire qui raisonnait et agissait. »

PIQUE • En revanche, le trait est peu appuyé pour dépeindre le maire de Courbevoie, Charles Deprez. Une petite pique au passage : « A la mairie de Courbevoie c'était lui qui signalait tous les bons de commandes, y compris les ténies dans les crèches. »

L'auteur ne peut cacher l'admira-

tion qu'il ressent devant Christian Pellerin, le patron de la SARI, même si sa propension à se poser comme « le maître de la Défense », l'irrite. Il montre très bien la différence de cultures entre les hommes de la SARI – la description d'une grande fête au CNIT est hilarante – et ceux de l'EPAD, ainsi que le malaise ressenti par ces derniers : « Le principal ressentiment des agents de l'EPAD à l'égard de la SARI découle du fait que ce promoteur privé leur avait volé l'image de la Défense. Christian Pellerin a un sens aigu de la communication. Cela fait partie de son métier. (...) L'EPAD n'a jamais eu de politique de communication. Il laissait toute la place à Pellerin. »

Gérard de Senneville explique également le choc ressenti par Christian Pellerin lors de l'intrusion dans son douar d'un autre homme fort : Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts. « Christian Pellerin se considérait visiblement comme le maître de la Défense. Il en avait fait sa chasse gardée. (...) Pourtant, alors que jamais sa position n'avait été plus forte, un rival apparut. Au moment même où le président de la SARI concrétisait un rêve en achetant le monument qui avait symbolisé la Défense pendant trente ans, un autre monument plus puissant encore sortait de terre : l'Arche édifiée par le CNIT. »

Une fois les acteurs dépeints, l'auteur décortique les méthodes de travail et des usages de relations qui les sous-tendent. La Défense a été réalisée sur le territoire des trois communes de Puteaux et Courbevoie pour le quartier du Parc. D'où l'importance des liens avec leurs municipalités qui ont d'abord « subi » la Défense avant d'en être fiers puis de chercher à « tirer profit de la capacité financière de l'EPAD ».

et de la richesse créée par celle-ci ». Courbevoie et Nanterre s'y prenaient « classiquement » : « En contrepartie des opérations concernant leur territoire, elles demandaient le financement de tel ou tel équipement ». Le maire de Puteaux, on l'a vu, opérait différemment.

Mais dans ce jeu, le promoteur a su conserver un « quasi-monopole ». Alors que dans le quartier du Parc l'EPAD continuait à faire jouer la concurrence entre plusieurs promoteurs avant d'attribuer les droits de construire, quasiment toutes les attributions dans le quartier d'affaires avaient lieu de gré à gré sans véritable concurrence.

APPUIS • Selon Gérard de Senneville, « dans un périmètre d'opération nationale, jamais un promoteur n'aurait pu acquiescer une telle position sans l'appui direct du ministre de l'équipement. Or, quel que soit le titulaire du poste, Christian Pellerin avait su nouer avec lui des liens privilégiés lui permettant de court-circuiter l'EPAD ». Comment s'y est-il pris avec les communes ? « Je l'ignore », répond Gérard de Senneville. A Courbevoie : « Pellerin a des attaches familiales dans la commune ». Mais à Puteaux, « il n'existait aucun facteur de cet ordre. J'ai pourtant constaté que toutes les opérations réalisées directement par la ville de Puteaux aux dépens de l'EPAD aboutissaient à un programme résolu par la SARI. »

Des lignes – et bien d'autres – à lire et relire pour qui veut essayer de comprendre l'atmosphère de l'affaire de la tour BP, même si ce sujet n'est à aucun moment abordé par l'auteur puisque ce bâtiment est situé, à quelques pas, hors du périmètre d'intervention de l'EPAD.

Françoise Javisse

A TRAVERS LES REVUES

Une page se tourne

Il y a trente ans, le modèle soviétique fasciail : nombre de dirigeants du tiers-monde l'adoptaient ou s'en inspiraient. Aujourd'hui, le risque d'effondrement économique de l'ancienne URSS inquiète ; et c'est à la lumière d'expériences du passé, notamment en Amérique latine, que des experts analysent les processus inflationnistes qui touchent ou menacent les pays en transition vers l'économie de marché (1).

Rudiger Dornbusch, du MIT (Massachusetts Institute of Technology), décrit à grands traits les ravages de l'hyperinflation, qui disloque la société et corrompt les institutions : il affirme la nécessité première de la stabilité financière pour la reconstruction et le relèvement économiques. Mais, là où le contrôle des prix a été la règle, la seule prise de conscience du problème de l'inflation peut prendre du temps ; et là où il y a de graves déséquilibres des finances publiques, les ajustements nécessaires peuvent être politiquement difficiles : « La seule question est celle de l'ampleur de la baisse du niveau de vie qui se sera produite avant ces ajustements, et du temps et du capital politique qui auront été perdus. »

Mais il faut aussi s'interroger sur les effets des ajustements. Paur l'Amérique latine, Pierre Salama et Jacques Valier (des universités Paris-XIII et Paris-X) dressent un bilan mitigé des récentes politiques d'inspiration libérale : « Retrait de l'Etat, ouverture des frontières, avec un coût social élevé, elles ont pu stopper l'hyperinflation dans certains pays, sans que le retour à la croissance durable soit garanti » (2). A partir d'un ensemble d'études de politiques d'ajustement menées dans le tiers-monde, Christian Marisson, du Centre de développement de l'OCDE, est plus nuancé : certes, les programmes de stabilisation « se sont souvent accompagnés d'accroissements de la pauvreté urbaine, conduisant à des émeutes et d'autres troubles » ; mais « les évolutions de la pauvreté, de l'inégalité et des revenus des familles

pauvres diffèrent profondément selon les pays » ; si elles ont été très défavorables au Chili et en Equateur, des améliorations ont eu lieu au cours de la période d'ajustement en Indonésie et en Malaisie (3).

Reste que la récente vague libérale a engendré des mutations profondes : ainsi en matière de sécurité alimentaire. « Dans la dernière décennie, constate Georges Courade et Jacqueline Peltre-Wurtz, de l'ORSTOM, l'impuissance des Etats à gérer tous les problèmes de sécurité alimentaire est apparue plus clairement que jamais (...) : l'Etat n'opposait plus aux yeux des peuples comme le bouclier protecteur, la puissance tutélaire pouvant assurer à chacun par ses arbitrages et ses formes de régulation le nécessaire, tout en préservant les intérêts des producteurs nationaux. » La montée de l'incertitude alimentaire provoque des inquiétudes dans la malité de la population terrestre, soit 2,5 milliards de sous-alimentés, « plus seuls que jamais dans la tourmente néolibérale qui les réduit à inventer des stratégies de survie ou, pis, qui les soumet à une précarité insupportable » (4).

Dans le même temps, l'orthodoxie en matière de développement a basculé, comme le montre Gérard Grellet, de l'université Paris-I – IEDES, d'une vision qui privilégiait le national et l'Etat, à une conception qui prône le moins d'Etat et l'adaptation au contexte international (5).

VALUEUR • Cela conduit à des positions extrêmes, qu'illustre la note de Lawrence Summers, économiste de la Banque mondiale, que vient de révéler la presse anglo-saxonne (6). Y justifiant la délocalisation vers le Sud des pollutions et déchets du Nord, l'auteur présente, entre autres, cet argument : « Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et la mortalité. De ce point de vue, la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les

salaires sont les plus faibles est imparable. » Comme toute bonne caricature, celle-ci révèle l'essentiel : tout doit se mesurer à sa valeur économique. La valeur de l'homme se mesure à son salaire ; comme les salaires du tiers-monde sont inférieurs à ceux du Nord, la valeur d'un homme du tiers-monde est moindre que celle d'un homme du Nord : le calcul économique, dès lors, montre qu'il est moins coûteux de mettre en péril les vies humaines du Sud.

Déjà, cette logique est à l'œuvre : pour survivre, des hommes et des femmes du Sud vendent leur sang, parfois un rein.

Il y a une trentaine d'années, François Perroux plaiderait pour le développement de tout l'homme et de tous les hommes. Faut-il accepter aujourd'hui que l'homme ne compte qu'à l'aune de la seule valeur qu'il peut avoir comme marchandise ?

Michel Beaud

- (1) « Symposium sur l'inflation dans les économies socialistes en transition », *World Bank Economic Review*, janvier 1992 (The World Bank, Washington DC 20 433, Etats-Unis).
- (2) Dossier sur « La fin des hyperinflation en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1992, publiée par l'IEDES (58, boulevard Arago, 75013 Paris).
- (3) « Ajustement avec croissance et équilibre », numéro de *World Development*, novembre 1991 (Pergamon Press, Headington Hill Hall, Oxford OX3 0BW, Grande-Bretagne).
- (4) « La sécurité alimentaire à l'heure du néolibéralisme », numéro double des *Cahiers des sciences humaines de l'ORSTOM*, Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, vol. 27, n° 1-2, 1991 (70-4 route d'Aulnay, 93143 Bondy Cedex).
- (5) Gérard Grellet, « Un survol critique de quelques orthodoxies contemporaines », *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1992.
- (6) Notamment *The Economist*, 8 février 1992, et le *Financial Times*, 10 février 1992.

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{er} ou 2^e

Le Centre de Recherche et de Formation de l'ESLSCA est un organisme d'enseignement supérieur privé, agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Il est affilié à l'Association Française des Universités Catholiques (A.F.U.C.).

Le Centre de Recherche et de Formation de l'ESLSCA est un organisme d'enseignement supérieur privé, agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Il est affilié à l'Association Française des Universités Catholiques (A.F.U.C.).

eslsca

Le Centre de Recherche et de Formation de l'ESLSCA est un organisme d'enseignement supérieur privé, agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Il est affilié à l'Association Française des Universités Catholiques (A.F.U.C.).

Le Centre de Recherche et de Formation de l'ESLSCA est un organisme d'enseignement supérieur privé, agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Il est affilié à l'Association Française des Universités Catholiques (A.F.U.C.).

هكذا من الأصل

La rationalité économique des regroupements d'entreprises

Fragilités capitalistes

par JEAN-MARIE CHEVALIER (*)

LA construction de l'Europe et l'internationalisation croissante des marchés conduisent à une remise en cause fondamentale des structures productives, obligées de s'adapter à ce nouvel environnement. Certaines entreprises, dotées d'un fort potentiel, cherchent à multiplier les opérations de croissance externe (fusion, acquisition) pour atteindre une taille européenne ou mondiale. D'autres, plus hexagonales, constatant qu'elles auront de plus en plus de mal à conserver leur indépendance, sont prêtes à s'allier à un groupe plus puissant.

Ainsi, à côté de la structure traditionnelle d'entreprise, on assiste à la naissance des groupes financiers réunissant sous une forme complexe des entreprises de tailles et d'activités différentes. Dans ce mouvement de recomposition qui devrait encore s'accroître, le jeu du capital et des ambitions personnelles interfère avec la raison d'Etat, ou la raison de Bruxelles, sans que l'on sache clairement à quelle rationalité économique on peut encore se référer.

L'affaire De Havilland (la Commission européenne ayant bloqué le rachat de cet avionneur canadien par l'Aérospatiale au mois d'octobre 1991), la marée forcée de Thomson avec CEA Industrie et les projets du gouvernement d'Edith Cresson, mais aussi la chute de l'empire Maxwell et l'inculpation de Giancarlo Pirelli, posent finalement la même type de questions concernant la rationalité économique des regroupements. Deux logiques différentes interfèrent et s'opposent : une logique financière, accordant une place déterminante à la rentabilité courte, et une logique industrielle de plus long terme. L'une ou l'autre présentent des dangers.

Logique financière...

La logique financière s'inscrit souvent dans une attitude individuelle de recherche du pouvoir. Ce sont les « nouveaux capitalistes » qui bâtissent leurs empires personnels en utilisant toutes les ficelles du système. A la base de leur stratégie, la recherche de plus-value sur l'achat et la vente d'entreprises, qui repose sur la sous-évaluation de certains actifs qu'on peut espérer revendre à bon prix (vente par appartenance), sur l'utilisation financière du cash-flow disponible, sur les mesures de réorganisation et de « dégraissage » pouvant améliorer l'efficacité. L'entreprise devient un objet de spéculation.

Cette logique financière fait appel à tous les instruments qui permettent de contrôler un maximum d'actifs avec une mise minimale. Plus les structures sont complexes (cascades de holdings, paradis fiscaux, appel aux marchés financiers et alliances bancaires), plus cet effet de démultiplication est efficace. Dans cette configuration, le capitalisme financier devient à la fois malsain et fragile. Malsain parce que l'opacité des structures masque la finalité productive des entreprises et la répartition entre les gains ou les risques liés à la production et ceux liés à la spéculation. Fragile parce que ce type de structure incite à la fuite en avant, en imaginant que l'on sera toujours en mesure de contrer la conjoncture grâce à des subventions croisées et à des alliés trop engagés pour pouvoir faire machine arrière. On comprend mieux pourquoi les grandes banques européennes ont pu suivre trop longtemps Maxwell ou Pirelli. Pour deux cas tombés sur la place publique, combien y en a-t-il encore en puissance ?

... ou logique industrielle

La logique industrielle est fondée quant à elle sur les conditions réelles de production et de commercialisation des biens et services. Il s'agit de choisir les produits et les marchés sur lesquels on sait que l'on peut être compétitif, puis de mobiliser l'ensemble des avantages comparatifs dont on peut disposer par rapport à ses concurrents. L'objectif

est donc beaucoup plus clairement affiché que pour la logique financière et, en tout état de cause, la sanction du marché est là, à condition que la concurrence joue.

La recherche de la compétitivité ne concerne plus aujourd'hui les seuls coûts de production ou de main-d'œuvre. La mobilisation des avantages comparatifs implique une stratégie multidimensionnelle : a) choix des meilleures technologies disponibles et préparation de l'avenir par des dépenses appropriées de recherche et développement ; b) management attentif de la demande, lancement de nouveaux produits, renforcement des marques et de l'image ; c) recherche des possibilités de croissance susceptibles de créer des économies d'échelle ; d) recherche des modes d'organisation qui permettent de réduire les coûts de transaction, les coûts d'agence, les délais d'immobilisation.

Dans une telle vision de la compétitivité, qui reflète bien une logique industrielle, la mobilisation des ressources humaines joue un rôle majeur. En effet, celles-ci sont globalement de moins en moins nombreuses (à production constante) et de plus en plus qualifiées. Leur productivité s'affirme donc comme une composante centrale de la compétitivité ; elle dépend directement de la mobilisation des hommes, de leur adhésion au projet stratégique de l'entreprise et à un mode approprié de partage de la valeur. Ainsi, dans les opérations de croissance externe, on ne peut pas marier sans précaution des populations imprégnées de cultures d'entreprises différentes.

On peut craindre à cet égard que tous les éléments de la logique industrielle ne soient pas pris en

compte dans le rapprochement Thomson-CEA et dans la choix d'un partenaire pour Bull. Les arguments industriels invoqués dans ces affaires tendent à occulter des préoccupations (la recherche de fonds et le maintien de l'emploi) qui relèvent d'une autre logique, financière et politique.

La logique industrielle apparaît donc globalement comme une rationalité économique de longue période, plus solide que la rationalité financière de rentabilité rapide. C'est le capitalisme de création par rapport au capitalisme de spéculation.

Cette logique a cependant ses limites puisqu'elle peut aboutir à ce qu'un petit nombre de firmes se dotent d'un fort pouvoir de marché avec constitution de monopoles, de positions dominantes ou de collusions qui lésent le consommateur, la collectivité et l'intérêt général.

Risque et éthique

L'émergence de ces problèmes, avec les risques inhérents de perte de crédibilité du système, exige une responsabilisation plus grande des hommes et des institutions.

Les hommes concernés sont les actionnaires, les patrons et les salariés. L'histoire récente montre que, dans bien des cas, les mouvements de restructuration ne réussissent que s'il y a transparence, concertation, dialogue et consensus minimum. L'économie de la négociation l'emporte sur le modèle de concurrence pure et parfaite dans lequel les hommes sont considérés comme des pions interchangeables sur des marchés efficaces.

Les institutions sont les banques, les pouvoirs

publics et la Commission de Bruxelles, confrontés à trois problèmes majeurs : les risques, l'éthique et le contrôle du pouvoir de monopole.

Risque et éthique paraissent aujourd'hui intimement liés. Le risque est d'autant plus élevé que la logique financière de court terme l'emporte sur la logique industrielle, car les tentations de manquement à l'éthique des affaires sont alors nombreuses. Il est, de ce point de vue, souhaitable qu'à l'instar du capitalisme anglo-saxon, les règles déontologiques soient plus clairement établies et que tout manquement soit sévèrement sanctionné. L'absence de sévérité de la part des pouvoirs publics — pas toujours eux-mêmes au-dessus de tout soupçon — est un facteur de fragilisation du système politico-économique.

Quant au contrôle du pouvoir de monopole, il est aujourd'hui du ressort de Bruxelles, avec de grandes ambiguïtés dans sa définition. Sa mise en œuvre peut en effet contrecarrer des stratégies de croissance externe mises en œuvre par les firmes européennes dans la perspective du marché unique, au risque de les pénaliser par rapport à leurs concurrentes américaines ou japonaises. Ce fut le cas dans l'affaire De Havilland. L'espace pertinent pour juger aujourd'hui de la vigueur de la concurrence, des pratiques monopolistiques et, peut-être aussi, de la déontologie des affaires, c'est le marché mondial. Le fonctionnement durable du capitalisme sur des bases saines requiert de plus en plus un mode de régulation conçu à l'échelle de la planète.

(*) Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

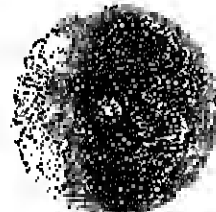
Et si la France était Beaucoup plus Grande que Vous ne l'Imaginez ?



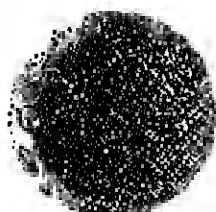
NOTRE METIER EST UNIQUE
C'est l'ingénierie et la construction, c'est à dire l'expertise du conseil et l'expérience de la réalisation.



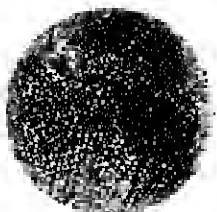
EN EUROPE ET DANS LE MONDE
Technip est présente dans 86 pays : partout où il y a une usine ou un bâtiment à réaliser, nous pouvons être présents.



UNE CHANCE POUR LA FRANCE
Avec Technip, des entreprises industrielles françaises, des bailleurs de licences et de technologies, des équipementiers, des sous-traitants.



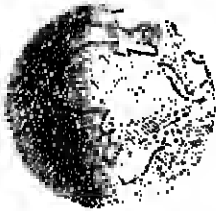
LA FRANCE EST NOTRE VITRINE, LE MONDE EST NOTRE MARCHÉ
50% de nos marchés sont en France et en Europe et 50% dans le reste du monde.



L'INGENIERIE DIVERSIFIEE
De l'offshore pétrolier à l'agroalimentaire, du raffinage aux métaux non ferreux, des industries manufacturières à l'environnement, de l'informatisation à l'organisation.



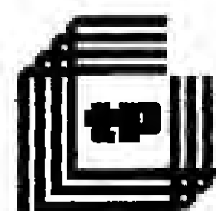
L'INGENIERIE DES COMPETENCES
De la conception à la construction : des vocations professionnelles multiples, le sens de l'innovation et le respect de la qualité.



5000 PERSONNES DANS LE MONDE
Des implantations de proximité avec 26 filiales partenaires, plus de 8 milliards de chiffre d'affaires, faites le calcul nous sommes bien n°1.



TECHNIP : LA FRANCE EST PLUS GRANDE QUE VOUS NE L'IMAGINEZ
Des hommes et des femmes, des moyens, des projets, des réalisations clés en main, des clients, des partenaires : partout dans le monde, Technip fait appel aux compétences françaises.



TECHNIP

L'ingénierie française sourit aux ambitieux

TECHNIP La Défense 6, 170, place Henri Régnauld, 92090 Paris-La Défense (France)
Tél.: (33) (1) 47.78.21.21 - Fax: (33) (1) 47.78.33.40

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maîtrise.

Date des épreuves:

- 1^{re} année (1 session): 7 et 8 juillet 1992
Inscription avant le: 15 juin
- 2^e année (2 sessions): 9 et 10 juillet 1992
23 et 24 septembre 1992
Inscription avant le: 15 juin (1^{re} session)
31 juillet (2^e session)

Renseignement - Inscription

E.S.L.S.C.A.
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél.: (1) 45-51-32-59.
Etablissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949
Diplôme visé par l'Etat.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

